



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

L^e Année

Tome II N^{os} 1-2 – Juillet-Août 1975

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 **La courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale et l'évolution économique : un examen critique.**
- 23 **La balance des Paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1974.**
- 59 **Réduction des taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique.**
- 61 **Réserve monétaire.**
- 63 **Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale - Résultats de juin 1975.**
- 1 **Statistiques.**
- 135 **Législation économique.**
- 151 **Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique.**

Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

LA COURBE SYNTHETIQUE
DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE
DE LA BANQUE NATIONALE
ET L'EVOLUTION ECONOMIQUE : UN EXAMEN CRITIQUE

Les résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale effectuée dans l'industrie manufacturière, la construction et certains secteurs du commerce de gros et de détail, constituent actuellement un instrument important pour l'analyse des tendances conjoncturelles les plus récentes.

Pour mener ces enquêtes, on applique la méthode suivante ⁽¹⁾. Chaque mois des questions portant sur quelques variables essentielles de l'activité des entreprises sont posées à un nombre important de chefs d'entreprises. Ces variables peuvent se répartir en trois groupes : en premier lieu, des variables représentant l'évolution pendant le mois écoulé de la production, des prix et des commandes reçues; ensuite, des variables reflétant une appréciation des chefs d'entreprises concernant la situation du carnet de commandes, des stocks de produits finis et de la durée assurée de l'activité; enfin, des variables se rapportant à l'avenir, comme les prévisions concernant le personnel occupé, la demande et les prix.

Les réponses des chefs d'entreprises à ces questions sont très simples et se bornent à indiquer une « hausse », une « baisse » ou une situation « inchangée » de la grandeur envisagée ou encore, s'il s'agit d'une appréciation, « supérieure à la normale », « inférieure à la normale » ou « normale ». Toutes les réponses reçues sont ensuite réparties, après l'application de la pondération appropriée, selon les trois classes de fréquence citées ci-dessus, ce qui permet de calculer le solde net des réponses signalant une « hausse » (« supérieure à la normale ») et de celles signalant une « baisse » (« inférieure à la normale ») de

⁽¹⁾ Les principes et méthodes des enquêtes de conjoncture ont déjà été exposés de manière circonstanciée dans le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIV^e année, Vol. II, n^o 4, octobre 1969, pp. 348-363.

la grandeur envisagée. C'est le plus souvent sur la base de ce solde net, exprimé sous la forme d'un pourcentage par rapport à l'ensemble des réponses données, que l'on détermine la tendance de la grandeur envisagée et que l'on présente les informations concernant l'évolution de la conjoncture. Les avantages d'une méthode de travail aussi simple sont évidents : les réponses, qui exigent peu de temps, sont le plus souvent fournies par le chef d'entreprise lui-même et sont fiables; en outre, elles sont disponibles rapidement et fréquemment et peuvent être présentées d'une manière très compréhensible. Cette technique présente l'inconvénient de perdre une grande partie de l'information, du fait que seules des données qualitatives sont disponibles et pas de données quantitatives. Toutefois, par le passé, une relation a été le plus souvent constatée entre, d'une part, ce solde net et, de l'autre, le sens et l'intensité de la modification, d'un mois à l'autre, de la variable réelle correspondante.

Depuis octobre 1972, la Banque a complété ces informations en publiant, également dans ce *Bulletin*, une courbe synthétisant une grande partie des résultats obtenus par ces enquêtes mensuelles. Cette courbe synthétique intègre onze séries de réponses des chefs d'entreprise; en se basant sur les observations faites par le passé et suivant un même principe, chaque série de réponses est ventilée selon une échelle numérique permettant d'attribuer à chaque nouveau solde net mensuel une cote chiffrée déterminée. La courbe représente la moyenne, pour les onze séries, des cotes obtenues de cette manière. Les raisons qui ont amené la Banque à procéder à l'établissement d'un indicateur synthétique de l'évolution du climat conjoncturel, sont multiples et ont été exposées en détail dans un numéro précédent de ce *Bulletin* ⁽¹⁾. Dans ce même numéro, la portée, les possibilités et les lacunes de cet instrument d'analyse économique ont été examinées et les techniques appliquées, décrites d'une manière circonstanciée. La méthode de calcul n'a, depuis, subi que quelques modifications secondaires, qui ont, elles aussi, été exposées dans un autre numéro de ce *Bulletin* ⁽²⁾, tandis que l'échelle a reçu récemment une nouvelle graduation ⁽³⁾.

Ces dernières années, il a été généralement admis que l'évolution de la courbe synthétique a donné une bonne idée de l'évolution économique réelle, de sorte que cet indicateur conjoncturel synthétique, encore qu'il ne puisse en aucun cas remplacer un examen conjoncturel approfondi, a acquis, ces derniers temps, une notoriété toujours plus grande et est de plus en plus utilisé en tant qu'indicateur rapide le plus représentatif de l'évolution de la conjoncture.

(1) « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, n^o 4, octobre 1972, pp. III-XI.

(2) La mise au point de la méthode de calcul de la courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale a été exposée dans le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome I, juin 1974, n^o 6, pp. III-VII.

(3) « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, L^e année, tome I, juin 1975, n^o 6, pp. 3-7.

Dès lors, la Banque a estimé qu'un examen plus critique, tant sur une longue période que pour l'évolution plus récente, s'imposait. Cet examen correspond non seulement à une attitude scientifique nécessaire, mais est, dans le cas présent, d'autant plus souhaitable que l'évolution des séries statistiques chronologiques utilisées peut être affectée par des changements de structure risquant d'altérer la signification de la courbe synthétique. D'ailleurs, la nécessité d'interpréter cette courbe avec prudence a déjà été particulièrement soulignée précédemment.

*
**

La comparaison entre la courbe synthétique et l'évolution économique réelle porte sur la période 1958-1974; en principe, on s'était proposé, pour refléter la réalité économique, de retenir trois critères, à savoir le chômage, la production industrielle et le produit national brut en volume.

Après coup, il est toutefois apparu, surtout pour les deux derniers cycles conjoncturels, que les informations statistiques concernant le chômage, utilisées habituellement, s'indiquaient moins comme mesure de l'évolution conjoncturelle réelle que les deux autres grandeurs précitées, et cela pour les raisons d'ordre statistique ou de caractère plus fondamental exposées ci-après.

En premier lieu, les statistiques afférant à certains groupes de chômeurs, tels que les « demandeurs d'emploi libres », les « chômeurs occupés par les pouvoirs publics » et les « autres chômeurs inscrits obligatoirement », sont difficilement utilisables comme base de comparaison, soit parce que les données ne sont pas entièrement disponibles pour la période étudiée, soit parce que leur composition a subi de fortes variations à la suite de modifications de la réglementation; de plus, leur importance est relativement faible par rapport au nombre des chômeurs repris dans les deux autres catégories, à savoir les « chômeurs partiels » et les « chômeurs complets ».

En second lieu, les données concernant le « chômage partiel » ne peuvent qu'être difficilement comparées à l'évolution conjoncturelle, étant donné qu'il se produit dans cette série de fortes pointes (mois d'hiver) et des creux importants (mois d'été), de sorte que la part des mouvements saisonniers dans le total est considérable. Comme il n'est pas possible d'éliminer avec précision ce mouvement saisonnier, cette série est peu indiquée, d'autant que cette catégorie de chômeurs comprend aussi des personnes sans emploi à cause de facteurs non conjoncturels, comme le chômage technique. En outre, il a aussi été constaté qu'au cours de la période toute récente, le nombre de chômeurs partiels a vivement augmenté non seulement pour des raisons conjoncturelles, mais probablement aussi à cause d'un changement fondamental d'attitude des partenaires sociaux dans la recherche de solutions au problème du chômage, lesquelles revêtent toujours davantage un caractère collectif.

Enfin, la catégorie « chômeurs complets » ne peut, elle non plus, être utilisée en tant que telle comme base de comparaison, étant donné qu'elle comprend

aussi les chômeurs complets à aptitude réduite et ceux à aptitude très réduite, deux catégories qui, pour des raisons évidentes, n'ont que peu de rapport avec l'évolution conjoncturelle. Même si, pour l'étude, seuls les chômeurs complets à aptitude normale étaient retenus, ce qui, de toute manière, réduit déjà assez considérablement le phénomène du chômage, on se trouverait confronté à plusieurs facteurs qui compliquent l'examen de la relation existant entre cette catégorie de chômeurs et la conjoncture, surtout pour la période la plus récente, c'est-à-dire celle qui doit précisément constituer la partie la plus importante de notre étude. Ces facteurs ne relèvent pas seulement de la technique statistique comme la méthode de dessaisonnalisation à appliquer à cette série, mais sont aussi liés à certains comportements sociologiques et économiques n'ayant aucun rapport avec l'évolution conjoncturelle, tels que l'augmentation structurelle du chômage féminin ces dernières années. Ils peuvent même trouver leur origine dans certaines évolutions démographiques appartenant au passé. En outre, il convient également de souligner le raccourcissement du délai mis par le chômage à réagir à un changement conjoncturel. Cette modification du « time-lag » affaiblit dès lors la relation statistique entre les deux séries chronologiques.

Aussi, dans les deux parties qui suivent, l'analyse a-t-elle été limitée à l'étude de la relation existant entre la courbe synthétique et, respectivement, la production des industries manufacturières et le produit national brut en volume.

PREMIERE PARTIE

RELATION ENTRE LA COURBE SYNTHETIQUE ET LA PRODUCTION DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES

Avant d'effectuer la comparaison entre les évolutions respectives des deux séries chronologiques au cours de la période 1958-1974, pour déterminer dans quelle mesure la courbe synthétique reflète l'évolution de la production, il convient d'apporter quelques précisions concernant le matériel statistique utilisé et les modifications que ces données brutes ont subies avant de se présenter sous une forme utilisable pour la comparaison.

La présentation de la courbe synthétique n'a offert aucune difficulté; elle s'est faite à partir des moyennes trimestrielles des valeurs chiffrées de cette courbe, y compris l'indicateur concernant l'évolution des prix ⁽¹⁾. Cette série chronologique ne nécessitait pas de modification étant donné qu'elle accuse

⁽¹⁾ La valeur chiffrée de la courbe synthétique a été publiée pour la période 1963-mai 1975, dans l'article sur la courbe synthétique paru dans le *Bulletin* de juin dernier. Pour chacun des mois suivants, elle sera publiée dans la partie non statistique de ce *Bulletin*.

un profil conjoncturel évident et qu'il ne s'y produit, pour ainsi dire, aucun autre mouvement récurrent.

L'évolution de la production est représentée par l'indice de la production des industries manufacturières, établi par l'Institut National de Statistique. Les industries reprises dans cet indice correspondent à peu près, du moins pour les dernières années, à celles participant aux enquêtes de conjoncture de la Banque, sous réserve que l'Institut National de Statistique inclut le secteur de l'électricité dans cet indice alors que ce secteur ne participe pas aux enquêtes mensuelles, et surtout que l'industrie de la construction est reprise dans la courbe synthétique mais qu'elle n'appartient pas aux industries manufacturières.

Bien qu'il eût été techniquement possible d'établir un indice de la production comprenant le secteur de la construction, la solution n'a pas été retenue étant donné la fiabilité insuffisante du matériel statistique concernant l'activité dans la construction. L'autre solution permettant d'arriver à des séries comparables, qui aurait consisté à éliminer les indicateurs concernant la construction lors du calcul de la courbe synthétique, fut effectivement envisagée, mais n'a pas non plus été retenue. En effet, il est dans une certaine mesure souhaitable de procéder à une comparaison avec la courbe synthétique telle qu'elle est publiée et connue en général; d'autre part, il a été constaté qu'en procédant à cette correction, les valeurs chiffrées de la courbe synthétique n'étaient pas notablement modifiées.

Néanmoins, l'indice de la production des industries manufacturières n'est pas utilisable comme tel, étant donné qu'en plus de la composante conjoncturelle, qui seule importe pour la présente étude, d'autres éléments interviennent, à savoir des facteurs accidentels, une composante saisonnière et une tendance de longue durée (c'est-à-dire un mouvement général, persistant plusieurs années). Il a dès lors été nécessaire d'éliminer, dans la mesure du possible, ces trois dernières composantes.

Les *mouvements purement accidentels*, tels que la perte de production survenant en cas de grève, n'ont pas été éliminés parce qu'ils ne sont connus qu'approximativement. En revanche, les mouvements résultant, pour l'indice de la production, des différences de longueur et de composition des mois ont effectivement été éliminés, étant donné qu'il a été fait usage d'une série chronologique à laquelle l'Institut National de Statistique apporte déjà lui-même cette correction.

Les *variations saisonnières* résultant de l'incidence de facteurs saisonniers d'ordre climatologique ou conventionnel (par exemple, la période des congés annuels en été) qui se répètent en principe chaque année, ont été éliminées de la série statistique précitée par la méthode Census II, variante X-11. Cette des-

(1) A partir de 1963, étant donné que, pour les années précédentes, les données nécessaires n'étaient pas disponibles pour cette branche d'activité.

saisonnalisation a posé de multiples problèmes et la série en question n'a pas toujours pu être corrigée de toutes les influences saisonnières, en tout cas pas lorsque ces influences ont connu des changements ces dernières années. Ce fut, par exemple, partiellement le cas pour le ralentissement de l'activité au cours des mois d'été, qui n'a pu être entièrement éliminé du fait, entre autres, de la tendance qui prévaut à allonger la période de congé.

La *tendance de longue durée* consiste dans le fait qu'il s'est produit une croissance quasi continue de l'économie. Quant à l'évolution conjoncturelle, elle a été caractérisée le plus souvent ces dernières années par une succession de périodes de croissance alternativement rapide et lente et, non plus, par des hausses et des baisses absolues de l'activité économique.

Dans la présente étude, la situation conjoncturelle dans chaque période a été déterminée en comparant le niveau de l'activité économique avec la valeur de la tendance de longue durée : les périodes au cours desquelles ce niveau dépasse la valeur de la tendance peuvent être considérées comme des périodes de haute conjoncture; si ce niveau est inférieur, on parle alors de faible conjoncture. Il a été considéré qu'un taux de croissance annuel constant constitue la mesure la plus satisfaisante de l'augmentation de la production due à la tendance de longue durée. Pour la période 1958-1974, ce pourcentage s'élève à 5,7 p.c., mais pour pratiquement les deux derniers cycles conjoncturels, on a retenu un pourcentage basé sur la tendance d'une période plus récente, celle des années 1964-1974, pourcentage qui est quelque peu inférieur au précédent, à savoir 5,4 p.c.

La représentation de l'évolution conjoncturelle au moyen des écarts par rapport à la tendance de longue durée, est une méthode présentant certains inconvénients, étant donné que le calcul de la tendance de longue durée, et donc aussi des écarts par rapport à cette tendance, est dans une certaine mesure arbitraire. En effet, la valeur de la tendance de longue durée est influencée par la méthode de calcul retenue et par le choix de la période sur laquelle cette tendance est calculée, tandis que, pour les observations les plus récentes, l'évolution due à la tendance revêt un caractère un peu plus incertain.

L'indice de la production des industries manufacturières, corrigé des variations saisonnières et ajusté pour tenir compte des différences de longueur et de composition des mois, est repris, sous la forme de moyennes mensuelles par trimestre, dans la colonne (1) du tableau I. Les valeurs de la tendance, calculées sur la base des données figurant dans la colonne (1) et suivant la méthode décrite ci-dessus, sont données dans la colonne (2). Les écarts, exprimés en pourcentages, entre les valeurs réelles de l'indice de la production dans l'industrie manufacturière [colonne (1)] et les valeurs de la tendance de longue durée [colonne (2)] représentent donc essentiellement des fluctuations conjoncturelles. Ils apparaissent dans la colonne (3) du tableau ci-après; ce sont ces données qui ont été retenues pour représenter l'évolution conjoncturelle de la production dans le graphique 1.

Tableau I.

Evolution de la production des industries manufacturières ¹ :
valeurs réelles dessaisonnalisées (indice base 1970 = 100) et valeurs de la tendance

Trimestres	Valeurs réelles dessaisonnalisées (1)	Valeurs de la tendance (2)	(1)	Trimestres	Valeurs réelles dessaisonnalisées (1)	Valeurs de la tendance (2)	(1)
			(2) en p.c. - 100 (3)				(2) en p.c. - 100 (3)
1958 I ...	50,3	49,8	+1,00	1967 I ...	80,4	82,3	-2,31
II ...	48,2	50,5	-4,55	II ...	80,0	83,5	-4,19
III ...	48,8	51,2	-4,69	III ...	81,0	84,6	-4,26
IV ...	49,2	51,9	-5,20	IV ...	83,2	85,8	-3,03
1959 I ...	50,2	52,7	-4,74	1968 I ...	83,7	87,0	-3,79
II ...	51,4	53,4	-3,75	II ...	85,7	88,3	-2,94
III ...	52,3	54,2	-3,51	III ...	85,9	89,5	-4,02
IV ...	55,4	54,9	+0,91	IV ...	90,4	90,8	-0,44
1960 I ...	55,7	55,7	...	1969 I ...	92,6	92,2	+0,43
II ...	55,9	56,5	-1,06	II ...	96,7	93,4	+3,53
III ...	57,0	57,3	-0,52	III ...	97,9	94,6	+3,49
IV ...	57,3	58,1	-1,38	IV ...	98,9	95,9	+3,13
1961 I ...	56,6	58,9	-3,90	1970 I ...	98,4	97,2	+1,23
II ...	61,2	59,7	+2,51	II ...	99,3	98,5	+0,81
III ...	62,3	60,6	+2,81	III ...	100,8	99,8	+1,00
IV ...	63,0	61,4	+2,61	IV ...	101,7	101,1	+0,59
1962 I ...	63,1	62,4	+1,28	1971 I ...	102,0	102,5	-0,49
II ...	64,2	63,1	+1,74	II ...	99,5	103,8	-4,14
III ...	65,6	64,0	+2,50	III ...	102,7	105,2	-2,38
IV ...	65,6	64,9	+1,08	IV ...	104,0	106,6	-2,44
1963 I ...	66,2	65,8	+0,61	1972 I ...	105,4	108,0	-2,41
II ...	70,1	66,8	+4,94	II ...	109,1	109,5	-0,37
III ...	70,9	67,7	+4,73	III ...	109,5	110,9	-1,26
IV ...	72,8	68,7	+5,97	IV ...	116,3	112,4	+3,47
1964 I ...	74,0	69,6	+6,32	1973 I ...	115,8	113,9	+1,67
II ...	74,3	70,6	+5,24	II ...	116,9	115,4	+1,30
III ...	74,2	71,6	+3,63	III ...	118,5	117,0	+1,28
IV ...	75,9	72,6	+4,55	IV ...	121,5	118,5	+2,53
1965 I ...	76,6	73,6	+4,08	1974 I ...	125,4	120,1	+4,41
II ...	76,3	74,7	+2,14	II ...	126,4	121,7	+3,86
III ...	75,8	75,7	+0,13	III ...	122,4	123,3	-0,73
IV ...	79,4	76,8	+3,39	IV ...	120,7	125,0	-3,44
1966 I ...	79,0	77,8	+1,54	1975 I ...	116,2	126,7	-8,29
II ...	79,3	78,9	+0,51	II ...	119,9 ²	128,4	-6,60 ²
III ...	79,7	80,0	-0,37				
IV ...	79,7	81,2	-1,85				

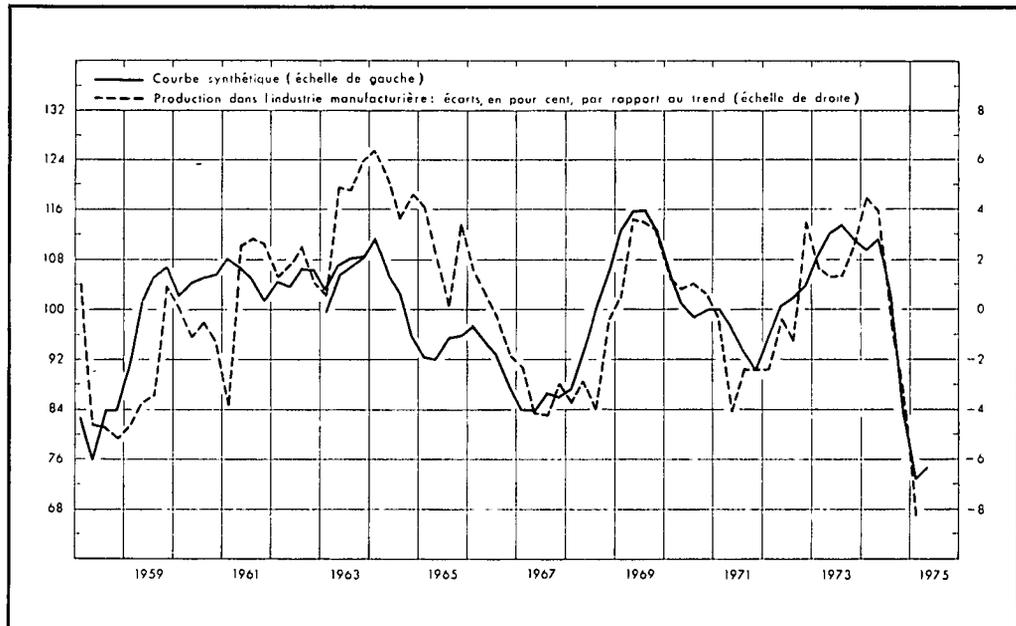
¹ Industries manufacturières, donc l'industrie extractive et l'industrie de la construction non comprises.

² Estimations sur la base de la relation constatée dans la première partie entre la courbe synthétique et la production des industries manufacturières.

Pour le graphique, il a été admis que lorsque l'écart entre la production des industries manufacturières et la tendance de longue durée est nul, c'est-à-dire lorsque l'évolution de la production concorde avec l'évolution due à la tendance, dont il a été question plus haut, la situation conjoncturelle est « normale », ce qui, dans la courbe synthétique, est exprimé au moyen de la valeur chiffrée 100. En effet, en raison du mode de calcul de cette valeur chiffrée, la situation conjoncturelle devant être considérée comme normale correspond environ à la valeur chiffrée 100 de la courbe synthétique. Ainsi, le point 0 de l'échelle de droite a été fixé à la hauteur de 100 points sur l'échelle de gauche. D'autre part, il a aussi été constaté qu'une variation de 4 points de la valeur chiffrée va *grosso modo* de pair avec une variation de un point dans les écarts en pour cent de la production des industries manufacturières par rapport à la tendance de longue durée.

Graphique 1.

Courbe synthétique des principaux résultats des enquêtes mensuelles de la Banque Nationale de Belgique et évolution conjoncturelle de la production des industries manufacturières



Par conséquent, pour l'échelle de droite du graphique, on a retenu une unité égale à quatre fois celle de l'échelle de gauche.

Du graphique 1, il ressort en premier lieu, qu'il existe entre la courbe synthétique et l'évolution conjoncturelle de la production des industries manufacturières un degré assez élevé de concordance, en ce qui concerne l'amplitude des deux courbes. En fait, il n'y a que deux périodes au cours desquelles les amplitudes ont différencié assez fort l'une de l'autre, à savoir le dernier trimestre de 1960 et le premier trimestre de 1961, qui furent caractérisés par d'importantes

grèves, et la période allant du milieu de l'année 1963 au milieu de l'année 1966, caractérisée par une croissance rapide de quelques branches d'activité qui, à ce moment, ne participaient pas encore aux enquêtes de conjoncture, par exemple, l'industrie chimique et l'industrie des métaux non ferreux.

En second lieu, on peut constater que, sur l'ensemble de la période, la courbe synthétique précède en moyenne de quelques mois l'évolution de la production; ceci est très manifeste au moment des points de retournement, qu'il s'agisse des maxima ou des minima. La période dont la courbe synthétique anticipe sur l'indice de la production est néanmoins assez variable dans le temps et a été plus importante au cours de la première partie de la période considérée qu'au cours des deux derniers cycles, où la courbe synthétique n'anticipait plus d'une manière aussi systématique.

Relation statistique entre les deux grandeurs.

Le fait qu'une certaine relation existe entre la production des industries manufacturières et la courbe synthétique est important, étant donné que les valeurs chiffrées de la courbe synthétique sont connues deux mois environ avant l'indice concernant la production. De la sorte, sur la base de cette relation, il est possible de faire une estimation approximative de l'évolution de la production des industries manufacturières. Eu égard à ce fait, on a déterminé avec plus de précision la relation existant entre les valeurs chiffrées de la courbe synthétique d'une part, et les écarts de la production des industries manufacturières par rapport à la tendance de longue durée de l'autre, au moyen d'une analyse de régression; cette analyse doit surtout permettre d'estimer l'évolution toute récente ou même future de la production des industries manufacturières. Pour cette analyse, la période prise en considération pour les calculs a été limitée aux deux derniers cycles conjoncturels, c'est-à-dire aux années 1967 à 1974. Ce sont finalement les équations de régression ci-dessous, dont la fiabilité est satisfaisante et dont les caractéristiques statistiques figurent en Annexe I, qui ont été retenues :

$$P_t = - 23,2 + 0,227 X_t \quad (I)$$

$$P_t = - 23,8 + 0,233 X_{t-1} \quad (II)$$

où X_t et X_{t-1} = valeurs chiffrées moyennes de la courbe synthétique respectivement aux trimestres t et $t-1$

et P_t = écart en pour cent au trimestre t de la production des industries manufacturières par rapport à la tendance de longue durée.

Étant donné que les équations (I) et (II) sont statistiquement presque aussi valables l'une et l'autre, il peut être admis que la courbe synthétique anticipe d'un ou de deux mois sur la production. Le délai avec lequel la production des

industries manufacturières suit la courbe synthétique est d'ailleurs confirmé par des équations de régression qui, basées sur des chiffres mensuels et non plus sur des données trimestrielles, s'avèrent suffisamment fiables. Ces équations n'ont cependant pas été retenues parce qu'elles sont statistiquement moins bonnes que les équations basées sur les données trimestrielles, en raison du caractère plus erratique des chiffres mensuels de l'indice de la production.

Si l'on admet que la relation obtenue par les équations (I) et (II) se maintient dans le futur immédiat, il est possible de prévoir la production des industries manufacturières pour le deuxième trimestre de 1975. Des calculs détaillés repris à l'Annexe I, il apparaît que l'indice de la production des industries manufacturières atteindrait 119,9 points le deuxième trimestre de 1975; il serait inférieur de 5,1 p.c. à celui du deuxième trimestre de 1974.

Cette prévision doit être interprétée avec toute la prudence nécessaire, étant donné que la relation entre les deux grandeurs relève de la probabilité. La marge d'erreur possible résulte aussi bien des différences qui interviennent nécessairement dans les évolutions respectives des deux grandeurs que des variations dans la période avec laquelle l'une anticipe sur l'autre. Avec une probabilité statistique de 95 p.c., il est permis d'avancer que l'estimation de l'indice de la production des industries manufacturières pour le deuxième trimestre de 1975 peut accuser une erreur maximale d'environ 3,5 p.c. vers le haut ou vers le bas. Cette importante marge d'erreur est cependant fortement réduite si l'on calcule l'erreur la plus probable ou moyenne, puisque celle-ci représente environ 1,50 p.c. de part et d'autre de l'estimation.

DEUXIEME PARTIE

RELATION ENTRE LA COURBE SYNTHETIQUE ET LE PRODUIT NATIONAL BRUT EN VOLUME

Pour déterminer la relation entre la courbe synthétique et le produit national brut, on a procédé, *mutatis mutandis*, de la même manière qu'à la première partie. La période étudiée ne commence cependant qu'en 1961, les données trimestrielles au sujet du produit national brut n'étant disponibles que depuis cette année ⁽¹⁾.

Pour le produit national brut par trimestre, on n'a pu que recourir à l'indice concernant le produit national brut en volume établi par le « Département d'Eco-

(¹) Au moment où cet article paraît, des données trimestrielles concernant le produit national brut des années 1954-1971 viennent d'être publiées pour la première fois par le Ministère des Affaires Economiques.

Tableau II.

Evolution du produit national brut en volume :
valeurs réelles dessaisonnalisées (indice base 1961 = 100) et valeurs de la tendance

Trimestres	Valeurs réelles dessaisonnalisées (1)	Valeurs de la tendance (2)	$\frac{(1)}{(2)}$ en p.c. - 100	Trimestres	Valeurs réelles dessaisonnalisées (1)	Valeurs de la tendance (2)	$\frac{(1)}{(2)}$ en p.c. - 100
1961 I ...	99,7	97,4	+2,36	1968 I ...	130,1	132,4	-1,74
II ...	99,3	98,4	+0,91	II ...	129,7	133,9	-3,14
III ...	101,1	99,5	+1,61	III ...	132,2	135,3	-2,29
IV ...	100,1	100,6	-0,50	IV ...	133,3	136,8	-2,56
1962 I ...	101,3	101,7	-0,39	1969 I ...	137,4	138,3	-0,65
II ...	101,9	102,8	-0,88	II ...	140,3	139,9	+0,29
III ...	104,7	104,0	+0,67	III ...	143,6	141,4	+1,56
IV ...	105,2	105,1	+0,10	IV ...	143,6	143,0	+0,42
1963 I ...	104,9	106,3	-1,32	1970 I ...	144,6	144,5	+0,07
II ...	107,9	107,5	+0,37	II ...	146,6	146,1	+0,34
III ...	110,1	108,7	+1,29	III ...	149,2	147,7	+1,02
IV ...	111,3	109,8	+1,37	IV ...	149,9	149,4	+0,33
1964 I ...	113,5	111,1	+2,16	1971 I ...	149,1	151,0	-1,26
II ...	113,6	112,3	+1,16	II ...	152,5	152,7	-0,13
III ...	115,1	113,5	+1,41	III ...	152,0	154,4	-1,55
IV ...	117,1	114,8	+2,00	IV ...	154,0	156,1	-1,35
1965 I ...	117,6	116,0	+1,38	1972 I ...	155,8	157,8	-1,27
II ...	118,0	117,3	+0,60	II ...	159,5	159,5	...
III ...	119,2	118,6	+0,51	III ...	158,9	161,3	-1,49
IV ...	120,3	119,9	+0,33	IV ...	163,3	163,1	+0,12
1966 I ...	120,7	121,3	-0,49	1973 I ...	168,3	164,9	+2,06
II ...	120,7	122,6	-1,55	II ...	169,6	166,7	+1,74
III ...	121,9	123,9	-1,62	III ...	172,2	168,6	+2,14
IV ...	123,0	125,3	-1,84	IV ...	174,6	170,4	+2,46
1967 I ...	126,6	126,7	-0,08	1974 I ...	177,8	172,3	+3,19
II ...	124,1	128,1	-3,12	II ...	179,8	174,2	+3,21
III ...	126,1	129,5	-2,63	III ...	178,7	176,1	+1,48
IV ...	127,4	130,9	-2,67	IV ...	178,0	178,1	-0,06
				1975 I ...	175,8	180,1	-2,39
				II ...	175,5 ¹	182,1	-3,60 ¹
				III ...	176,4 ¹	184,1	-4,20 ¹

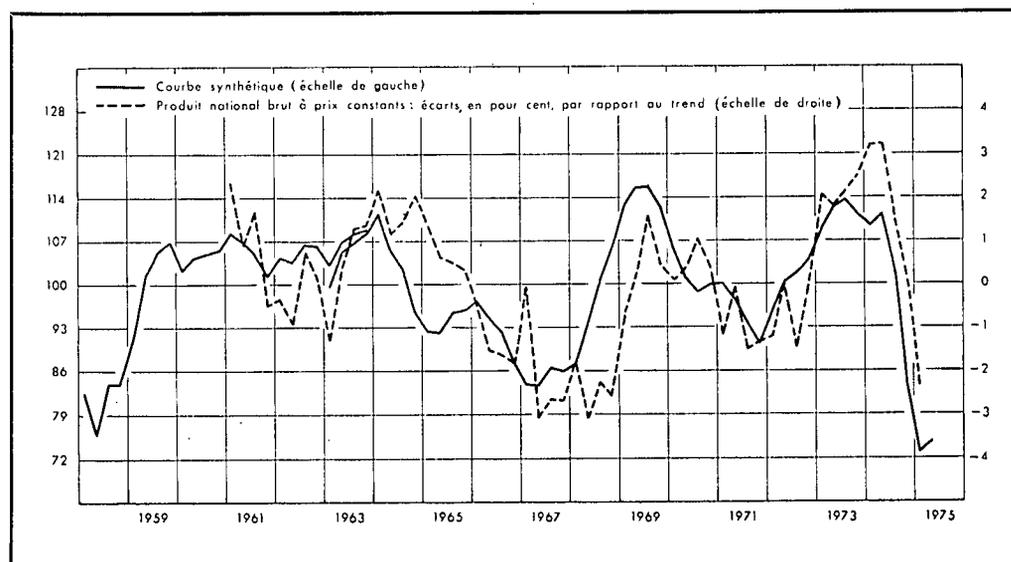
¹ Estimations sur la base de la relation constatée dans la deuxième partie entre la courbe synthétique et le produit national brut.

nomie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles ». C'est cet indice, qui est déjà corrigé des variations saisonnières au moyen de la méthode Census II, variante X-11, qui figure à la colonne (1) du tableau II. La seule adaptation à laquelle les données publiées par DULBEA ont été soumises avant d'être utilisables pour la présente étude, concerne les deux premiers trimestres de 1974, pour lesquels les indices ont été réduits respectivement de 1 et de 1,5 point. Cette adaptation rudimentaire et très approximative se justifie partiellement par le fait que ces indices sont estimés par DULBEA à partir notamment des indices de production établis par l'Institut National de Statistique, et que ces indices ont été, pour certaines branches d'activité, comme l'industrie des fabrications métalliques au premier et au deuxième trimestres de 1974, fortement révisés en baisse par l'Institut sans que DULBEA ait la possibilité d'adapter ses propres indices à cette révision.

La tendance de longue durée a été calculée par la Banque sur la base de la période 1961-1974; il en ressort que l'hypothèse d'une croissance tendancielle annuelle constante du produit national brut en volume, donne statistiquement d'excellents résultats. C'est plus précisément un taux de croissance annuel constant de 4,5 p.c. qui a été retenu.

Graphique 2.

Courbe synthétique des principaux résultats des enquêtes mensuelles de la Banque Nationale de Belgique et évolution conjoncturelle du produit national brut en volume



Pour la présentation de ce graphique, il a été admis que lorsque les écarts du produit national brut par rapport à la tendance de longue durée sont nuls, c'est-à-dire lorsque l'évolution du produit national brut concorde avec celle due à la tendance de longue durée (+ 4,5 p.c. par an), la situation conjoncturelle est

« normale ». Comme une situation conjoncturelle « normale » correspond dans la courbe synthétique à peu près à la valeur chiffrée 100, il a été décidé, comme pour le graphique 1, de fixer le point 0 de l'échelle de droite, qui se rapporte aux écarts du produit national brut en volume par rapport à la tendance de longue durée, à la hauteur de 100 points sur l'échelle de gauche, qui se rapporte à la courbe synthétique. En outre, l'unité de l'échelle de droite est égale à sept fois celle de l'échelle de gauche : cette méthode de travail se fonde sur la constatation qu'une variation de un point dans la valeur chiffrée correspond à une variation d'environ 0,15 p.c. dans « l'écart du produit national brut par rapport à la tendance de longue durée ».

De ce graphique, il ressort que, si les amplitudes des deux grandeurs s'écartent parfois l'une de l'autre, en général, elles concordent assez bien. Pourtant, en principe, les deux séries statistiques ne sont pas tout à fait comparables. En effet, la courbe synthétique se rapporte essentiellement à l'industrie, tandis que le produit national brut, et donc ses écarts par rapport à la tendance, concerne l'ensemble de l'activité économique.

De plus, on peut également constater que, pendant toute la période, la courbe synthétique anticipe de plusieurs mois sur l'évolution du produit national brut. Cependant ce « lead » n'a pas eu un caractère stable et a diminué, surtout ces dernières années. Toutefois, son avance reste toujours d'environ un trimestre, de sorte que la valeur chiffrée de la courbe synthétique permet dans une certaine mesure de juger de la tendance future de l'évolution de l'activité économique globale, d'autant que les valeurs chiffrées sont plus rapidement disponibles que les statistiques concernant le produit national brut.

Relation statistique entre les deux grandeurs.

Etant donné que les valeurs chiffrées de la courbe synthétique sont connues avant les statistiques concernant le produit national brut et que, de surcroît, elles anticipent sur l'évolution de cette dernière grandeur, il est possible de faire une prévision de l'évolution du produit national brut. A cette fin, on a étudié avec plus de précision la relation statistique existant entre ces deux grandeurs pour la période 1967-1974. Finalement, les deux équations de régression ci-après, dont les caractéristiques statistiques figurent à l'Annexe II, ont été retenues :

$$Y_t = - 15,5 + 0,152 X_{t-1} \quad (\text{III}) \text{ et}$$

$$Y_t = - 14,6 + 0,143 X_{t-2} \quad (\text{IV})$$

où X_{t-1} et X_{t-2} = valeur chiffrée moyenne de la courbe synthétique respectivement aux trimestres $t-1$ et $t-2$

Y_t = écart en pour cent au trimestre t du produit national brut en volume par rapport à la tendance de longue durée.

La fiabilité statistique est presque aussi élevée pour l'équation de régression (III) que pour l'équation (IV). On peut considérer que la courbe synthétique anticipe d'un à deux trimestres sur le produit national brut. Si l'on admet que cette relation va persister dans l'avenir immédiat, il est possible de faire une estimation du produit national brut en volume pour le deuxième et le troisième trimestre de 1975. Des calculs détaillés à l'Annexe II, il ressort que l'indice du produit national brut devrait s'élever à 175,5 points pour le deuxième trimestre de 1975 et à 176,4 points pour le troisième trimestre de cette même année. Cela signifierait que le produit national brut à prix constants serait, au cours de ces deux trimestres, moins important qu'au cours des deux trimestres correspondants de 1974, où il avait atteint respectivement 179,8 et 178,7 points.

Cette prévision également doit être interprétée avec prudence. En effet, l'erreur qui peut être commise dans l'estimation du produit national brut pour le deuxième et le troisième trimestre de 1975 sur la base des dernières valeurs chiffrées de la courbe synthétique peut, avec une probabilité statistique de 95 p.c. s'élever à près de 2,5 p.c. de part et d'autre de l'estimation. Cependant, cette marge d'erreur est notablement réduite si l'on calcule l'erreur la plus probable ou moyenne : celle-ci atteint au maximum seulement 1,25 p.c. environ de part et d'autre de l'indice estimé. Il est donc évident qu'une telle prévision doit être considérée davantage comme une indication importante de la tendance à attendre que comme une donnée absolue.

Conclusions.

Des considérations qui précèdent, il ressort qu'au cours des quinze dernières années, la courbe synthétique a, en général, reflété d'une manière assez fidèle l'évolution conjoncturelle de la production des industries manufacturières et celle du produit national brut à prix constants. Les écarts qui ont pu être constatés à certains moments, ne sont pas seulement attribuables aux défauts de la courbe synthétique en tant qu'indicateur conjoncturel, mais peuvent être tout autant — sinon davantage — la conséquence d'éventuelles imperfections dans les grandeurs utilisées pour représenter la conjoncture économique réelle.

Sur la base de la relation constatée pendant les deux derniers cycles conjoncturels, entre la courbe synthétique et les grandeurs citées ci-dessus, il apparaît que la courbe synthétique anticipe sur celles-ci d'un ou même de plusieurs mois. Cette caractéristique, ainsi que le fait que la valeur chiffrée de la courbe synthétique est plus vite connue que les informations statistiques concernant la production et le produit national brut, font qu'il est maintenant possible de disposer d'une prévision de ces deux dernières grandeurs plus rapidement que précédemment, même si cette prévision comporte une marge d'erreur assez importante. Il n'est donc nullement exagéré de prétendre qu'actuellement, la courbe synthétique peut être considérée comme un instrument important et pratique pour l'analyse de la conjoncture.

**Estimation de la production des industries manufacturières au deuxième trimestre
de 1975**

Les équations (I) et (II) dont il est question page 11 sont de la forme et présentent les caractéristiques suivantes :

1° L'équation (I) est de la forme $P_t = - 23,2 + 0,227 X_t$ où :

- le test t est favorable ($t = 8,6$) puisque la valeur critique avec 5 p.c. de chance de dépassement atteint 2,04;
- le coefficient de corrélation (R) s'élève à 0,84;
- le coefficient de détermination (R^2) atteint 0,71;
- le coefficient de Durbin-Watson est égal à 1,40 (la limite critique inférieure s'élève à 1,36);
- l'écart-type des résidus s'élève à 1,50.

2° L'équation (II) est de la forme $P_t = - 23,8 + 0,233 X_{t-1}$ où :

- le test t est favorable ($t = 7,9$) puisque la valeur critique avec 5 p.c. de chance de dépassement atteint 2,04;
- le coefficient de corrélation (R) s'élève à 0,83;
- le coefficient de détermination (R^2) atteint 0,68;
- le coefficient de Durbin-Watson est égal à 1,46 (la limite inférieure critique s'élève à 1,36);
- l'écart-type des résidus s'élève à 1,58.

Etant donné que les deux équations présentent peu de différences quant à la fiabilité statistique, il a été admis que la production du trimestre t est déterminée à la fois par la valeur chiffrée de la courbe synthétique pour le trimestre t et par celle pour le trimestre $t-1$. La production peut être estimée par la moyenne des résultats obtenus d'après les deux équations de régression.

Sur la base de l'équation (I), l'écart de la production des industries manufacturières par rapport à la tendance de longue durée, s'élèverait à $- 6,3$ p.c. au deuxième trimestre de 1975.

$$\begin{aligned}
 \text{En effet, } P_{1975,II} &= - 23,2 + (0,227 \times X_{1975,II}) \\
 &= - 23,2 + (0,227 \times 74,58) \\
 &= - 23,2 + 16,9 \\
 &= - 6,3 \text{ p.c.}
 \end{aligned}$$

D'après l'équation II, l'écart s'élèverait à $- 6,9$ p.c.

$$\begin{aligned}
 \text{En effet, } P_{1975,II} &= - 23,8 + (0,233 \times X_{1975,II}) \\
 &= - 23,8 + (0,233 \times 72,65) \\
 &= - 23,8 + 16,9 \\
 &= - 6,9 \text{ p.c.}
 \end{aligned}$$

L'écart moyen de la production des industries manufacturières par rapport à la tendance de longue durée s'élève donc à $-\frac{6,3 + 6,9}{2}$ p.c. = $- 6,6$ p.c. Etant donné que la valeur de la tendance de longue durée de la production des industries manufacturières au deuxième trimestre de 1975 s'élève à 128,4, l'indice de la production des industries manufacturières au deuxième trimestre de 1975 peut finalement être estimé à $128,4 - \frac{128,4 \times 6,6}{100} = 119,9$ points.

**Estimation du produit national brut en volume au deuxième et au troisième trimestre
de 1975**

Les équations (III) et (IV) mentionnées page 15 sont de la forme et ont les caractéristiques statistiques suivantes :

- 1° L'équation (III) est de la forme $Y_t = - 15,5 + 0,152 X_{t-1}$ où :
- le test t est favorable ($t = 7,4$) puisque la valeur critique avec une chance de dépassement de 5 p.c. atteint 2,04;
 - le coefficient de corrélation (R) s'élève à 0,81;
 - le coefficient de détermination (R^2) atteint 0,65;
 - le coefficient de Durbin-Watson est égal à 1,00 de sorte qu'il y a autocorrélation des résidus. Néanmoins il est permis de supposer que l'existence d'une « autocorrélation » n'a pas gauchi les coefficients de régression dans une mesure importante;
 - l'écart-type des résidus s'élève à 1,1.
- 2° L'équation (IV) est de la forme $Y_t = - 14,6 + 0,143 X_{t-2}$ où :
- le test t est favorable ($t = 7,0$) puisque la valeur critique atteint de nouveau 2,04 avec 5 p.c. de chance de dépassement;
 - le coefficient de corrélation (R) s'élève à 0,80;
 - le coefficient de détermination (R^2) atteint 0,64;
 - le coefficient de Durbin-Watson est égal à 1,00 de sorte qu'ici de nouveau il existe une « autocorrélation ». Dans ce cas également, le gauchissement du coefficient de régression est probablement peu important;
 - l'écart-type des résidus s'élève à 1,1.

Etant donné que les deux équations ne diffèrent que peu l'une de l'autre quant à la fiabilité statistique, il peut être admis que les écarts du produit national brut par rapport à la tendance de longue durée sont déterminés aussi

bien par la valeur chiffrée pour le trimestre précédent que par celle du trimestre antérieur. Dès lors, dans la partie qui suit, le produit national brut en volume a été calculé sur la base d'une moyenne des résultats obtenus par les équations (III) et (IV).

1° *Calcul du produit national brut en volume au deuxième trimestre de 1975.*

D'après l'équation (III), l'écart du produit national brut par rapport à la tendance de longue durée s'élèverait, au deuxième trimestre de 1975, à $-4,5$ p.c., étant donné que :

$$\begin{aligned} Y_{1975,II} &= -15,5 + (0,152 \times X_{1975,I}) \\ &= -15,5 + (0,152 \times 72,65) \\ &= -15,5 + 11,0 \\ &= -4,5 \text{ p.c.} \end{aligned}$$

Selon l'équation (IV), l'écart s'élèverait à $-2,7$ p.c., étant donné que :

$$\begin{aligned} Y_{1975,II} &= -14,6 + (0,143 \times X_{1974,IV}) \\ &= -14,6 + (0,143 \times 83,56) \\ &= -14,6 + 11,9 \\ &= -2,7 \text{ p.c.} \end{aligned}$$

L'écart du produit national brut en volume par rapport à la tendance de longue durée qui peut finalement être retenu est constitué par la moyenne des résultats ci-dessus; il s'élève à $-\frac{4,5 + 2,7}{2} = -3,6$ p.c., de sorte que l'indice

du produit national brut peut être estimé à $182,1 \times \frac{96,4}{100} = 175,5$ points.

2° *Calcul du produit national brut en volume au troisième trimestre de 1975.*

Suivant la même méthode de calcul que ci-dessus, il est possible d'estimer l'écart du produit national brut par rapport à la tendance de longue durée.

Sur la base de l'équation (III), l'écart s'élève à $-4,2$ p.c. étant donné que :

$$\begin{aligned} Y_{1975,III} &= -15,5 + (0,152 \times X_{1975,II}) \\ &= -15,5 + (0,152 \times 74,58) \\ &= -15,5 + 11,3 \\ &= -4,2 \text{ p.c.} \end{aligned}$$

Sur la base de l'équation (IV), l'écart s'élève à $- 4,2$ p.c. étant donné que :

$$\begin{aligned} Y_{1975,III} &= - 14,6 + (0,143 \times X_{1975,I}) \\ &= - 14,6 + (0,143 \times 72,65) \\ &= - 14,6 + 10,4 \\ &= - 4,2 \text{ p.c.} \end{aligned}$$

L'indice du produit national brut se situerait donc à $\frac{4,2 + 4,2}{2} = 4,2$ p.c. au-dessous de la valeur de tendance; comme celle-ci s'élève à 184,1, il peut donc être estimé à 176,4 points.

LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE EN 1974

La présente chronique comprend quatre sections.

La section 1 « Aperçu d'ensemble des opérations avec l'étranger de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » retrace les développements les plus importants qui se sont produits dans les opérations avec l'étranger en 1974.

Afin de mettre en évidence l'ensemble des opérations qui ont pu avoir, directement ou indirectement, une incidence sur les marchés des changes et qui ont, de ce fait, éventuellement amené la Banque Nationale à intervenir, les données retraçant l'évolution générale des paiements entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et l'étranger ont été, dans la section 1 considérée, présentées suivant le schéma du tableau IX-4 de la partie « Statistiques » du *Bulletin* de la Banque (1).

Dans ce schéma, les opérations au comptant des résidents avec l'étranger — qui sont seules recensées dans la présentation habituelle de la balance des paiements — sont considérées conjointement avec les opérations en monnaies étrangères entre résidents et organismes monétaires nationaux, ainsi qu'avec les opérations de change à terme.

Ces diverses opérations ont, comme postes de contrepartie « au-dessous de la ligne », le mouvement des réserves de change de la Banque, définies comme ses avoirs extérieurs nets sans les crédits commerciaux, et celui de ses avoirs et engagements résultant des opérations à terme auxquelles elle est partie.

La présentation traditionnelle de la balance des paiements reste utilisée dans la suite de l'article. Elle apparaît à la section 2 qui contient, outre un tableau

(1) La « philosophie » du tableau précité, les principes de sa construction, l'articulation des différentes rubriques, le sens exact des opérations qu'elles recouvrent, ont été exposés dans une information publiée dans le numéro de janvier 1973 du présent *Bulletin* : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme (Tableau IX-4) ».

d'ensemble de la balance générale des paiements sous sa forme habituelle, divers tableaux de détail et des notes précisant les types d'opérations qui sont inclus dans les rubriques et commentant les évolutions marquantes survenues entre 1973 et 1974.

La section 3 groupe les tableaux et notes techniques relatifs à la balance géographique des paiements.

Enfin, à la section 4, en vue de répondre aux desiderata des organisations internationales et de faciliter ainsi les comparaisons de balances des paiements entre pays, on a regroupé sous l'intitulé « Présentation des données suivant le schéma unifié O.C.D.E. - F.M.I. » les données contenues dans les tableaux des sections 2 et 3, selon le schéma unique de balance des paiements adopté par le Fonds Monétaire International et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques lors de la réunion d'experts nationaux en matière de balance des paiements, qui s'est tenue en février 1964 sous l'égide du Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement de l'O.C.D.E.

SECTION 1

APERÇU D'ENSEMBLE DES OPERATIONS AVEC L'ETRANGER DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

L'excédent des *opérations courantes* a diminué en 1974; il est revenu de 45 milliards en 1973 à 35,8 milliards.

L'augmentation du boni au titre des opérations d'arbitrage et des services et la réduction du déficit des transferts de l'Etat ont été compensées, et au-delà, par la contraction de l'excédent des paiements afférents au commerce extérieur ⁽¹⁾ et aux transferts privés et par l'accroissement du déficit au titre de l'or non monétaire.

La réduction de 16,2 milliards de l'excédent des règlements afférents au commerce extérieur a résulté de l'augmentation plus rapide des importations que des exportations : le taux d'accroissement des premières a atteint 37 p.c., contre 26,1 p.c. en 1973, et celui des secondes, 32,4 p.c., contre 24,4 p.c. A la différence de l'année 1973 où les progrès avaient été réalisés principalement en termes réels, la progression du commerce extérieur en 1974 a été due surtout à l'évolution des prix. D'après les statistiques douanières, la hausse de l'indice des valeurs unitaires moyennes a été de 27,8 p.c. pour les importations et de 24,4 p.c. pour les exportations, alors que, en volume, les pourcentages correspondants ont été seulement de 6,1 et 2,1 p.c.

(1) Exportations, importations et travail à façon.

Tableau I.

**Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents
avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme ***

(milliards de francs)

	1972	1973	1974
	Année	Année	Année
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+ 60,0	+ 57,1	+ 50,4
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	- 8,8	- 12,1	- 14,6
Opérations courantes (1+2) ...	+ 51,2	+ 45,0	+ 35,8
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :			
3.1 Opérations avec l'étranger (rubrique 3 de la balance générale des paiements)	- 10,7	- 4,4	- 3,9
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	- 6,4	- 0,3	+ 0,1
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+ 8,1	...	...
Total 3 ...	- 9,0	- 4,7	- 3,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :			
4.1 Opérations avec l'étranger (rubrique 4 de la balance générale des paiements)	- 20,2	- 13,1	- 5,1
4.2 Mouvement des avoirs nets en monnaies étrangères vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :			
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) des avoirs nets au comptant	+ 3,5	+ 1,0	- 7,6
4.22 Augmentation (-) ou diminution (+) des avoirs nets à terme	+ 8,6	- 6,5	- 1,4
Total 4 ...	- 8,1	- 18,6	- 14,1
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers :			
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges	- 7,6	- 5,7	- 10,7
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 4,8	+ 18,3	+ 6,5
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme	- 8,2	- 0,3	- 10,0
Total 5 ...	- 11,0	+ 12,3	- 14,2
6. Mouvement des avoirs nets en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises :			
6.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des avoirs nets au comptant	+ 1,4	- 9,1	- 7,9
6.2 Augmentation (-) ou diminution (+) des avoirs nets à terme	- 0,4	+ 5,4	+ 12,4
Total 6 ...	+ 1,0	- 3,7	+ 4,5
Opérations en capital (3 à 6) ...	- 27,1	- 14,7	- 27,6
7. Erreurs et omissions :			
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 0,5	+ 6,8	+ 3,7
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme .....	...	- 2,7	+ 1,5
Total 1 à 7 ...	+ 23,6	+ 34,4	+ 13,4
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [augmentation (+) ou diminution (-)] :			
8.1 Réserves de change	+ 15,7	+ 36,0	+ 12,4
dont :			
8.11 Encaisse en or	(- 1,8)	(- 1,6)	(...)
8.12 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	(- 1,7)	(+ 3,9)	(- 1,3)
8.13 Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire	(-)	(+ 3,5)	(- 3,5)
8.14 Monnaies étrangères au comptant	(+ 17,4)	(+ 30,8)	(+ 17,7)
8.15 Francs belges au comptant ³	(+ 1,8)	(- 0,6)	(- 0,5)
8.2 Position à terme ⁴	+ 7,9	- 1,6	+ 1,0
dont :			
8.21 Monnaies étrangères	(+ 14,0)	(- 8,3)	(+ 15,3)
8.22 Francs belges	(- 6,1)	(+ 6,7)	(- 14,3)
p.m. - Position en monnaies étrangères (8.14 + 8.21)	+ 31,4	+ 22,5	+ 33,0
- Position en francs belges (8.15 + 8.22)	- 4,3	+ 6,1	- 14,8

¹ Autres que les organismes monétaires.

² Non compris le montant des droits de tirage spéciaux reçus par la Belgique à titre d'allocation.

³ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 5.1.

⁴ Le signe + indique une augmentation des monnaies étrangères ou des francs belges à recevoir, ou une diminution des monnaies étrangères ou des francs belges à livrer, par la Banque Nationale de Belgique; le signe - indique une diminution des monnaies étrangères ou des francs belges à recevoir, ou une augmentation des monnaies étrangères ou des francs belges à livrer, par la Banque.

* Depuis janvier 1974, les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque Nationale de Belgique ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

Telle qu'elle est mesurée par ces statistiques, la détérioration des échanges commerciaux a été nettement plus accentuée que d'après la balance des paiements. En effet, le commerce extérieur s'est soldé par un déficit de 57,1 milliards d'après les statistiques douanières et par un surplus de 28,2 milliards selon la balance des paiements, ce qui donne un écart de 85,3 milliards entre les deux séries statistiques; en 1973, le commerce extérieur avait laissé un excédent de 14 milliards d'après les premières statistiques et de 44,4 milliards selon les paiements, soit un écart de 30,4 milliards. Ainsi l'écart favorable que le solde des exportations et importations d'après la balance des paiements présente régulièrement par rapport au solde des statistiques douanières s'est élargi considérablement. Cet élargissement est assez surprenant étant donné le progrès sensible de la valeur totale des exportations; celui-ci aurait dû donner lieu normalement, pour autant, bien entendu, que les délais moyens de paiement soient restés inchangés, à un accroissement de la masse des créances commerciales des entreprises sur leurs clients étrangers. Un élément d'explication de l'accroissement de l'écart précité peut être trouvé dans la très forte hausse en valeur des importations de certains biens de production : ainsi, les importations de produits pétroliers ne sont généralement payées qu'avec un retard de plusieurs mois; dès lors, leur renchérissement doit avoir affecté plus rapidement les chiffres des relevés douaniers que ceux des paiements. Une autre explication pourrait résider dans le coût plus élevé des frais de transport, ceux-ci n'intervenant pas de la même manière dans les deux statistiques. En outre, on ne peut exclure l'hypothèse que les délais de paiement se soient modifiés en faveur de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

L'évolution de la structure par devises des règlements d'exportations et d'importations montre que les exportateurs se sont efforcés, au cours des dernières années, de réduire les risques de change, notamment en utilisant davantage le franc belge comme monnaie de règlement. Ainsi, la part du franc dans le total des monnaies utilisées pour les paiements d'exportations est passée de quelque 46 p.c. en 1971 à 52 p.c. en 1974. A l'inverse, le dollar des Etats-Unis a été délaissé; sa part dans le total est revenue, pour les mêmes périodes, de 15 p.c. environ à 8 p.c. En ce qui concerne les règlements d'importations, par contre, l'évolution est allée, surtout depuis 1972, dans le sens d'une moindre utilisation du franc belge et de la livre sterling et d'une utilisation accrue du dollar des Etats-Unis, du mark allemand et du florin des Pays-Bas.

Le surplus des paiements de services s'est accru de 6,8 milliards sous l'effet, principalement, de l'augmentation des recettes nettes afférentes aux transactions des pouvoirs publics et aux revenus de placements et d'investissements. Par contre, le déficit au titre des déplacements à l'étranger et des redevances pour brevets, films et droits d'auteur s'est élargi.

Au total, le boni de l'ensemble des transactions sur biens et services s'est réduit de 57,1 à 50,4 milliards. L'accroissement des paiements au titre des importations nettes de produits pétroliers a été très supérieur à cette réduction.

Le déficit traditionnellement laissé par les transferts s'est élevé à 14,6 milliards, contre 12,1 milliards en 1973. La réduction des paiements nets de transferts de l'Etat, notamment en faveur des différentes institutions européennes et internationales, a été plus que compensée par celle des recettes nettes de transferts privés résultant de la diminution des versements du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole aux agriculteurs résidents et de l'accroissement des transferts des travailleurs étrangers dans leur pays d'origine.

En ce qui concerne les *opérations en capital*, celles des pouvoirs publics ont donné lieu à une sortie nette de 3,8 milliards, contre 4,7 milliards en 1973. Ces opérations ont consisté principalement, en 1974, en amortissements contractuels d'emprunts consolidés extérieurs et en prêts à divers pays en voie de développement.

Le mouvement des capitaux des entreprises et particuliers avec l'étranger s'est soldé par un déficit de 5,1 milliards, contre 13,1 milliards l'année précédente.

Le déficit laissé par les opérations en capital des entreprises publiques ⁽¹⁾ s'est réduit de 2,9 milliards en 1973 à 1 milliard.

Les investissements directs étrangers en Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ont augmenté de 14,3 milliards. Ils ont pris différentes formes : constitutions et extensions de sociétés, acquisitions de participations dans des sociétés existantes, prêts à des entreprises résidentes dont certaines sans doute éprouvaient des difficultés, en raison de l'encadrement du crédit, à se financer en Belgique, dotations à des banques luxembourgeoises de la part de maisons mères étrangères en vue de permettre l'extension des activités de leurs filiales; dans de nombreux cas, toutefois, ces dotations en monnaies étrangères n'ont pas été effectivement converties en francs luxembourgeois; à due concurrence, les entrées auxquelles elles ont donné lieu ont eu pour contrepartie des sorties comptabilisées à la rubrique 6.1 du tableau I. Par ailleurs, les étrangers ont procédé à des ventes nettes de valeurs mobilières belges et luxembourgeoises, essentiellement des actions, au lieu d'achats nets en 1973.

Pour leur part, les placements des résidents à l'étranger sous forme d'achats nets de valeurs mobilières étrangères ont diminué de 16 milliards, en raison des incertitudes créées par les changes flottants, de la baisse des cours des titres et du recul des émissions d'euro-obligations. La majeure part du déficit subsistant sous cette rubrique a été enregistrée vis-à-vis des Pays-Bas : les placements dans ce pays ont été favorisés par les mesures de libération prises à l'égard des entrées de capitaux étrangers et par les rendements élevés qui y prévalaient. Par contre, les investissements directs à l'étranger ainsi que les placements en dépôts en francs belges à l'étranger, constitués notamment, au moyen de billets,

(1) Organismes publics d'exploitation et intermédiaires financiers du secteur public.

auprès de banques néerlandaises et suisses pour bénéficier d'intérêts plus avantageux et exempts de précompte, ont sensiblement augmenté.

Dans leurs opérations avec les banques belges et luxembourgeoises, les entreprises et particuliers ont continué à augmenter leurs avoirs nets, au comptant et à terme, en monnaies étrangères, manifestant ainsi leur préférence pour certaines de ces monnaies du moins.

En définitive, dans leurs opérations avec l'étranger et en monnaies étrangères, les entreprises et particuliers ont opéré une substitution d'avoirs à court terme à des placements à long terme.

En ce qui concerne les non-résidents, le mouvement de l'ensemble de leurs avoirs et engagements en francs, au comptant et à terme, vis-à-vis des organismes monétaires a donné lieu à une diminution d'avoirs nets de 14,2 milliards, impliquant une sortie correspondante de capital à court terme, au lieu d'une accumulation d'avoirs de 12,3 milliards l'année précédente (1). Cette évolution indique que, sur l'ensemble de la période considérée, il n'y a pas eu, contrairement à l'année précédente, de spéculation à la hausse du franc de la part des non-résidents.

Les avoirs nets, comptant et terme réunis, en monnaies étrangères des banques, qui se modifient peu en longue période, leurs variations temporaires se renversant en général rapidement, ont diminué en 1974 après s'être accrus l'année précédente.

Au mois de janvier 1974, l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change a décidé une réorientation du dispositif de protection relatif aux entrées de fonds étrangers sur le marché réglementé : eu égard aux nouvelles perspectives d'évolution de la balance des paiements à la suite de la hausse des prix des produits pétroliers, il n'avait plus les mêmes raisons de décourager le maintien par des non-résidents d'avoirs en francs belges en comptes convertibles; aussi, a-t-il autorisé les banques à bonifier de nouveau un intérêt sur ces avoirs, faculté qui leur était interdite depuis mai 1971. D'autre part, en vue d'éviter un mouvement spéculatif de sorties de fonds, il a établi pour chaque banque une limitation de la position au comptant à la hausse en monnaies étrangères relevant du marché réglementé.

Au total, l'excédent laissé par les transactions courantes et les opérations non identifiées (erreurs et omissions) a plus que compensé le déficit des opérations en capital. En conséquence, l'ensemble formé par les *réserves de change* et la *posi-*

(1) Ces chiffres ne comprennent qu'une partie des crédits commerciaux à l'étranger, à savoir ceux qui ont été mobilisés auprès de banques belges. Les autres crédits commerciaux, et notamment ceux qui résultent de modifications dans les délais de paiement financés par les entreprises exportatrices elles-mêmes ou accordés aux entreprises importatrices, n'ont pu être recensés, pas plus que les transactions courantes correspondantes.

tion à terme de la Banque, qui constitue le poste de contrepartie des trois catégories d'opérations précitées, s'est accru de 13,4 milliards, contre 34,4 milliards en 1973.

Les avoirs au comptant en monnaies étrangères ont augmenté, par solde, de 17,7 milliards. Ces avoirs ont été renforcés par les achats de dollars effectués par la Banque sur le marché et à des banques centrales étrangères ayant besoin de francs belges, par les règlements qu'elle a reçus, en dollars, à la suite des opérations de soutien des monnaies du serpent et par l'encaissement du produit de placements des avoirs en monnaies étrangères. En sens inverse, les avoirs ont diminué lorsque des liras détenues par la Banque en vertu des accords de swap conclus avec la Banca d'Italia ont été rachetées, contre francs belges, par celle-ci; ces rachats ont entraîné une diminution de l'encours des liras vendues à terme à la Banca d'Italia. Au total, la position créditrice de la Banque en monnaies étrangères (avoirs au comptant sous déduction des monnaies à livrer à terme) a augmenté de 33 milliards.

De son côté, la position créditrice de la Banque en francs belges a diminué de 14,8 milliards par suite, essentiellement, du dénouement précité des opérations à terme de la Banca d'Italia.

Les avoirs détenus auprès du Fonds Monétaire International ont accusé une diminution de 1,3 milliard, qui a résulté, par solde, de la cession de 2 milliards de droits de tirage spéciaux au titre de remboursements de dettes envers le Fonds européen de coopération monétaire et d'une augmentation de 0,7 milliard de la créance de la Banque sur le Fonds Monétaire International à la suite de tirages nets en francs belges par divers pays.

SECTION 2

BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L. NOTES ET TABLEAUX DE DETAIL

Rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises » : Tableau III.

Les opérations sur marchandises ont laissé un solde positif de 42,1 milliards, contre 49,7 milliards en 1973.

Cette diminution résulte entièrement de celle du solde excédentaire des opérations d'exportations et d'importations ainsi que de travail à façon, car le boni au titre des opérations d'arbitrage s'est accru.

Rubrique 1.11 « Exportations et importations ».

Ces opérations sont obtenues en apportant aux règlements financiers recensés par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change un certain nombre d'ajustements.

(milliards de francs)

	1969	1970	1971	1972	1973			1974		
	Année	Année	Année	Année	1er semestre	2 ^e semestre	Année	1er semestre	2 ^e semestre	Année
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Opérations sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations ¹	- 4,6	+23,9	+20,8	+29,3	+16,2	+11,2	+27,4	- 1,3	+12,6	+11,3
1.12 Travail à façon	+ 9,0	+ 9,7	+13,9	+13,7	+ 8,1	+ 8,9	+17,0	+ 7,9	+ 9,0	+16,9
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 4,8	+ 5,0	+ 6,4	+ 3,1	+ 1,6	+ 3,7	+ 5,3	+ 5,4	+ 8,5	+13,9
1.2 Or non monétaire	- 0,4	...	+ 0,1	+ 0,3	- 0,3	- 1,1	- 1,4	- 0,5	- 6,8	- 7,3
1.3 Frets ²	+ 0,7	+ 1,5	+ 3,8	+ 4,8	+ 2,3	+ 0,9	+ 3,2	+ 1,3	+ 2,4	+ 3,7
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	- 0,1	...	- 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,4	- 0,5	- 0,1	- 0,4	- 0,5
1.5 Autres frais de transport	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,1	- 0,2	...	- 0,2	- 0,4	- 0,1	- 0,5
1.6 Déplacements à l'étranger	- 6,9	- 7,2	-10,2	-12,4	- 7,1	- 9,5	-16,6	- 7,9	-10,0	-17,9
1.7 Revenus d'investissements	+ 0,8	+ 3,4	+ 4,2	+ 7,4	+ 2,7	+ 4,5	+ 7,2	+ 3,3	+ 8,8	+12,1
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 1,1	+ 0,6	+ 3,4	+ 8,5	+ 3,7	+ 3,6	+ 7,3	+ 5,9	+ 7,3	+13,2
1.9 Autres	+ 4,9	+ 5,7	+ 6,5	+ 5,4	+ 4,7	+ 3,7	+ 8,4	+ 2,2	+ 3,3	+ 5,5
Total 1 ...	+10,0	+43,5	+49,3	+60,0	+31,6	+25,5	+57,1	+15,8	+34,6	+50,4
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	+ 5,8	+ 6,6	+ 6,8	+ 8,1	+ 6,3	+ 5,2	+11,5	+ 4,5	+ 2,3	+ 6,8
2.2 Transferts de l'Etat	-12,1	-14,4	-14,8	-16,9	-13,5	-10,1	-23,6	-10,9	-10,5	-21,4
Total 2 ...	- 6,3	- 7,8	- 8,0	- 8,8	- 7,2	- 4,9	-12,1	- 6,4	- 8,2	-14,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat ⁴ :										
3.11 Engagements :										
3.111 Amortissements contractuels	- 2,1	- 1,8	- 2,0	- 2,5	- 1,0	- 0,4	- 1,4	- 1,1	- 0,4	- 1,5
3.112 Autres opérations	+ 1,3	+ 1,9	- 7,8	- 6,5	- 1,5	...	- 1,5	- 0,4	- 0,5	- 0,9
3.12 Avoirs	- 1,1	- 0,6	- 1,2	- 1,6	...	- 1,5	- 1,5	- 0,4	- 1,1	- 1,5
3.2 Autres pouvoirs publics :										
3.21 Engagements	- 0,2	- 0,2	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 2,1	- 0,7	-11,0	-10,7	- 2,5	- 1,9	- 4,4	- 1,9	- 2,0	- 3,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :										
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 1,6	- 2,4	- 0,5	- 1,2	- 1,0	- 0,3	- 1,3	+ 0,9	+ 0,2	+ 1,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	+ 8,0	+ 0,3	- 1,2	- 1,0	- 1,7	+ 0,1	- 1,6	- 1,4	- 0,7	- 2,1
4.3 Secteur privé :										
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.311 Valeurs mobilières	-15,0	-15,7	-23,6	-36,0	-20,0	-11,4	-31,4	- 7,9	- 7,5	-15,4
4.312 Investissements directs	- 0,7	- 7,8	- 8,8	- 6,5	- 1,9	- 4,8	- 6,7	- 2,9	-11,6	-14,5
4.313 Immeubles	- 1,3	- 0,9	- 1,2	- 1,5	- 1,2	- 2,4	- 3,6	- 2,0	- 1,8	- 3,8
4.314 Autres	+ 3,1	- 2,7	- 1,3	- 1,5	- 5,2	- 1,4	- 6,6	- 5,9	- 6,7	-12,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.321 Valeurs mobilières	- 1,1	+ 1,3	+ 5,1	+ 4,1	+ 2,5	+ 0,9	+ 3,4	- 1,8	- 1,1	- 2,9
4.322 Investissements directs	+13,8	+15,9	+21,8	+17,7	+14,1	+13,4	+27,5	+21,2	+20,6	+41,8
4.323 Immeubles	- 0,3	...	+ 0,3	+ 0,9	+ 1,7	+ 1,5	+ 3,2	+ 0,7	+ 1,4	+ 2,1
4.324 Autres	+ 6,1	- 1,8	+ 0,1	+ 4,8	+ 1,8	+ 2,2	+ 4,0	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	+14,2	-13,8	- 9,3	-20,2	-10,9	- 2,2	-13,1	+ 4,1	- 9,2	- 5,1
5. Erreurs et omissions	+ 2,1	- 1,2	- 0,6	- 0,5	- 5,1	+11,9	+ 6,8	+ 4,5	- 0,8	+ 3,7
Total 1 à 5 ...	+17,9	+20,0	+20,4	+19,8	+ 5,9	+28,4	+34,3	+16,1	+14,4	+30,5
6. Financement du total :										
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 2,8	+ 4,8	- 3,0	- 0,7	+ 2,1	- 1,1	+ 1,0	+ 2,8	+ 3,1	+ 5,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :										
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
6.211 Francs belges et luxembourgeois	+ 5,9	+ 3,8	- 5,2	- 4,5	- 6,5	- 7,3	-13,8	+ 5,7	- 3,1	+ 2,6
6.212 Monnaies étrangères ⁶	+ 1,8	- 0,7	+10,6	+ 1,3	-15,9	+26,8	+10,9	+25,5	-11,6	+13,9
6.22 Organismes monétaires divers	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,5	- 2,7	- 0,2	...	- 0,2	...	+ 0,6	+ 0,6
6.23 Banque Nationale ^{6 7}	+ 5,4	+11,4	+17,5	+26,4	+26,4	+10,0	+36,4	-17,9	+25,4	+ 7,5
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	(+ 3,5)	(+ 3,5)	(+ 3,4)	-	-	-	-	-	-

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes (cf. Chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie statistique, *Bulletin d'Information et de Documentation de la Banque Nationale de Belgique*, XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968, p. 188).

⁵ Autres que les organismes monétaires.

⁶ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁷ Réserves de change et crédits commerciaux (acceptations représentatives d'exportations).

L'un des plus importants est le suivant : aux (des) montants des règlements effectifs est ajouté (soustraite) l'accroissement (la diminution) des importations et des exportations effectuées à crédit qui peuvent être recensées.

En fait, les opérations d'achat ou de vente assorties de crédits commerciaux dont on peut tenir compte sont celles qui ont donné lieu à une modification du montant des engagements d'acceptation des banques belges et luxembourgeoises envers l'étranger ou de l'encours des crédits d'escompte et d'acceptation à l'exportation octroyés par des banques belges.

En contrepartie du montant de ces transactions extérieures assorties de crédits commerciaux comprises dans la rubrique « Exportations et importations », une variation de même importance est enregistrée soit à la rubrique 4.324 « Autres investissements et placements étrangers en U.E.B.L. » (à concurrence de la variation de l'encours des engagements d'acceptation des banques belges et luxembourgeoises envers l'étranger), soit à la rubrique 6.2 « Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires » (à concurrence de la variation de l'encours des crédits des banques belges à l'exportation financés par des ressources du système monétaire), soit à la rubrique 6.1 « Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger » [à concu-

Tableau III. Rubrique 1.1 « Opérations sur marchandises »

(milliards de francs)

Périodes	1.11 Exportations et importations			1.12 Travail à façon			1.13 Opérations d'arbitrage	Total		
	Recettes 1	Dépenses 1 2	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Solde	Recettes 3	Dépenses	Solde
1969 Année	388,1	392,7	- 4,6	12,0	3,0	+ 9,0	+ 4,8	404,9	395,7	+ 9,2
1970 Année	466,6	442,7	+23,9	13,4	3,7	+ 9,7	+ 5,0	485,0	446,4	+38,6
1971 Année	502,0	481,2	+20,8	18,6	4,7	+13,9	+ 6,4	527,0	485,9	+41,1
1972 Année	561,8	532,5	+29,3	19,9	6,2	+13,7	+ 3,1	584,8	538,7	+46,1
1973 1 ^{er} semestre	333,1	316,9	+16,2	11,1	3,0	+ 8,1	+ 1,6	345,8	319,9	+25,9
2 ^e semestre	367,5	356,3	+11,2	12,2	3,3	+ 8,9	+ 3,7	383,4	359,6	+23,8
Année	700,6	673,2	+27,4	23,3	6,3	+17,0	+ 5,3	729,2	679,5	+49,7
1974 1 ^{er} semestre	444,4	445,7	- 1,3	11,9	4,0	+ 7,9	+ 5,4	461,7	449,7	+12,0
2 ^e semestre	488,6	476,0	+12,6	13,9	4,9	+ 9,0	+ 8,5	511,0	480,9	+30,1
Année	933,0	921,7	+11,3	25,8	8,9	+16,9	+13,9	972,7	930,6	+42,1

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

³ Y compris le solde des opérations d'arbitrage.

rence de la variation de l'encours des crédits des banques belges à l'exportation financés en dehors des organismes monétaires ⁽¹⁾].

On notera, par ailleurs, que la rubrique 1.11 considérée, comprend, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire; avant cette date, ces dépenses figuraient à la rubrique 1.8 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ».

Rubrique 1.12 « Travail à façon ».

Sont comptabilisés sous cette rubrique, tous les règlements financiers relatifs à la transformation — en U.E.B.L. pour le compte de non-résidents et à l'étranger pour le compte de résidents — de marchandises n'ayant pas fait l'objet d'un transfert de propriété entre résidents et non-résidents.

Comme le critère de transfert de propriété n'est pas toujours aisé à appliquer, surtout dans le cas des transactions entre une maison mère et ses filiales, le Manuel de la Balance des Paiements du F.M.I. (troisième édition) recommande de considérer comme des achats et des ventes de marchandises, et non pas comme du travail à façon, toutes les expéditions internationales de marchandises entre une maison mère et ses filiales en vue de la transformation; le coût desdites opérations de transformation doit donc être exclu de la présente rubrique et les marchandises ayant fait l'objet de la transformation doivent être reprises pour leur valeur brute sous la rubrique « Exportations et importations ».

Ce principe n'est toutefois pas appliqué uniformément dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. Un certain nombre de marchandises expédiées entre maisons mères et filiales sont considérées, en l'absence de statistiques qui permettraient de les identifier, comme donnant lieu à des opérations de transformation; le coût de ces dernières est dès lors enregistré sous la rubrique « Travail à façon ».

Par ailleurs, les recettes et les dépenses au titre du travail à façon ne comprennent plus les paiements à des résidents pour l'entretien et la réparation de navires étrangers, ni les paiements à des étrangers pour l'entretien et la réparation de navires belges. Ces frais portuaires sont normalement inclus dans la rubrique 1.5 « Autres frais de transport ». On avait continué de les comprendre, jusqu'en 1969, sous la rubrique « Travail à façon » pour éviter une solution de continuité, étant donné qu'ils ne pouvaient être dissociés statistiquement des recettes et dépenses de travail à façon qu'à partir de l'année 1965. La correction effectuée a porté sur les chiffres des années 1965 et suivantes. Il en résulte que ces chiffres ne sont pas strictement comparables à ceux des années antérieures.

(1) C'est-à-dire soit dans le marché belge auprès d'organismes non monétaires, soit à l'étranger (y compris le Luxembourg); en effet, la rubrique 6.1 considérée comprend la partie financée par les banques luxembourgeoises des crédits à l'exportation accordés à leur origine par les banques belges.

Rubrique 1.13 « *Opérations d'arbitrage* ».

Il s'agit de marchandises achetées et revendues à l'étranger par des résidents, sans considération du fait que ces marchandises passent ou non par le territoire de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

Le solde net de cette rubrique est égal à la différence entre, d'une part, le montant des ventes à l'étranger de marchandises achetées à l'étranger par des résidents et, d'autre part, le prix d'achat de ces marchandises augmenté des dépenses à l'étranger que ces transactions occasionnent aux résidents. Il couvre, par conséquent, la marge bénéficiaire des transitaires belges et luxembourgeois et les frais qu'ils ont payés à d'autres résidents.

En 1974, l'excédent laissé par les opérations d'arbitrage s'est accru de 8,6 milliards. Effectuées par un nombre croissant d'agents, ces opérations se sont développées en volume et plus encore en valeur, en partie peut-être du fait que certaines transactions ne pouvaient plus avoir lieu directement de pays d'origine à pays de destination.

Rubrique 1.2 « *Or non monétaire* ».

Par or non monétaire, il faut entendre les avoirs en ce métal qui ne sont pas détenus par la Banque Nationale. En particulier, l'or que les banques commerciales résidentes conservent pour compte propre est considéré comme de l'or non monétaire et non comme un élément de leurs avoirs extérieurs.

Il convient de rappeler ici que l'or en pièces monnayées et en lingots peut être librement négocié en U.E.B.L. et importé ou exporté par toutes voies et sans limitation, par toutes personnes belges et étrangères. Dans la mesure où ces transactions ne jouissent pas de la même liberté dans certains pays étrangers, il est possible que des réexportations d'or non monétaire vers ceux-ci soient incluses dans les recettes de rubriques de la balance des paiements autres que celle de l'or non monétaire. De ce fait, un déficit au titre de cette dernière rubrique, comme cela a été le cas en 1974, peut être déterminé, pour une part du moins, par le transit destiné à alimenter la thésaurisation privée d'or à l'étranger.

Rubriques 1.3 à 1.9 « *Transactions sur services* » : **Tableau IV.**

Il convient de n'utiliser les chiffres de ce tableau qu'avec réserve. Dans une balance des paiements basée principalement sur les règlements financiers, un certain nombre de recettes et de dépenses sont compensées et ne figurent donc dans les rubriques que pour leur solde net. Ces compensations sont les plus fréquentes dans le domaine des services : elles peuvent s'opérer aussi bien entre des transactions relevant d'une même rubrique qu'entre des opérations qui devraient être recensées sous des rubriques différentes.

Le surplus laissé par les services s'est accru de 8,8 à 15,6 milliards sous l'effet, essentiellement, de l'augmentation de l'excédent laissé par les revenus nets de placements et d'investissements ainsi que par les transactions des pouvoirs publics.

Tableau IV.

Rubriques 1.3 à 1.9 « Transactions sur services »

(milliards de francs)

Périodes	1.3 Frets 1			1.4 Assurances pour le transport de marchandises 1			1.5 Autres frais de transport			1.6 Déplacements à l'étranger			1.7 Revenus d'investissements			1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs			1.9 Autres			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1969 Année	17,3	16,6	+0,7	0,6	0,7	-0,1	7,6	6,9	+0,7	15,8	22,7	-6,9	27,6	26,8	+0,8	9,5	8,4	+1,1	39,7	34,8	+4,9	118,1	116,9	+1,2
1970 Année	20,3	18,8	+1,5	0,8	0,8	...	9,3	8,4	+0,9	17,4	24,6	-7,2	43,1	39,7	+3,4	10,5	9,9	+0,6	51,4	45,7	+5,7	152,8	147,9	+4,9
1971 Année	24,9	21,1	+3,8	0,8	1,0	-0,2	10,0	9,4	+0,6	18,5	23,7	-10,2	49,1	44,9	+4,2	13,4	10,0	+3,4	50,8	44,3	+6,5	167,5	159,4	+8,1
1972 Année	27,2	22,4	+4,8	0,9	1,1	-0,2	9,6	9,5	+0,1	19,5	31,9	-12,4	52,9	45,5	+7,4	15,6	7,1	+8,5	52,0	46,6	+5,4	177,7	164,1	+13,6
1973 1 ^{er} semestre	15,3	13,0	+2,3	0,6	0,7	-0,1	4,8	5,0	-0,2	11,6	18,7	-7,1	33,2	30,5	+2,7	8,4	4,7	+3,7	29,7	25,0	+4,7	103,6	97,6	+6,0
2 ^e semestre	17,4	16,5	+0,9	0,3	0,7	-0,4	5,8	5,8	...	13,5	23,0	-9,5	46,6	42,1	+4,5	8,3	4,7	+3,6	31,4	27,7	+3,7	123,3	120,5	+2,8
Année	32,7	29,5	+3,2	0,9	1,4	-0,5	10,6	10,8	-0,2	25,1	41,7	-16,6	79,8	72,6	+7,2	16,7	9,4	+7,3	61,1	52,7	+8,4	226,9	218,1	+8,8
1974 1 ^{er} semestre	23,6	22,3	+1,3	0,6	0,7	-0,1	6,6	7,0	-0,4	12,3	20,2	-7,9	65,3	62,0	+3,3	11,1	5,2	+5,9	35,1	32,9	+2,2	154,6	150,3	+4,3
2 ^e semestre	29,2	26,8	+2,4	0,5	0,9	-0,4	8,7	8,8	-0,1	15,5	25,5	-10,0	85,1	76,3	+8,8	11,8	4,5	+7,3	39,0	35,7	+3,3	189,8	178,5	+11,3
Année	52,8	49,1	+3,7	1,1	1,6	-0,5	15,3	15,8	-0,5	27,8	45,7	-17,9	150,4	138,3	+12,1	22,9	9,7	+13,2	74,1	68,6	+5,5	344,4	328,8	+15,6

1 Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1 du tableau II).

2 Non compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

Rubriques 1.3 « Frets » et 1.4 « Assurances pour le transport de marchandises ».

Les recettes et les dépenses au titre de ces rubriques ne comprennent qu'une partie des frets et assurances perçus et payés pour le transport des exportations et des importations; l'autre partie n'a pu être dissociée des exportations et des importations auxquelles elle se rapporte et se trouve donc englobée dans les recettes et les dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations ».

Elles comprennent, par ailleurs, certains frets et assurances payés à des résidents ou à des étrangers à l'occasion d'importations ou d'exportations de marchandises qui auraient normalement dû être déduits des dépenses ou des recettes de la rubrique 1.11 « Exportations et importations ».

Bien que les taux des frets aient commencé à décliner dans le courant de 1974, leur niveau a été en moyenne nettement plus élevé qu'en 1973. Il en est résulté une hausse substantielle tant des recettes que des dépenses au titre de la rubrique « Frets ».

Rubrique 1.5 « Autres frais de transports ».

Cette rubrique comprend tous les règlements financiers afférents à des activités de transport autres que celle de transport de marchandises : transports de personnes; frais de douane, d'entrepôt, de port, de remorquage etc.; locations de navires et avions; provisions de bord; frais d'entretien et de réparation de navires et avions.

A l'instar de la rubrique « Frets », certaines des composantes de la présente rubrique ont été influencées par la hausse des frais de transport.

Rubrique 1.6 « Déplacements à l'étranger ».

Cette rubrique couvre, en recettes, les montants que les non-résidents ont

Tableau V.

Nombre de nuitées des étrangers en Belgique ¹

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Périodes	Pays de résidence habituelle							Total ²
	Royaume-Uni	France	Pays-Bas	République fédérale d'Allemagne	Suisse	Etats-Unis	Autres pays ²	
1969	1.190	1.072	1.609	915	75	464	1.052	6.377
1970	1.268	1.086	1.573	1.034	79	505	1.055	6.600
1971	1.203	1.205	1.759	1.193	71	525	1.136	7.092
1972	1.041	1.164	1.701	1.120	74	489	1.056	6.645
1973	1.079	1.092	1.715	1.264	78	518	1.293	7.039
1974	1.096	1.057	1.810	1.333	84	579	1.489	7.448

¹ Y compris les nuitées de camping.

² Non compris le Grand-Duché de Luxembourg.

dépensés au cours de leurs séjours en U.E.B.L. et, en dépenses, les montants que les résidents ont dépensés à l'étranger lorsqu'ils y ont séjourné.

L'augmentation des dépenses de tourisme a continué d'être supérieure à celle des recettes : en conséquence, le solde déficitaire de la balance touristique s'est élargi de 16,6 milliards en 1973 à 17,9 milliards en 1974.

Une statistique des nuitées d'étrangers en Belgique est donnée au Tableau V.

Rubrique 1.7 « *Revenus d'investissements* ».

Sont comptabilisés sous cette rubrique les revenus de placements et d'investissements effectués par des résidents à l'étranger et par des non-résidents en U.E.B.L.

Il convient de souligner que les recettes et les dépenses à ce titre sont affectées par des mouvements de fonds qui ne sont pas nécessairement liés directement à ceux des revenus de placements ou d'investissements. Les dépenses ne représentent que la partie des revenus non réinvestie dans les entreprises dont ils émanent; les recettes, quant à elles, ne comprennent que la partie des revenus de placements et d'investissements belges et luxembourgeois à l'étranger qui est rapatriée en U.E.B.L. sous des formes permettant d'identifier la nature de la transaction. Les bénéfices non distribués des sociétés étrangères en U.E.B.L. et ceux des sociétés belges et luxembourgeoises à l'étranger ne sont pas comptabilisés, faute de données statistiques.

En 1974, les revenus nets de placements et d'investissements, y compris ceux de la Banque Nationale elle-même, se sont accrus substantiellement sous l'effet, notamment, de la hausse des taux d'intérêt.

Rubrique 1.8 « *Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs* ».

Cette rubrique comprend notamment, en recettes, les dépenses courantes (de fonctionnement) des institutions européennes et internationales dont le siège se trouve en U.E.B.L. et, en dépenses, les dépenses militaires.

L'augmentation de 5,9 milliards du boni global est due, principalement, à l'accroissement des dépenses courantes en U.E.B.L. des institutions internationales précitées.

Rubrique 1.9 « *Autres* ».

Une ventilation de cette rubrique est donnée au tableau VI. Parmi les sous-rubriques distinguées, les courtages et commissions ont laissé un excédent

Tableau VI.

Rubrique 1.9 « Autres » des transactions sur services

(milliards de francs)

Périodes	Ouvriers frontaliers			Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteur			Courtages et commissions			Primes et indemnités d'assurances ¹			Services divers			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1969 Année	7,2	2,7	+ 4,5	4,9	6,9	- 2,0	15,2	13,3	+ 1,9	3,1	4,3	- 1,2	9,3	7,6	+ 1,7	39,7	34,8	+ 4,9
1970 Année	7,0	3,1	+ 3,9	5,9	8,8	- 2,9	19,0	15,1	+ 3,9	3,8	4,8	- 1,0	15,7	13,9	+ 1,8	51,4	45,7	+ 5,7
1971 Année	7,8	3,6	+ 4,2	6,3	8,2	- 1,9	20,7	17,4	+ 3,3	4,4	5,5	- 1,1	11,6	9,6	+ 2,0	50,8	44,3	+ 6,5
1972 Année	9,2	4,2	+ 5,0	6,7	9,5	- 2,8	22,9	19,8	+ 3,1	4,9	5,9	- 1,0	8,3	7,2	+ 1,1	52,0	46,6	+ 5,4
1973 1 ^{er} semestre ...	5,1	2,3	+ 2,8	4,3	4,2	+ 0,1	13,2	11,5	+ 1,7	2,6	3,0	- 0,4	4,5	4,0	+ 0,5	29,7	25,0	+ 4,7
2 ^e semestre ...	4,7	2,6	+ 2,1	3,7	5,4	- 1,7	15,7	12,1	+ 3,6	3,1	3,3	- 0,2	4,2	4,3	- 0,1	31,4	27,7	+ 3,7
Année	9,8	4,9	+ 4,9	8,0	9,6	- 1,6	28,9	23,6	+ 5,3	5,7	6,3	- 0,6	8,7	8,3	+ 0,4	61,1	52,7	+ 8,4
1974 1 ^{er} semestre ...	5,7	3,0	+ 2,7	4,2	6,4	- 2,2	17,4	14,6	+ 2,8	3,1	3,5	- 0,4	4,7	5,4	- 0,7	35,1	32,9	+ 2,2
2 ^e semestre ...	5,9	3,5	+ 2,4	4,5	6,9	- 2,4	20,2	16,0	+ 4,2	3,6	3,9	- 0,3	4,8	5,4	- 0,6	39,0	35,7	+ 3,3
Année	11,6	6,5	+ 5,1	8,7	13,3	- 4,6	37,6	30,6	+ 7,0	6,7	7,4	- 0,7	9,5	10,8	- 1,3	74,1	68,6	+ 5,5

¹ A l'exclusion des assurances pour le transport de marchandises (incluses dans la rubrique 1.4), des assurances-vie, des assurances de capitalisation et des assurances-crédit (incluses dans les rubriques 4.814 et 4.824).

accru tandis que les redevances pour films, brevets et droits d'auteur ont vu leur déficit augmenter.

Rubriques 2.1 et 2.2 « Transferts » : Tableau VII.

Sont regroupées sous ce titre les inscriptions formant la contrepartie comptable des prestations unilatérales (c'est-à-dire gratuites, sans contrepartie économique) enregistrées ailleurs dans la balance des paiements : biens, services ou avoirs financiers cédés ou acquis sans obtenir ou donner en échange ni ressources réelles ni avoirs financiers; c'est le cas, par exemple, des dons en nature ou en espèces.

Les chiffres des transferts, tant privés que publics, ont fait l'objet de corrections à la suite de la mise en vigueur, le 1^{er} janvier 1971, de la nouvelle organisation du financement des Communautés Européennes ⁽¹⁾. Pour éviter une solution de continuité, les corrections effectuées ont porté à l'époque non seulement sur les chiffres de l'année 1971 mais également sur ceux des années antérieures depuis 1966. De ce fait, et malgré le caractère parfois approximatif des ajustements opérés, la comparabilité des séries statistiques a pu être, pour l'essentiel, assurée.

Tableau VII.

Rubriques 2.1 et 2.2 « Transferts »

(milliards de francs)

Périodes	2.1 Transferts privés			2.2 Transferts de l'Etat			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1969 Année	14,2	8,4	+ 5,8	0,5	12,6	-12,1	14,7	21,0	- 6,3
1970 Année	15,4	8,8	+ 6,6	0,7	15,1	-14,4	16,1	23,9	- 7,8
1971 Année	16,8	10,0	+ 6,8	1,3	16,1	-14,8	18,1	26,1	- 8,0
1972 Année	18,5	10,4	+ 8,1	2,2	19,1	-16,9	20,7	29,5	- 8,8
1973 1 ^{er} semestre	12,0	5,7	+ 6,3	1,2	14,7	-13,5	13,2	20,4	- 7,2
2 ^e semestre	11,7	6,5	+ 5,2	1,3	11,4	-10,1	13,0	17,9	- 4,9
Année	23,7	12,2	+11,5	2,5	26,1	-23,6	26,2	38,3	-12,1
1974 1 ^{er} semestre	11,6	7,1	+ 4,5	1,3	12,2	-10,9	12,9	19,3	- 6,4
2 ^e semestre	10,3	8,0	+ 2,3	1,5	12,0	-10,5	11,8	20,0	- 8,2
Année	21,9	15,1	+ 6,8	2,8	24,2	-21,4	24,7	39,3	-14,6

⁽¹⁾ Ce nouveau régime de financement consiste, en substance, en l'attribution de ressources propres aux Communautés Européennes, à l'aide desquelles celles-ci financent directement, entre autres, les dépenses résultant de la politique agricole commune. Jusqu'au 1^{er} janvier 1971, ces dépenses étaient préfinancées par les Etats membres et faisaient ultérieurement l'objet de décomptes avec les institutions communautaires.

Rubrique 2.1 « *Transferts privés* »

Les recettes nettes de transferts privés ont diminué de 4,7 milliards par rapport à 1973 sous l'effet, notamment, de la diminution des versements effectués par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole aux agriculteurs résidents, par l'intermédiaire des organismes payeurs nationaux.

Rubrique 2.2 « *Transferts de l'Etat* »

Les dépenses de transferts de l'Etat comprennent principalement les ressources mises par l'Etat à la disposition des différentes institutions européennes et internationales, ainsi que l'assistance technique aux pays en voie de développement.

La diminution du solde déficitaire de la rubrique a reflété principalement la réduction des dépenses de transferts aux institutions internationales précitées.

Rubriques 3.1 et 3.2 « **Mouvement des capitaux des pouvoirs publics** » : **Tableau VIII.**

Rubrique 3.1 « *Etat* »

Les opérations en capital de l'Etat se sont soldées par un déficit de 3,9 milliards, contre 4,4 milliards en 1973.

Les engagements à plus d'un an de l'Etat envers l'étranger ont diminué de 1,5 milliard à la suite des amortissements contractuels sur emprunts extérieurs qui ont été effectués. De leur côté, les engagements à court terme ont diminué de 0,9 milliard, le Trésor ayant remboursé des certificats libellés en francs détenus par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, ainsi que par la Banque Interaméricaine de Développement.

En ce qui concerne l'évolution des avoirs de l'Etat sur l'étranger, celle-ci couvre, en dépenses, des prêts d'un montant total de 1,5 milliard à divers pays en voie de développement et une contribution de 0,1 milliard au capital du Fonds Africain de Développement; en recettes, figurent des remboursements de prêts pour 0,1 milliard accordés à des pays en voie de développement.

Il convient de rappeler que le mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger ne doit pas être confondu avec celui de la dette publique en monnaies étrangères. D'une part, les engagements de l'Etat envers l'étranger comprennent la dette publique en francs que l'on sait être logée à l'étranger. D'autre part, la dette publique en monnaies étrangères ne représente pas, à due concurrence, un engagement de l'Etat envers l'étranger, car une partie de cette dette est logée dans les banques en Belgique. Le tableau IX donne les montants qu'il faut ôter du — ou ajouter au — mouvement de la dette publique en monnaies étrangères pour obtenir le mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger.

Tableau VIII.

Rubriques 3.1 et 3.2 « Mouvement des capitaux des pouvoirs publics »

(milliards de francs)

	1969			1970			1971			1972			1973			1974		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
3.1 Etat :																		
Engagements envers l'étranger :																		
A plus d'un an :																		
Emissions	2,8	—	+ 2,8	0,4	—	+ 0,4	0,4	—	+ 0,4	...	—	...	...	—	...	...	—	...
Remboursements	—	3,4	- 3,4	—	3,3	- 3,3	—	5,0	- 5,0	—	3,7	- 3,7	—	1,4	- 1,4	—	1,5	- 1,5
A court terme ¹	0,2	0,4	- 0,2	3,1	0,1	+ 3,0	1,4	6,6	- 5,2	...	5,3	- 5,3	0,4	1,9	- 1,5	...	0,9	- 0,9
Avoirs sur l'étranger :																		
Prêts à long terme à des Etats étrangers et des organismes internationaux .....	...	0,4	- 0,4	...	0,3	- 0,3	0,1	0,8	- 0,7	0,1	0,4	- 0,3	0,1	1,1	- 1,0	0,1	1,5	- 1,4
Participations	—	0,7	- 0,7	—	0,3	- 0,3	—	0,5	- 0,5	—	1,3	- 1,3	0,2	0,7	- 0,5	...	0,1	- 0,1
Créances à court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :																		
Engagements envers l'étranger :																		
A plus d'un an :																		
Emissions .....	...	—	...	...	—	...	...	—	...	...	—	...	...	—	...	...	—	...
Remboursements	—	0,2	- 0,2	—	0,2	- 0,2	—	...	...	—	0,1	- 0,1	—	...	...	—	...	...
A court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Avoirs sur l'étranger :																		
A plus d'un an .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
A court terme .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

¹ Recettes et dépenses nettes pour les opérations avec un même organisme sur certificats de trésorerie belges libellés dans une même monnaie.

Tableau IX.

Mouvement de la dette publique en monnaies étrangères et mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger

(milliards de francs)

	1969	1970	1971	1972	1973	1974
<i>Dette à plus d'un an :</i>						
Dette publique en monnaies étrangères	- 2,0 ¹	- 2,9	- 10,1 ^{2,3}	- 4,9	- 1,4 ⁴	- 1,5
<i>Moins</i> : Dette logée dans les banques belges	- (- 1,0)	- (...)	- (- 5,5)	- (- 1,2)	- (...)	- (...)
Dette publique en monnaies étrangères recensée dans la balance des paiements	- 1,0	- 2,9	- 4,6	- 3,7	- 1,4	- 1,5
Dette publique en francs que l'on sait être logée à l'étranger .....	...	...	...	...	...	...
Divers	+ 0,4	...	...	...	...	...
Engagements de l'Etat envers l'étranger ...	- 0,6	- 2,9	- 4,6	- 3,7	- 1,4	- 1,5
<i>Dette à un an au plus :</i>						
Dette publique en monnaies étrangères	+ 7,1 ¹	- 8,3	- 17,9 ³	- 9,5	- 1,9	...
<i>Moins</i> : Dette logée dans les banques belges	- (+ 7,5)	- (- 11,4)	- (- 12,1)	- (- 5,7)	- (...)	- (...)
Dette publique en monnaies étrangères recensée dans la balance des paiements	- 0,4	+ 3,1	- 5,8	- 3,8	- 1,9	...
Dette publique en francs que l'on sait être logée à l'étranger	+ 0,2	- 0,1	+ 0,6	- 1,5	+ 0,4	- 0,9
Divers .....	...	...	...	...	...	...
Engagements de l'Etat envers l'étranger ...	- 0,2	+ 3,0	- 5,2	- 5,3	- 1,5	- 0,9

¹ Après élimination de l'incidence de la réévaluation du mark allemand qui a entraîné une augmentation de 0,6 milliard de la dette à plus d'un an et de 0,1 milliard de la dette à un an au plus.

² Après élimination de l'incidence de la réévaluation du franc suisse qui a entraîné une augmentation de 0,3 milliard de la dette à plus d'un an.

³ Après élimination de l'incidence de la dévaluation de fait du dollar des Etats-Unis et du franc suisse qui a entraîné une diminution de 0,7 milliard de la dette à plus d'un an et de 0,2 milliard de la dette à un an au plus (accord du 18 décembre 1971 du Groupe des Dix à Washington).

⁴ Après élimination de l'incidence de la dévaluation du dollar des Etats-Unis et des réévaluations du mark allemand et du florin des Pays-Bas qui a entraîné, par solde, une diminution de 0,2 milliard de la dette à plus d'un an.

Rubriques 4.1 et 4.2 « Mouvement des capitaux des organismes publics d'exploitation et des intermédiaires financiers du secteur public » : Tableau X.

Rubrique 4.1 « *Organismes publics d'exploitation* ».

Les recettes de 1,5 milliard au titre de cette rubrique représentent le produit d'emprunts contractés par la Sabena et par la Société Nationale des Chemins de fer belges.

Les dépenses de 0,4 milliard correspondent à des remboursements d'emprunts effectués par les deux sociétés précitées.

Rubrique 4.2 « *Intermédiaires financiers du secteur public* ».

Les dépenses de 0,7 milliard au titre des engagements à plus d'un an représentent des remboursements d'emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

De leur côté, les engagements à court terme ont diminué, par solde, de 1,4 milliard : d'une part, des prêts de call money d'un montant de 0,5 milliard ont été accordés à l'Institut de Réescompte et de Garantie par la Banque Mondiale, la République du Zaïre, le Rwanda et le Burundi; d'autre part, des remboursements de prêts de même nature, à concurrence de 1,9 milliard, ont été effectués par le Fonds des Rentes aux institutions et pays précités.

Rubrique 4.3 « Mouvement des capitaux du secteur privé ».

Ces capitaux ont été répartis entre les investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger — rubrique 4.31 — et les investissements et placements étrangers en U.E.B.L. — rubrique 4.32. Une rubrique 4.33 intitulée « Investissements et placements non ventilés » est prévue pour les transactions dont la nature ne peut pas être précisée.

On notera, par ailleurs, que les entrées de capitaux en U.E.B.L. peuvent comprendre le rapatriement de revenus d'investissements ou encore le produit de certaines autres opérations lorsque l'origine des fonds n'a pu être établie. Par contre, ne sont pas recensés dans la présente rubrique, faute de données statistiques, les flux de capitaux au titre d'opérations imputées d'investissement direct correspondant aux bénéfices non distribués (cf. Section 2, rubrique 1.7 « Revenus d'investissements », p. 36).

Rubrique 4.311 « *Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Valeurs mobilières* » et rubriques 4.321 « *Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Valeurs mobilières* ».

Antérieurement à 1965, des transactions en valeurs mobilières avaient pu être isolées de l'ensemble des autres capitaux du secteur privé, grâce à des renseignements fournis volontairement par les principaux agents de change et

banques; les autres transactions en valeurs mobilières qui ne pouvaient pas être identifiées, restaient incluses dans la rubrique « Autres mouvements de capitaux du secteur privé ».

Depuis 1965, toutes les opérations en valeurs mobilières qui sont effectuées par le canal de banques ou d'agents de change belges ou luxembourgeois, ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux. Il en résulte que les chiffres des transactions en valeurs mobilières pour les années 1965 et suivantes couvrent un ensemble plus vaste d'opérations et ne sont donc pas strictement comparables à ceux des années antérieures.

Rubrique 4.312 « *Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Investissements directs* » et rubrique 4.322 « *Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Investissements directs* ».

Ces rubriques comprennent les transferts nets de fonds auxquels ont donné lieu les constitutions ou liquidations de sociétés, les acquisitions ou cessions de participations dans des sociétés, ainsi que les octrois de prêts et d'avances ou les remboursements de ceux-ci.

Selon les principes du Manuel de la Balance des Paiements du F.M.I. (3^e édition), tous les investissements destinés à créer ou accroître une forme d'intérêt permanent dans une entreprise doivent être considérés comme des investissements directs. L'investissement direct est donc caractérisé par le fait que l'investisseur jouit d'un certain contrôle sur la gestion de l'entreprise dans laquelle est effectué l'investissement.

Les constitutions ou liquidations de sociétés, ainsi que les acquisitions ou cessions de participations entrent indubitablement dans cette catégorie. En ce qui concerne les prêts, le schéma unique de la balance des paiements adopté par le Fonds Monétaire International et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques considère comme investissements directs ceux de ces prêts qui sont accordés à des entreprises dites « associées ». Les statistiques dont on dispose ne permettent toutefois pas d'établir cette distinction et tous les prêts ont, dès lors, été considérés comme des investissements directs.

Rubrique 6.1 « Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ».

Les montants qui apparaissent à cette rubrique reflètent les variations de l'encours des crédits à l'étranger accordés à leur origine par les banques belges et refinancés soit dans le marché belge auprès d'organismes non monétaires, soit à l'étranger ⁽¹⁾ (cf. Section 2, rubrique 1.11 « Exportations et Importations », p. 31).

⁽¹⁾ Y compris le Luxembourg. En effet, la rubrique 6.1 considérée comprend la partie financée par les banques luxembourgeoises des crédits commerciaux à l'étranger accordés à leur origine par les banques belges.

Rubrique 6.2 « Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ».

L'encours et l'évolution des créances et engagements des organismes monétaires de l'U.E.B.L. sur et envers l'étranger sont donnés au tableau XI par catégorie d'organismes.

A.1.21 « Créances de la Banque Nationale de Belgique : Participation au Fonds Monétaire International ».

En vertu de la loi du 9 juin 1969, la Banque est autorisée à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres les droits que possède l'Etat belge comme membre du Fonds Monétaire International au titre de la partie de sa quote-part dans le Fonds qui excède les avoirs en francs belges de celui-ci.

Bien qu'ils s'accompagnent d'encaissements et de souscriptions de certificats de trésorerie belges par le Fonds, les prélèvements opérés par cet organisme sur ses avoirs en francs et les reconstitutions de ceux-ci apparaissent dans la balance des paiements de l'U.E.B.L. comme des variations de créances de la Banque Nationale et non pas comme des mouvements de capitaux de l'Etat, du fait que, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, la Banque assure, pour compte et à la décharge de l'Etat, le financement des opérations avec le F.M.I.; elle supporte les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. et reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le Fonds. Ce procédé de comptabilisation est conforme aux instructions de la troisième édition du Manuel de la Balance des Paiements du F.M.I. qui considère toutes les opérations d'un pays avec le Fonds comme du ressort des organismes monétaires.

Le montant du compte « Participation » représente la contre-valeur de ce qu'il est convenu d'appeler les droits de tirage dans la « tranche or » et dans la « super-tranche or ».

En 1974, la créance de la Banque au titre du compte précité a augmenté de 0,7 milliard à la suite de tirages nets en francs belges effectués par divers pays et du règlement en francs belges d'une partie de la rémunération afférente à la « super-tranche or » de la participation belge, pour l'exercice clôturé le 30 avril 1974.

A.1.23 « Créances de la Banque Nationale de Belgique : Droits de tirage spéciaux ».

En vertu de la loi du 9 juin 1969, la Banque est autorisée à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres les droits de tirage spéciaux que possède l'Etat belge en sa qualité de participant au compte de tirage spécial du Fonds Monétaire International, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine.

Tableau XI.

**Créances et engagements des organismes monétaires
de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise sur et envers l'étranger**

(milliards de francs)

	Encours à fin d'année							Mouvements de l'année ¹					
	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1969	1970	1971	1972	1973	1974
A. Créances de :													
1. Banque Nationale de Belgique :													
1.1 Or	76,2	76,0	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8	- 0,2	- 2,5	+ 3,7	- 1,8	- 1,6	...
1.2 F.M.I. :													
1.21 Participation	10,3	7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9	- 2,3	+ 11,9	+ 10,4	- 4,1	- 1,1	+ 0,7
1.22 Prêts ²	5,0	...	...	...	...	...	...	- 5,0	...	...	...	...	...
1.23 Droits de tirage spéciaux	—	—	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4	—	+ 6,7	+ 6,6	+ 2,4	+ 5,0	- 2,0
1.3 Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	—	—	—	—	3,5	...	—	—	—	—	+ 3,5	- 3,5
1.4 Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.5 Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation	14,2	9,8	1,9	5,8	16,5	16,9	12,0	- 4,4	- 7,9	+ 3,9	+ 10,7	+ 0,4	- 4,9
1.6 Autres :													
1.61 En monnaies étrangères	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	95,2	+17,1	+ 3,4	- 4,4	+ 17,4	+ 30,8	+ 17,7
1.62 En francs	0,1	...	0,2	...	...	...	...	- 0,1	+ 0,2	- 0,2	...	...	...
1.7 Total	123,9	129,2	144,4	168,3	196,3	222,6	232,3	+ 5,1	+ 11,8	+ 20,0	+ 24,6	+ 37,0	+ 8,0
2. Organismes publics belges : crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation													
	0,1	1,9	3,5	3,2	...	...	0,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,3	- 3,2	...	+ 0,4
3. Banques belges et luxembourgeoises :													
3.1 Obligations	8,5	7,9	13,5	25,9	39,7	55,8	62,8	- 0,6	+ 5,6	+ 12,7	+ 13,8	+ 13,6	+ 9,0
3.2 Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation	33,1	46,9	131,5	173,1	204,4	282,3	412,5	+13,8	+ 84,6	+ 47,9	+ 31,3	+ 77,7	+148,3
3.3 Autres :													
3.31 En monnaies étrangères	95,4	152,0	207,5	300,8	444,3	704,4	740,6	+54,6	+ 58,5	+107,9	+143,5	+268,8	+ 89,7
3.32 En francs	5,6	6,4	5,8	4,5	10,8	7,6	17,6	+ 1,9	- 0,6	- 1,3	+ 6,3	- 3,2	+ 5,0
3.4 Total	142,6	213,2	358,3	504,3	699,2	1.050,1	1.233,5	+69,7	+148,1	+167,2	+194,9	+356,9	+252,0
Total des créances des organismes monétaires	266,6	344,3	506,2	675,8	895,5	1.272,7	1.466,2	+76,6	+161,5	+186,9	+216,3	+393,9	+260,4
B. Engagements de :													
1. Banque Nationale de Belgique :													
1.1 Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	- 0,2
1.2 Envers le Fonds Européen de Coopération Monétaire .....	—	—	—	—	—	...	...	—	—	—	—	...	...
1.3 Envers d'autres institutions officielles ³	1,0	0,7	1,0	3,5	1,7	2,3	3,0	- 0,3	+ 0,3	+ 2,5	- 1,8	+ 0,6	+ 0,7
1.4 Autres :													
1.41 En monnaies étrangères	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.42 En francs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.5 Total	1,2	0,9	1,3	3,8	2,0	2,6	3,1	- 0,3	+ 0,4	+ 2,5	- 1,8	+ 0,6	+ 0,5
2. Organismes publics belges :													
2.1 Envers des institutions officielles ³ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2.2 Autres	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,2	...	- 0,2	+ 0,9	- 0,8	- 0,5	+ 0,2	- 0,2
2.3 Total	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,2	...	- 0,2	+ 0,9	- 0,8	- 0,5	+ 0,2	- 0,2
3. Banques belges et luxembourgeoises :													
3.1 En monnaies étrangères	133,9	202,2	338,8	468,3	657,0	980,6	1.129,9	+66,0	+140,3	+152,7	+188,7	+334,9	+219,7
3.2 En francs	29,6	25,6	30,3	39,4	48,8	72,9	90,2	- 4,0	+ 4,7	+ 9,1	+ 9,4	+ 24,9	+ 15,8
3.3 Total	163,5	227,8	369,1	507,7	705,8	1.053,5	1.220,1	+62,0	+145,0	+161,8	+198,1	+359,8	+235,5
Total des engagements des organismes monétaires	165,3	229,1	371,7	512,0	707,8	1.056,3	1.223,2	+61,5	+146,3	+163,5	+195,8	+360,6	+235,8
C. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. (A - B)													
	101,3	115,2	134,5	163,8	187,7	216,4	243,0	+15,1	+ 15,2	+ 23,4	+ 20,5	+ 33,3	+ 24,6

¹ Les mouvements ne correspondent pas toujours aux différences entre les encours à fin d'année en raison de rectifications statistiques et de l'élimination des variations comptables résultant a) du changement du régime de financement de la contrepartie du compte du Fonds Monétaire International auprès de la Banque Nationale de Belgique (Loi du 9 juin 1969), b) des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite des réévaluations et dévaluations monétaires et c) des allocations de droits de tirage spéciaux à la Belgique. Par ailleurs, depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrepartie en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

² Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4 janvier 1963, Convention du 1er février 1963).

³ A l'exclusion des institutions internationales non monétaires.

Les avoirs en droits de tirage spéciaux ont diminué de 2 milliards en 1974 à la suite de la cession de droits au titre de remboursements de dettes envers le Fonds Européen de Coopération Monétaire.

A.1.3 « *Créances de la Banque Nationale de Belgique : Fonds Européen de Coopération Monétaire* ».

Ce Fonds, créé par un règlement du Conseil des Communautés Européennes du 3 avril 1973, est entré en activité le 1^{er} juin 1973.

La Banque fait figurer séparément dans ses situations ses créances sur, et ses engagements envers, le Fonds Européen de Coopération Monétaire, nés de l'application des dispositions sur le rétrécissement des marges de fluctuation des monnaies des pays membres, dans la mesure où, faute d'avoir la même échéance, les créances et engagements en cause ne sont pas compensables, sauf accord entre les parties.

A la date du 31 décembre 1974, la Banque n'avait ni créance ni engagement à l'égard dudit Fonds.

A.1.5 « *Créances de la Banque Nationale de Belgique : Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation* »

Cette rubrique a enregistré en 1974 une diminution de 4,9 milliards correspondant à la réduction du portefeuille d'acceptations en francs belges représentatives d'exportations financé par la Banque.

A.1.61 « *Autres créances de la Banque Nationale de Belgique : En monnaies étrangères* »

Les avoirs de la Banque en monnaies étrangères ont augmenté, par solde, de 17,7 milliards en 1974. Ces avoirs ont été renforcés par les achats de dollars effectués par la Banque soit dans le marché de Bruxelles soit à des banques centrales étrangères ayant besoin de francs belges, par les règlements qu'elle a reçus, en dollars, à la suite des opérations de soutien des monnaies du serpent et par l'encaissement du produit de placements des avoirs en monnaies étrangères. En sens inverse, les avoirs ont diminué lorsque des liras détenues par la Banque en vertu des accords de swap conclus avec la Banca d'Italia ont été rachetées, contre francs belges, par celle-ci.

B.1.1 « *Engagements de la Banque Nationale de Belgique : Envers le F.M.I.* »

La diminution de 0,2 milliard, en 1974, des francs belges maintenus par le F.M.I. en compte à la Banque s'explique par le fait que, depuis le 30 janvier de cette dernière année, la partie de la souscription en francs belges de la Belgique au Fonds qui doit être maintenue par celui-ci en compte à la Banque a été ramenée de 1 p.c. à 0,25 p.c. de la quote-part de la Belgique dans le Fonds.

B.1.3 « *Engagements de la Banque Nationale de Belgique : Envers d'autres institutions officielles* »

La variation de cette rubrique en 1974 reflète essentiellement le mouvement des avoirs en francs belges, d'une part, des signataires de l'accord instituant, à partir du 1^{er} janvier 1973, une garantie de change entre les banques centrales des pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques, d'autre part, des institutions de pays avec lesquels l'Etat belge a conclu des accords d'aide financière.

A.2 « *Créances des organismes publics belges : Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation* »; B.2.2 « *Autres engagements des organismes publics belges* »

Les créances comprennent le portefeuille d'acceptations en francs belges représentatives d'exportations financé par l'Institut de Réescompte et de Garantie au moyen de ressources monétaires.

Les engagements sont constitués par les avoirs en francs belges du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole et du Fonds Européen de Développement de la Communauté Economique Européenne auprès de l'Office des Chèques Postaux.

A.3.1 « *Créances des banques belges et luxembourgeoises : Obligations* »; A.3.2 « *Créances des banques belges et luxembourgeoises : Crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation* »; A.3.3 « *Autres créances des banques belges et luxembourgeoises : En monnaies étrangères et en francs* »; B.3 « *Engagements des banques belges et luxembourgeoises : En monnaies étrangères et en francs* »

Les obligations comprennent des fonds publics et des titres de sociétés ou d'organismes privés, libellés principalement en monnaies étrangères, détenus dans les portefeuilles des banques. Celles-ci ont continué à accroître leurs avoirs de ce type, quoique dans une mesure moindre qu'en 1973.

Par contre, les crédits d'avances, d'escompte et d'acceptation ont augmenté beaucoup plus rapidement qu'en 1973, en raison, essentiellement, d'une accélération de la progression des crédits d'avances en monnaies étrangères, qui constituent la majeure part des crédits recensés sous cette rubrique.

La progression des autres créances en monnaies étrangères, ainsi que celle des engagements en ces monnaies et en francs se sont ralenties d'une année à l'autre.

La forte croissance des créances et engagements en monnaies étrangères des banques au cours des dernières années s'inscrit dans le cadre de l'expansion rapide des marchés internationaux d'euro-monnaies, des relations financières avec l'étranger et de l'internationalisation des opérations bancaires.

BALANCE GEOGRAPHIQUE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L.

La ventilation géographique de la balance des paiements de l'U.E.B.L. des années antérieures à 1965 classait ensemble tous les pays appartenant à une même zone monétaire. Ce critère n'était pas conforme à celui qui a été retenu pour le schéma unique de balance régionale des paiements adopté par le Fonds Monétaire International et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques; il a été, pour cette raison, abandonné pour les balances régionales à partir de 1965. Celles-ci donnent donc une répartition par zones géographiques et non plus par zones monétaires. L'adoption de ce nouveau critère de ventilation a eu pour effet de rompre la continuité des séries statistiques disponibles en matière de balance géographique des paiements.

Le choix des zones géographiques est basé essentiellement sur la ventilation prévue par le schéma unifié O.C.D.E.-F.M.I., mais on a isolé, en outre, certains pays qui présentent, pour la Belgique, un intérêt particulier : la République du Zaïre, le Rwanda et le Burundi. Le groupe des pays de la Communauté Economique Européenne comprend, outre les membres originels, les nouveaux membres; en conséquence, le Royaume-Uni, qui apparaissait isolément dans les balances régionales des paiements des années 1972 et antérieures, figure désormais dans le groupe des pays membres de la C.E.E.

Le critère utilisé pour ventiler géographiquement la balance des paiements de l'U.E.B.L. a été, en règle générale, le pays de résidence de l'étranger qui a reçu ou ordonné le paiement. Toutefois, les exportations et les importations ont été ventilées selon le pays de destination et celui de provenance et les opérations en billets de banque étrangers et en chèques de voyage étrangers, selon le pays de la banque débitrice finale. Les paiements pour lesquels on ne disposait d'aucune indication valable concernant le pays de résidence des étrangers qui les avaient reçus ou ordonnés, ont été groupés dans la colonne XIII « Opérations non ventilées ».

Il convient de souligner qu'en ce qui concerne les mouvements de capitaux, leur ventilation par zone, basée sur le pays de résidence de la personne qui a reçu ou ordonné le paiement, perd de plus en plus de sa signification au fur et à mesure de l'internationalisation des marchés financiers, le pays du donneur d'ordre ou du bénéficiaire n'étant pas nécessairement celui d'où proviennent ou celui où vont les fonds.

C'est ainsi que le déficit enregistré en 1974 vis-à-vis des Etats-Unis au titre des « investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : valeurs mobilières », ne signifie pas nécessairement que ce pays ait bénéficié d'un apport de fonds ni même que les résidents de l'U.E.B.L. aient souscrit à des valeurs américaines à due concurrence. Il peut, en effet, avoir été influencé considé-

ablement par le mode de versement des fonds récoltés à l'occasion de l'émission d'emprunts internationaux. Une réserve analogue vaut pour les autres placements et pour les investissements directs en raison, par exemple, des relations financières qui existent entre les différentes filiales d'une maison étrangère ou encore parce que les sociétés à portefeuille ont tendance à s'établir dans certains pays ayant un régime fiscal avantageux. La répartition géographique du mouvement des capitaux qui figure aux tableaux XII et XIII doit donc être interprétée avec beaucoup de circonspection, car elle ne constitue, au mieux, qu'une indication partielle sur l'origine et la destination des capitaux. Lorsque la discordance entre l'origine ou la destination apparentes et l'origine ou la destination réelles des fonds était manifeste, comme dans le cas de transactions entre sociétés à portefeuille établies dans des pays refuges, on a préféré ne pas effectuer de répartition géographique et inclure ces capitaux dans la colonne XIII « Opérations non ventilées ».

Des détails sont donnés ci-après sur le mode de ventilation de la rubrique 6 « Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger ».

Rubrique 1.13 « *Opérations d'arbitrage* ».

Le chiffre de cette rubrique n'a pas été ventilé par zones géographiques. En principe, le bénéfice résultant d'une transaction d'arbitrage peut être considéré comme étant réalisé vis-à-vis du pays qui a acheté la marchandise. Mais cette affectation suppose que l'on puisse dégager le bénéfice réalisé sur chaque vente, c'est-à-dire déduire des recettes brutes enregistrées par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change le montant des marchandises achetées ainsi que des autres paiements effectués à l'étranger. En l'absence de renseignements de la sorte, on a repris la totalité des recettes nettes sur opérations d'arbitrage à la colonne XIII « Opérations non ventilées ».

Rubrique 3.1 « *Mouvement des capitaux de l'Etat* ».

Les prélèvements et remboursements sur emprunts à plus d'un an ont été ventilés géographiquement, dans la mesure où l'on connaissait le pays de résidence du premier souscripteur étranger.

Rubrique 5 « *Règlements multilatéraux, erreurs et omissions* ».

Les chiffres de cette rubrique sont calculés en faisant la différence entre le mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires et le refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger (rubrique 6), d'une part, et le solde des transactions sur biens et services, des transferts et du mouvement des capitaux (rubriques 1 à 4), d'autre part.

Rubrique 6 « *Total des recettes et des dépenses dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger* ».

Pour chaque zone géographique, le solde de cette rubrique comprend non seulement l'augmentation (+) ou la diminution (-) des avoirs nets en francs et en devises étrangères sur cette zone, ainsi que des avoirs nets dans des monnaies de ladite zone, mais aussi l'augmentation (+) ou la diminution (-) éventuelle des avoirs en or de la Banque Nationale résultant des opérations sur or que cet organisme aurait effectuées avec les pays de la zone. Le solde figurant à la colonne XII « Institutions européennes et internationales » comprend notamment la variation des avoirs nets de la Banque Nationale sur le Fonds Monétaire International et sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire.

*
* *

Tableau XII.

(milliards de francs)

Balance géographique des paiements de l'Union

	I. Etats-Unis			II. Canada			III. Pays membres de la C.E.E. 5			IV. Espagne, Grèce, Turquie			V. Autres pays européens membres de l'O.C.D.E.			VI. Japon		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :																		
1.1 Opérations sur marchandises :																		
1.11 Exportations et importations 1	37,0	45,4	- 8,4	3,4	5,9	- 2,5	508,2	476,1	+32,1	15,6	7,7	+7,9	40,6	34,8	+ 5,8	6,4	9,8	- 3,4
1.12 Travail à façon	0,5	0,3	+ 0,2	...	...	...	21,6	5,4	+16,2	0,1	...	+0,1	0,5	0,3	+ 0,2	...	...	...
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1.2 Or non monétaire	0,3	0,2	+ 0,1	...	...	...	0,5	1,1	- 0,6	...	...	...	2,6	3,3	- 0,7	...	...	...
1.3 Frets 2	3,6	3,5	+ 0,1	0,3	0,3	...	21,5	18,4	+ 3,1	0,2	0,5	-0,3	2,8	3,4	- 0,6	0,4	0,3	+ 0,1
1.4 Assurances pour le transport de marchandises 2	0,3	0,3	...	...	...	...	0,5	0,9	- 0,4	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...
1.5 Autres frais de transport	1,9	1,3	+ 0,6	0,1	...	+0,1	5,7	7,4	- 1,7	0,2	0,5	-0,3	1,0	0,9	+ 0,1	0,1	0,1	...
1.6 Déplacements à l'étranger	3,4	2,6	+ 0,8	0,2	0,1	+0,1	13,7	20,8	- 7,1	0,9	4,8	-3,9	3,9	9,5	- 5,6	0,1	0,1	...
1.7 Revenus d'investissements	13,7	12,0	+ 1,7	0,6	0,8	-0,2	40,0	36,5	+ 3,5	1,2	0,8	+0,4	6,4	13,1	- 6,7	0,5	0,2	+ 0,3
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	0,4	0,5	- 0,1	0,4	0,4	...	2,1	7,1	- 5,0	0,2	0,2	...	0,3	0,3	...	...	...	...
1.9 Autres :																		
1.91 Ouvriers frontaliers	—	—	—	—	—	—	9,8	4,9	+ 4,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1.92 Autres	10,5	6,4	+ 4,1	0,4	0,3	+0,1	27,6	30,0	- 2,4	0,7	1,3	-0,6	4,6	6,2	- 1,6	0,5	0,2	+ 0,3
Total 1 ...	71,6	72,5	- 0,9	5,4	7,8	- 2,4	651,2	608,6	+42,6	19,1	15,8	+3,3	62,8	71,9	- 9,1	8,0	10,7	- 2,7
2. Transferts :																		
2.1 Transferts privés	1,5	1,0	+ 0,5	0,1	0,1	...	2,4	4,8	- 2,4	0,1	1,8	-1,7	0,9	1,8	- 0,9	...	...	...
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	0,2	- 0,1	...	...	...	1,2	1,8	- 0,6	...	...	...	0,3	...	+ 0,3	...	...	...
Total 2 ...	1,6	1,2	+ 0,4	0,1	0,1	...	3,6	6,6	- 3,0	0,1	1,8	-1,7	1,2	1,8	- 0,6	...	...	...
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :																		
3.1 Etat 3 :																		
3.11 Engagements :																		
3.111 Amortissements contract. ..	—	0,5	- 0,5	—	0,1	-0,1	—	0,4	- 0,4	—	...	...	—	0,2	- 0,2	—	...	...
3.112 Autres opérations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,2	-0,1	...	...	...	...	...	...
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :																		
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	...	0,5	- 0,5	...	0,1	-0,1	...	0,4	- 0,4	0,1	0,2	-0,1	...	0,2	- 0,2	...	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises 4 et particuliers :																		
4.1 Organismes publics d'exploitation ...	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	...	...	0,1	1,2	- 1,1	...	...	...
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public .....	...	...	...	...	...	...	0,5	3,1	- 2,6	...	...	...	...	0,1	- 0,1	...	...	...
4.3 Secteur privé :																		
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :																		
4.311 Valeurs mobilières (nettes) ..	—	7,8	- 7,8	—	0,5	-0,5	—	16,4	-16,4	...	...	...	0,4	—	+ 0,4	...	...	...
4.312 Investissements directs ...	0,6	0,5	+ 0,1	...	0,1	-0,1	2,6	9,2	- 6,6	0,1	0,2	-0,1	0,2	0,3	- 0,1	...	0,1	-0,1
4.313 Immeubles	0,1	0,3	- 0,2	...	0,1	-0,1	1,2	3,4	- 2,2	0,1	1,1	-1,0	0,2	0,3	- 0,1	...	...	...
4.314 Autres (nets)	—	0,9	- 0,9	—	...	...	—	2,3	- 2,3	—	0,9	-0,9	—	2,3	- 2,3	—	0,1	-0,1
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :																		
4.321 Valeurs mobilières (nettes) ..	0,1	—	+ 0,1	...	—	...	2,0	—	+ 2,0	0,1	—	+0,1	0,9	—	+ 0,9	...	...	...
4.322 Investissements directs ...	4,3	0,1	+ 4,2	...	...	...	16,5	0,3	+16,2	0,1	0,1	...	0,4	...	+ 0,4	0,6	...	+0,6
4.323 Immeubles	0,2	0,1	+ 0,1	...	...	...	2,5	0,4	+ 2,1	...	...	...	1,1	0,1	+ 1,0	...	...	...
4.324 Autres (nets)	0,2	—	+ 0,2	...	—	...	0,3	—	+ 0,3	0,1	—	+0,1	0,9	—	+ 0,9	—	0,1	-0,1
4.33 Investissements et placements non ventilés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total 4 ...	5,5	9,8	- 4,3	...	0,7	-0,7	25,6	35,2	- 9,6	0,5	2,3	-1,8	4,2	4,3	- 0,1	0,6	0,3	+ 0,3
5. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets)	12,0	—	+12,0	7,2	—	+7,2	24,4	—	+24,4	—	8,9	-8,9	—	17,0	-17,0	6,2	—	+6,2
6. Total des recettes et des dépenses (1 à 5) dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger	90,7	84,0	+ 6,7	12,7	8,7	+ 4,0	704,8	650,8	+54,0	19,8	29,0	-9,2	68,2	95,2	-27,0	14,8	11,0	+ 3,8

1 Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

2 Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

3 Y compris le Fonds des Routes (cf. Chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie statistique, Bulletin d'Information et Documentation de la Banque Nationale de Belgique, XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968, p. 188).

II. Australie, Nouvelle-Zélande		VIII. République sud-africaine			IX. Pays à économie centralement planifiée			X. République du Zaïre, Rwanda, Burundi			XI. Autres pays			XII. Institutions européennes et internationales			XIII. Opérations non ventilées			Total		
Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
5,7	-3,1	3,0	6,3	- 3,3	19,2	14,2	+ 5,0	8,5	19,3	-10,8	56,1	48,0	+ 8,1	...	...	...	...	...	...	700,6	673,2	+27,4
...	...	0,1	...	+ 0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	+ 0,1	0,3	0,2	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	23,3	6,3	+17,0
...	0,4	- 0,4	0,2	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	5,3	...	+ 5,3
...	...	0,1	...	+ 0,1	0,6	0,7	- 0,1	1,8	0,3	+ 1,5	1,4	2,1	- 0,7	...	...	...	...	...	...	3,6	5,0	- 1,4
...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	32,7	29,5	+ 3,2
...	+0,1	0,2	0,1	+ 0,1	0,5	0,1	+ 0,4	0,3	...	+ 0,3	0,5	0,4	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	0,9	1,4	- 0,5
...	...	0,1	0,1	...	...	0,2	- 0,2	0,8	0,1	+ 0,7	1,0	1,4	- 0,4	...	...	...	1,0	2,0	- 1,0	10,6	10,8	- 0,2
...	+0,4	0,4	0,1	+ 0,3	1,3	0,5	+ 0,8	0,9	0,6	+ 0,3	5,2	6,0	- 0,8	2,5	1,5	+ 1,0	6,7	0,5	+ 6,2	25,1	41,7	-16,6
...	...	0,2	0,1	+ 0,1	0,2	0,1	+ 0,1	0,2	0,1	+ 0,1	0,7	0,3	+ 0,4	12,0	0,3	+11,7	...	...	...	79,8	72,6	+ 7,2
...	16,7	9,4	+ 7,3
0,1	...	0,1	0,1	...	0,6	0,2	+ 0,4	3,3	0,7	+ 2,6	2,8	2,1	+ 0,7	...	0,1	- 0,1	0,1	0,1	...	9,8	4,9	+ 4,9
5,8	-2,6	4,2	6,8	- 2,6	22,5	16,1	+ 6,4	15,9	21,6	- 5,7	68,2	60,5	+ 7,7	14,5	1,9	+12,6	13,1	2,6	+10,5	51,3	47,8	+ 3,5
...	0,2	- 0,2	6,9	0,4	+ 6,5	1,4	1,2	+ 0,2	10,4	0,9	+ 9,5	...	...	...	23,7	12,2	+11,5
...	3,5	- 3,5	...	1,3	- 1,3	0,9	19,3	-18,4	...	...	...	2,5	26,1	-23,6
...	0,2	- 0,2	6,9	3,9	+ 3,0	1,4	2,5	- 1,1	11,3	20,2	- 8,9	...	...	...	26,2	38,3	-12,1
...	0,2	- 0,2	...	...	...	...	...	...
...	0,4	1,9	- 1,5	...	...	...	0,4	1,9	- 1,5
...	0,9	- 0,9	0,2	0,7	- 0,5	...	...	...	0,3	1,8	- 1,5
...
...	0,9	- 0,9	0,6	2,8	- 2,2	...	...	...	...	...	...
...	0,7	5,1	- 4,4
...
...	0,1	1,4	- 1,3
...	0,7	...	+ 0,7	...	...	...	0,4	...	+ 0,4	...	...	...	1,6	3,2	- 1,6
...	...	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	0,2	...	+ 0,2	...	7,8	- 7,8	0,4	...	+ 0,4	1,1	32,5	-31,4
...	0,1	...	+ 0,1	0,1	0,1	...	1,2	1,1	+ 0,1	...	...	...	...	...	...	4,9	11,6	- 6,7
...	1,6	5,2	- 3,6
...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	...	...	...	6,6	- 6,6
...	0,3	...	+ 0,3	...	...	...	...	...	...	3,4	...	+ 3,4
...	0,2	...	+ 0,2	...	...	...	4,4	0,5	+ 3,9	2,1	0,1	+ 2,0	...	...	...	28,6	1,1	+27,5
...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	3,9	0,7	+ 3,2
...	0,1	- 0,1	2,7	...	+ 2,7	4,2	0,2	+ 4,0
...
...	...	0,1	...	+ 0,1	0,3	...	+ 0,3	0,8	0,1	+ 0,7	6,2	1,8	+ 4,4	2,5	8,0	- 5,5	3,1	...	+ 3,1	49,4	62,5	-13,1
...	+1,5	7,4	...	+ 7,4	9,7	...	+ 9,7	4,7	...	+ 4,7	...	35,2	-35,2	8,7	...	+ 8,7	...	13,9	-13,9	81,8	75,0	+ 6,8
...
5,8	-1,1	11,7	6,8	+ 4,9	32,5	16,3	+16,2	28,3	25,6	+ 2,7	75,8	100,9	-25,1	37,6	32,9	+ 4,7	16,2	16,5	- 0,3	1.117,8	1.083,5	+34,3

autres que les organismes monétaires.
République Fédérale d'Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Irlande et Danemark.

Tableau XIII.

(milliards de francs)

Balance géographique des paiements de l'U

	I. Etats-Unis			II. Canada			III. Pays membres de la C.E.E. 5			IV. Espagne, Grèce, Turquie			V. Autres pays européens membres de l'O.C.D.E.			VI. Japon		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :																		
1.1 Opérations sur marchandises :																		
1.11 Exportations et importations 1	52,0	67,4	-15,4	5,8	7,7	-1,9	632,6	633,7	- 1,1	22,2	10,3	+11,9	62,0	47,5	+14,5	8,1	13,6	- 5,5
1.12 Travail à façon	0,9	0,5	+ 0,4	...	...	...	23,5	7,7	+15,8	0,1	...	+ 0,1	0,7	0,5	+ 0,2	...	...	...
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.2 Or non monétaire	0,3	0,8	- 0,5	...	...	...	1,9	8,0	- 6,1	...	...	...	7,7	7,9	- 0,2	...	...	...
1.3 Frets 2	7,4	8,0	- 0,6	0,3	0,5	- 0,2	33,4	29,2	+ 4,2	0,4	0,9	- 0,5	4,7	5,4	- 0,7	0,7	0,5	+ 0,2
1.4 Assurances pour le transport de marchandises 2	0,4	0,3	+ 0,1	...	...	...	0,5	1,0	- 0,5	...	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...
1.5 Autres frais de transport	3,0	2,5	+ 0,5	0,1	...	+ 0,1	8,0	9,9	- 1,9	0,3	0,6	- 0,3	1,5	1,7	- 0,2	0,1	0,1	...
1.6 Déplacements à l'étranger	3,7	3,2	+ 0,5	0,2	0,3	- 0,1	15,7	22,3	- 6,6	0,7	5,2	- 4,5	4,1	10,4	- 6,3	0,1	0,1	...
1.7 Revenus d'investissements	27,9	17,7	+10,2	1,5	1,7	- 0,2	74,8	66,1	+ 8,7	1,9	2,2	- 0,3	12,2	28,8	-16,6	1,3	0,3	+ 1,0
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs 3	0,3	0,8	- 0,5	0,2	0,1	+ 0,1	1,8	6,9	- 5,1	0,2	0,1	+ 0,1	0,3	0,3	...	...	...	...
1.9 Autres :																		
1.91 Ouvriers frontaliers .....	...	...	...	...	...	...	11,6	6,5	+ 5,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...
1.92 Autres	11,0	9,3	+ 1,7	0,4	0,5	- 0,1	33,9	37,4	- 3,5	0,8	1,4	- 0,6	6,0	8,6	- 2,6	0,8	0,3	+ 0,5
Total 1 ...	106,9	110,5	- 3,6	8,5	10,8	- 2,3	837,7	828,7	+ 9,0	26,6	20,7	+ 5,9	99,3	111,2	-11,9	11,1	14,9	- 3,8
2. Transferts :																		
2.1 Transferts privés	1,5	1,2	+ 0,3	0,1	0,2	- 0,1	2,6	5,5	- 2,9	0,2	2,6	- 2,4	1,0	2,2	- 1,2	...	...	...
2.2 Transferts de l'Etat	0,1	...	+ 0,1	...	...	...	1,5	0,9	+ 0,6	...	...	...	0,1	...	+ 0,1	...	...	...
Total 2 ...	1,6	1,2	+ 0,4	0,1	0,2	- 0,1	4,1	6,4	- 2,3	0,2	2,6	- 2,4	1,1	2,2	- 1,1	...	...	...
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :																		
3.1 Etat 4 :																		
3.11 Engagements :																		
3.111 Amortissements contract. .	...	0,4	- 0,4	...	0,1	- 0,1	...	0,5	- 0,5	...	...	...	...	0,2	- 0,2	...	...	...
3.112 Autres opérations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	0,2	- 0,1	...	...	...	...	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :																		
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	...	0,4	- 0,4	...	0,1	- 0,1	...	0,5	- 0,5	0,1	0,2	- 0,1	...	0,2	- 0,2	...	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises 5 et particuliers :																		
4.1 Organismes publics d'exploitation ...	1,2	0,2	+ 1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,3	0,2	+ 0,1	...	...	...
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public .....	...	...	...	...	...	...	...	0,7	- 0,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4.3 Secteur privé :																		
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :																		
4.311 Valeurs mobilières (nettes)	...	1,4	- 1,4	...	0,3	- 0,3	...	11,1	-11,1	...	0,1	- 0,1	...	1,3	- 1,3	...	...	...
4.312 Investissements directs ...	1,7	4,7	- 3,0	0,1	...	+ 0,1	2,0	10,5	- 8,5	...	1,1	- 1,1	0,1	0,7	- 0,6	...	0,2	...
4.313 Immeubles	0,2	0,3	- 0,1	0,1	0,2	- 0,1	1,3	3,4	- 2,1	...	1,1	- 1,1	0,2	0,5	- 0,3	...	...	...
4.314 Autres (nets) .....	...	0,1	- 0,1	...	...	...	...	7,8	- 7,8	...	0,6	- 0,6	...	3,3	- 3,3	...	...	...
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :																		
4.321 Valeurs mobilières (nettes)	0,3	...	+ 0,3	...	...	...	...	1,3	- 1,3	0,1	...	+ 0,1	...	2,2	- 2,2	...	...	...
4.322 Investissements directs ...	12,4	0,5	+11,9	0,2	...	+ 0,2	20,3	0,9	+19,4	0,1	...	+ 0,1	0,7	...	+ 0,7	2,1	...	+ 1,4
4.323 Immeubles	0,2	0,1	+ 0,1	...	...	...	2,4	0,6	+ 1,8	...	...	...	0,5	0,3	+ 0,2	...	...	...
4.324 Autres (nets) .....	...	...	...	...	...	...	...	0,2	- 0,2	...	0,1	- 0,1	...	0,2	- 0,2	0,1	...	+ 0,1
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	16,0	7,3	+ 8,7	0,4	0,5	- 0,1	26,0	36,5	-10,5	0,2	3,0	- 2,8	1,8	8,7	- 6,9	2,2	0,2	+ 2,0
5. Règlements multilatéraux, erreurs et omissions (nets)	49,2	...	+ 49,2	2,8	...	+ 2,8	...	58,6	- 58,6	7,7	...	+ 7,7	...	38,2	- 38,2	21,6	...	...
6. Total des recettes et des dépenses (1 à 5) dont le solde correspond au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ou au refinancement en dehors de ceux-ci de créances commerciales sur l'étranger	173,7	119,4	+ 54,3	11,8	11,6	+ 0,2	867,8	930,7	- 62,9	34,8	26,5	+ 8,3	102,2	160,5	- 58,3	34,9	15,1	+ 19,8

1 Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

2 Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

3 Y compris le Fonds des Routes (cf. Chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie statistique, Bulletin d'Information et Documentation de la Banque Nationale de Belgique, XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968, p. 188).

II. Australie, Nouvelle-Zélande			VIII. République sud-africaine			IX. Pays à économie centralement planifiée			X. République du Zaïre, Rwanda, Burundi			XI. Autres pays			XII. Institutions européennes et internationales			XIII. Opérations non ventilées			Total			
Dépenses	Solde		Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
5,6	-2,1		5,2	6,6	-1,4	35,3	21,7	+13,6	10,8	24,4	-13,6	93,8	81,9	+11,9	0,1	0,3	-0,2	0,6	...	+0,6	933,0	921,7	+11,3	
...	...		...	...	...	0,1	0,1	...	0,1	...	+0,1	0,4	0,1	+0,3	...	...	...	...	...	...	25,8	8,9	+16,9
...	...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	13,9	...	+13,9	13,9	...	+13,9
...	...		0,1	...	-0,1	...	...	...	...	0,6	-0,6	0,7	0,5	+0,2	...	...	...	...	...	...	10,6	17,9	-7,3
1	0,1	...	0,3	...	+0,3	0,8	1,2	-0,4	2,8	0,5	+2,3	1,9	2,8	-0,9	...	...	...	...	...	...	52,8	49,1	+3,7
...	...		...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	...	...	0,1	-0,1	...	...	...	...	...	...	1,1	1,6	-0,5
1	...	+0,1	0,4	0,2	+0,2	0,8	0,1	+0,7	0,3	...	+0,3	0,7	0,7	...	...	...	...	...	...	...	15,3	15,8	-0,5
...	...		0,1	0,1	...	0,1	0,3	-0,2	0,9	0,1	+0,8	1,6	2,6	-1,0	...	...	...	0,6	1,1	-0,5	27,8	45,7	-17,9
3	...	+0,3	1,9	0,6	+1,3	3,3	1,4	+1,9	0,4	0,6	-0,2	14,1	15,5	-1,4	2,9	2,1	+0,8	7,9	1,3	+6,6	150,4	138,3	+12,1	
1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,2	0,1	+0,1	0,2	0,2	...	0,8	0,5	+0,3	18,7	0,5	+18,2	...	...	...	22,9	9,7	+13,2
...	...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	11,6	6,5	+5,1
2	0,1	+0,1	0,2	0,2	...	0,8	0,3	+0,5	5,6	1,1	+4,5	2,7	2,8	-0,1	...	...	...	0,1	0,1	...	62,5	62,1	+0,4
3	6,9	-1,6	8,2	7,9	+0,3	41,4	25,2	+16,2	21,2	27,6	-6,4	116,7	107,5	+9,2	21,7	2,9	+18,8	23,1	2,5	+20,6	1.327,7	1.277,3	+50,4	
...	...		...	0,1	-0,1	...	0,2	-0,2	7,1	0,4	+6,7	1,4	1,6	-0,2	8,0	1,1	+6,9	...	...	...	21,9	15,1	+6,8
...	...		...	...	...	...	...	...	...	3,4	-3,4	...	1,5	-1,5	1,1	18,4	-17,3	...	...	...	2,8	24,2	-21,4
...	...		...	0,1	-0,1	...	0,2	-0,2	7,1	3,8	+3,3	1,4	3,1	-1,7	9,1	19,5	-10,4	...	...	...	24,7	39,3	-14,6
...	0,3	-0,3	1,5	0,4	+1,1
...	...		...	...	...	...	...	...	...	0,3	-0,3	...	1,1	-1,1	...	1,2	-1,2	...	...	...	0,1	4,0	-3,9
...	...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,5	0,4	+1,1
...	...		...	...	...	...	...	...	0,2	1,1	-0,9	...	...	...	0,3	0,8	-0,5	...	...	...	0,5	2,6	-2,1
...	0,1	-0,1	0,2	...	+0,2	...	...	...	...	...	...	...	0,2	-0,2	...	1,2	-1,2	0,1	...	+0,1	0,3	15,7	-15,4
...	...		...	...	...	0,1	...	+0,1	0,2	...	+0,2	1,9	2,1	-0,2	...	...	...	...	1,3	-1,3	6,1	20,6	-14,5
...	...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	-0,1	...	...	...	...	...	...	1,8	5,6	-3,8
...	...		...	...	...	...	...	...	...	0,1	-0,1	...	0,2	-0,2	...	...	...	...	0,5	-0,5	...	12,6	-12,6
...	...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	+0,2	...	...	...	...	...	...	0,6	3,5	-2,9
...	...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	5,2	0,9	+4,3	2,9	0,1	+2,8	0,3	...	+0,3	44,2	2,4	+41,8
...	...		0,1	...	+0,1	...	...	...	...	...	...	0,3	...	+0,3	...	...	...	1,2	...	+1,2	3,1	1,0	+2,1
...	...		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,7	0,5	+1,2
...	0,1	-0,1	0,3	...	+0,3	0,1	...	+0,1	0,4	1,2	-0,8	7,6	3,5	+4,1	3,2	2,1	+1,1	1,6	1,8	-0,2	59,8	64,9	-5,1	
9	...	+2,9	3,1	...	+3,1	...	9,4	-9,4	5,8	...	+5,8	50,7	...	+50,7	...	-12,2	-12,2	...	-21,7	-21,7	143,8	140,1	+3,7	
2	7,0	+1,2	11,6	8,0	+3,6	41,5	34,8	+6,7	34,5	32,9	+1,6	176,4	115,2	+61,2	34,0	37,9	-3,9	24,7	26,0	-1,3	1.556,1	1.525,6	+30,5	

es que les organismes monétaires.
 République Fédérale d'Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Irlande et Danemark.

12.1 Crédits commerciaux	2,8	—	4,8	—	3,0	—	0,7	—	1,0	—	5,9	—	II 6.1							
12.2 Autres avoirs et engagements	0,9	1,2	—	0,8	1,3	—	0,8	0,8	—	0,4	0,2	—	1,1	—	—	—	0,5	1,9	X	
13. Autorités locales :																				
13.1 Avoirs et engagements à long terme	—	—	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	VIII	
13.2 Avoirs et engagements à court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	VIII	
14. Etat :																				
14.1 Emissions à long terme à l'étranger	—	—	2,8	3,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	VIII
14.2 Autres valeurs mobil. à long terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14.3 Prêts à long terme entre Etats	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	VIII
14.4 Autres prêts à long terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	VIII
14.5 Autres avoirs et engag. à long terme	—	—	0,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	VIII
14.6 Avoirs et engagements à court terme	—	—	0,2	0,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	VIII
15. Institutions monétaires centrales :																				
15.1 Position au F.M.I.	7,3	—	—	—	11,9	0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	XI A 1.21 et 1.22
15.2 Or	0,2	—	—	—	2,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	B 1.1
15.3 Avoirs en D.T.S. ¹	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	XI A 1.1
15.4 Autres avoirs librement utilisables	0,1	17,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	XI A 1.23
15.5 Autres réserves	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	XI A 1.3 et 1.6
15.6 Engag. envers des instit. officielles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	XI B 1.2 et 1.3
15.7 Autres prêts à long terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	XI A 1.5
15.8 Autres prêts à court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	XI A 1.4
15.9 Autres avoirs et engagements à l'égard de l'étranger	4,4	—	—	—	7,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	B 1.4
16. Autres institutions monétaires :																				
16.1 Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	XI A 3.3
16.2 Autres avoirs librement utilisables	—	56,5	—	—	0,6	58,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	XI A 2 et A 3.2
16.3 Engag. envers des instit. officielles	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	XI A 3.1
16.4 Autres prêts à long terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	B 2 et B 3
16.5 Autres prêts à court terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	XI A 3.1
16.6 Autres avoirs et engagements à l'égard de l'étranger	0,6	—	62,0	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	B 2 et B 3

	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	
<i>D. Récapitulation (17 à 25)</i>													
17. Biens et services (1 à 8)	521,0	511,0	634,6	591,1	690,7	641,4	758,0	698,0	953,4	896,3	1.318,8	1.268,4	
18. Transferts (9 et 10)	14,7	21,0	16,1	23,9	18,1	26,1	20,7	29,5	26,2	38,3	24,7	39,3	
19. Avoirs sur l'étranger et or mon. (11 à 16, à l'actif)	—	94,4	—	197,7	—	223,6	—	266,2	—	444,7	—	314,1	
20. Engag. envers l'étr. (11 à 16, au passif)	88,6	—	159,5	—	179,3	—	212,0	—	392,9	—	274,6	—	
20bis. Non ventilé	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
21. Allocations de D.T.S. ¹	—	—	3,7	—	3,6	—	3,5	—	—	—	—	—	
22.													
23.													
24. Solde de l'ensemble des opérations comptables (17 à 21)	—	2,1	1,2	—	0,6	—	0,5	—	—	6,8	—	3,7	
25. Erreurs et omissions, nettes	2,1	—	—	1,2	—	0,6	—	0,5	—	—	3,7	—	

¹ Y compris les allocations de D.T.S. au Luxembourg.

REDUCTION DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

A partir du 21 août 1975, la Banque Nationale de Belgique a ramené de 6,50 à 6 p.c. ses divers taux officiels.

Cet abaissement fait suite aux réductions de même nature décidées tout récemment dans plusieurs pays de la Communauté Economique Européenne. Il se justifie par l'abondance des liquidités sur le marché monétaire intérieur résultant d'une part de la constitution importante de dépôts à court terme auprès des intermédiaires financiers, d'autre part d'un recours relativement faible aux crédits.

Cette politique prudente de repli des taux à court terme tient compte également de la situation conjoncturelle toujours caractérisée, à la fois, par une stagnation de la demande et par des hausses de prix.

RESERVE MONETAIRE *

(Encours en milliards de francs, à fin de mois)

	Belgique														Total général Belgique	Grand- Duché de Luxem- bourg	Total général Belgique + Grand- Duché de Luxem- bourg
	Réserve sur les engagements							Réserve sur les crédits									
	Banques				Institu- tions publi- ques de crédit (1)	Cais- ses d'épar- gnes privées	Com- pagnies d'assu- rances sur la vie et contre les acci- dents du travail	Total	Banques				Total				
	Réserve spéciale sur les comptes en francs belges conver- tibles	Réserve spéciale sur l'accrois- sement de la position débitrice au comptant en devises du marché régle- menté	Autre	Total					Institu- tions publi- ques de crédit (1)	Cais- ses d'épar- gnes privées	Com- pagnies d'assu- rances sur la vie et contre les acci- dents du travail	Total					
(1)	(2)	(8)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (4) + (7)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (9) + (12)	(14) = (6) + (13)	(15)	(16) = (14) + (15)		
1972 Décembre	2,3	—	5,5	7,8	3,1	0,9	—	11,8	—	—	—	—	11,8	—	11,8		
1973 Janvier ...	2,8	—	7,4	10,2	4,2	1,3	—	15,7	—	—	—	—	15,7	0,5	16,2		
Février ...	4,5	—	7,5	12,0	4,3	1,4	—	17,7	—	—	—	—	17,7	0,5	18,2		
Mars	6,1	1,3	9,4	16,8	5,3	1,6	—	23,7	—	—	—	—	23,7	0,6	24,3		
Avril	3,3	1,7	11,5	16,5	6,3	1,9	—	24,7	—	—	—	—	24,7	0,6	25,3		
Mai	3,7	0,8	11,6	16,1	6,5	2,0	—	24,6	—	—	—	—	24,6	0,6	25,2		
Juin	3,6	1,2	12,3	17,1	6,6	2,0	—	25,7	—	—	—	—	25,7	0,7	26,4		
Juillet ...	3,2	0,3	12,5	16,0	6,7	2,0	0,3	25,0	—	—	—	—	25,0	0,6	25,6		
août	2,7	0,3	12,5	15,5	6,8	2,1	0,3	24,7	—	—	—	—	24,7	0,7	25,4		
Septembre	5,2	0,1	12,6	17,9	6,8	2,1	0,4	27,2	—	—	—	—	27,2	0,7	27,9		
Octobre ...	3,7	0,4	14,4	18,5	7,7	2,5	0,4	29,1	—	—	—	—	29,1	0,7	29,8		
Novembre	3,3	0,1	14,9	18,3	8,1	2,7	0,4	29,5	1,1	0,1	0,1	—	1,3	30,8	0,8	31,6	
Décembre	3,8	...	15,6	19,4	8,6	2,9	0,5	31,4	1,9	0,2	0,1	—	2,2	33,6	0,9	34,5	
1974 Janvier ...	5,7	0,1	15,5	21,3	8,6	2,9	0,5	33,3	3,7	0,3	0,2	—	4,2	37,5	0,9	38,4	
Février ...	—	—	16,4	16,4	8,3	2,9	0,5	28,1	6,3	0,5	0,3	—	7,1	35,2	0,7	35,9	
Mars	—	—	16,4	16,4	8,4	3,0	0,5	23,3	5,8	0,5	0,3	—	6,6	34,9	0,7	35,6	
Avril	—	—	12,7	12,7	4,6	1,5	0,5	19,3	6,5	0,4	0,4	...	7,3	26,6	0,7	27,3	
Mai	—	—	12,9	12,9	4,7	1,5	0,5	19,6	5,7	0,4	0,4	...	6,5	26,1	0,7	26,8	
Juin	—	—	13,2	13,2	4,8	1,5	0,5	20,0	5,4	0,4	0,4	...	6,2	26,2	0,3	26,5	
Juillet ...	—	—	13,5	13,5	4,8	1,6	5,0	20,4 ²	2,9	0,4	0,3	0,1	3,7	24,1 ²	0,3	24,4 ²	
août	—	—	13,7	13,7	4,9	1,6	0,4	20,6 ²	4,5	0,4	0,3	0,1	5,3	25,9 ²	0,3	26,2 ²	
Septembre	—	—	16,4	16,4	5,1	1,7	0,4	23,6 ²	3,7	0,4	0,3	0,1	4,5	28,1 ²	0,3	28,4 ²	
Octobre ...	—	—	16,3	16,3	5,1	1,8	0,4	23,6 ²	2,7	0,4	0,3	0,1	3,5	27,1 ²	0,3	27,4 ²	
Novembre	—	—	16,0	16,0	5,1	1,8	0,4	23,3 ²	3,8	0,4	0,3	0,1	4,6	27,9 ²	0,3	28,2 ²	
Décembre .	—	—	15,8	15,8	5,1	1,7	0,4	23,0 ²	2,9	0,4	0,3	0,1	3,7	26,7 ²	0,3	27,0 ²	
1975 Janvier ...	—	—	15,7	15,7	5,1	1,7	0,4	22,9 ²	2,4	0,4	0,3	0,1	3,2	26,1 ²	0,3	26,4 ²	
Février ...	—	—	15,1	15,1	4,1	1,6	0,4	21,2 ²	0,3	...	...	0,1	0,4	21,6 ²	0,3	21,9 ²
Mars	—	—	15,2	15,2	4,1	1,6	0,1	21,0 ³	0,3	...	...	...	0,3	21,3 ³	0,3	21,6 ³
Avril	—	—	15,4	15,4	4,1	1,6	...	21,1 ³	0,2	...	...	...	0,2	21,3 ³	0,3	21,6 ³
Mai	—	—	8,6	8,6	2,0	0,8	...	11,4	0,2	...	...	...	0,2	11,6	0,3	11,9
Juin	—	—	5,7	5,7	1,3	0,6	...	7,6	...	...	...	...	...	7,6	—	7,6
Juillet ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	

¹ Caisse Générale d'Epargne et de Retraite, Crédit Communal de Belgique, Société Nationale de Crédit à l'Industrie, Caisse Nationale de Crédit Professionnel et, à partir du 1er octobre 1973, Office Central de Crédit Hypothécaire et Institut National de Crédit Agricole.

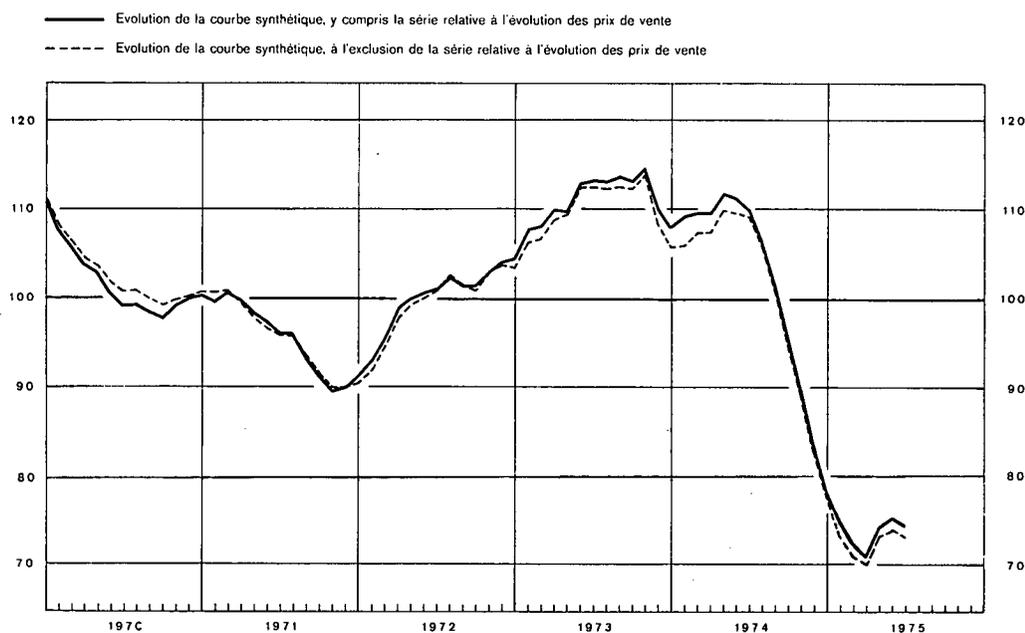
² Y compris 6 milliards de certificats de trésorerie spéciaux souscrits en vertu de l'article 1, b) de la Recommandation du 28 juin 1974, à concurrence de 3,9 milliards par les banques, 1,4 milliard par les institutions publiques de crédit, 0,5 milliard par les caisses d'épargne privées et 0,2 milliard par les compagnies d'assurances sur la vie et contre les accidents du travail.

³ Y compris 5,8 milliards de certificats de trésorerie spéciaux souscrits en vertu de l'article 1, b) de la Recommandation du 28 juin 1974, à concurrence de 3,9 milliards par les banques, 1,4 milliard par les institutions publiques de crédit et 0,5 milliard par les caisses d'épargne privées.

* Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire du 26 juillet 1972, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1972; Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire du 24 novembre 1972, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, tome II, no 5, novembre 1972; Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire du 26 février 1973, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome I, no 3, mars 1973; Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire du 28 mai 1973, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome I, no 6, juin 1973; Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire du 28 septembre 1973, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVIII^e année, tome II, no 4, octobre 1973; Accord relatif à diverses mesures de politique monétaire du 31 janvier 1974, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome I, no 2, février 1974; Recommandations de politique monétaire adressées le 29 mars 1974 par la Banque Nationale de Belgique aux principaux intermédiaires financiers, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome I, no 3, mars 1974; Recommandations de politique monétaire du 28 juin 1974 adressées par la Banque Nationale de Belgique aux principaux intermédiaires financiers, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome I, no 6, juin 1974 et aux compagnies d'assurances sur la vie, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1974; Recommandation de politique monétaire du 30 septembre 1974 adressée par la Banque Nationale de Belgique aux organismes d'assurances contre les accidents du travail, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome II, no 4, octobre 1974; Recommandations de politique monétaire du 31 octobre 1974 adressées par la Banque Nationale de Belgique aux principaux intermédiaires financiers, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome II, nos 5-6, novembre-décembre 1974; Recommandations de politique monétaire du 31 janvier 1975 adressées par la Banque Nationale de Belgique aux principaux intermédiaires financiers et aux compagnies d'assurances sur la vie, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, L^e année, tome I, no 2, février 1975.

COURBE SYNTHETIQUE DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE DE LA BANQUE NATIONALE

RESULTATS DE JUIN 1975



Commentaire :

La valeur chiffrée de la courbe synthétique comprenant l'évolution des prix est passée de 75,34 points en mai 1975 à 74,11 points en juin.

Cette diminution résulte de la baisse de la valeur chiffrée des indicateurs concernant l'industrie de la construction et de certains indicateurs relatifs à l'industrie manufacturière.

La courbe synthétique ne comprenant pas l'indicateur de prix (trait interrompu) a accusé une moindre diminution (de 73,89 à 72,96 points).

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

**BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE**

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

	Numéros des tableaux		Numéros des tableaux
I. — Population et comptes nationaux.		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
1. Population	I - 1	1. Chiffres annuels	IX - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production	I - 2	2. Soldes trimestriels	IX - 2
3. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité	I - 3	3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés	IX - 3
4. Affectation du produit national :		4. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme	IX - 4
a) Estimations à prix courants	I - 4a		
b) Indices des estimations aux prix de 1970	I - 4b	X. — Marché des changes.	
II. — Emploi et chômage.		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles	
Demandes et offres d'emploi	II		X - 1
III. — Agriculture et pêche.		3. Cours d'intervention appliqués par les banques centrales participant à l'arrangement sur le rétrécissement des marges	X - 3
1. Production agricole	III - 1	4. Marché du dollar U.S.A. à Bruxelles	X - 4
2. Pêche maritime	III - 2	XI. — Finances publiques.	
IV. — Industrie.		1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	
1. Indices de la production industrielle	IV - 1		XI - 1
2. Indices de la production manufacturière par secteur	IV - 2	2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
3. Energie	IV - 3	3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
4. Métallurgie	IV - 4	4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
5. Construction	IV - 5	5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
6. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6	XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
V. — Services.		1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1971	
1. Transports :			XII - 1a
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena	V - 1a	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1972	XII - 1b
b) Navigation maritime	V - 1b	2. Mouvements des créances et des dettes en 1972	XII - 2
c) Navigation intérieure	V - 1c	3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1971 (totaux sectoriels)	XII - 3a
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique	V - 2	b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1972 (totaux sectoriels)	XII - 3b
3. Commerce intérieur :		4. Mouvements des créances et des dettes en 1972 (totaux sectoriels)	XII - 4
a) Indices des ventes	V - 3a	XIII. — Organismes monétaires.	
b) Ventes à tempérament	V - 3b	1. Bilans intégrés des organismes monétaires	
4. Activité des chambres de compensation	V - 4		XIII - 1
VI. — Revenus.		2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
1. Rémunérations des travailleurs	VI - 1	a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
2. Gains horaires bruts moyens des ouvriers dans l'industrie	VI - 2	b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
3. Traitements mensuels bruts moyens des employés dans l'industrie	VI - 3	c) Banques de dépôts	XIII - 2c
VII. — Indices de prix.		d) Ensemble des organismes monétaires	XIII - 2d
1. Indices des prix mondiaux	VII - 1	3. Origines des variations du stock monétaire	XIII - 3
2. Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts-Archiv par produit	VII - 2	4. Stock monétaire	XIII - 4
3. Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
4. Indices des prix à la consommation en Belgique :		6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
a) Base 1966 = 100	VII - 4a	— Destination économique apparente	XIII - 6
b) Base 1971 = 100	VII - 4b	— Forme et localisation	XIII - 7
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.		8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger, logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
1. Tableau général	VIII - 1		
2. Exportations selon la nature des produits	VIII - 2		
3. Importations selon l'usage des produits	VIII - 3		
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a		
b) Indices du volume	VIII - 4b		
5. Orientation géographique	VIII - 5		

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie	XIV - 5d
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des caisses d'épargne privées	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers disponibles à l'intérieur du pays ...

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Principales émissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dettes de l'Etat :	
a) Situation officielle	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Recensement des dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers .

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions—chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres cumulés	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels	XVII - 5
6. Encours utilisés des crédits aux entreprises et particuliers	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte des banques à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 2
3. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 3
4. Taux de dépôts en francs belges dans les banques ...	XIX - 4
5. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 5
6. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 6
7. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 7

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

Liste des graphiques.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 4
Demandes et offres d'emploi	II
Enquêtes sur la conjoncture	IV - 0
Indices de la production industrielle	IV - 2
Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E.	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Indice du gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
Indices des prix à la consommation en Belgique	VII - 4a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Stock monétaire et liquidités quasi monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
CGER — Excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
Indices des cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

B.I.R.D.		Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
B.I.T.		Bureau International du Travail.
	B.N.B.	Banque Nationale de Belgique.
B.R.I.		Banque des Règlements Internationaux.
	C.A.D.G.	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
C.E.C.A.		Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	DULBEA	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	FABRIMETAL	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
F.A.O.		Food and Agriculture Organization.
	F.E.B.	Fédération des Entreprises de Belgique.
	FEBELTEX	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	I.R.E.S.	Institut de Recherches économiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
O.C.D.E.		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	O.C.P.E.	Office Central de la Petite Epargne.
	O.N.D.	Office National du Ducroire.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
	O.N.S.S.	Office National de Sécurité Sociale.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.B.	Radiodiffusion-Télévision Belge.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas.
.....	non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
e	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3 et 4, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1, 2 et 3 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

1. — POPULATION

(milliers)

Sources : I.N.S. et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
	(à fin d'année)							
Population totale	9.556	9.606	9.632	9.660	9.651 ³	9.695	9.727	9.757
Population en âge de travailler (15 à moins de 65 ans)	6.039	6.058	6.071	6.088	6.109	6.116	6.148	
dont : Hommes	3.007	3.016	3.023	3.032	3.045	3.049	3.068	
Femmes	3.032	3.042	3.048	3.056	3.064	3.067	3.080	
	(estimations à fin juin)							
Population active ¹ :	3.691	3.698	3.715	3.761	3.814	3.854	3.866	3.906
dont : Agriculture	216	209	201	191	181	168	158	150
Industries extractives	33	74	67	60	52	49	47	42
Industries manufacturières	1.253	1.220	1.202	1.236	1.264	1.267	1.248	1.266
Bâtiments et construction	296	304	304	307	311	313	301	298
Transports	266	263	268	272	282	290	297	303
Commerce, banques, assurances et services	1.452	1.483	1.510	1.554	1.594	1.640	1.672	1.700
Chômeurs complets ²	67	92	110	88	76	75	92	96
Ouvriers frontaliers	58	53	53	53	54	52	51	51

¹ Non compris les forces armées.

² Y compris les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle

³ Population recensée.

I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
A. Rémunération des salariés ¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	253,2	269,6	285,5	317,5	368,1	418,7	468,4	546,1
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	18,1	18,8	20,7	22,6	22,4	23,7	25,3	29,9
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	55,3	59,4	63,5	71,3	84,4	97,6	114,1	130,8
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	104,4	114,3	121,9	132,3	139,3	160,0	189,6	212,2
5. Corrections et compléments	19,7	18,9	23,2	25,5	25,9	28,4	32,6	36,4
Ajustement statistique	-0,3	1,0	-2,8	-1,7	-4,5	-6,3	-1,2	-8,8
Total ...	450,4	482,0	512,0	567,5	635,6	722,1	828,8	946,6
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	28,1	26,5	30,2	34,6	29,6	31,9	43,9	48,5
2. Professions libérales ¹	22,5	24,0	26,3	28,7	32,3	34,7	39,3	43,6
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	110,2	114,4	122,3	130,5	139,5	142,2	153,4	165,5
4. Revenu des sociétés de personnes ²	8,2	8,3	8,9	10,1	10,8	10,6	11,6	13,1
Ajustement statistique	-0,1	0,4	-1,0	-0,6	-1,5	-1,9	-0,4	-2,5
Total ...	168,9	173,6	186,7	203,3	210,7	217,5	247,8	268,2
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers ¹ :								
1. Intérêts	34,9	39,1	43,1	51,4	60,9	67,2	73,3	87,8
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	36,9	38,9	40,8	43,1	44,1	45,1	47,1	49,1
3. Dividendes, tantièmes, dons	18,3	18,6	22,1	27,2	36,6	41,1	45,0	61,1
Total ...	90,1	96,6	106,0	121,7	141,6	153,4	165,4	198,0
D. Bénéfices non distribués des sociétés ²	11,7	15,7	21,4	26,6	31,2	23,9	25,7	31,6
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	18,1	18,8	21,0	25,9	30,9	36,2	41,4	53,8
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	4,0	4,5	4,8	5,1	5,8	6,8	7,4	8,3
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	1,6	4,7	3,9	4,0	6,3	1,8	-3,4	-4,4
Total ...	5,6	9,2	8,7	9,1	12,1	8,6	4,0	3,9
G. Intérêts de la dette publique	-26,2	-28,9	-31,7	-37,6	-43,1	-46,4	-51,7	-57,9
Revenu national net au coût des facteurs	718,6	767,0	824,1	916,5	1.019,0	1.115,3	1.261,4	1.444,2
H. Amortissements	86,2	92,4	98,9	108,9	124,6	138,1	149,5	160,1
Revenu national brut au coût des facteurs	804,8	859,4	923,0	1.025,4	1.143,6	1.253,4	1.410,9	1.604,3
I. Impôts indirects	119,4	130,6	138,9	153,1	165,2	177,0	184,9	204,9
J. Subventions	-12,3	-12,7	-16,0	-18,8	-17,0	-17,5	-20,4	-24,8
Produit national brut aux prix du marché	911,9	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.412,9	1.575,4	1.784,4

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

**I - 3. — VALEUR AJOUTÉE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHÉ,
PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ**

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

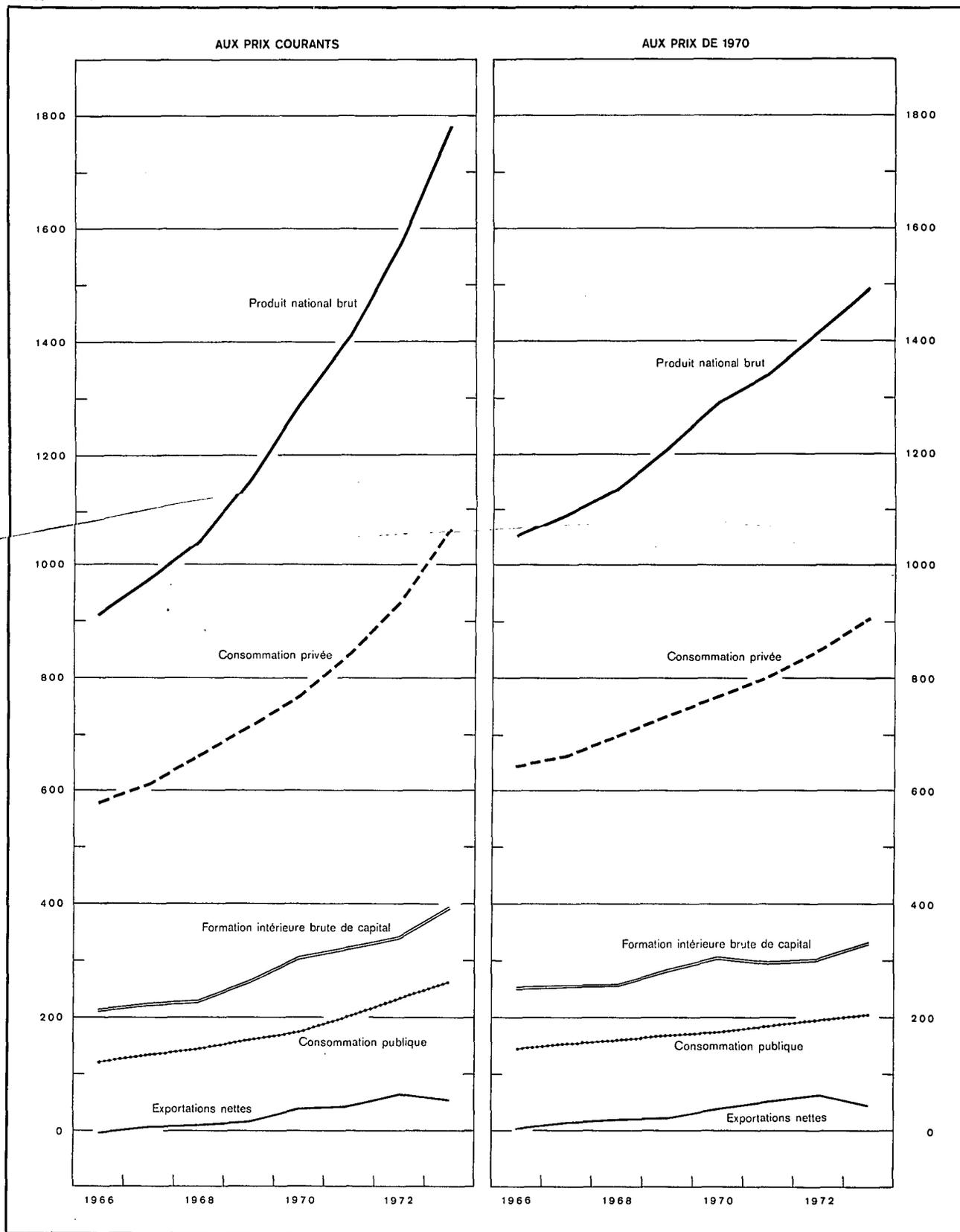
Source : I.N.S.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
1. Agriculture, sylviculture et pêche	43,2	42,5	46,7	51,2	46,0	48,6	61,5	68,0
2. Industries extractives	13,3	12,2	11,2	11,0	12,0	13,9	14,0	12,8
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	53,5	59,1	64,2	69,8	75,7	79,4	88,6	97,9
b) Textiles	24,0	22,2	23,8	26,0	27,6	29,1	31,3	34,0
c) Vêtements et chaussures	13,2	13,2	14,0	15,4	16,5	17,9	20,0	20,9
d) Bois et meubles	13,5	14,3	15,1	17,2	18,1	19,9	23,2	24,2
e) Papier, impression, édition	14,8	15,9	17,1	19,0	20,6	22,3	23,9	26,4
f) Industrie chimique et activités connexes	22,3	23,1	26,8	33,4	38,8	42,6	47,8	56,1
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	15,6	16,5	16,6	18,9	21,2	22,0	23,7	25,9
h) Fer, acier et métaux non ferreux .	23,7	25,1	26,8	38,6	43,4	35,1	38,8	52,9
i) Fabrications métalliques et constructions navales	73,4	74,0	81,5	93,6	110,7	115,2	123,0	136,2
j) Industries non dénommées ailleurs	25,9	28,1	31,4	36,3	38,9	39,4	45,7	54,9
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>279,9</i>	<i>291,5</i>	<i>317,3</i>	<i>368,2</i>	<i>411,5</i>	<i>422,9</i>	<i>466,0</i>	<i>529,4</i>
4. Construction	62,5	69,0	67,0	71,8	88,6	98,7	106,5	118,5
5. Electricité, gaz et eau	21,4	23,4	25,1	27,9	29,4	37,2	40,1	46,4
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :								
a) Commerce	156,9	171,5	181,7	201,5	222,9	262,4	284,5	324,8
b) Services financiers et assurances .	27,2	29,8	33,2	37,6	41,1	44,3	50,8	63,6
c) Immeubles d'habitation	49,2	51,8	54,6	58,0	61,3	64,1	68,6	74,1
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>233,3</i>	<i>253,1</i>	<i>269,5</i>	<i>297,1</i>	<i>325,3</i>	<i>370,8</i>	<i>403,9</i>	<i>462,5</i>
7. Transports et communications	63,6	67,6	76,1	83,3	92,6	104,8	119,1	137,1
8. Services	198,2	216,9	234,9	256,6	285,0	322,0	369,1	423,4
9. Correction pour investissements par moyens propres	2,1	2,2	2,1	2,4	2,9	3,1	3,2	3,4
10. Consommation intermédiaire d'intérêts imputés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers	- 7,9	- 8,5	- 9,2	-10,5	-11,7	-12,4	-15,0	-18,9
11. T.V.A. déductible sur la formation de capital	—	—	—	—	—	-10,4	-14,7	-21,8
Ajustement statistique	- 4,6	- 0,2	- 3,2	- 7,7	- 0,7	1,4	4,3	5,3
Produit intérieur brut aux prix du marché	905,0	969,7	1.037,5	1.151,3	1.280,9	1.400,6	1.558,0	1.766,1
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	6,9	7,6	8,4	8,4	10,9	12,3	17,4	18,3
Produit national brut aux prix du marché	911,9	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.412,9	1.575,4	1.784,4

I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1978
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	147,2	154,5	161,5	173,4	185,4	195,3	211,1	232,6
2. Boissons	28,8	31,9	34,0	36,8	40,9	44,7	49,3	56,8
3. Tabac	12,0	13,2	14,4	14,9	15,4	17,1	18,3	20,5
4. Vêtements et effets personnels ...	54,0	54,5	59,0	63,0	65,8	74,3	83,2	92,8
5. Loyers, taxes, eau	61,2	64,8	68,3	72,6	77,7	83,3	89,6	97,9
6. Chauffage et éclairage	28,6	30,3	33,7	35,4	39,5	39,3	42,6	46,0
7. Articles ménagers durables	52,1	52,8	58,7	65,6	72,1	87,3	100,1	122,8
8. Entretien de la maison	26,0	28,1	30,6	33,3	35,5	39,0	42,2	49,3
9. Soins personnels et hygiène	40,7	44,8	49,6	53,6	60,4	65,7	75,4	85,2
10. Transports	54,7	58,1	64,0	70,5	73,9	80,7	95,1	107,6
11. Communications P.T.T.	3,8	4,4	4,8	5,3	5,8	6,3	7,3	8,2
12. Loisirs	46,8	52,0	54,9	59,6	66,0	75,5	84,9	97,5
13. Enseignement et recherches	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	2,0	2,1
14. Services financiers	12,9	14,9	16,4	18,8	20,0	21,6	25,2	30,8
15. Services divers	3,9	4,3	4,5	4,9	5,2	5,3	5,9	6,8
16. Dépenses personnelles à l'étranger	13,4	15,4	16,6	18,9	20,5	23,8	26,4	34,5
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 11,5	- 13,1	- 14,9	- 17,1	- 18,8	- 20,0	- 21,1	- 26,8
Ajustement statistique	3,7	- 0,8	5,2	7,3	2,0	5,0	- 2,0	4,4
Total ...	579,7	611,5	662,8	718,4	769,0	846,0	935,5	1.069,0
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	86,4	94,5	101,1	112,0	125,1	142,4	167,9	193,4
2. Achats courants de biens et services	28,4	31,6	34,9	39,1	40,3	48,2	52,0	57,2
3. Loyer imputé des bâtiments admini- stratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	4,0	4,5	4,8	5,2	5,8	6,8	7,4	8,2
4. Loyer payé	0,5	0,7	1,0	1,1	1,3	1,3	1,5	1,6
5. Amortissement des bâtiments admini- stratifs et des établissements d'en- seignement des pouvoirs publics ...	1,1	1,2	1,2	1,3	1,5	1,8	2,0	2,2
6. Amortissement mobilier et matériel	0,8	0,9	1,0	1,1	1,3	1,4	1,6	1,8
Total ...	121,2	133,4	144,0	159,8	175,3	201,9	232,4	264,4
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	6,0	5,8	6,3	6,9	7,5	6,1	8,3	11,1
2. Industries extractives	1,7	1,5	1,9	2,1	2,2	2,6	2,8	2,6
3. Industries manufacturières	54,3	54,0	49,3	57,7	73,5	76,9	73,1	78,5
4. Construction	6,5	6,9	6,5	6,6	8,5	6,0	6,3	8,3
5. Electricité, gaz et eau	11,4	15,0	13,4	13,5	15,7	19,6	23,7	20,9
6. Commerce, banques, assurances ...	18,1	18,0	19,3	22,0	26,3	31,8	35,4	41,0
7. Immeubles d'habitation	56,5	59,3	58,1	62,4	71,8	61,8	70,8	89,6
8. Transports et communications ...	20,7	23,7	23,8	25,0	27,4	31,9	34,7	40,9
9. Pouvoirs publics et enseignement .	24,3	29,0	34,7	38,0	45,4	56,5	62,5	61,2
10. Autres services	4,9	5,4	5,5	7,0	8,8	10,1	10,8	12,4
11. Variations de stocks	7,7	5,3	8,9	20,1	19,6	18,1	14,2	28,8
Ajustement statistique	1,3	- 0,3	1,8	2,7	0,8	1,9	- 0,7	1,6
Total ...	213,4	223,6	229,5	264,0	307,5	323,3	341,9	396,9
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	22,6	24,6	28,5	38,2	54,1	61,3	67,6	96,3
2. Exportations de biens et services ...	327,5	352,2	401,6	482,7	561,9	609,3	681,7	846,5
Exportations totales	350,1	376,8	430,1	520,9	616,0	670,6	749,3	942,8
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	15,7	17,0	20,1	29,8	43,2	49,0	50,2	78,0
4. Importations de biens et services ...	336,8	351,0	400,4	473,6	532,8	579,9	633,5	810,7
Importations totales	352,5	368,0	420,5	503,4	576,0	628,9	683,7	888,7
Exportations nettes	- 2,4	+ 8,8	+ 9,6	+ 17,5	+ 40,0	+ 41,7	+ 65,6	+ 54,1
Produit national brut aux prix du marché	911,9	977,3	1.045,9	1.159,7	1.291,8	1.412,9	1.575,4	1.784,4

I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1970)

Source : I.N.S.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	88	92	94	96	100	103	104	106
2. Boissons	76	81	85	92	100	106	112	122
3. Tabac	92	94	95	98	100	104	108	114
4. Vêtements et effets personnels ...	90	90	96	99	100	108	115	121
5. Loyers, taxes, eau	90	93	95	98	100	103	105	108
6. Chauffage et éclairage	78	82	90	94	100	97	108	113
7. Articles ménagers durables	78	78	85	94	100	112	124	145
8. Entretien de la maison	90	92	95	98	100	104	107	111
9. Soins personnels et hygiène	80	83	89	94	100	104	111	117
10. Transports	79	83	90	98	100	101	113	118
11. Communications P.T.T.	78	84	90	96	100	105	108	110
12. Loisirs	82	87	88	94	100	105	110	119
13. Enseignement et recherches	89	92	95	97	100	103	105	108
14. Services financiers	75	85	93	98	100	105	117	133
15. Services divers	87	92	94	98	100	100	104	114
16. Dépenses personnelles à l'étranger	77	81	84	96	100	105	109	134
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	71	75	83	95	100	96	95	113
<i>Total ...</i>	<i>84</i>	<i>86</i>	<i>91</i>	<i>96</i>	<i>100</i>	<i>105</i>	<i>111</i>	<i>118</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	85	89	90	95	100	104	112	118
2. Achats courants de biens et services	80	87	95	103	100	110	113	116
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics; loyer payé; amori- tissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	73	81	87	92	100	110	116	122
<i>Total ...</i>	<i>83</i>	<i>88</i>	<i>91</i>	<i>97</i>	<i>100</i>	<i>106</i>	<i>112</i>	<i>118</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche .	97	89	96	99	100	74	95	119
2. Industries extractives	89	81	96	105	100	110	117	105
3. Industries manufacturières	87	85	77	87	100	98	91	94
4. Construction	87	93	86	83	100	68	70	89
5. Electricité, gaz et eau	87	111	98	96	100	116	136	114
6. Commerce, banques, assurances ...	82	80	84	92	100	113	122	135
7. Immeubles d'habitation	94	93	89	92	100	79	86	100
8. Transports et communications ...	95	103	102	101	100	110	115	130
9. Pouvoirs publics (à l'excl. de l'en- seignement)	60	73	87	91	100	115	120	107
10. Enseignement	93	90	97	97	100	100	104	94
11. Autres services	67	71	72	88	100	107	111	122
<i>Total ...</i>	<i>83</i>	<i>84</i>	<i>84</i>	<i>93</i>	<i>100</i>	<i>97</i>	<i>99</i>	<i>109</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	48	51	57	74	100	107	112	149
2. Exportations de biens et services ...	65	70	79	91	100	107	118	134
Exportations totales	64	68	77	89	100	107	117	136
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	42	44	51	72	100	107	104	151
4. Importations de biens et services ...	69	72	81	93	100	106	115	136
Importations totales	67	70	79	92	100	106	114	137
Produit national brut aux prix du marché (prix de 1970)	81,3	84,6	88,2	93,9	100,0	103,9	109,8	115,6

Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1970. — « Centre de Recherches économiques » de Louvain. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.). — Ministère de l'Emploi et du Travail : « Aperçu de l'évolution active belge pour la période 1948-1960 » et « Estimation de la population active belge au 30 juin des années 1950, 1955, 1957, 1960 à 1972 ».*

Comptes nationaux : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Séries statistiques de Bruxelles (DULBEA). — Service mensuel de Conjoncture de Louvain. — International Financial Statistics (F.M.I.). — Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of national accounts statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1960-1970. — Eurostat (Office Statistique des Communautés européennes).*

II. — EMPLOI ET CHOMAGE

DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI

(milliers d'unités)

Source : ONEM.

	Demandes d'emploi ¹							Offres d'emploi	
	Chômeurs complets indemnisés				Chômeurs occupés par les pouvoirs publics	Demandeurs d'emploi libres inoccupés		reçues ²	insatisfaites ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite	Total		ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus		
	ayant moins de 20 ans	ayant 20 ans ou plus							
1967	5,2	41,2	38,9	85,3	6,7	2,8	6,3	11,9	4,4
1968	5,2	53,4	44,1	102,7	7,0	2,6	6,4	13,4	4,9
1969	2,8	36,2	46,3	85,3	6,5	1,3	4,6	16,0	11,6
1970	2,1	24,0	45,2	71,3	6,3	1,1	4,0	17,8	23,9
1971	3,5	22,9	44,5	70,9	6,8	1,6	4,0	14,9	13,4
1972	5,5	34,7	46,6	86,8	6,9	1,9	4,9	14,8	8,5
1973	5,4	38,2	48,1	91,7	8,2	1,9	4,5	14,9	14,2
1974	7,7	47,5	49,5	104,7	8,5	2,0	3,6	13,0	13,5
1973 2 ^e trimestre	4,0	34,5	47,7	86,2	8,6	1,4	3,9	15,9	14,0
3 ^e trimestre	3,8	35,7	47,4	86,9	8,8	2,3	4,1	13,6	16,5
4 ^e trimestre	7,0	41,1	48,7	96,8	8,0	2,2	4,9	13,2	15,3
1974 1 ^{er} trimestre	6,9	43,5	49,9	100,3	7,6	1,4	3,3	15,6	14,3
2 ^e trimestre	4,6	38,7	48,6	91,9	8,7	1,0	2,7	14,4	17,6
3 ^e trimestre	5,6	45,1	48,7	99,4	9,0	2,6	3,6	10,9	14,9
4 ^e trimestre	13,7	62,7	50,9	127,3	8,5	3,1	4,7	11,0	7,2
1975 1 ^{er} trimestre	17,7	80,7	54,0	152,4	8,3	2,2	4,9	11,2	5,0
2 ^e trimestre	16,8	89,1	55,2	161,1	10,5	1,8	4,7	11,9	4,2
1974 Juin	4,1	37,6	48,1	89,8	9,0	1,1	2,6	12,4	18,3
Juillet	4,6	43,3	49,0	96,9	9,0	1,9	3,1	9,0	16,9
Août	4,6	43,8	48,2	96,6	9,0	2,6	3,5	11,2	15,6
Septembre	7,7	48,3	48,7	104,7	9,0	3,4	4,1	12,5	12,1
Octobre	11,5	55,1	49,7	116,3	8,9	3,1	4,6	14,7	8,9
Novembre	13,3	61,2	50,9	125,4	8,5	2,9	4,8	9,7	7,0
Décembre	16,3	71,7	52,1	140,1	8,0	2,4	4,7	8,7	5,7
1975 Janvier	17,6	76,8	53,4	147,8	8,0	2,4	4,9	12,0	5,3
Février	18,1	81,2	54,0	153,3	8,1	2,3	5,0	10,2	4,8
Mars	17,6	84,0	54,4	156,0	8,8	2,0	4,7	11,5	4,9
Avril	17,4	87,9	55,0	160,3	9,7	1,9	4,9	12,8	4,3
Mai	16,9	88,9	55,3	161,1	10,5	1,8	4,6	11,3	4,2
Juin	16,2	90,6	55,2	162,0	11,3	1,8	4,6	11,6	4,2

¹ Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

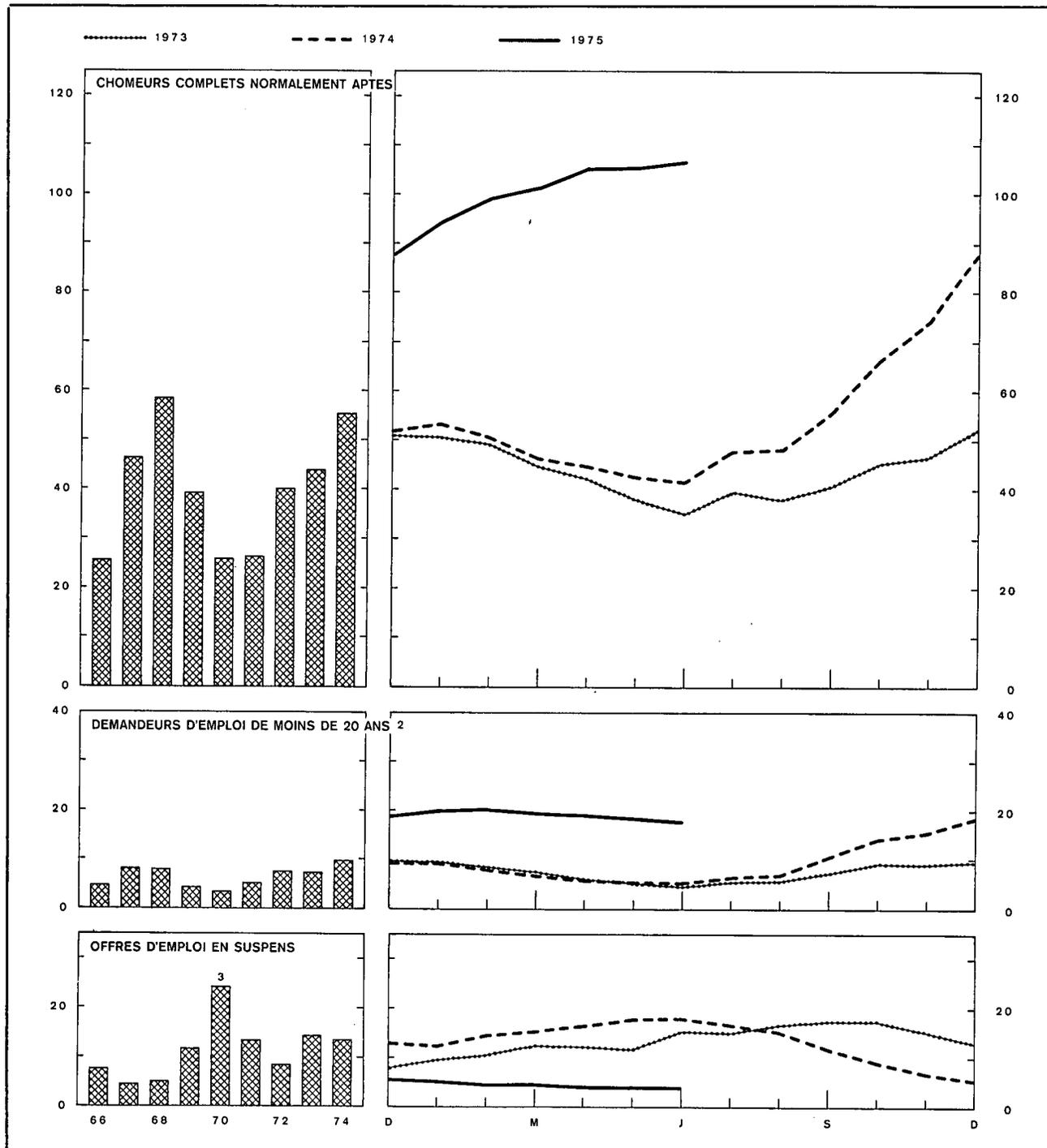
² Il s'agit des offres reçues pendant le mois. Pour les données annuelles ou trimestrielles : moyenne mensuelle des offres reçues pendant l'année ou le trimestre.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5-12-1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

II - DEMANDES ET OFFRES D'EMPLOI ¹

(milliers d'unités)

Source : ONEM.



¹ Pour les données annuelles : moyenne mensuelle des données à fin de mois. Pour les données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs complets normalement aptes et demandeurs d'emploi libres inoccupés.

³ Nouvelle série suite à l'entrée en vigueur, le 1-1-1970, de l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration de licenciements collectifs et à la notification des emplois vacants. Cet arrêté impose notamment aux entreprises qui occupent au moins 20 travailleurs de notifier à l'ONEM tout emploi vacant depuis trois jours ouvrables au moins.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel de l'ONEM. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. Statistiques Sociales de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Service mensuel de Conjoncture de Louvain.

Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — I.N.S. (superficie agricole utilisée, nombre d'animaux et production animale).

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Superficie agricole utilisée ¹ (milliers d'hectares)								
Froment	197	201	197	181	193	204	193	190
Autres céréales panifiables	32	31	27	26	32	30	25	22
Céréales non panifiables	258	249	249	255	229	228	230	224
Betteraves sucrières	78	90	90	90	93	101	104	105
Autres plantes industrielles	17	17	19	11	16	11	11	12
Pommes de terre	54	47	43	46	42	37	43	40
Autres plantes et racines tuberculifères ...	37	34	34	34	31	23	27	27
Prés et prairies	794	791	788	795	782	768	762	753
Cultures maraichères	20	20	23	25	25	24	27	29
Cultures fruitières	28	27	26	20	19	18	17	16
Divers	62	57	57	59	64	72	73	79
Total ...	1.577	1.564	1.553	1.542	1.529	1.521	1.512	1.497
Production végétale ² (milliers de tonnes)								
Froment	828	839	754	708	878	916	976	1.004
Avoine	361	315	281	194	278	244	246	222
Orge	623	574	555	525	588	637	716	699
Autres céréales	145	144	132	123	168	149	156	142
Betteraves sucrières	3.615	4.108	4.217	3.868	4.873	4.319	5.136	4.465
Pommes de terre	1.943	1.566	1.253	1.373	1.373	1.106	1.201	1.460
Nombre d'animaux ¹ (milliers d'unités)								
Vaches laitières	2.753	2.799	2.839	997	967	964	994	1.003
Autres bovidés				1.890	1.873	1.801	1.968	2.041
Porcs	2.300	2.479	2.780	3.722	3.912	4.283	4.630	5.026
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.403	2.585	2.475	2.355	2.339	2.510	2.480	2.581
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	538	576	599	695	729	753	798	884

¹ Recensement au 15 mai de chaque année.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

(milliers de tonnes)

Source : I.N.S.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Flotte de pêche ¹ (tonnage brut)	30,7	31,3	29,5	32,2	24,1	23,2	22,8	p 23,2
Produits de la pêche débarqués en Belgique par la flotte belge :								
Harengs et assimilés	0,9	0,6	1,0	1,3	0,7	1,5	2,2	0,7
Poissons ronds	28,6	36,4	31,4	27,3	29,5	30,7	22,9	22,0
Poissons plats	12,3	11,9	10,2	10,8	9,3	9,2	9,7	9,1
Autres	3,8	5,0	4,9	4,4	3,9	3,8	4,5	3,5
Crustacés et mollusques	2,0	1,9	2,3	2,5	1,8	2,1	2,9	2,9

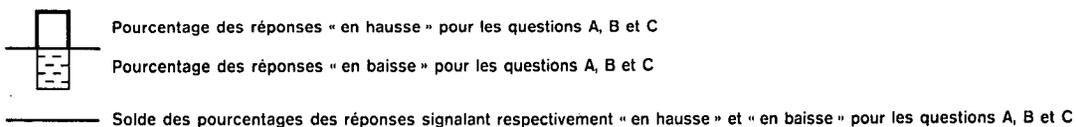
¹ Recensement au 31 décembre.

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture) — Statistiques agricoles (I.N.S.) — Annuaire statistique de la Belgique. — Statistiques Economiques belges 1960-1970.

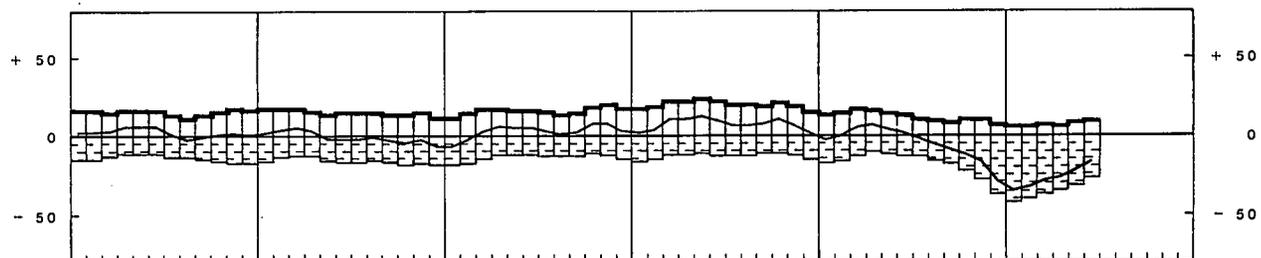
IV. — INDUSTRIE

IV - 0. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

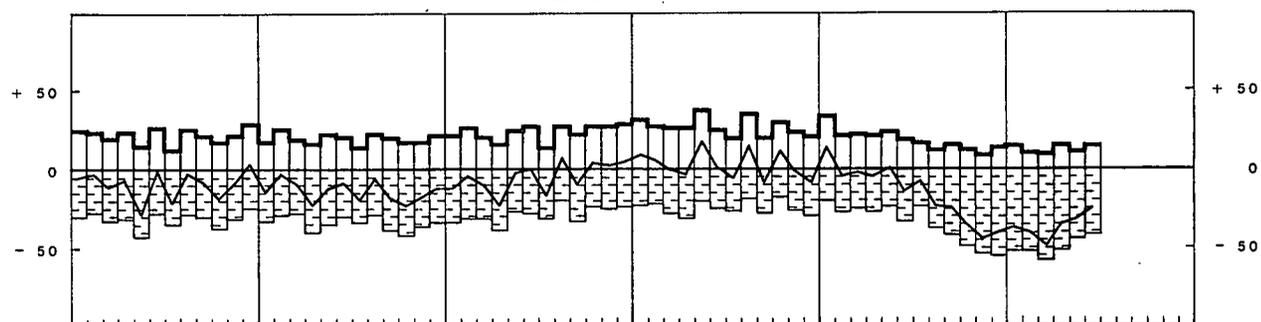
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



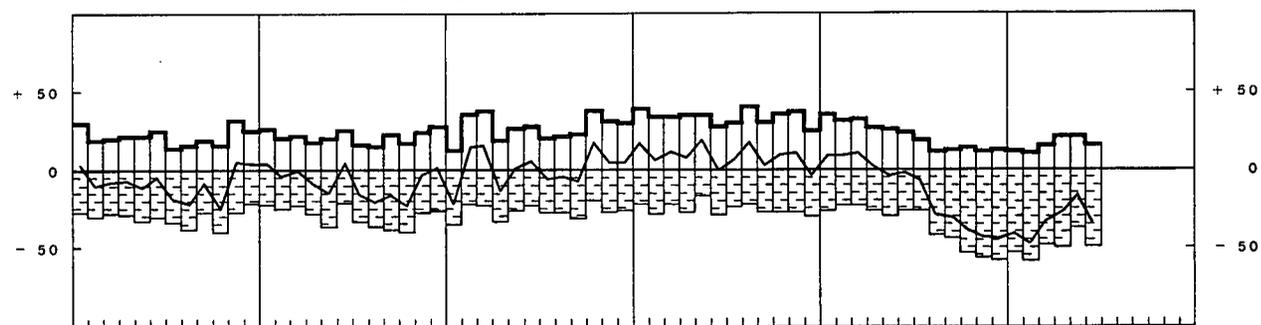
A. — RYTHME DE PRODUCTION (MOYENNE MOBILE DE 3 MOIS)



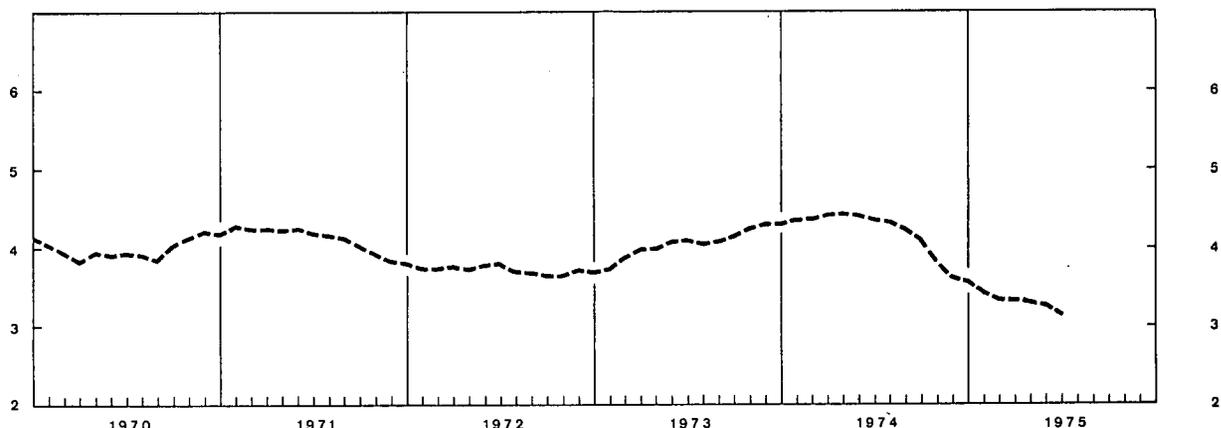
B. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (1)



C. — INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (1)



D. — DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (EN MOIS)

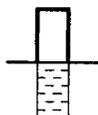


* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidérurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont

pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions A, B et C la variation par rapport au mois précédent.

1 Mouvements saisonniers éliminés.

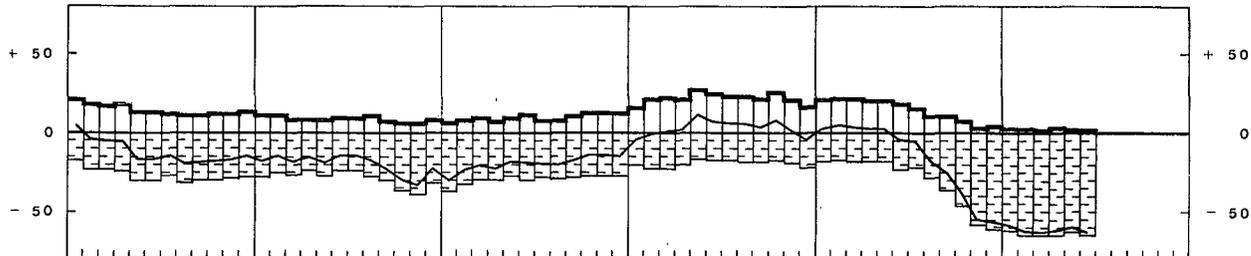
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS L'INDUSTRIE *



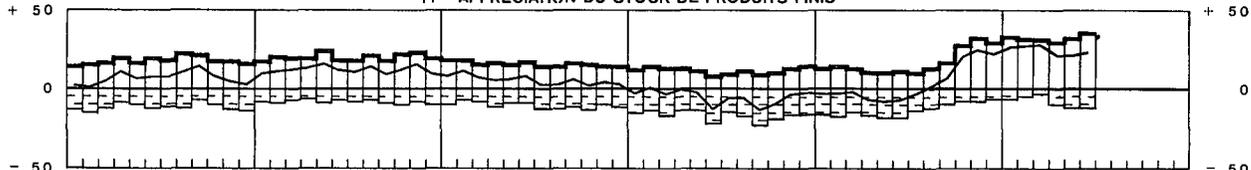
Pourcentage des réponses « en hausse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « supérieur à la normale » pour les questions E, F et I
 Pourcentage des réponses « en baisse » pour les questions G, H et J
 Pourcentage des réponses « inférieur à la normale » pour les questions E, F et I

Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « en hausse » et « en baisse » pour les questions G, H et J
 Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement « supérieur » et « inférieur » à la normale pour les questions E, F et I

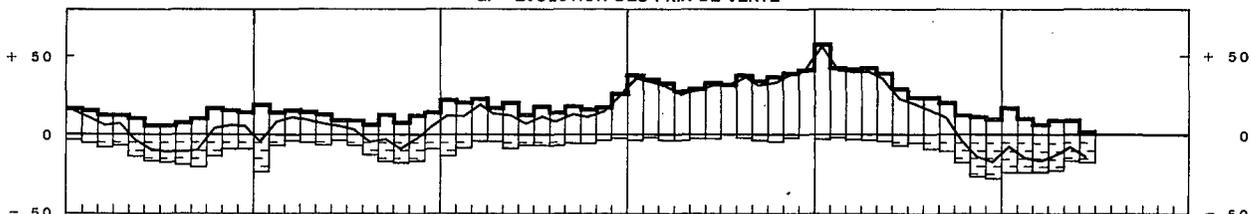
E. - APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



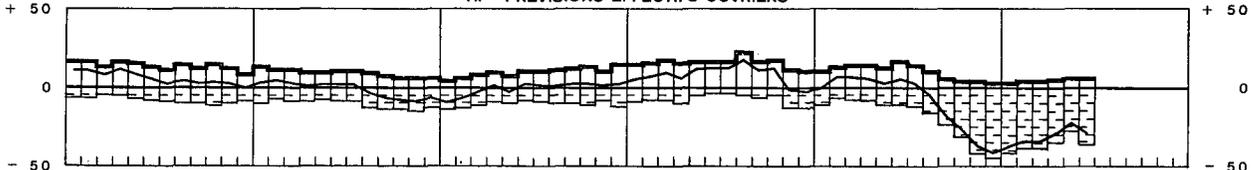
F. - APPRECIATION DU STOCK DE PRODUITS FINIS



G. - EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



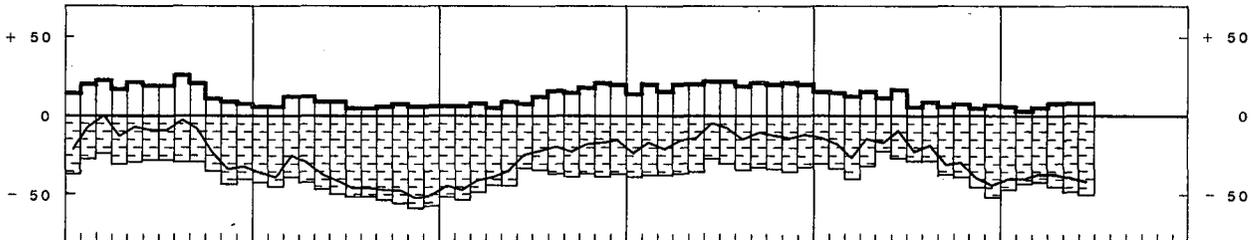
H. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS



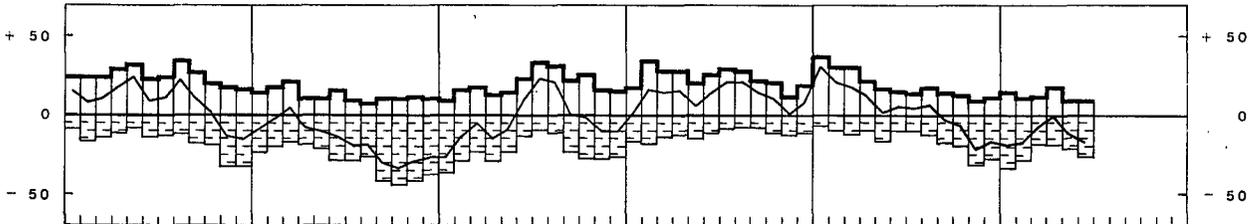
RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Travaux de gros œuvre de bâtiments

I. - APPRECIATION DE LA DUREE ASSUREE



J. - PREVISIONS EFFECTIFS OUVRIERS INSCRITS



1970

1971

1972

1973

1974

1975

* Ces données comprennent les secteurs suivants : agglomérés de ciment, bois, céramiques de construction, ciment, chimie, cuir, fabrications métalliques, métaux non ferreux, papier, raffineries de pétrole, sidé-

rgurgie, terre cuite, textile et verre. Les réponses des participants sont poudrées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions E, F, G et H la variation par rapport au mois précédent.

IV - 1. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1970 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.							Source :
	Indice général 1	Dont :		Dont :				Agéfi :
		Industries manufacturières	Industries extractives	Matières premières et biens intermédiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement	Indice général
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1974 et 1975	100,0	95,9	4,1	59,3	15,2	14,1	11,4	
1967	83	81	132	84	89	82	77	82
1968	88	86	120	90	92	86	78	90
1969	97	96	110	98	97	96	92	97
1970	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	103	103	99	100	103	107	97	102
1972	109	110	96	106	108	115	104	108
1973	116	118	80	112	116	120	113	111
1974	<i>p</i> 121	<i>p</i> 124	75	<i>p</i> 116	<i>p</i> 119	<i>p</i> 123	<i>p</i> 124	108
1973 2 ^e trimestre	115	117	85	112	116	121	110	114
3 ^e trimestre	107	110	65	102	114	108	108	108
4 ^e trimestre	123	126	79	120	121	126	124	113
1974 1 ^{er} trimestre	124	127	77	121	120	129	123	108
2 ^e trimestre	<i>p</i> 127	<i>p</i> 129	79	<i>p</i> 121	123	<i>p</i> 127	<i>p</i> 122	110
3 ^e trimestre	<i>p</i> 113	<i>p</i> 115	67	<i>p</i> 108	117	<i>p</i> 112	<i>p</i> 118	109
4 ^e trimestre	<i>p</i> 121	<i>p</i> 123	76	<i>p</i> 116	<i>p</i> 118	<i>p</i> 123	<i>p</i> 134	107
1975 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 114	<i>p</i> 116	<i>p</i> 76	<i>p</i> 107	<i>p</i> 111	<i>p</i> 123	<i>p</i> 124	96
2 ^e trimestre								<i>p</i> 97
1974 Juin	<i>p</i> 122	<i>p</i> 125	73	<i>p</i> 119	121	<i>p</i> 121	<i>p</i> 121	115
Juillet	<i>p</i> 98	<i>p</i> 100	55	<i>p</i> 96	109	<i>p</i> 87	<i>p</i> 97	108
Août	<i>p</i> 113	<i>p</i> 115	69	<i>p</i> 108	117	<i>p</i> 113	<i>p</i> 121	109
Septembre	<i>p</i> 127	<i>p</i> 130	78	<i>p</i> 120	125	<i>p</i> 137	<i>p</i> 138	109
Octobre	<i>p</i> 134	<i>p</i> 136	85	<i>p</i> 127	131	<i>p</i> 141	<i>p</i> 145	111
Novembre	<i>p</i> 118	<i>p</i> 120	76	<i>p</i> 113	<i>p</i> 116	<i>p</i> 117	<i>p</i> 129	107
Décembre	<i>p</i> 112	<i>p</i> 114	67	<i>p</i> 107	<i>p</i> 107	<i>p</i> 112	<i>p</i> 127	101
1975 Janvier	<i>p</i> 118	<i>p</i> 120	81	<i>p</i> 112	<i>p</i> 117	<i>p</i> 119	<i>p</i> 130	100
Février	<i>p</i> 110	<i>p</i> 113	73	<i>p</i> 103	<i>p</i> 109	<i>p</i> 124	<i>p</i> 122	93
Mars	<i>p</i> 112	<i>p</i> 114	<i>p</i> 73	<i>p</i> 105	<i>p</i> 108	<i>p</i> 127	<i>p</i> 119	94
Avril	<i>p</i> 115	<i>p</i> 117	<i>p</i> 82	<i>p</i> 106	<i>p</i> 118	<i>p</i> 130	<i>p</i> 128	<i>p</i> 95
Mai								<i>p</i> 98
Juin								<i>p</i> 97

1 Non compris la construction.

IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION MANUFACTURIERE INDUSTRIELLE PAR SECTEUR

Base 1970 = 100

Source : I.N.S

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrica- tions métal- liques	Métallurgie de base			Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Industries alimen- taires et fabrica- tion des boissons	Industrie textile	Industrie des produits minéraux non métalliques	Electricité	Industrie du bois	Fabrica- tion d'articles d'habil- lement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Raffineries de pétrole	Distri- bution d'eau
		Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étriage et laminage	Métaux non ferreux										
Pondération par rapport à l'en- semble des industries manu- facturières en 1974 et 1975 ¹	29,0	10,5	2,9	2,1	11,7	8,7	7,6	6,3	5,9	5,1	3,9	2,7	1,1	1,1
1967	79	80	81	83	71	88	87	86	78	80	89	77	58	89
1968	81	92	89	91	82	90	94	87	87	90	92	87	77	97
1969	94	103	100	93	96	95	101	93	95	96	99	95	96	98
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	98	98	92	97	109	104	105	100	109	113	108	101	101	106
1972	103	113	92	103	121	107	106	101	123	134	118	106	121	109
1973	110	122	96	112	138	117	106	106	135	151	114	114	124	116
1974	<i>p</i> 119	127	<i>p</i> 106	117	142	121	101	108	141	161	116	122	101	119
1973 1 ^{er} trimestre	111	126	100	100	139	106	112	101	141	158	123	117	113	112
2 ^e trimestre	106	124	93	115	137	114	110	112	128	156	114	115	129	116
3 ^e trimestre	103	110	87	111	127	119	91	102	123	131	105	105	123	120
4 ^e trimestre	119	128	103	123	146	128	111	110	149	161	114	121	131	115
1974 1 ^{er} trimestre	120	134	110	127	152	114	114	109	147	169	121	131	84	115
2 ^e trimestre	<i>p</i> 119	137	107	123	151	125	112	115	134	172	116	127	90	123
3 ^e trimestre	<i>p</i> 112	117	97	106	131	124	84	102	131	143	110	114	113	121
4 ^e trimestre	<i>p</i> 126	118	<i>p</i> 109	110	135	122	94	106	152	162	115	117	119	116
1975 1 ^{er} trimestre	<i>p</i> 118	107		103	123	109	91	94	141	155	132	105	82	109
1974 Avril	121	138	117	118	154	123	115	118	136	175	127	129	47	119
Mai	118	140	106	124	152	128	110	113	137	172	113	125	99	123
Juin	<i>p</i> 117	133	97	127	145	123	110	114	129	169	108	125	123	126
Juillet	<i>p</i> 92	117	79	97	118	121	69	90	120	118	74	88	119	122
Août	<i>p</i> 114	113	100	105	130	125	82	105	131	134	109	116	116	121
Septembre	<i>p</i> 130	121	112	118	145	126	102	112	142	177	147	137	103	120
Octobre	<i>p</i> 138	130	117	121	151	130	107	116	160	179	144	137	119	123
Novembre	<i>p</i> 122	118	<i>p</i> 109	108	132	121	89	104	149	145	108	115	118	115
Décembre	<i>p</i> 118	105	<i>p</i> 100	102	122	114	86	97	146	160	94	100	119	110
1975 Janvier	<i>p</i> 125	112	116	105	131	117	91	94	147	153	111	118	89	112
Février	<i>p</i> 116	99	102	104	115	105	91	91	133	156	138	100	87	103
Mars	<i>p</i> 114	111		99	124	103	90	98	142	156	147	96	71	111
Avril	<i>p</i> 123				131	115	96	95	135	172	135	101	69	122

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,7 p.c., 0,4 p.c. et 0,3 p.c. dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

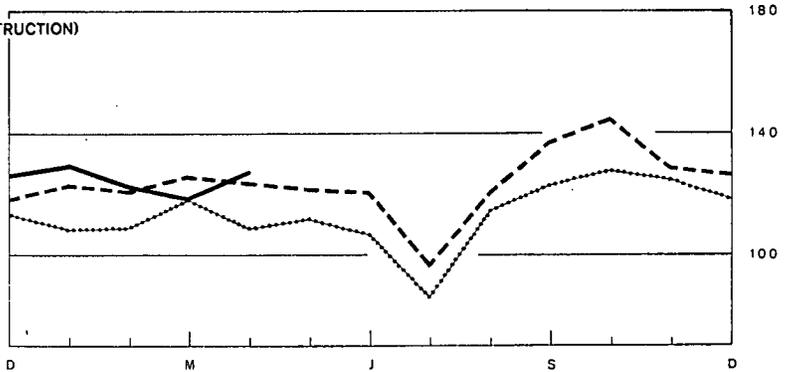
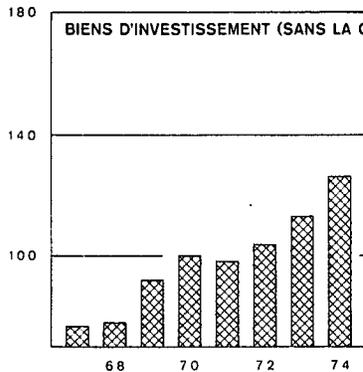
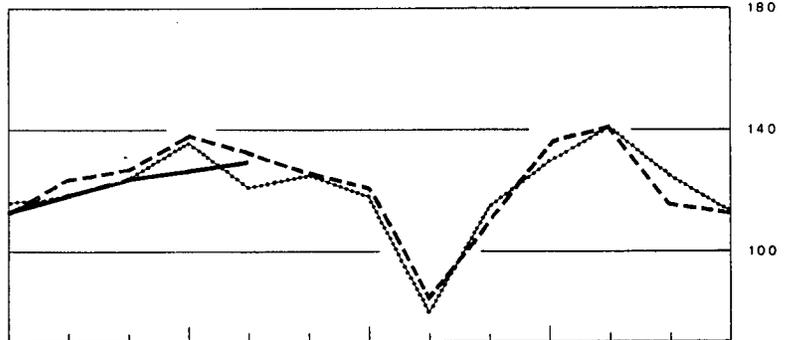
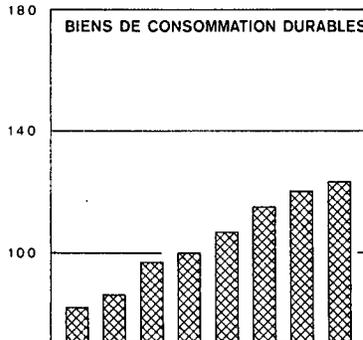
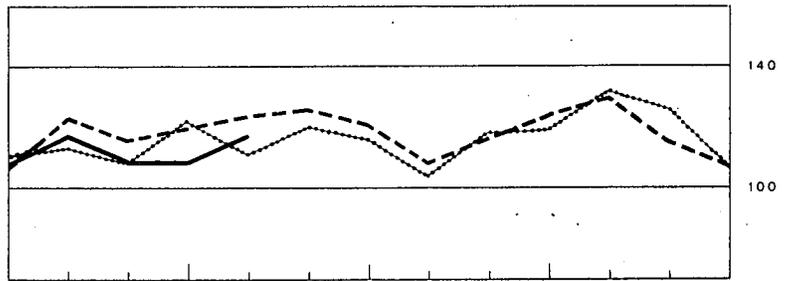
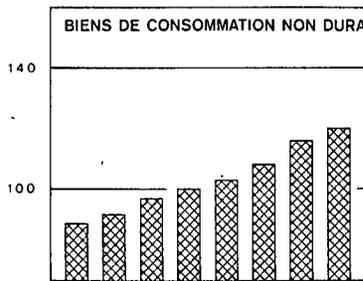
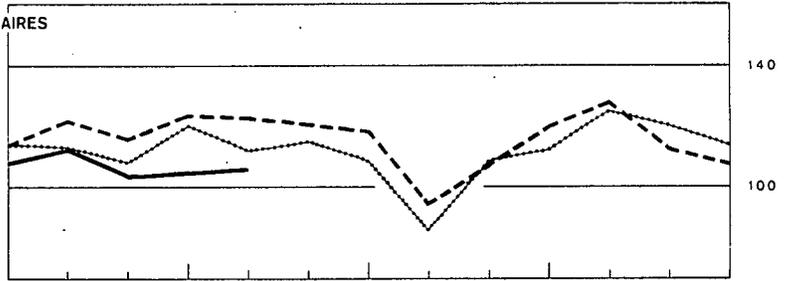
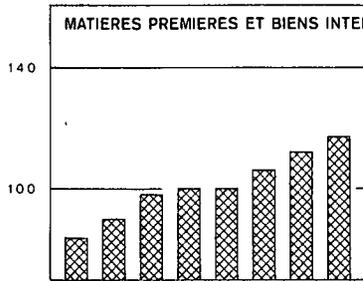
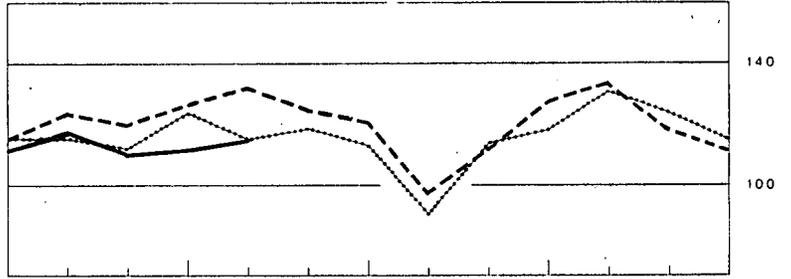
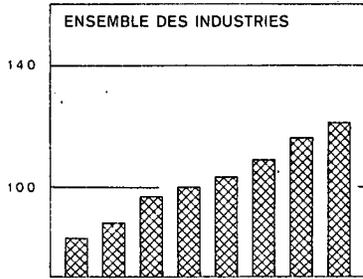
IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1970 = 100

..... 1973

----- 1974

———— 1975



68

70

72

74

D

M

J

S

D

IV - 3. — ENERGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) à (6) et (11)] — Administration des Mines [col. (7) à (10)].

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole					Gaz	Coke		Houille		Electricité				
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importa- tions de gaz naturel	Produ- ction	Consom- mation intérieure	Produ- ction		Consom- mation intérieure	Produ- ction		
		Total	Dont :			(millions de m ³)					(milliers de tonnes)			(milliers de tonnes)	(millions kWh)
			Essences autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel										
1967	1.440	1.225	142	448	414	23	571	573	1.370	1.632	1.884				
1968	1.913	1.383	155	526	474	100	601	656	1.234	1.661	2.088				
1969	2.379	1.538	168	573	534	249	604	694	1.100	1.565	2.303				
1970	2.485	1.721	184	660	566	351	593	653	947	1.474	2.413				
1971	2.520	1.763	191	674	575	549	565	598	913	1.214	2.633				
1972	3.008	1.896	208	749	661	689	603	648	875	1.261	2.972				
1973	3.084	1.959	213	771	709	809	648	705	737	1.252	3.260				
1974	2.515	1.710	212	695	611	957	671	743	676	1.345	3.397				
1973 2 ^e trimestre	3.212	1.971	229	760	727	704	636	712	774	1.249	3.086				
3 ^e trimestre	3.066	1.590	210	481	615	652	644	668	581	1.096	2.967				
4 ^e trimestre	3.251	2.075	223	866	735	994	653	728	721	1.347	3.590				
1974 1 ^{er} trimestre	2.079	1.831	198	844	587	1.151	674	770	742	1.415	3.540				
2 ^e trimestre	2.233	1.536	201	649	501	811	686	799	684	1.278	3.223				
3 ^e trimestre	2.801	1.605	217	518	609	786	676	711	583	1.396	3.163				
4 ^e trimestre	2.948	1.937	235	771	746	1.105	646	691	695	1.294	3.663				
1975 1 ^{er} trimestre	2.047	1.846	211	836	631		584	648	687	1.284	3.393				
2 ^e trimestre								639							
1974 Juin	3.058	1.459	185	521	554	483	673	777	640	1.168	3.099				
Juillet	2.954	1.362	223	442	517	754	694	764	546	1.458	2.900				
Août	2.882	1.398	211	372	601	765	706	705	548	1.202	3.167				
Septembre	2.568	2.054	217	740	710	839	657	665	655	1.527	3.423				
Octobre	2.953	2.079	236	876	745	1.427	669	700	752	1.241	3.866				
Novembre	2.938	1.630	207	560	693	955	637	706	685	1.357	3.600				
Décembre	2.952	2.102	263	878	799	932	631	666	647	1.284	3.522				
1975 Janvier	2.204	2.209	231	1.035	794	992	612	705	726	1.230	3.551				
Février	2.174	2.103	193	702	1.025		542	632	664	1.350	3.205				
Mars	1.764	1.227	209	770	73		599	606	671	1.273	3.423				
Avril							p 544	p 522	756	p 1.159	3.252				
Mai							p 521	p 575	551	p 1.020	2.879				
Juin								610							

1 Essences autos, gas-oil, fuel-oil léger, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburacteur (type pétrole), huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimetal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1967	810	626	6,7	6,7	13,4	13,7
1968	964	722	7,3	8,6	15,9	14,7
1969	1.070	819	8,6	11,5	20,1	18,2
1970	1.051	775	9,3	13,0	22,3	21,3
1971	1.037	770	9,4	14,2	23,6	23,3
1972	1.211	894	10,2	15,8	26,0	26,0
1973	1.294	954	12,7	20,4	33,1	30,2
1974	1.353	1.013	14,1	22,5	36,6	34,6
1973 2 ^e trimestre	1.319	973	12,4	20,6	33,0	31,0
3 ^e trimestre	1.178	837	11,4	18,6	30,0	26,7
4 ^e trimestre	1.361	1.012	14,9	23,3	38,2	33,4
1974 1 ^{er} trimestre	1.426	1.079	14,1	23,4	37,5	33,2
2 ^e trimestre	1.465	1.092	14,6	23,3	37,9	35,9
3 ^e trimestre	1.250	937	12,5	19,7	32,2	30,8
4 ^e trimestre	1.269	944	15,3	23,7	39,0	38,3
1975 1 ^{er} trimestre	1.209	756				
2 ^e trimestre	p 1.057					
1974 Juin	1.423	1.048	13,5	22,8	36,3	36,0
Juillet	1.290	872	10,1	18,0	28,1	27,7
Août	1.199	908	12,4	18,9	31,3	28,2
Septembre	1.261	1.029	14,9	22,2	37,1	36,5
Octobre	1.375	1.102	15,9	25,1	41,0	40,5
Novembre	1.298	926	12,8	24,3	37,1	35,7
Décembre	1.133	803	17,2	21,9	39,1	38,7
1975 Janvier	1.287	835				
Février	1.147	739				
Mars	1.194	693				
Avril	p 1.000	657				
Mai	p 1.068					
Juin	p 1.103					

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme [col. (1) et (6)]. — I.N.S. [col. (2) à (5) et (7) à (11)].

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Indice de la production 1970=100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
		Nombre	Volume	Nombre	Volume		Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1967		5,8	2.773				0,7	2.154			89
1968	2,7	5,3	2.598	3,9	2.004	1,4	0,6	1.994	0,4	1.376	84
1969	3,3	6,1	3.074	4,7	2.374	1,6	0,9	2.426	0,6	1.721	87
1970	2,5	5,0	2.506	3,6	1.861	1,3	0,7	2.799	0,5	1.949	100
1971	2,0	3,9	1.992	3,5	1.839	0,9	0,4	2.268	0,5	2.225	99
1972	3,5	6,2	3.231	4,3	2.321	1,0	0,6	2.801	0,5	2.290	99
1973	3,8	6,7	3.483	5,1	2.677	1,1	0,7	3.034	0,5	2.281	93
1974	3,9	7,4	3.844	5,4	2.890	1,1	0,6	3.459	0,5	2.523	99
1973 1 ^{er} trimestre	4,2	6,8	3.607	4,8	2.443	0,9	0,6	2.664	0,4	1.937	—
2 ^e trimestre	4,1	7,2	3.822	6,4	3.420	1,2	0,8	3.134	0,6	3.240	—
3 ^e trimestre	3,5	6,9	3.463	4,9	2.587	1,1	0,8	3.666	0,5	1.985	—
4 ^e trimestre	3,4	5,7	3.039	4,4	2.258	1,2	0,7	2.671	0,4	1.962	—
1974 1 ^{er} trimestre	3,8	7,4	3.881	4,8	2.599	1,1	0,7	3.878	0,4	1.938	—
2 ^e trimestre	4,6	8,9	4.691	7,2	3.807	1,2	0,8	3.330	0,6	3.354	—
3 ^e trimestre	4,0	8,1	4.133	5,6	2.982	1,1	0,6	3.227	0,5	2.273	—
4 ^e trimestre	3,0	5,0	2.676	4,5	2.171	0,9	0,4	3.406	0,4	2.528	—
1975 1 ^{er} trimestre	2,9	5,9	3.251	7,0	3.302	0,8	0,5	2.945	0,6	3.068	—
1974 Mai	4,6	9,9	5.090	8,0	4.249	1,3	0,8	3.450	0,7	4.213	96
Juin	4,6	7,5	4.127	5,5	2.984	1,2	0,7	2.988	0,5	1.882	97
Juillet	4,9	9,9	4.770	4,6	2.414	1,4	0,8	3.710	0,4	1.511	97
Août	3,8	6,9	3.536	6,6	3.556	1,0	0,6	3.083	0,6	2.833	97
Septembre	3,2	7,4	4.093	5,6	2.977	1,0	0,5	2.889	0,5	2.476	97
Octobre	3,4	5,4	2.972	4,6	2.452	1,2	0,5	3.116	0,4	1.794	97
Novembre	2,9	5,0	2.624	4,2	2.251	0,7	0,4	2.918	0,4	3.133	98
Décembre	2,6	4,7	2.433	3,6	1.810	0,8	0,4	4.184	0,3	2.656	99
1975 Janvier	3,0	5,2	3.151	5,0	2.438	0,8	0,4	1.955	0,3	1.010	99
Février	3,0	6,3	3.519	6,8	3.315	0,9	0,4	1.911	0,6	3.255	99
Mars	2,8	6,2	3.082	9,3	4.152	0,8	0,6	4.968	1,0	4.938	99
Avril	3,4					1,0					98
Mai	3,3					0,8					

¹ Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non dessaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyennes de l'indice de la production non dessaisonnalisé, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (ajustée pour variations saisonnières)

Base 1970 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E. (8 pays 1)			Belgique			République fédérale d'Allemagne 2		
	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *
1 ^{er} trimestre	112	116	+ 3,6	115	122	+ 6,1	112	114	+ 1,2
2 ^e trimestre	114	117	+ 2,6	114	123	+ 7,9	113	113	+ 0,2
3 ^e trimestre	115	116	+ 0,9	115	122	+ 6,1	113	112	- 1,3
4 ^e trimestre	117	112	- 4,3	118	117	- 0,8	116	109	- 5,9
	1974	1975		1974	1975		1974	1975	
1 ^{er} trimestre	116	109	- 6,0	122	113	- 7,4	114	105	- 7,7
2 ^e trimestre	117			123			113		
3 ^e trimestre	116			122			112		
4 ^e trimestre	112			117			109		
	France			Royaume-Uni			Italie		
	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *
1 ^{er} trimestre	118	125	+ 5,9	110	104	- 5,5	105	123	+ 17,0
2 ^e trimestre	120	125	+ 4,2	110	110	...	114	125	+ 9,6
3 ^e trimestre	122	126	+ 3,3	111	110	- 0,9	118	119	+ 0,9
4 ^e trimestre	122	118	- 3,3	110	107	- 2,7	120	111	- 7,6
	1974	1975		1974	1975		1974	1975	
1 ^{er} trimestre	125	114	- 8,8	104	106	+ 1,9	123	109	- 11,0
2 ^e trimestre	125			110			125		
3 ^e trimestre	126			110			119		
4 ^e trimestre	118			107			111		
	Pays-Bas			Irlande			Grand-Duché de Luxembourg		
	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *	1973	1974	% variat. *
1 ^{er} trimestre	115	122	+ 6,1	119	127	+ 6,7	114	124	+ 8,8
2 ^e trimestre	116	122	+ 5,2	120	124	+ 3,3	112	119	+ 6,1
3 ^e trimestre	119	124	+ 4,2	119	121	+ 1,7	115	120	+ 4,6
4 ^e trimestre	121	120	- 0,8	120	119	- 0,8	120	114	- 5,4
	1974	1975		1974	1975		1974	1975	
1 ^{er} trimestre	122	116	- 4,9	127			124	103	- 17,0
2 ^e trimestre	122			124			119		
3 ^e trimestre	124			121			120		
4 ^e trimestre	120			119			114		

* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 Belgique, République Fédérale d'Allemagne, France, Royaume-Uni.

Italie, Pays-Bas, Irlande et Grand-Duché de Luxembourg. Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

2 Y compris Berlin-Ouest.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1960-1970* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Agence écono-*

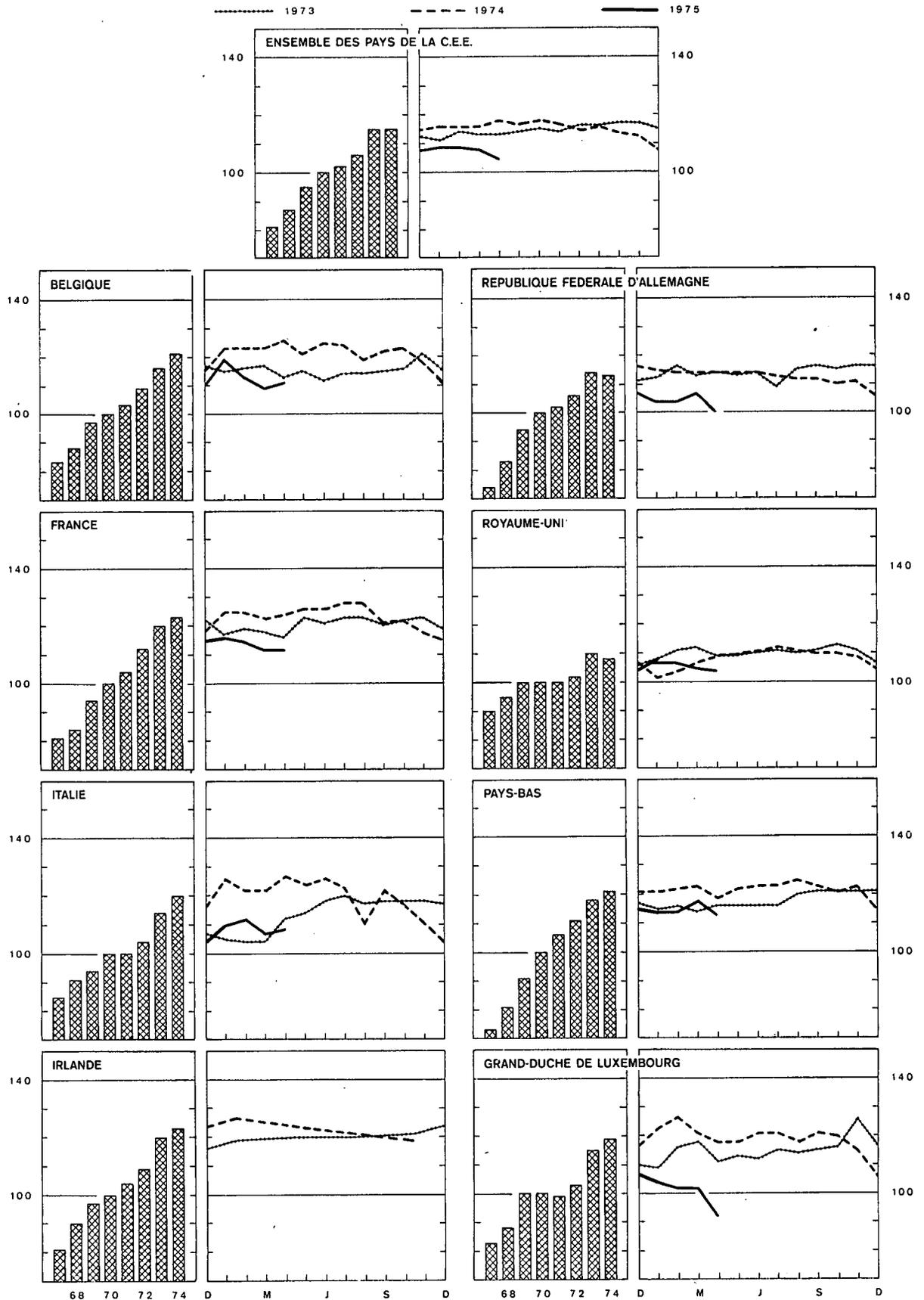
mique et financière. — *La Construction*. — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.)

IV - 6. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1970 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)				Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont		
	(millions)				(milliers de tonnes)	combustibles et huiles minérales	minerais	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
1967	711	507	4.925	1.576	1.259	162,8	22,8
1968	681	556	5.273	1.621	1.321	164,7	25,3
1969	686	618	5.769	1.655	1.450	183,9	31,4
1970	688	651	5.931	1.592	1.508	203,9	34,4
1971	702	611	5.535	1.457	1.379	226,6	38,0
1972	681	624	5.778	1.495	1.447	257,7	42,6
1973	674	682	6.294	1.556	1.704	304,1	48,0
1974	690	762	6.841	1.697	1.846	331,3	54,4
1973 1 ^{er} trimestre	680	694	6.472	1.597	1.744	241,1	42,4
2 ^e trimestre	686	680	6.433	1.603	1.749	313,6	49,4
3 ^e trimestre	645	635	5.822	1.403	1.656	409,2	57,1
4 ^e trimestre	686	704	6.448	1.620	1.666	252,7	42,9
1974 1 ^{er} trimestre	695	729	6.749	1.688	1.795	257,0	46,1
2 ^e trimestre	709	784	7.127	1.692	1.890	342,1	56,2
3 ^e trimestre	664	750	6.613	1.649	1.854	438,9	63,8
4 ^e trimestre	691	775	6.875	1.759	1.847	286,9	51,4
1975 1 ^{er} trimestre	695	662	5.850	1.572	1.640	272,6	48,9
1974 Mai	714	793	7.312	1.755	1.932	314,0	54,7
Juin	727	806	7.096	1.578	1.877	375,1	59,3
Juillet	649	792	6.887	1.733	2.022	448,0	63,6
Août	644	744	6.482	1.577	1.830	456,0	65,5
Septembre	698	715	6.469	1.637	1.709	412,7	62,2
Octobre	701	847	7.531	1.858	2.008	320,0	54,9
Novembre	697	718	6.398	1.720	1.671	243,4	47,4
Décembre	675	759	6.695	1.699	1.861	297,4	51,9
1975 Janvier	695	668	5.971	1.678	1.770	291,9	48,7
Février	686	665	5.941	1.617	1.620	223,4	42,1
Mars	705	652	5.639	1.422	1.529	302,5	55,8
Avril	702	654	5.563	1.535	1.433	284,3	49,5
Mai						290,5	49,6

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits

du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. — Navigation intérieure

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], Maatschappij van de Brugse zeevaartinrichtingen N.V. [col. (7)], I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics 1	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes- km.)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(1)	(2)	
1967	4.872	3.516	1.683	125	136	74	417	95	39	7.111	522
1968	5.127	4.042	1.991	131	108	97	684	304	50	7.778	554
1969	5.461	4.069	1.921	419	373	331	981	635	67	7.721	572
1970	5.658	4.565	1.946	476	463	303	1.005	615	71	7.630	558
1971	5.433	3.864	2.037	572	608	208	1.222	593	62	7.947	561
1972	5.366	3.183	2.490	688	634	341	1.485	623	85	8.034	563
1973	5.305	3.406	2.527	676	809	414	1.637	732	96	8.482	541
1974	5.322	3.522	2.788	765	853	399	1.814	697	130		
1972 4 ^e trimestre ..	5.354	3.341	2.681	763	849	354	1.443	517	112	8.162	579
1973 1 ^{er} trimestre ..	5.274	2.985	2.593	641	873	360	1.535	442	83	8.475	568
2 ^e trimestre ..	5.313	3.466	2.564	568	682	340	1.709	831	105	7.978	474
3 ^e trimestre ..	5.362	3.528	2.386	773	687	440	1.661	861	108	8.695	563
4 ^e trimestre ..	5.270	3.645	2.566	723	995	517	1.645	796	88	8.780	560
1974 1 ^{er} trimestre ..	5.050	3.534	2.583	671	749	309	1.499	477	130		
2 ^e trimestre ..	5.550	3.500	2.726	790	879	537	1.980	717	135		
3 ^e trimestre ..	5.365	3.833	3.042	847	925	322	1.887	958	139		
4 ^e trimestre ..	5.323	3.223	2.800	750	857	423	1.892	637	114		
1974 Février	4.872	3.612	2.562	679	654	102	1.548	659	189		
Mars	4.970	3.086	2.611	741	705	220	1.583	582	96		
Avril	5.220	3.275	2.769	681	898	434	1.704	847	132		
Mai	5.754	3.624	2.459	827	989	522	2.167	711	113		
Juin	5.675	3.601	2.949	861	750	656	2.069	592	160		
Juillet	5.377	4.477	3.072	874	867	320	2.025	1.569	165		
Août	5.452	3.606	2.735	894	949	531	1.817	678	145		
Septembre ..	5.265	3.416	3.318	774	958	114	1.818	627	108		
Octobre	5.471	3.746	3.193	720	791	632	1.825	504	151		
Novembre ..	5.536	3.195	2.519	793	907	390	1.906	603	107		
Décembre ..	4.961	2.728	2.689	737	874	262	1.945	804	85		
1975 Janvier		2.528	2.484		677	581	1.833	633	143		
Février		3.517	2.887		976	483	1.879	239	106		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique ¹
(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1967	2.098	1.552	110	105	114	72	40
1968	2.083	1.560	101	115	98	72	35
1969	2.167	1.590	88	132	82	75	38
1970	2.236	1.646	91	131	106	86	42
1971	2.288	1.661	98	145	104	99	43
1972	2.163	1.600	97	142	87	93	41
1973	2.267	1.667	91	143	90	105	43
1974	2.282	1.671	86	148	84	110	48
1973 1 ^{er} trimestre	427	204	37	22	24	30	24
2 ^e trimestre	2.154	1.500	103	114	126	133	50
3 ^e trimestre	5.874	4.623	182	407	177	219	68
4 ^e trimestre	614	339	42	29	33	39	31
1974 1 ^{er} trimestre	460	204	39	24	29	36	42
2 ^e trimestre	2.212	1.580	90	122	115	114	54
3 ^e trimestre	5.804	4.561	166	410	155	250	64
4 ^e trimestre	652	337	48	37	36	40	31
1975 1 ^{er} trimestre	535	253	47	30	43	40	25
1974 Mars	519	226	46	27	36	41	48
Avril	1.728	1.290	75	50	93	77	37
Mai	1.848	1.244	95	103	122	84	56
Juin	3.060	2.207	100	212	130	181	69
Juillet	8.122	6.509	144	822	161	223	72
Août	7.361	5.892	247	320	190	411	59
Septembre	1.928	1.281	107	88	114	117	61
Octobre	736	344	55	48	52	55	44
Novembre	611	294	51	31	31	37	29
Décembre	609	373	39	33	24	29	21
1975 Janvier	430	193	48	26	27	28	25
Février	447	200	40	28	30	33	23
Mars	728	367	52	37	72	60	28

¹ Y compris les nuitées de camping.

Y - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Total du commerce de détail

Base 1970 = 100

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indices par formes de distribution					Indices par catégories de produits				Indice général	
	Petit commerce de détail	Grands magasins à rayons multiples	Coopé- ratives de consom- mation	Entre- prises du commerce de détail à succur- sales	Super- marchés 1	Alimen- tation 2	Textiles et habille- ment 3	Articles d'ameu- blement et de ménage	Autres articles	Indice de valeur	Indice de quantité 4
1967	82	79	95	55	60	83	78	74	74	78	85
1968	87	82	97	67	68	87	83	81	81	83	89
1969	94	90	98	83	84	92	94	91	91	92	95
1970	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1971	105	107	100	120	120	104	107	122	107	108	104
1972	115	122	100	138	128	113	115	140	126	120	113
1973	129	137	97	161	155	124	135	171	141	138	121
1974	p 147	156	97	191	184	p 139	p 158	p 204	p 164	p 159	p 124
1973 1 ^{er} trimestre	116	118	95	145	135	114	108	154	133	124	111
2 ^e trimestre	133	134	98	159	149	122	151	171	143	140	124
3 ^e trimestre	122	123	91	150	156	121	119	164	133	130	114
4 ^e trimestre	145	165	104	189	180	141	162	197	155	157	135
1974 1 ^{er} trimestre	p 129	133	95	169	159	p 126	p 126	p 178	p 146	p 139	p 116
2 ^e trimestre	p 152	152	98	186	180	p 137	p 171	p 206	p 169	p 161	p 128
3 ^e trimestre	p 143	154	94	189	189	p 138	p 146	p 202	p 162	p 155	p 119
4 ^e trimestre	p 164	186	101	222	209	p 155	p 189	p 231	p 180	p 179	p 133
1975 1 ^{er} trimestre	p 147	147	93	201	197	p 142	p 148	p 198	p 176	p 160	p 117
1974 Mars	p 139	143	103	185	174	p 134	p 145	p 194	p 157	p 150	p 124
Avril	p 148	147	100	184	176	p 134	p 177	p 195	p 160	p 157	p 127
Mai	p 155	154	98	191	183	p 138	p 172	p 212	p 176	p 165	p 131
Juin	p 153	155	95	183	181	p 137	p 165	p 210	p 172	p 162	p 127
Juillet	p 141	160	94	189	190	p 135	p 149	p 200	p 164	p 155	p 119
Août	p 137	151	96	187	198	p 142	p 127	p 193	p 155	p 151	p 115
Septembre	p 150	152	92	191	178	p 137	p 161	p 213	p 168	p 160	p 122
Octobre	p 161	166	103	221	194	p 147	p 200	p 221	p 177	p 174	p 132
Novembre	p 144	178	93	203	204	p 143	p 162	p 198	p 165	p 160	p 119
Décembre	p 187	214	108	242	230	p 177	p 204	p 274	p 199	p 202	p 149
1975 Janvier	p 144	147	94	204	193	p 142	p 145	p 193	p 173	p 159	p 117
Février	p 137	137	88	186	187	p 134	p 125	p 186	p 169	p 149	p 108
Mars	p 160	155	98	212	210	p 151	p 173	p 214	p 186	p 172	p 125

1 Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

2 Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

3 Y compris les textiles d'ameublement.

4 Indice de valeur divisé par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1972 1 ^{er} semestre ...	1.929	1.302	188	439	29,3	9,9	11,0	8,4	13,0	4,8	4,2	4,0
2 ^e semestre ...	1.598	936	202	460	33,2	10,5	12,4	10,3	13,5	4,7	4,3	4,5
1973 1 ^{er} semestre ...	1.590	906	218	466	35,9	11,1	13,7	11,1	13,3	4,4	4,7	4,2
2 ^e semestre ...	1.726	1.061	215	450	35,3	10,3	13,4	11,6	11,9	3,7	4,2	4,0
1974 1 ^{er} semestre ...	1.634	978	222	434	36,6	10,1	14,3	12,2	13,8	4,3	4,8	4,7
2 ^e semestre ...	1.550	907	219	424	36,4	9,7	14,3	12,4	12,0	3,8	3,9	4,3

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1971 2 ^e semestre	53	33	2	18	123	51	12	60
1972 1 ^{er} semestre	60	40	3	17	145	64	18	63
2 ^e semestre	57	40	2	15	151	62	17	72
1973 1 ^{er} semestre	63	40	2	21	254	79	43	132
2 ^e semestre	53	38	2	13	305	89	71	145
1974 1 ^{er} semestre	62	46	2	14	342	92	74	176

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Divers dont : voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.)
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Nombre de contrats (milliers)										
1972 1 ^{er} semestre ...	879	5	1	1	81	23	7	237	84	7	431	2
2 ^e semestre ...	901	4	1	2	79	22	9	243	91	7	433	10
1973 1 ^{er} semestre ...	849	4	1	1	78	21	8	177	109	6	424	20
2 ^e semestre ...	859	4	1	2	58	16	9	192	112	6	438	21
1974 1 ^{er} semestre ...	801	5	1	2	67	16	8	145	118	7	412	20
2 ^e semestre ...	824	4	1	1	55	11	7	159	114	6	452	14
Crédits accordés (milliards de francs)												
1972 1 ^{er} semestre ...	13,0	1,0	0,1	0,2	6,1	0,9	0,1	0,3	0,1	1,1	3,0	0,1
2 ^e semestre ...	13,5	0,9	0,1	0,3	6,5	1,0	0,1	0,3	0,1	1,0	3,0	0,2
1973 1 ^{er} semestre ...	13,3	1,2	0,1	0,2	6,1	0,9	0,1	0,2	0,2	1,1	2,5	0,7
2 ^e semestre ...	11,9	1,2	0,1	0,3	4,4	0,6	0,1	0,3	0,2	1,5	2,4	0,8
1974 1 ^{er} semestre ...	13,8	1,5	0,2	0,3	5,2	0,7	0,1	0,3	0,3	1,9	2,5	0,8
2 ^e semestre ...	12,0	1,3	0,1	0,3	4,2	0,5	0,1	0,3	0,3	1,6	2,7	0,6
Crédits accordés — Répartition en p.c. par rapport au total												
1972 1 ^{er} semestre ...	100,0	7,7	0,9	1,2	47,1	7,0	0,7	2,4	1,1	8,2	23,3	0,4
2 ^e semestre ...	100,0	6,6	0,9	2,1	47,5	7,3	0,8	2,3	1,0	7,6	22,3	1,5
1973 1 ^{er} semestre ...	100,0	8,8	1,0	1,7	45,8	6,7	0,8	1,5	1,4	8,5	18,3	5,5
2 ^e semestre ...	100,0	9,8	1,0	2,9	36,9	5,3	0,9	2,2	1,7	12,5	20,3	6,5
1974 1 ^{er} semestre ...	100,0	11,2	1,2	2,1	38,2	4,8	0,8	1,9	1,9	13,5	18,6	5,8
2 ^e semestre ...	100,0	10,8	1,2	2,8	35,1	3,9	0,8	2,3	2,1	13,4	22,6	5,0

V - 4. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

Opérations de débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres (à fin de période)	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent au jour le jour		Autres opérations ¹		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1967	39	3	200	1.383	406	1.386	606	637	128	2.023	734
1968	39	3	220	1.707	474	1.709	695	835	146	2.544	841
1969	39	2	233	2.005	585	2.007	818	1.161	177	3.168	995
1970	39	3	263	2.819	643	2.822	911	1.546	198	4.368	1.109
1971	40	3	291	3.763	795	3.766	1.036	1.623	200	5.389	1.286
1972	40	3	346	5.370	1.248	5.373	1.594	1.881	213	7.254	1.807
1973	40	3	492	6.860	1.643	6.863	2.135	2.482	265	9.345	2.400
1974	37	3	468	8.106	2.059	8.109	2.527	3.077	329	11.186	2.856
1973 2 ^e trimestre	40	3	484	6.682	1.411	6.685	1.895	2.443	253	9.128	2.148
3 ^e trimestre	40	3	522	6.490	1.759	6.493	2.281	2.380	268	8.873	2.549
4 ^e trimestre	40	4	439	7.274	1.939	7.278	2.378	2.825	295	10.103	2.673
1974 1 ^{er} trimestre	39	3	434	7.651	2.246	7.654	2.680	2.890	308	10.544	2.988
2 ^e trimestre	39	3	380	7.761	2.263	7.764	2.643	3.055	329	10.819	2.972
3 ^e trimestre	37	3	422	8.064	1.902	8.067	2.324	3.003	330	11.070	2.654
4 ^e trimestre	37	4	633	8.948	1.828	8.952	2.461	3.359	348	12.311	2.809
1975 1 ^{er} trimestre	36	4	619	8.600	1.935	8.604	2.554	3.165	339	11.769	2.893
2 ^e trimestre	35	4	626	8.866	1.915	8.870	2.541	3.206	366	12.176	2.907
1974 Juin	39	3	304	7.371	2.179	7.374	2.483	2.887	332	10.261	2.815
Juillet	37	3	505	8.434	2.192	8.437	2.697	3.247	357	11.684	3.054
Août	37	3	381	7.512	1.727	7.515	2.108	2.775	306	10.290	2.414
Septembre	37	3	380	8.246	1.788	8.249	2.168	2.986	327	11.235	2.495
Octobre	37	4	440	9.465	1.965	9.469	2.405	3.511	370	12.980	2.775
Novembre	37	4	690	8.142	1.655	8.146	2.345	2.966	300	11.112	2.645
Décembre	37	4	769	9.238	1.864	9.242	2.633	3.600	374	12.842	3.007
1975 Janvier	36	4	644	9.422	1.932	9.426	2.476	3.399	360	12.825	2.836
Février	36	3	602	8.233	2.140	8.236	2.742	2.975	325	11.211	3.067
Mars	36	4	711	8.145	1.734	8.149	2.445	3.123	330	11.272	2.775
Avril	35	4	573	9.478	2.038	9.482	2.611	3.544	392	13.026	3.003
Mai	35	4	677	8.480	1.945	8.484	2.622	3.192	339	11.676	2.961
Juin	35	4	628	8.640	1.761	8.644	2.389	3.183	368	11.827	2.757

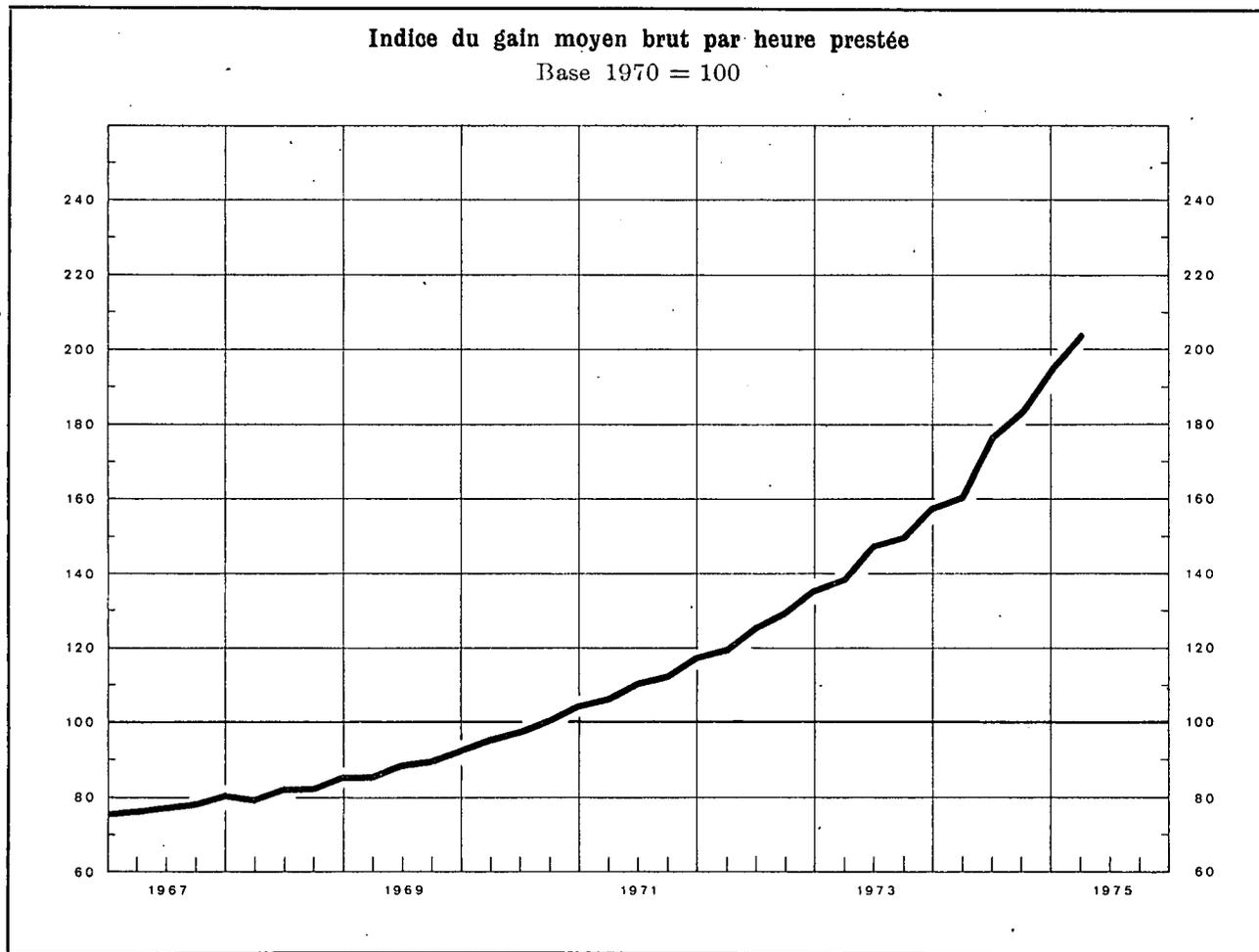
¹ Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970. — Annuaire statistique de la S.N.C.B. — Statistique mensuelle

du trafic international des ports (I.N.S.). — Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices base 1970 = 100

Sources :	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie *				Salaires conventionnels ³			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type 1		Salaire-coût horaire 2	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufac- turières	Indice général	dont : Industries manufac- turières
	B.N.B.			I.R.E.S.	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1967	79	80	78	77	80,0	80,4	83,5	82,3
1968	83	84	83	81	83,9	84,5	87,6	85,9
1969	89	90	90	88	90,6	91,9	92,7	90,6
1970	100	100	100	100	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	112	112	112	113	111,2	111,1	110,0	108,7
1972	128	125	127	131	126,1	125,7	122,1	118,2
1973	149	143	146	151	145,8	147,0	138,8	131,9
1974	180	173	178	p 182	176,6	177,9	165,5	156,8
1973 Mars	139	136	139	142	139,5	140,4	133,8	127,8
Juin	148	141	143	150	143,5	144,5	136,8	130,1
Septembre	150	145	148	153	147,6	149,4	141,1	133,5
Décembre	158	149	152	160	152,3	153,6	143,7	136,0
1974 Mars	162	157	161	164	160,3	162,1	152,8	147,6
Juin	177	168	175	179	172,1	173,3	160,8	152,4
Septembre	184	178	185	186	182,4	183,7	171,5	161,6
Décembre	196	187	193	p 198	191,3	192,3	176,7	165,6
1975 Mars	p 205	p 195	p 204	p 209	201,4		184,9	

* Pour convertir les indices base 1970 = 100 en indices base 1963 = 100, il suffit de multiplier les chiffres actuels par les coefficients suivants : gain moyen brut par heure prestée : 1,813; ouvrier qualifié : 1,745; ouvrier non qualifié : 1,822; salaire-coût horaire : 1,981.

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût

horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

3 Le salaire conventionnel des ouvriers étant horaire et celui des employés étant mensuel, une réduction conventionnelle de la durée du travail entraîne une hausse du premier, mais non du second. Il y a lieu de tenir compte de cette différence dans toute comparaison des évolutions respectives de ces indices.

VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DES OUVRIERS DANS L'INDUSTRIE

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1972 octobre	1973 avril	1973 octobre	1974 avril	1974 octobre
<i>Industries extractives</i> ¹ :					
Extraction du charbon (ouvriers du fond)	120,24	132,45	140,51	156,12	169,25
Préparation du charbon (ouvriers de la surface)	89,45	97,80	103,50	115,10	126,29
Total des industries extractives	107,41	114,71	123,23	137,36	149,87
<i>Industries manufacturières</i> ² :					
Cokeries	108,07	118,41	120,40	137,07	149,34
Raffinage de pétrole	143,02	154,77	158,29	174,09	190,20
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz de vapeur et d'eau chaude	127,41	139,59	149,42	168,15	175,63
Production et première transformation des métaux	113,16	126,91	128,05	146,79	162,63
Industrie des produits minéraux non métalliques	89,95	100,72	103,28	116,79	129,20
Industrie chimique	99,18	109,44	111,32	129,29	139,94
Production de fibres artificielles et synthétiques	100,27	109,80	114,18	130,07	141,15
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des ma- chines et de matériel de transport)	88,99	98,96	102,41	112,58	128,28
Construction de machines et de matériel mécanique	94,23	104,40	107,99	118,19	133,94
Construction de machines de bureau et de machines et installations pour le traitement de l'information	78,98	88,76	91,49	100,12	116,92
Construction électrique et électronique	86,96	97,79	100,59	112,12	126,83
Construction d'automobiles et pièces détachées	104,33	114,96	120,08	131,71	146,54
Construction d'autre matériel de transport	102,11	112,95	115,78	128,62	144,76
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et simi- laires	79,03	88,28	91,43	101,77	117,18
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	80,06	84,83	91,23	100,78	114,63
Industrie textile	74,68	81,93	85,20	93,87	107,06
Industrie du cuir	72,66	78,01	82,04	89,51	98,11
Industrie des chaussures et de l'habillement	60,21	65,93	68,32	77,97	85,44
Industrie du bois et du meuble en bois	80,39	84,27	88,45	99,16	115,35
Industrie du papier, imprimerie et édition	88,85	96,85	101,94	112,90	129,86
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	85,05	92,09	97,89	110,87	122,94
Total des industries manufacturières	87,58	96,34	99,83	111,45	125,28
dont : hommes	95,35	104,88	108,51	121,00	136,00
femmes	64,94	71,43	74,54	83,76	94,20
<i>Bâtiment et génie civil</i> ¹	89,71	98,26	103,26	114,64	130,07
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total ²	88,71	97,38	101,33	112,97	127,01

¹ Hommes seulement.

² Hommes et femmes.

VI - 3. — TRAITEMENTS MENSUELS BRUTS MOYENS DES EMPLOYÉS DANS L'INDUSTRIE¹

(en francs par mois)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1972 octobre	1973 avril	1973 octobre	1974 avril	1974 octobre
<i>Industries extractives :</i>					
Extraction et agglomération de combustibles solides	26.874	28.544	30.708	34.166	38.503
Total des industries extractives	26.140	27.882	29.759	33.024	37.082
<i>Industries manufacturières :</i>					
Cokeries	27.890	30.765	31.157	34.602	38.817
Raffinage de pétrole	31.068	34.466	35.352	39.894	42.787
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	31.801	34.696	35.757	40.091	44.027
Production et première transformation des métaux	27.561	29.718	31.502	34.226	39.533
Industrie des produits minéraux non métalliques	23.354	25.404	26.645	29.621	32.847
Industrie chimique	26.347	28.280	29.434	32.963	35.982
Production de fibres artificielles et synthétiques	32.918	35.785	36.399	39.970	42.932
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et de matériel de transport)	22.952	24.931	26.085	28.777	32.639
Construction de machines et de matériel mécanique	24.695	26.349	27.431	30.013	33.846
Construction de machines de bureau et de machines et installations pour le traitement de l'information	18.491	20.255	21.672	24.658	29.143
Construction électrique et électronique	23.959	25.873	26.839	28.736	33.627
Construction d'automobiles et pièces détachées	26.585	28.701	29.853	31.700	35.001
Construction d'autre matériel de transport	25.177	26.999	28.493	31.212	35.205
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires ...	23.206	25.304	26.496	28.284	31.603
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	21.769	23.336	24.906	26.661	29.750
Industrie textile	21.128	22.880	23.792	26.481	28.878
Industrie du cuir	20.875	22.426	23.925	27.046	30.286
Industrie des chaussures et de l'habillement	17.086	18.673	19.728	21.867	23.940
Industrie du bois et du meuble en bois	19.728	21.870	22.551	25.102	27.635
Industrie du papier, imprimerie et édition	22.376	24.193	25.609	27.901	31.626
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques	23.482	25.370	26.506	29.206	31.900
Total des industries manufacturières	23.841	25.711	26.953	29.458	33.097
dont : hommes	26.541	28.581	29.972	32.706	36.761
femmes	15.007	16.323	17.078	18.839	21.112
<i>Bâtiment et génie civil</i>	22.796	24.429	25.338	27.766	31.041
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>					
Total	23.744	25.593	26.802	29.302	32.903

¹ Hommes et femmes.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service mensuel de Conjoncture de Louvain*. — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. —

Statistiques économiques belges 1960-1970. — *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXII^e année, vol. II, no 5, novembre 1957 : « Indice des rémunérations horaires brutes des ouvriers ».

VII. — INDICES DE PRIX

1. — INDICES DES PRIX MONDIAUX

Base 1970 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice Reuter (marché de Londres) 1	Indice Moody (marché de New York) 2 3	Indices du Hamburgisches Welt-Wirtschafts Archiv 2					
			Total	Matières premières destinées à				
				l'alimentation	l'industrie			
					général	combustibles	pour la production de biens de consommation	pour la production de biens d'équipement
1967	78,1	89,5	87,8	86,9	88,1	89,3	102,8	79,6
1968	88,4	88,5	87,4	85,9	88,1	90,2	99,5	80,3
1969	95,4	96,3	94,1	91,9	95,3	90,1	98,4	97,6
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	93,9	91,2	101,2	103,0	100,6	111,2	105,2	88,4
1972	106,1	102,1	113,4	116,7	111,9	121,4	131,4	93,6
1973	185,4	142,5	170,1	173,5	168,7	149,5	210,5	164,3
1974	233,8	177,5 ⁴ 205,9 ⁵	285,4	278,5	288,6	410,5	198,5	224,3
1973 2 ^e trimestre	163,9	129,8	157,1	161,7	155,1	141,4	196,5	146,2
3 ^e trimestre	205,2	156,5	181,5	189,1	178,2	145,2	235,3	178,6
4 ^e trimestre	224,0	162,4	204,2	198,8	206,8	181,4	232,5	215,3
1974 1 ^{er} trimestre	254,8	180,0	257,0	238,3	265,4	324,2	226,6	231,3
2 ^e trimestre	238,3	173,7 ⁶ 196,8 ⁷	296,1	257,9	313,0	438,8	208,9	252,0
3 ^e trimestre	223,4	204,6	289,8	278,6	294,8	438,3	189,0	219,5
4 ^e trimestre	218,8	210,1	298,7	339,1	281,1	440,7	169,6	194,3
1975 1 ^{er} trimestre	196,7	187,2	278,4	231,0	277,4	444,8	171,6	180,9
2 ^e trimestre	192,1	178,1	258,0	220,1	274,6	437,5	185,8	174,0
1974 Juin	228,0	196,8 ³	291,2	256,2	306,6	439,1	202,2	240,1
Juillet	222,7	205,4	237,8	259,9	300,1	438,9	198,9	226,4
Août	226,5	207,0	292,5	235,7	295,5	438,4	186,6	222,0
Septembre	221,0	201,4	289,2	290,2	289,0	437,4	181,4	210,0
Octobre	221,8	211,6	293,7	317,9	283,1	437,8	174,5	199,3
Novembre	221,3	216,2	307,4	372,1	279,1	438,2	166,3	193,4
Décembre	213,3	202,6	295,0	327,4	280,9	446,0	167,9	190,0
1975 Janvier	202,1	191,1	287,1	302,7	280,2	447,0	168,0	187,7
Février	195,2	188,7	277,8	282,5	275,9	443,7	170,4	179,0
Mars	192,8	181,9	270,4	257,7	276,0	443,9	176,6	176,1
Avril	194,8	181,5	264,9	246,7	272,8	435,8	183,1	172,4
Mai	191,9	177,7	257,3	215,1	275,9	438,3	188,2	175,1
Juin	189,6	175,0	251,7	198,4	275,1	438,4	186,0	174,3

1 Indices calculés sur base de prix exprimés en livres sterling.

2 Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

3 Depuis juin 1974, l'indice Moody tient compte des cours au comptant du coton, de la laine et de la soie.

4 Moyenne de janvier à mai 1974.

5 Moyenne de juin à décembre 1974.

6 Moyenne d'avril-mai 1974.

7 Mois de juin 1974.

VII - 2. — INDICES DU HAMBURGISCHES WELT-WIRTSCHAFTS-ARCHIV PAR PRODUIT ¹

Base 1970 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Matières premières destinées à l'alimentation					Matières premières destinées à l'industrie								
	Céréales	Denrées coloniales et sucre	Huile	Viande	Produits laitiers	Combustibles		pour la production de biens de consommation			pour la production de biens d'équipement			
						Charbon et coques	Pétrole et dérivés	Produits textiles	Peaux et cuirs	Cellulose	Bois	Caout- chouc	Sidé- rurgie	Métaux non- ferreux
1967	108,4	70,8	90,0	91,9	95,5	66,0	98,3	110,2	96,6	85,1	81,3	95,6	67,8	83,3
1968	103,5	70,7	94,2	92,0	93,2	66,0	99,5	107,9	88,8	80,4	80,6	108,2	65,2	87,3
1969	97,7	88,2	90,9	92,8	93,7	66,8	98,9	102,3	101,6	88,7	92,3	123,8	89,3	100,3
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	101,8	100,8	99,4	110,6	112,1	110,5	111,7	105,3	112,4	107,6	101,1	82,2	86,2	84,9
1972	107,8	123,8	90,5	132,9	125,5	112,9	125,0	137,3	154,5	111,1	109,6	82,6	92,8	88,5
1973	186,7	166,9	171,4	180,3	168,0	146,8	150,8	237,8	238,7	122,2	195,4	167,3	180,5	137,9
1974	253,8	340,6	268,5	177,9	174,5	220,9	483,9	209,9	167,7	186,4	265,3	177,5	270,1	183,9
1973 2 ^e trimestre	149,0	165,5	161,1	179,1	165,4	148,2	139,1	221,3	243,0	110,7	168,1	145,1	167,5	121,8
1973 3 ^e trimestre	216,4	173,7	198,3	185,1	182,4	153,8	142,1	268,4	256,2	128,4	214,4	195,9	189,1	150,9
1973 4 ^e trimestre	243,4	178,2	206,0	189,5	181,4	156,3	191,5	265,1	229,9	138,8	268,3	207,3	234,9	178,3
1974 1 ^{er} trimestre	254,0	247,9	273,2	183,3	169,2	194,5	375,3	253,7	191,6	159,8	265,1	232,3	257,7	197,0
1974 2 ^e trimestre	251,4	292,2	270,7	184,3	178,2	227,8	520,8	227,9	182,6	191,2	274,3	187,2	289,0	230,1
1974 3 ^e trimestre	245,0	347,7	268,2	171,9	171,5	226,2	520,0	192,0	175,8	191,2	264,0	155,3	285,1	168,3
1974 4 ^e trimestre	265,0	474,5	261,8	172,3	179,2	235,1	519,7	166,0	120,7	203,6	257,6	135,2	248,4	140,2
1975 1 ^{er} trimestre	238,1	364,3	209,5	192,8	197,8	255,9	517,5	161,2	94,9	236,6	263,6	138,5	196,7	138,6
1975 2 ^e trimestre	212,1	240,9	172,9	215,1	210,5	227,4	518,3	174,6	164,6	236,8	250,9	138,4	193,3	130,7
1974 Juin	239,5	296,0	271,7	180,1	176,0	227,7	520,5	211,4	169,2	191,2	267,1	174,6	291,3	207,6
1974 Juillet	238,2	307,4	269,5	174,0	173,6	227,3	520,5	205,9	178,6	191,2	267,7	160,6	294,2	175,9
1974 Août	249,6	359,8	275,9	169,0	171,3	226,1	520,2	188,5	177,2	191,2	263,4	158,5	287,6	172,3
1974 Septembre	247,2	375,8	259,3	172,5	169,4	225,2	519,1	181,6	171,8	191,2	261,1	147,0	273,5	156,7
1974 Octobre	264,3	422,6	278,7	174,1	175,2	226,5	519,1	174,8	141,1	191,2	255,7	143,8	262,3	142,4
1974 Novembre	265,4	549,3	262,2	171,5	179,4	228,0	519,1	164,9	123,7	191,2	260,2	124,5	243,4	142,3
1974 Décembre	265,1	451,7	244,5	171,2	183,0	251,0	521,0	158,2	97,2	228,3	257,1	137,1	239,6	135,9
1975 Janvier	256,1	402,8	221,1	184,2	189,4	254,5	521,0	157,5	80,3	236,0	267,2	132,4	222,9	136,8
1975 Février	231,1	373,9	218,8	185,9	196,7	256,4	515,6	160,1	86,3	236,8	271,2	140,1	183,8	138,1
1975 Mars	227,2	316,2	188,6	208,2	207,3	256,8	515,8	166,1	117,9	236,8	252,2	142,9	183,2	140,8
1975 Avril	224,8	289,7	188,4	221,1	208,9	226,9	516,3	172,4	147,7	236,8	248,8	135,8	181,5	136,3
1975 Mai	212,3	230,3	169,9	212,1	212,6	227,6	519,4	177,3	171,0	236,8	251,6	135,6	199,5	129,7
1975 Juin	199,3	202,8	160,4	212,2	210,0	227,7	519,4	174,0	175,1	236,8	252,4	143,8	199,0	126,1

¹ Indices calculés sur base de prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels								Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indice général	animaux	végétaux	indice général	indigènes	importés	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi- produits	produits finis
1967	90,7	91,8	97,7	86,7	90,5	90,1	91,5	92,1	82,9	93,7	96,6	91,6	91,4	89,0	90,9
1968	90,9	90,8	100,2	82,8	91,0	91,2	90,2	92,0	83,3	95,0	96,6	93,7	91,1	90,4	91,4
1969	95,4	98,2	103,7	93,4	94,8	94,3	94,9	93,8	89,0	96,4	98,3	96,2	93,7	96,7	94,2
1970	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971 ¹	99,4	95,7	102,2	90,1	100,4	101,9	97,6	103,8	97,5	103,9	98,5	105,1	101,6	98,4	101,1
1972	103,4	101,1	111,2	92,6	104,1	106,1	99,2	104,6	99,0	113,1	102,0	109,0	105,1	102,7	104,6
1973	116,2	121,8	125,2	118,8	114,9	113,8	117,3	108,1	107,5	132,1	106,0	113,6	123,8	117,6	108,1
1974	135,6	127,6	124,5	130,6	137,9	136,8	146,9	152,4	134,2	147,8	121,2	126,2	146,4	147,9	126,8
1973 2 ^e trimestre ...	114,4	123,7	125,0	122,4	112,3	111,2	112,4	106,6	104,4	126,2	104,8	112,3	120,3	113,7	106,7
3 ^e trimestre ...	117,9	124,9	129,4	120,8	116,3	115,0	119,5	108,2	108,1	134,3	105,4	115,1	126,6	119,0	108,7
4 ^e trimestre ...	121,3	124,1	128,1	120,6	120,7	118,6	127,1	112,0	114,6	140,6	108,8	115,7	131,7	126,8	110,6
1974 1 ^{er} trimestre ...	131,8	129,8	128,6	130,9	132,5	129,0	145,2	134,3	125,0	154,6	116,2	118,7	147,7	143,6	117,2
2 ^e trimestre ...	136,3	127,0	122,8	131,0	138,9	135,5	153,2	149,8	138,0	150,6	118,9	125,6	147,2	153,1	125,5
3 ^e trimestre ...	137,0	124,5	119,7	129,3	140,5	140,8	146,9	160,9	137,6	145,8	122,3	129,1	147,7	148,8	131,0
4 ^e trimestre ...	137,4	129,2	127,1	131,2	139,7	141,9	142,4	164,6	136,3	140,2	127,2	131,5	143,1	145,9	133,6
1975 1 ^{er} trimestre ...	135,7	124,0	136,9	113,1	139,0	142,1	138,9	169,9	132,0	136,0	129,5	134,4	141,7	143,2	134,6
2 ^e trimestre ...	135,4	126,1	142,6	112,4	138,0	141,7	136,4	168,5	129,0	135,2	130,8	135,3	140,1	140,2	135,2
1974 Juin	136,3	126,3	118,4	134,0	139,2	137,1	149,9	151,8	138,2	148,8	121,1	126,4	143,9	153,1	127,7
Juillet	136,4	124,1	114,4	133,8	139,8	139,4	147,3	158,9	136,1	146,9	121,4	126,4	147,7	149,4	129,2
Août	136,6	121,0	116,5	125,4	141,0	141,2	147,5	161,2	138,4	146,2	122,4	130,1	148,3	148,9	131,7
Septembre ...	138,1	128,5	128,2	128,8	140,7	142,0	145,8	162,5	138,2	144,4	123,2	130,7	147,2	148,2	132,1
Octobre	137,9	130,3	124,9	135,6	140,0	141,8	144,1	164,7	136,8	141,5	125,8	130,7	144,9	146,0	133,2
Novembre ...	137,6	129,9	126,6	133,0	139,8	142,0	142,7	165,1	136,4	140,8	127,3	131,5	142,9	146,5	133,5
Décembre ...	136,7	127,4	129,8	125,1	139,3	142,0	140,5	164,1	135,8	138,4	128,6	132,2	141,6	145,3	134,1
1975 Janvier	136,3	125,1	134,7	116,9	139,4	142,9	139,1	168,5	134,7	137,0	128,9	133,9	142,6	144,7	134,1
Février	135,3	122,3	135,3	111,3	139,0	141,7	139,2	170,5	131,8	136,1	129,2	133,9	141,9	143,0	134,6
Mars	135,5	124,5	140,6	111,1	138,6	141,6	138,3	170,8	129,6	134,8	130,4	135,3	140,7	141,8	135,1
Avril	135,9	126,1	142,0	112,9	138,6	141,2	138,9	170,2	130,0	135,3	129,5	135,3	141,1	141,1	135,3
Mai	135,5	126,3	143,5	112,3	138,0	141,8	137,2	168,0	129,2	135,4	131,5	135,3	140,6	140,0	135,2
Juin	134,8	125,8	142,4	112,1	137,4	142,0	133,3	167,2	127,8	134,8	131,4	135,3	138,7	139,5	135,1

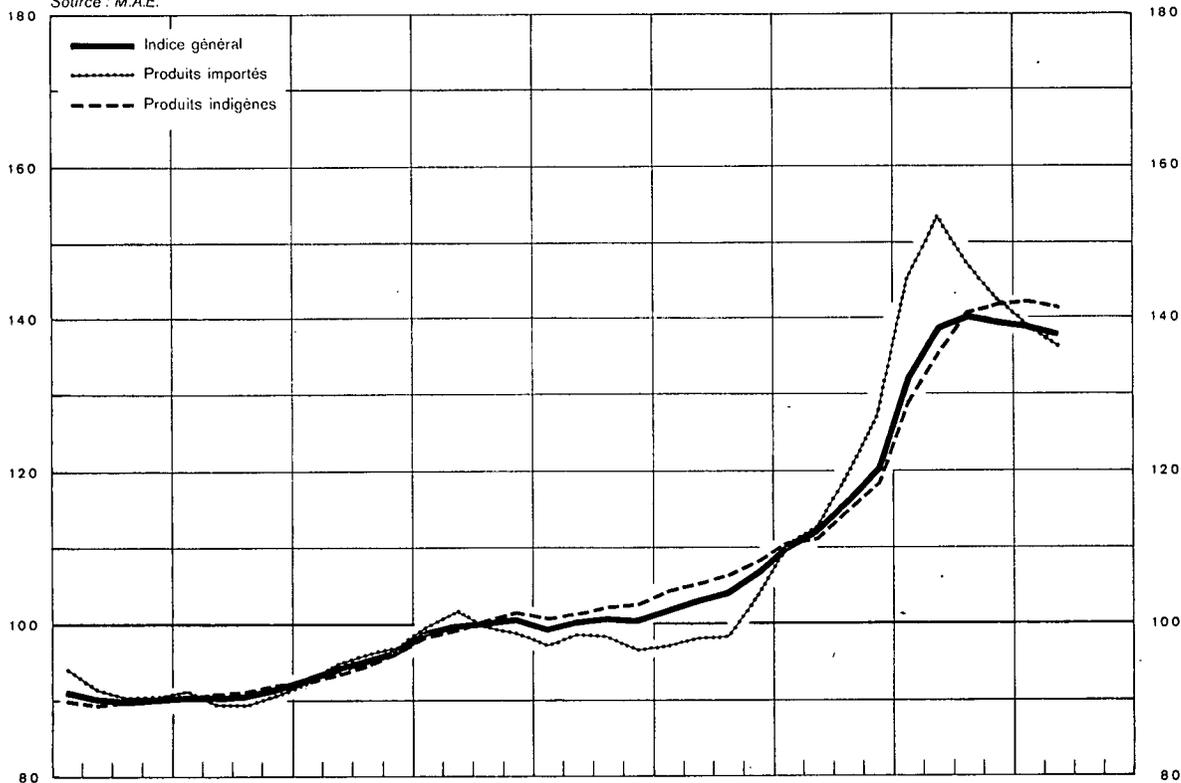
¹ Nouvelle série. Les nouveaux indices sont calculés en partant de prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée; les anciens prix comprenaient certaines taxes de transmission.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1970 = 100

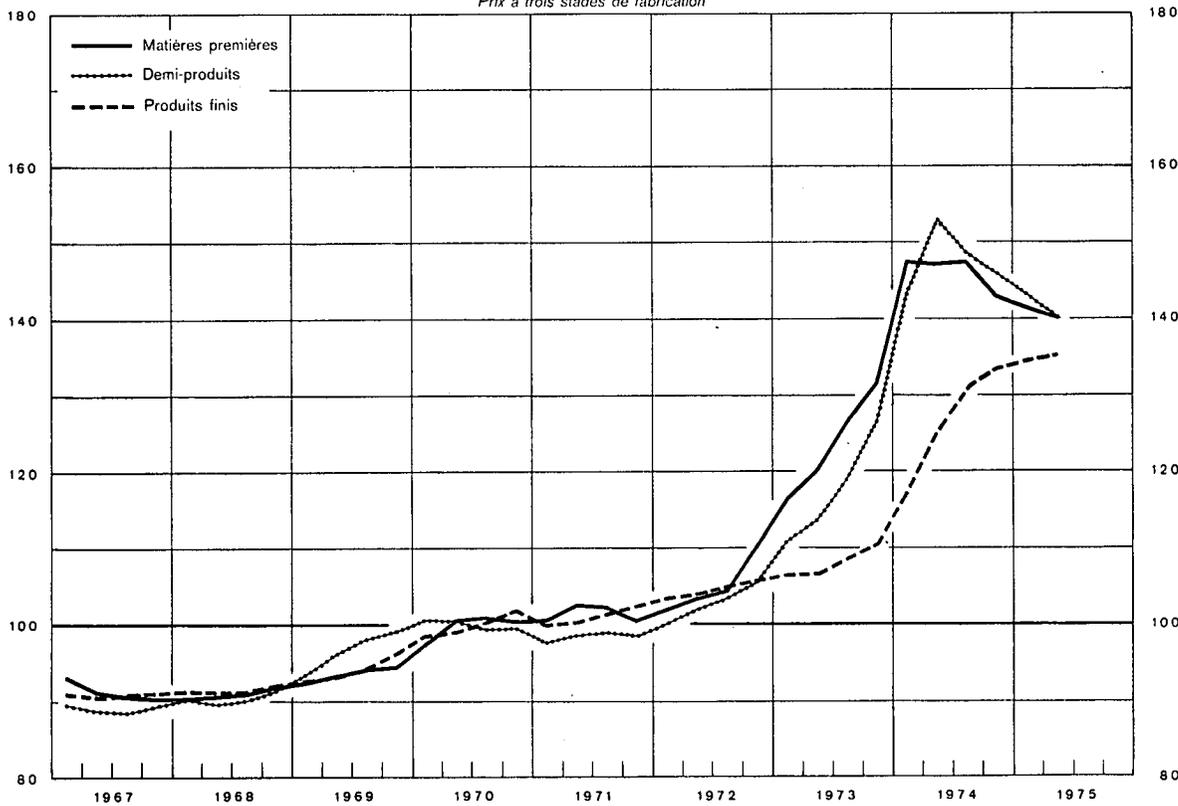
PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

Source : M.A.E.



PRODUITS INDUSTRIELS INDIGENES ET IMPORTES

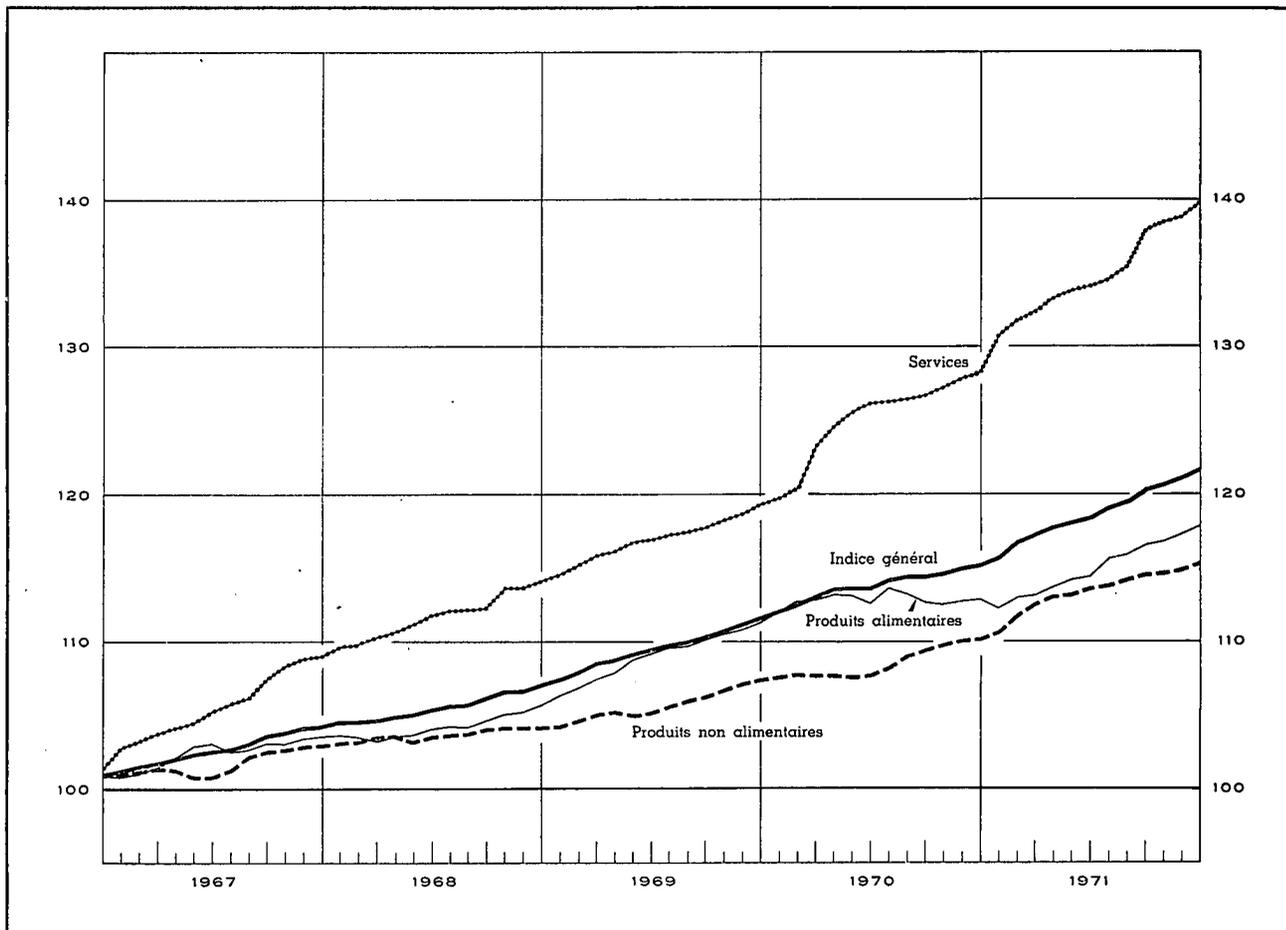
Prix à trois stades de fabrication



VII - 4a. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1966 = 100 *

Source : M.A.E.



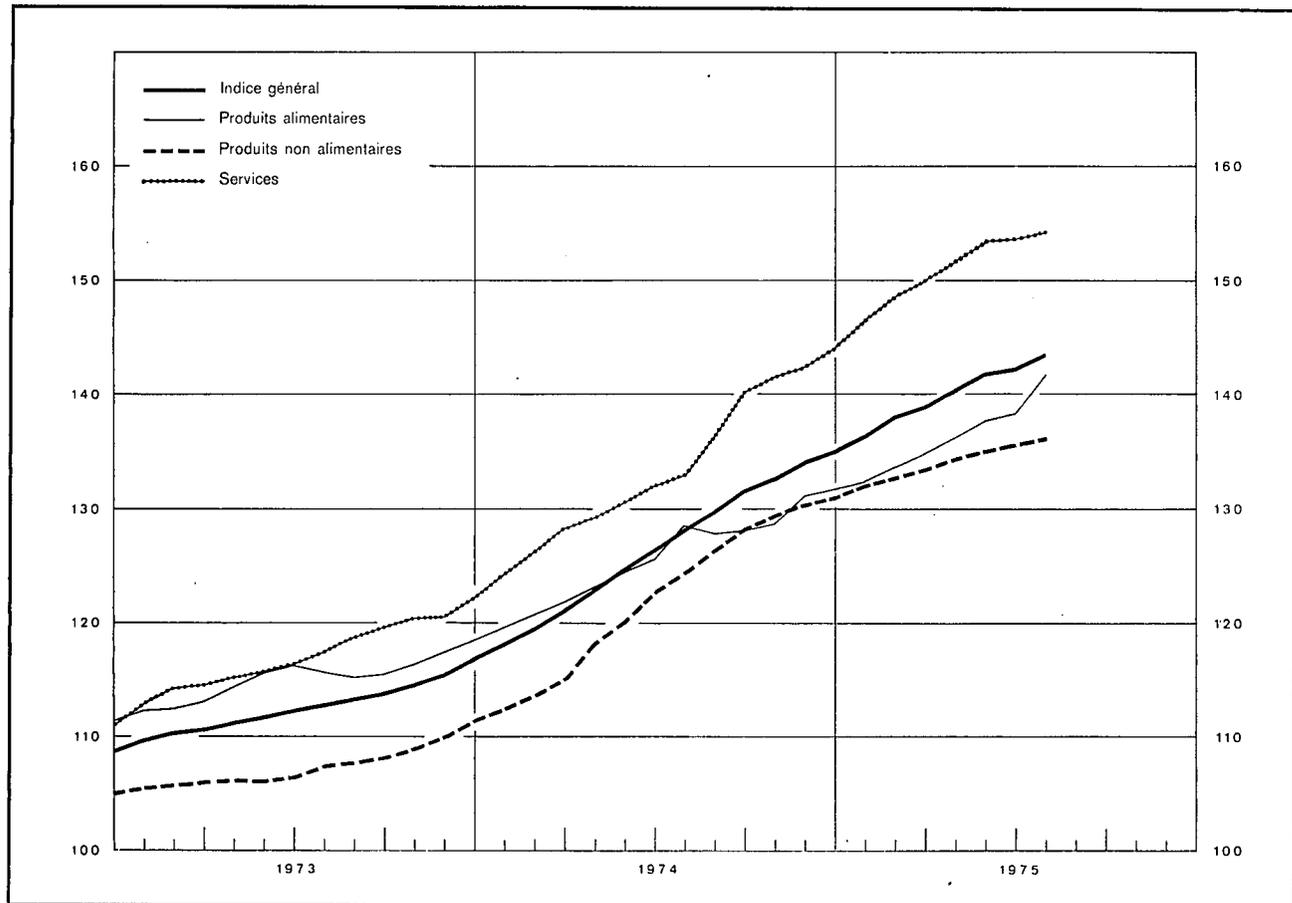
Moyennes mensuelles	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services
1966	100,00	100,00	100,00	100,00
1967	102,91	102,52	101,84	105,83
1968	105,69	104,28	103,81	111,79
1969	109,65	109,10	105,81	116,97
1970	113,94	112,90	108,64	125,17
1971	118,89	115,05	113,56	135,04

* Pour convertir l'indice général base 1966 = 100 en indice base 1971 = 100 il suffit de multiplier le chiffre par le coefficient 0,8411.

VII - 4b. — INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

Base 1971 = 100 *

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général		Produits alimentaires		Produits non alimentaires		Services	
	1974	1975	1974	1975	1974	1975	1974	1975
1971	100,00		100,00		100,00		100,00	
1972 ¹	105,45		106,60		102,80		107,61	
1973	112,78		115,15		107,58		117,28	
1974	127,08		125,94		122,69		134,02	
1 ^{er} trimestre	119,65	137,92	120,73	133,65	113,72	132,82	126,25	148,49
2 ^e trimestre	124,68	141,55	124,39	137,35	120,41	135,11	130,61	152,76
3 ^e trimestre	129,95		128,11		126,36		136,54	
4 ^e trimestre	134,04		130,55		130,27		142,70	
Janvier	118,13	136,59	119,67	132,31	112,49	132,13	124,17	146,75
Février	119,66	138,13	120,72	133,74	113,65	132,89	126,24	148,72
Mars	121,16	139,04	121,79	134,89	115,02	133,43	128,34	149,99
Avril	122,89	140,59	123,01	136,18	118,31	134,50	129,19	151,63
Mai	124,69	141,77	124,60	137,62	120,10	135,08	130,62	153,27
Juin	126,47	142,28	125,55	138,26	122,81	135,74	132,01	153,38
Juillet	128,27	143,65	128,38	141,82	124,49	136,12	132,95	154,31
Août	129,91		127,91		126,49		136,45	
Septembre	131,67		128,05		128,10		140,22	
Octobre	132,79		128,67		129,39		141,62	
Novembre	134,19		131,23		130,37		142,47	
Décembre	135,13		131,75		131,06		144,00	

* Pour convertir l'indice général base 1971 = 100 en indice base 1960 = 100, il suffit de multiplier ce chiffre par le coefficient 1,1889.

¹ A partir de mars 1972, la pondération des différentes composantes de l'indice a été adaptée aux changements survenus dans la structure des

Références bibliographiques : *Monteur belge*. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Service mensuel de Corioncture de Louvain*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*.

dépenses de consommation des ménages. La pondération des produits alimentaires est ramenée de 41,55 p.c. à 30 p.c., celle des produits non alimentaires passe de 37,02 p.c. à 40 p.c. et celle des services de 21,43 p.c. à 30 p.c.

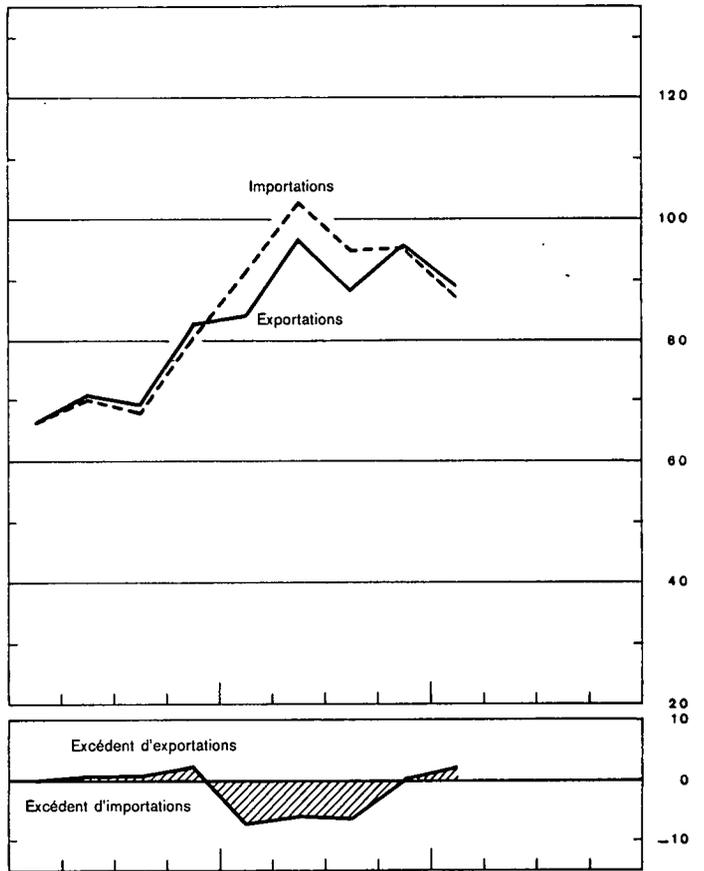
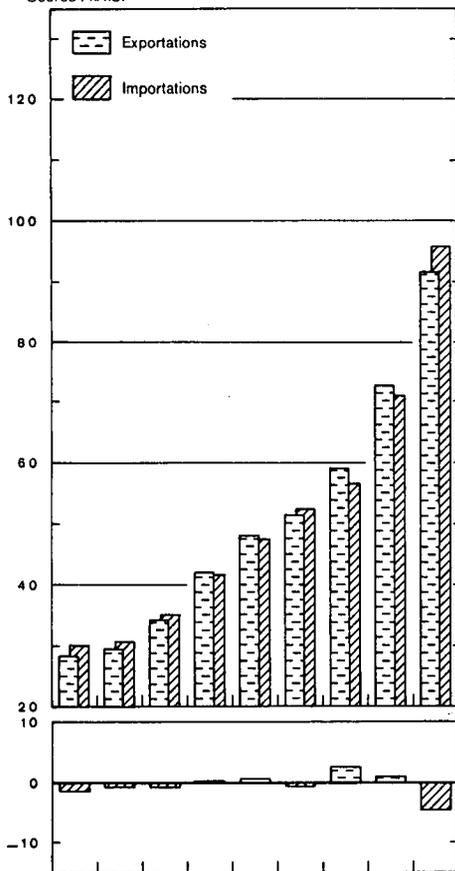
— *Statistiques Economiques belges 1960-1970*. — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*.

VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

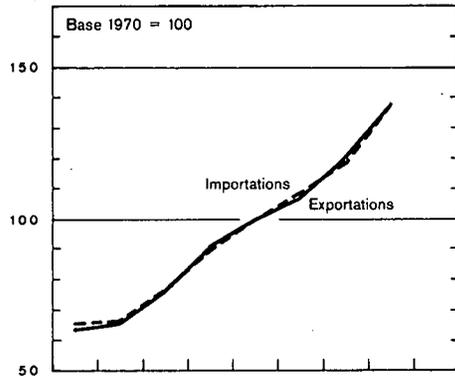
IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Moyennes mensuelles en milliards de francs

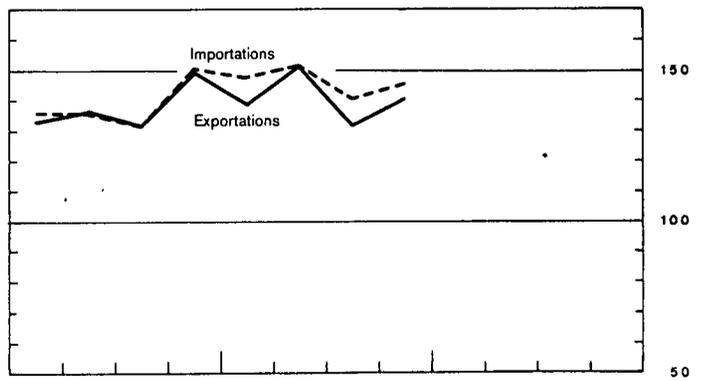
Source : I.N.S.



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

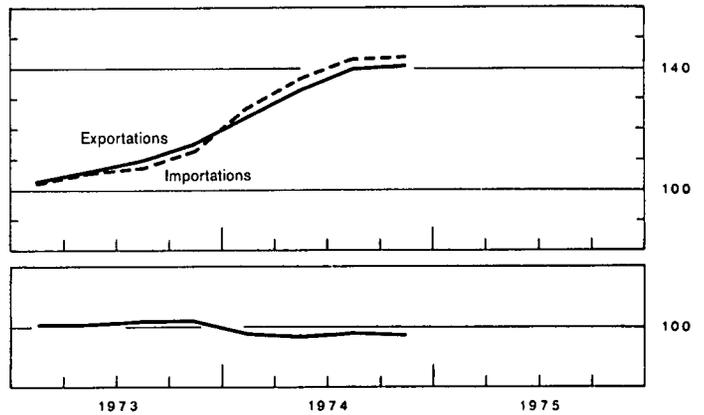
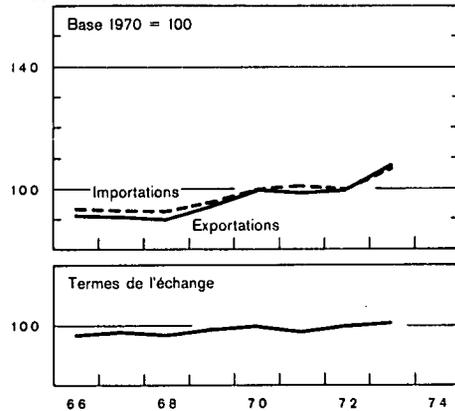


INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE

Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.



66

68

70

72

74

1973

1974

1975

VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1970 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ¹
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1967	30,4	29,5	- 0,9	97	66,7	65,8	93,1	91,2	98,0
1968	35,0	34,0	- 1,0	97	77,2	76,9	93,0	90,4	97,2
1969	41,8	42,0	+ 0,2	101	89,9	91,2	95,6	94,7	99,1
1970	47,6	48,3	+ 0,7	102	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1971	52,4	51,7	- 0,7	99	108,8	107,2	101,2	99,6	98,4
1972	56,8	59,2	+ 2,4	104	118,8	120,7	100,1	100,2	100,1
1973	71,3	72,5	+ 1,2	102	138,4	137,8	107,1	108,3	101,1
1974	96,2	91,4	- 4,8	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1973 1 ^{er} trimestre	66,4	66,4	...	100	136,4	133,4	102,4	102,7	100,3
2 ^e trimestre	70,2	71,3	+ 1,1	102	135,8	137,0	105,6	106,0	100,4
3 ^e trimestre	68,1	69,2	+ 1,1	102	132,1	131,8	107,4	109,8	102,2
4 ^e trimestre	80,7	83,1	+ 2,4	103	151,0	149,9	113,0	115,6	102,3
1974 1 ^{er} trimestre	91,4	84,3	- 7,1	92	147,8	138,9	127,4	125,0	98,1
2 ^e trimestre	103,0	97,1	- 5,9	94	152,2	151,9	136,9	133,2	97,3
3 ^e trimestre	94,9	88,6	- 6,3	93	141,4	132,2	142,7	139,9	98,0
4 ^e trimestre	95,4	95,7	+ 0,3	100	145,7	141,2	144,0	140,7	97,7
1975 1 ^{er} trimestre	87,3	89,2	+ 1,9	102	128,9	131,7	142,0	141,7	99,8
1974 5 premiers mois	96,6	90,3	- 6,3	94					
6 premiers mois	97,2	90,7	- 6,5	93	150,0	145,4	132,2	129,1	97,7
7 premiers mois	97,2	91,7	- 5,5	94					
8 premiers mois	96,3	89,7	- 6,6	93					
9 premiers mois	96,4	90,0	- 6,4	93	147,1	141,0	135,7	132,7	97,8
10 premiers mois	97,4	91,5	- 5,9	94					
11 premiers mois	96,9	91,5	- 5,4	95					
12 mois	96,2	91,4	- 4,8	95	146,8	140,7	136,9	134,7	98,4
1975 1 ^{er} mois	88,4	91,4	+ 3,0	103					
2 premiers mois	86,8	89,4	+ 2,6	103					
3 premiers mois	87,3	89,2	+ 1,9	102	128,9	131,7	142,0	141,7	99,8
4 premiers mois	89,1	89,5	+ 0,4	101					
5 premiers mois	88,7	88,1	- 0,6	99					

¹ Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques. Ils ne tiennent pas compte des corrections tardives apportées par l'I.N.S.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1967	7,53	4,24	3,85	2,45	2,63	1,54	1,54	0,68	0,87	0,67	0,53	0,67	0,29	0,19	0,18	0,14	0,11	0,13	0,08	0,07	0,91	29,30
1968	8,58	4,78	4,35	3,17	3,22	1,75	1,73	0,95	0,98	0,81	0,63	0,75	0,31	0,23	0,19	0,16	0,15	0,11	0,08	0,07	1,02	34,02
1969	10,97	5,96	5,22	4,02	3,83	2,13	1,93	1,27	1,25	1,08	0,81	0,80	0,41	0,29	0,21	0,17	0,13	0,11	0,10	0,07	1,18	41,94
1970	13,24	7,12	5,48	4,90	4,29	2,56	1,83	1,14	1,50	1,23	0,91	0,93	0,41	0,34	0,23	0,20	0,13	0,15	0,11	0,08	1,59	48,37
1971	15,40	6,64	6,05	5,68	3,18	2,95	1,93	1,22	1,72	1,33	1,16	0,91	0,44	0,40	0,24	0,23	0,14	0,13	0,13	0,10	1,53	51,51
1972	16,95	7,66	6,91	6,73	3,25	3,56	2,47	1,59	2,10	1,50	1,42	1,08	0,53	0,43	0,27	0,26	0,18	0,12	0,16	0,10	1,72	58,99
1973	19,60	9,95	8,14	8,68	4,82	4,33	2,97	1,95	2,57	1,84	1,77	1,18	0,59	0,58	0,31	0,32	0,27	0,11	0,19	0,11	2,24	72,52
1974	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1973 1 ^{er} trimestre	18,89	8,92	7,93	8,00	3,34	3,75	2,59	1,59	2,18	1,73	1,69	1,16	0,60	0,48	0,28	0,28	0,22	0,10	0,18	0,09	2,12	66,12
2 ^e trimestre	19,34	9,00	8,09	8,31	4,57	4,12	3,23	1,96	2,59	1,82	1,80	1,17	0,58	0,59	0,32	0,37	0,28	0,11	0,20	0,10	2,24	70,79
3 ^e trimestre	18,02	10,13	7,41	8,43	5,06	4,09	2,65	2,13	2,54	1,67	1,58	1,13	0,55	0,51	0,32	0,31	0,28	0,10	0,19	0,12	2,21	69,43
4 ^e trimestre	22,13	11,75	9,11	9,98	6,31	5,37	3,41	2,11	2,95	2,13	2,02	1,28	0,62	0,72	0,34	0,33	0,30	0,14	0,20	0,13	2,37	83,73
1974 1 ^{er} trimestre	20,87	11,76	9,43	12,00	6,46	4,61	3,13	1,77	3,14	2,16	1,91	1,24	0,63	0,68	0,33	0,32	0,33	0,12	0,20	0,13	3,04	84,26
2 ^e trimestre	24,68	14,85	9,96	14,59	8,09	4,42	3,08	2,23	3,40	2,62	2,12	1,24	0,68	0,87	0,41	0,37	0,31	0,12	0,23	0,13	3,20	97,60
3 ^e trimestre	20,59	14,32	7,96	13,76	6,00	4,56	2,96	4,00	3,23	1,81	1,71	1,21	0,55	0,73	0,38	0,32	0,35	0,14	0,22	0,16	3,43	88,40
4 ^e trimestre	24,54	16,15	9,44	12,91	5,53	4,75	2,85	3,52	3,35	2,49	1,98	1,20	0,64	0,90	0,40	0,35	0,36	0,24	0,21	0,12	3,57	95,49
1975 1 ^{er} trimestre	24,25	13,46	8,93	12,13	4,04	5,17	2,81	3,15	3,57	2,07	1,86	1,07	0,54	0,88	0,36	0,32	0,38	0,22	0,20	0,12	3,57	89,11
1974 5 premiers mois	22,53	13,22	9,76	13,21	7,19	4,49	3,26	1,80	3,28	2,37	2,02	1,26	0,65	0,77	0,37	0,35	0,33	0,12	0,21	0,14	3,17	90,51
6 premiers mois	22,78	13,31	9,69	13,30	7,27	4,52	3,10	2,00	3,27	2,39	2,01	1,24	0,65	0,78	0,37	0,35	0,32	0,12	0,21	0,13	3,12	90,93
7 premiers mois	22,93	13,65	9,52	13,50	7,28	4,53	3,21	2,15	3,25	2,41	2,01	1,25	0,63	0,77	0,38	0,34	0,32	0,12	0,21	0,14	3,16	91,79
8 premiers mois	21,96	13,50	9,18	13,44	7,01	4,54	3,09	2,48	3,22	2,18	1,91	1,22	0,62	0,76	0,37	0,34	0,32	0,12	0,21	0,14	3,22	89,82
9 premiers mois	22,05	13,64	9,12	13,45	6,85	4,53	3,06	2,67	3,25	2,20	1,91	1,23	0,62	0,76	0,37	0,34	0,33	0,13	0,21	0,14	3,22	90,09
10 premiers mois	22,39	14,02	9,27	13,59	6,84	4,61	3,05	2,91	3,26	2,26	1,93	1,23	0,63	0,79	0,38	0,34	0,33	0,13	0,22	0,14	3,31	91,56
11 premiers mois	22,41	14,20	9,24	13,47	6,69	4,59	3,03	2,88	3,26	2,26	1,91	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,14	0,21	0,14	3,30	91,44
12 mois	22,67	14,27	9,20	13,32	6,52	4,58	3,01	2,88	3,28	2,27	1,93	1,22	0,63	0,80	0,38	0,34	0,34	0,15	0,21	0,14	3,31	91,44
1975 1 ^{er} mois	21,52	13,57	8,56	13,14	4,40	5,12	2,88	3,84	3,46	2,11	1,61	1,07	0,52	0,84	0,36	0,30	0,33	0,25	0,19	0,11	4,32	88,43
2 premiers mois	23,01	14,19	8,68	12,27	4,31	5,32	2,63	3,55	3,61	2,08	1,75	1,07	0,53	0,87	0,36	0,31	0,39	0,23	0,19	0,11	3,86	89,31
3 premiers mois	24,25	13,46	8,93	12,13	4,04	5,17	2,81	3,15	3,57	2,07	1,86	1,07	0,54	0,88	0,36	0,32	0,38	0,22	0,20	0,12	3,57	89,11
4 premiers mois	24,96	13,07	9,00	12,19	4,05	5,07	2,44	3,38	3,65	2,06	1,91	1,05	0,55	0,91	0,37	0,33	0,40	0,22	0,21	0,12	3,60	89,54
5 premiers mois	24,68	12,52	8,69	12,03	4,01	4,98	2,85	3,38	3,49	2,02	1,88	1,02	0,54	0,90	0,37	0,33	0,37	0,21	0,21	0,11	3,54	88,13

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale. Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers ¹	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables				durables		
													combustibles		produits chimiques	produits métalliques	autres produits		alimentaires					autres	
													liquides	autres					produits animaux						produits végétaux
1967	19,32	6,56	1,56	2,17	1,40	0,39	0,22	0,33	0,18	0,50	0,12	1,23	0,47	0,83	1,50	0,62	1,24	6,43	0,96	1,38	0,59	3,50	4,12	0,03	29,90
1968	23,12	8,18	1,80	2,23	1,90	0,40	0,24	0,35	0,15	0,54	0,16	1,71	0,56	1,00	1,83	0,60	1,47	7,23	1,03	1,42	0,71	4,07	4,28	0,09	34,72
1969	27,94	10,15	2,03	2,54	2,41	0,52	0,30	0,43	0,17	0,68	0,24	2,01	0,47	1,19	2,20	0,78	1,82	8,53	1,15	1,60	0,85	4,93	5,10	0,05	41,62
1970	31,15	11,99	1,93	3,11	1,60	0,51	0,28	0,51	0,18	0,82	0,28	2,20	0,56	1,50	2,53	1,00	2,15	9,42	1,32	1,75	0,97	5,38	6,71	0,06	47,34
1971	33,39	11,60	2,01	3,29	2,07	0,50	0,30	0,55	0,19	1,02	0,33	2,65	0,84	1,42	2,97	1,25	2,40	11,19	1,51	2,14	1,11	6,43	7,59	0,07	52,24
1972	36,02	12,25	2,22	3,37	2,33	0,64	0,34	0,55	0,20	1,08	0,31	3,37	0,72	1,59	3,33	1,14	2,58	13,25	1,85	2,32	1,32	7,76	7,91	0,06	57,24
1973	44,95	15,69	2,83	4,33	3,29	0,95	0,40	0,72	0,22	1,41	0,39	3,08	0,99	1,99	4,14	1,35	3,17	16,33	2,33	2,78	1,49	9,73	9,50	0,28	71,06
1974	64,23	19,07	3,01	5,76	3,37	1,13	0,42	1,14	0,25	2,03	0,60	7,46	2,81	3,28	7,16	1,89	4,85	19,26	2,39	3,13	1,97	11,77	11,98	0,72	96,19
1973 1 ^{er} trimestre ..	42,13	14,49	2,84	4,16	2,85	0,78	0,49	0,69	0,22	1,21	0,37	2,97	1,00	1,95	3,94	1,26	2,91	15,46	1,86	2,62	1,38	9,60	9,03	0,25	66,87
2 ^e trimestre ..	42,85	14,97	3,07	3,68	3,47	0,90	0,46	0,73	0,22	1,40	0,37	2,64	0,84	1,84	3,81	1,32	3,13	15,99	2,52	2,77	1,44	9,26	9,20	0,27	68,31
3 ^e trimestre ..	42,87	14,76	2,43	4,62	3,30	0,94	0,31	0,70	0,19	1,40	0,34	3,21	0,66	1,78	3,95	1,27	3,01	15,70	2,50	2,58	1,35	9,27	8,86	0,27	67,70
4 ^e trimestre ..	51,93	18,56	2,99	4,89	3,53	1,16	0,36	0,76	0,25	1,61	0,47	3,49	1,44	2,40	4,85	1,53	3,64	18,15	2,45	3,13	1,78	10,79	10,91	0,34	81,33
1974 1 ^{er} trimestre ..	58,03	18,02	3,52	5,87	3,18	1,33	0,50	1,04	0,26	1,77	0,53	5,68	1,00	2,74	6,31	1,81	4,47	19,51	2,49	2,98	1,93	12,11	11,41	0,77	89,72
2 ^e trimestre ..	69,34	21,82	3,53	5,51	4,98	1,31	0,48	1,08	0,24	2,17	0,62	6,04	3,45	2,97	8,12	1,98	5,04	19,34	2,50	3,11	1,93	11,80	12,91	0,66	102,25
3 ^e trimestre ..	64,42	17,56	2,63	5,31	2,74	0,96	0,33	1,23	0,24	2,05	0,62	9,49	3,52	3,69	7,54	1,82	4,69	18,46	2,17	3,13	1,80	11,36	11,06	0,70	94,64
4 ^e trimestre ..	65,12	18,91	2,37	6,35	2,60	0,92	0,35	1,23	0,27	2,12	0,63	8,63	3,27	3,72	6,68	1,94	5,13	19,73	2,39	3,54	2,00	11,80	12,55	0,76	98,16
1975 1 ^{er} trimestre ..	54,11	16,11	2,49	5,94	2,58	0,84	0,41	1,03	0,27	1,83	0,53	5,70	1,44	3,54	5,10	1,93	4,37	20,14	2,49	3,10	2,00	12,55	11,44	1,26	86,95

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES °

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1973				1974				1975
									1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	93,0	93,0	95,5	100,0	100,7	97,5	106,0	148,4	99,7	104,4	106,4	112,7	135,2	149,2	156,2	157,4	150,9
Biens de consommation	94,9	93,8	96,6	100,0	101,7	104,3	109,4	120,9	108,0	108,0	109,7	113,7	116,3	118,6	122,0	127,1	127,8
Biens d'équipement	92,2	92,0	96,1	100,0	104,3	107,0	110,4	118,0	107,2	109,7	110,6	115,3	116,6	116,9	120,3	121,2	125,8
Ensemble ...	93,1	93,0	95,6	100,0	101,2	100,1	107,1	136,9	102,4	105,6	107,4	113,0	127,4	136,9	142,7	144,0	142,0
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	76,9	75,7	83,4	100,0	95,4	94,2	109,2	149,8	97,9	104,7	112,9	121,6	132,0	144,9	156,5	165,1	158,3
Fabrications métalliques	92,0	91,1	94,0	100,0	103,1	105,4	109,6	124,3	106,1	108,2	110,9	114,5	118,8	121,9	126,9	130,5	137,2
Métaux non ferreux	79,4	85,2	93,9	100,0	79,9	75,6	93,7	129,6	78,5	86,6	97,1	108,4	125,5	144,3	129,0	116,8	97,6
Textiles	104,2	99,4	100,8	100,0	98,5	101,7	108,6	126,7	105,0	106,8	109,7	112,2	119,8	127,6	129,2	131,2	129,6
Produits chimiques	100,0	98,9	99,6	100,0	98,7	97,9	101,7	141,2	99,6	101,5	101,5	107,6	129,8	141,5	148,1	144,7	149,8
Industrie houillère	56,0	60,0	67,2	100,0	89,8	80,8	79,8	118,8	79,0	79,2	72,2	87,3	95,7	111,0	114,0	144,3	163,2
Industrie pétrolière	106,6	107,1	103,2	100,0	111,6	107,6	118,6	218,8	110,6	113,3	120,5	128,8	158,3	184,8	256,4	244,9	225,1
Verres et glaces	110,0	107,4	106,6	100,0	99,6	97,3	101,9	110,1	100,5	100,6	102,7	105,8	105,8	108,0	112,3	115,4	137,5
Produits agricoles	96,0	94,8	104,6	100,0	105,3	111,0	120,7	126,0	113,6	120,2	117,3	127,1	128,5	125,9	121,7	126,9	130,4
Ciments	103,3	100,9	92,9	100,0	112,9	119,6	124,7	155,5	123,5	127,3	126,1	131,8	140,3	150,5	167,8	166,5	158,3
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	96,1	100,6	98,4	100,0	100,1	102,1	105,7	117,9	103,5	104,6	105,2	109,8	111,2	111,0	119,2	125,3	129,6
Carrières	90,8	91,7	95,8	100,0	104,6	107,1	111,1	124,8	109,9	112,8	111,1	112,6	117,0	121,2	128,1	132,7	131,5
Céramiques	92,1	94,6	93,6	100,0	110,6	117,7	127,6	150,1	120,1	125,6	131,8	133,1	140,2	148,5	157,5	160,8	171,9
Bois et meubles	96,8	93,8	95,5	100,0	99,6	103,0	110,8	128,1	106,4	108,0	111,5	117,1	120,8	126,9	131,2	134,0	134,4
Peaux, cuirs et chaussures ...	97,3	92,8	103,4	100,0	96,1	106,4	119,1	116,0	112,4	114,0	122,5	111,6	107,3	117,8	126,6	116,7	118,1
Papier et livres	98,2	94,7	96,6	100,0	102,2	99,9	104,8	137,7	102,6	102,8	102,9	110,2	117,0	131,1	147,9	152,7	152,3
Tabacs manufacturés	89,7	100,5	97,9	100,0	94,5	111,6	140,6	137,4	135,6	148,5	150,0	130,8	133,1	134,4	143,1	138,9	145,1
Caoutchouc	101,5	101,7	98,4	100,0	103,3	107,0	112,8	133,9	105,9	111,4	112,5	117,5	123,5	133,1	138,4	140,4	144,3
Industries alimentaires	95,1	92,3	96,2	100,0	105,1	103,7	114,6	136,4	106,2	108,8	117,6	125,2	126,5	133,2	137,5	148,1	150,9
Divers	69,6	73,3	85,6	100,0	127,5	119,3	129,2	163,6	132,2	125,9	125,1	133,1	161,2	154,4	185,1	178,8	197,3
Ensemble ...	91,2	90,4	94,7	100,0	99,6	100,2	108,3	134,7	102,7	106,0	109,8	115,6	125,0	133,2	139,9	140,7	141,7
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ¹																	
Ensemble ...	98,0	97,2	99,1	100,0	98,4	100,1	101,1	98,4	100,3	100,4	102,2	102,3	98,1	97,3	98,0	97,7	99,8

¹ Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME *

Base 1970 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1973				1974				1975
									1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	65,6	77,5	90,4	100,0	105,4	114,5	132,7	136,9	132,6	127,8	125,8	145,4	136,2	142,3	132,7	133,9	114,7
Biens de consommation	71,5	81,0	93,5	100,0	116,7	134,6	157,8	168,5	152,6	157,8	153,6	169,5	179,3	173,1	162,1	166,3	168,8
Biens d'équipement	63,5	67,9	79,6	100,0	111,0	113,2	133,8	158,7	127,6	136,9	126,7	147,2	153,5	165,5	148,3	168,5	141,1
Ensemble ...	66,7	77,2	89,9	100,0	108,8	118,8	138,4	146,8	136,4	135,8	132,1	151,0	147,8	152,2	141,4	145,7	128,9
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	77,5	88,7	100,5	100,0	97,8	114,1	127,8	133,6	127,7	119,5	124,3	133,8	124,6	143,5	128,6	137,3	119,0
Fabrications métalliques	62,2	71,3	89,2	100,0	115,3	122,0	137,7	140,9	137,3	137,3	127,9	149,8	134,8	154,9	126,3	146,5	136,5
Métaux non ferreux	77,6	88,4	95,0	100,0	92,6	99,9	120,6	117,6	99,2	124,5	121,4	136,6	120,5	130,4	108,8	110,2	102,3
Textiles	67,4	79,8	94,5	100,0	112,2	123,8	134,3	130,1	138,4	138,0	123,6	148,6	141,3	140,9	110,8	128,7	129,6
Produits chimiques	52,6	68,1	85,2	100,0	116,3	139,1	175,5	190,1	163,7	162,7	170,5	186,7	187,3	208,8	188,1	175,7	164,4
Industrie houillère	154,2	122,3	111,8	100,0	97,4	95,4	93,1	85,4	85,9	92,4	90,6	108,0	80,3	70,8	80,6	114,7	90,4
Industrie pétrolière	56,3	78,1	108,4	100,0	95,8	130,1	144,4	114,2	126,3	152,2	155,7	143,9	97,8	105,6	133,4	126,5	121,3
Verres et glaces	65,9	75,6	80,9	100,0	97,6	118,9	120,1	115,3	124,5	122,9	119,3	136,7	121,7	118,8	111,3	107,8	95,7
Produits agricoles	62,7	72,2	79,8	100,0	109,4	123,9	139,6	141,4	132,4	134,7	138,6	167,3	146,7	137,8	148,4	150,9	130,4
Ciments	79,7	82,2	85,1	100,0	103,0	99,3	106,8	106,2	88,7	94,9	118,3	109,1	111,8	107,2	113,0	87,3	89,7
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	71,4	75,7	84,0	100,0	113,1	126,4	148,4	141,3	130,7	172,5	141,9	147,5	140,7	158,8	127,2	130,6	129,6
Carrières	84,9	91,2	94,1	100,0	99,8	109,3	118,4	127,9	106,1	117,6	120,2	126,1	119,9	142,1	125,7	125,6	118,2
Céramiques	72,5	77,4	93,8	100,0	105,2	122,0	131,8	125,2	129,2	139,7	124,9	131,9	125,2	136,7	121,5	114,4	98,3
Bois et meubles	60,1	74,3	93,6	100,0	127,9	152,1	176,3	166,1	174,5	182,7	156,4	190,3	173,7	184,4	143,7	163,8	134,4
Peaux, cuirs et chaussures ...	73,5	80,9	98,0	100,0	113,1	121,1	118,6	128,9	127,9	119,5	107,7	131,9	141,4	139,4	106,3	128,2	118,1
Papier et livres	55,2	69,7	90,9	100,0	105,2	122,1	142,4	144,7	137,2	143,7	131,7	156,8	147,7	161,9	135,6	143,1	152,3
Tabacs manufacturés	100,4	113,9	100,7	100,0	111,8	124,0	151,0	193,4	128,1	146,8	154,5	181,5	191,3	183,8	193,0	205,1	145,1
Caoutchouc	56,1	67,7	89,2	100,0	115,5	133,2	173,7	200,3	155,0	182,0	153,3	197,3	188,5	222,9	181,0	214,2	144,3
Industries alimentaires	60,7	70,8	86,4	100,0	109,1	135,1	150,8	163,2	137,1	165,5	149,4	160,1	168,6	174,5	160,0	154,0	150,9
Divers	75,5	78,5	78,6	100,0	76,0	88,8	105,9	120,0	98,4	116,1	100,0	111,9	109,9	128,8	119,7	122,6	197,3
Ensemble ...	65,8	76,9	91,2	100,0	107,2	120,7	137,8	140,7	133,4	137,0	131,8	149,9	138,9	151,9	132,2	141,2	141,7

* Voir N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	6,33	5,80	- 0,53	4,43	5,19	+ 0,76	4,50	6,29	+ 1,79
1968	7,21	7,12	- 0,09	5,30	6,31	+ 1,01	5,06	7,16	+ 2,10
1969	9,65	9,60	- 0,05	6,62	8,81	+ 2,19	5,94	8,12	+ 2,18
1970	11,05	11,91	+ 0,86	8,11	9,58	+ 1,47	6,92	9,37	+ 2,45
1971	13,18	13,08	- 0,10	9,28	10,24	+ 0,96	8,49	9,85	+ 1,36
1972	13,86	14,71	+ 0,85	11,08	12,03	+ 0,95	9,08	11,01	+ 1,93
1973	17,69	17,15	- 0,54	13,38	15,07	+ 1,69	11,48	12,94	+ 1,46
1974	21,37	19,65	- 1,72	16,63	18,29	+ 1,66	15,59	15,72	+ 0,13
1973 1 ^{er} trimestre	16,27	15,63	- 0,64	13,25	13,90	+ 0,65	11,30	12,13	+ 0,83
2 ^e trimestre	17,27	17,59	+ 0,32	13,12	14,81	+ 1,69	11,34	13,17	+ 1,83
3 ^e trimestre	16,63	16,54	- 0,09	12,14	13,72	+ 1,58	10,43	11,98	+ 1,55
4 ^e trimestre	20,60	18,85	- 1,75	15,02	17,80	+ 2,78	12,87	14,44	+ 1,57
1974 1 ^{er} trimestre	21,41	18,23	- 3,18	16,69	17,96	+ 1,27	13,67	14,32	+ 0,65
2 ^e trimestre	22,20	21,26	- 0,94	17,28	19,90	+ 2,62	17,27	16,60	- 0,67
3 ^e trimestre	20,51	19,17	- 1,34	15,25	17,14	+ 1,89	15,01	14,89	- 0,12
4 ^e trimestre	21,38	19,93	- 1,45	17,30	18,15	+ 0,85	16,39	17,06	+ 0,67
1975 1 ^{er} trimestre	19,97	19,10	- 0,87	15,94	16,01	+ 0,07	13,35	14,95	+ 1,60
1974 5 premiers mois	21,88	19,68	- 2,20	17,13	19,03	+ 1,90	15,18	15,27	+ 0,09
6 premiers mois	21,80	19,75	- 2,05	16,99	18,94	+ 1,95	15,47	15,46	- 0,01
7 premiers mois	21,68	19,86	- 1,82	16,88	19,12	+ 2,24	14,98	15,32	+ 0,34
8 premiers mois	21,38	19,52	- 1,86	16,46	18,35	+ 1,89	15,13	15,02	- 0,11
9 premiers mois	21,37	19,55	- 1,82	16,41	18,34	+ 1,93	15,32	15,27	- 0,05
10 premiers mois	21,65	19,76	- 1,89	16,73	18,46	+ 1,73	15,62	15,59	- 0,03
11 premiers mois	21,54	19,73	- 1,81	16,66	18,30	+ 1,64	15,30	15,64	+ 0,34
12 mois	21,37	19,65	- 1,72	16,63	18,29	+ 1,66	15,59	15,72	+ 0,13
1975 1 ^{er} mois	18,35	17,87	- 0,48	14,79	14,51	- 0,28	12,65	14,39	+ 1,74
2 premiers mois	19,27	18,84	- 0,43	15,61	15,80	+ 0,19	12,14	14,68	+ 2,54
3 premiers mois	19,97	19,10	- 0,87	15,94	16,01	+ 0,07	13,35	14,95	+ 1,60
4 premiers mois	20,55	19,47	- 1,08	16,34	16,20	- 0,14	13,84	15,29	+ 1,45
5 premiers mois	20,24	19,32	- 0,92	16,30	16,02	- 0,28	13,48	14,91	+ 1,43
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. 1		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	1,35	1,17	- 0,18	2,09	1,39	- 0,70	18,97	20,25	+ 1,28
1968	1,50	1,29	- 0,21	2,51	1,49	- 1,02	21,87	23,77	+ 1,90
1969	1,68	1,80	+ 0,12	2,90	1,69	- 1,21	27,09	30,61	+ 3,52
1970	1,77	2,27	+ 0,50	2,75	1,76	- 0,99	31,04	35,31	+ 4,27
1971	2,06	2,25	+ 0,19	3,22	1,84	- 1,38	36,63	37,89	+ 1,26
1972	2,37	2,70	+ 0,33	3,63	2,63	- 1,00	40,42	43,74	+ 3,32
1973	2,68	3,50	+ 0,82	4,65	3,36	- 1,29	50,20	53,02	+ 2,82
1974	3,61	4,11	+ 0,50	5,56	4,93	- 0,63	63,42	63,96	+ 0,54
1973 1 ^{er} trimestre	2,37	3,26	+ 0,89	4,24	2,84	- 1,40	47,68	48,68	+ 1,00
2 ^e trimestre	2,60	3,43	+ 0,83	5,09	3,38	- 1,71	49,71	53,35	+ 3,64
3 ^e trimestre	2,70	3,24	+ 0,54	4,26	3,38	- 0,88	46,48	49,76	+ 3,28
4 ^e trimestre	3,06	4,09	+ 1,03	5,05	3,82	- 1,23	56,94	60,25	+ 3,31
1974 1 ^{er} trimestre	3,38	4,25	+ 0,87	4,87	4,37	- 0,50	60,72	60,41	- 0,31
2 ^e trimestre	3,87	4,50	+ 0,63	6,89	4,85	- 2,04	68,13	68,42	+ 0,29
3 ^e trimestre	3,56	3,87	+ 0,31	5,18	4,80	- 0,38	60,10	61,17	+ 1,07
4 ^e trimestre	3,62	3,80	+ 0,18	5,29	5,70	+ 0,41	64,71	65,85	+ 1,14
1975 1 ^{er} trimestre	3,39	3,20	- 0,19	5,26	5,66	+ 0,40	58,63	60,25	+ 1,62
1974 5 premiers mois	3,64	4,44	+ 0,80	5,71	4,66	- 1,05	64,21	64,37	+ 0,16
6 premiers mois	3,63	4,38	+ 0,75	5,88	4,61	- 1,27	64,43	64,41	- 0,02
7 premiers mois	3,66	4,33	+ 0,67	5,84	4,70	- 1,14	63,68	64,63	+ 0,95
8 premiers mois	3,62	4,23	+ 0,61	5,61	4,69	- 0,92	62,84	63,12	+ 0,29
9 premiers mois	3,60	4,21	+ 0,61	5,64	4,67	- 0,97	62,99	63,33	+ 0,34
10 premiers mois	3,62	4,24	+ 0,62	5,69	4,85	- 0,84	63,96	64,22	+ 0,26
11 premiers mois	3,63	4,16	+ 0,53	5,66	4,88	- 0,78	63,45	64,01	+ 0,56
12 mois	3,61	4,11	+ 0,50	5,56	4,93	- 0,63	63,42	63,96	+ 0,54
1975 1 ^{er} mois	3,01	3,06	+ 0,05	5,34	5,92	+ 0,58	54,85	57,20	+ 2,35
2 premiers mois	3,32	3,04	- 0,28	5,48	5,91	+ 0,43	56,68	59,64	+ 3,06
3 premiers mois	3,39	3,20	- 0,19	5,26	5,66	+ 0,40	58,63	60,25	+ 1,62
4 premiers mois	3,51	3,22	- 0,29	5,33	5,47	+ 0,14	60,27	60,98	+ 0,71
5 premiers mois	3,42	3,17	- 0,25	5,67	5,57	- 0,10	59,71	60,25	+ 0,54

1 République fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Total métrop. européennes O.C.D.E. 1			Etats-Unis d'Amérique			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	20,66	22,47	+ 1,81	2,46	2,45	- 0,01	1,82	1,06	- 0,76
1968	23,73	26,20	+ 2,47	2,87	3,21	+ 0,34	1,91	1,09	- 0,82
1969	29,35	33,79	+ 4,44	3,19	2,90	- 0,29	2,31	1,24	- 1,07
1970	33,61	39,41	+ 5,80	4,15	2,90	- 1,25	2,33	1,39	- 0,94
1971	39,51	41,68	+ 2,17	3,34	3,44	+ 0,10	2,36	1,47	- 0,89
1972	43,66	48,43	+ 4,77	3,20	3,61	+ 0,41	2,29	1,45	- 0,84
1973	54,45	58,97	+ 4,52	4,03	4,07	+ 0,04	2,78	2,05	- 0,73
1974	69,24	71,81	+ 2,57	6,25	5,12	- 1,13	4,34	3,05	- 1,29
1973 1 ^{er} trimestre	51,69	54,12	+ 2,43	3,61	3,95	+ 0,34	2,60	1,62	- 0,98
2 ^e trimestre	53,63	58,83	+ 5,20	3,85	3,89	+ 0,04	2,78	1,75	- 1,03
3 ^e trimestre	50,65	55,85	+ 5,20	4,21	3,95	- 0,26	2,63	2,08	- 0,55
4 ^e trimestre	61,85	67,05	+ 5,20	4,47	4,49	+ 0,02	3,10	2,76	- 0,34
1974 1 ^{er} trimestre	66,11	67,88	+ 1,77	6,11	4,45	- 1,66	3,29	2,57	- 0,72
2 ^e trimestre	74,09	76,62	+ 2,53	7,54	5,65	- 1,89	4,54	3,27	- 1,27
3 ^e trimestre	65,36	68,48	+ 3,12	5,87	5,09	- 0,78	4,82	3,07	- 1,75
4 ^e trimestre	71,37	74,24	+ 2,87	5,48	5,31	- 0,17	4,71	3,30	- 1,41
1975 1 ^{er} trimestre	64,72	68,35	+ 3,63	5,88	3,57	- 2,31	3,04	3,96	+ 0,92
1974 5 premiers mois	69,93	72,24	+ 2,31	6,68	4,93	- 1,75	3,62	2,84	- 0,78
6 premiers mois	70,10	72,25	+ 2,15	6,82	5,05	- 1,77	3,91	2,92	- 0,99
7 premiers mois	69,33	72,49	+ 3,16	6,72	5,15	- 1,57	4,13	3,00	- 1,13
8 premiers mois	68,36	70,85	+ 2,49	6,64	5,05	- 1,59	4,23	2,96	- 1,27
9 premiers mois	68,52	71,00	+ 2,48	6,51	5,06	- 1,45	4,21	2,99	- 1,22
10 premiers mois	69,66	72,09	+ 2,43	6,39	5,19	- 1,20	4,28	3,01	- 1,27
11 premiers mois	69,24	71,84	+ 2,60	6,30	5,19	- 1,11	4,25	3,03	- 1,22
12 mois	69,24	71,81	+ 2,57	6,25	5,12	- 1,13	4,34	3,05	- 1,29
1975 1 ^{er} mois	60,51	65,81	+ 5,30	5,25	4,45	- 0,80	3,04	4,10	+ 1,06
2 premiers mois	62,45	68,04	+ 5,59	5,74	3,68	- 2,06	3,13	4,08	+ 0,95
3 premiers mois	64,72	68,35	+ 3,63	5,88	3,57	- 2,31	3,04	3,96	+ 0,92
4 premiers mois	66,46	69,10	+ 2,64	5,89	3,50	- 2,39	3,20	3,80	+ 0,60
5 premiers mois	65,83	68,07	+ 2,24	5,78	3,57	- 2,21	3,45	3,67	+ 0,22
Moyennes mensuelles	Amérique latine 2			Rép. du Zaïre, Rwanda et Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1967	1,24	0,67	- 0,57	1,08	0,24	- 0,84	0,57	0,65	+ 0,08
1968	1,29	0,70	- 0,59	1,37	0,32	- 1,05	0,64	0,61	- 0,03
1969	1,28	0,75	- 0,53	1,80	0,40	- 1,40	0,65	0,62	- 0,03
1970	1,57	0,89	- 0,68	1,95	0,50	- 1,45	0,74	0,71	- 0,03
1971	1,41	1,03	- 0,38	1,18	0,55	- 0,63	0,88	0,75	- 0,13
1972	1,20	1,17	- 0,03	1,10	0,47	- 0,63	0,97	0,99	+ 0,02
1973	1,55	1,33	- 0,22	1,92	0,49	- 1,43	1,26	1,62	+ 0,36
1974	1,88	2,43	+ 0,55	2,48	0,64	- 1,84	1,85	2,69	+ 0,84
1973 1 ^{er} trimestre	1,27	1,30	+ 0,03	1,64	0,64	- 1,00	1,20	1,35	+ 0,15
2 ^e trimestre	1,55	1,01	- 0,54	1,58	0,41	- 1,17	1,12	1,47	+ 0,35
3 ^e trimestre	1,86	1,29	- 0,57	2,24	0,42	- 1,82	1,16	1,72	+ 0,56
4 ^e trimestre	1,52	1,71	+ 0,19	2,22	0,51	- 1,71	1,54	1,93	+ 0,39
1974 1 ^{er} trimestre	1,73	1,86	+ 0,13	1,99	0,54	- 1,45	1,76	2,31	+ 0,55
2 ^e trimestre	1,67	2,65	+ 0,98	3,72	0,58	- 3,14	1,71	3,07	+ 1,36
3 ^e trimestre	2,11	2,37	+ 0,26	2,46	0,67	- 1,79	1,81	2,74	+ 0,93
4 ^e trimestre	2,02	1,32	- 0,70	1,76	0,79	- 0,97	2,10	3,05	+ 0,95
1975 1 ^{er} trimestre	1,39	2,99	+ 1,60	1,08	0,73	- 0,35	1,99	3,24	+ 1,25
1974 5 premiers mois	1,71	2,14	+ 0,43	2,59	0,56	- 2,03	1,71	2,46	+ 0,75
6 premiers mois	1,70	2,26	+ 0,56	2,85	0,56	- 2,29	1,74	2,69	+ 0,95
7 premiers mois	1,77	2,37	+ 0,60	2,80	0,57	- 2,23	1,78	2,51	+ 0,73
8 premiers mois	1,79	2,30	+ 0,51	2,91	0,58	- 2,33	1,76	2,51	+ 0,75
9 premiers mois	1,83	2,29	+ 0,46	2,72	0,59	- 2,13	1,76	2,57	+ 0,81
10 premiers mois	1,89	2,38	+ 0,49	2,61	0,62	- 1,99	1,79	2,64	+ 0,85
11 premiers mois	1,90	2,43	+ 0,53	2,47	0,63	- 1,84	1,80	2,66	+ 0,86
12 mois	1,88	2,43	+ 0,55	2,48	0,64	- 1,84	1,85	2,69	+ 0,84
1975 1 ^{er} mois	1,73	2,94	+ 1,21	1,02	0,93	- 0,09	2,27	2,98	+ 0,71
2 premiers mois	1,40	3,24	+ 1,84	0,74	0,79	+ 0,05	2,01	3,08	+ 1,07
3 premiers mois	1,39	2,99	+ 1,60	1,08	0,73	- 0,35	1,99	3,24	+ 1,25
4 premiers mois	1,38	2,75	+ 1,37	1,21	0,67	- 0,54	1,98	3,28	+ 1,30
5 premiers mois	1,46	2,55	+ 1,09	1,44	0,64	- 0,80	1,92	3,16	+ 1,24

1 Y compris la Finlande à partir de janvier 1970.

2 Amérique du Sud, Amérique Centrale et Mexique.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du*

Commerce extérieur. — *Statistiques Economiques belges 1960-1970.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostat (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels
(milliards de francs)

	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	- 12,1	- 4,6	+ 23,9	+ 20,8	+ 29,3	+ 27,4	933,0	921,7	+ 11,3
1.12 Travail à façon	+ 8,0	+ 9,0	+ 9,7	+ 13,9	+ 13,7	+ 17,0	25,8	8,9	+ 16,9
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 3,4	+ 4,8	+ 5,0	+ 6,4	+ 3,1	+ 5,3	13,9	—	+ 13,9
1.2 Or non monétaire	- 1,3	- 0,4	...	+ 0,1	+ 0,3	- 1,4	10,6	17,9	- 7,3
1.3 Frets ²	+ 1,2	+ 0,7	+ 1,5	+ 3,8	+ 4,8	+ 3,2	52,8	49,1	+ 3,7
1.4 Assur. pour le transport des marchandises ² .....	...	- 0,1	...	- 0,2	- 0,2	- 0,5	1,1	1,6	- 0,5
1.5 Autres frais de transport	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,9	+ 0,6	+ 0,1	- 0,2	15,3	15,8	- 0,5
1.6 Déplacements à l'étranger	- 6,2	- 6,9	- 7,2	- 10,2	- 12,4	- 16,6	27,8	45,7	- 17,9
1.7 Revenus d'investissements	+ 1,7	+ 0,8	+ 3,4	+ 4,2	+ 7,4	+ 7,2	150,4	138,3	+ 12,1
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ³	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,6	+ 3,4	+ 8,5	+ 7,3	22,9	9,7	+ 13,2
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 4,2	+ 4,5	+ 3,9	+ 4,2	+ 5,0	+ 4,9	11,6	6,5	+ 5,1
1.92 Autres	+ 1,6	+ 0,4	+ 1,8	+ 2,3	+ 0,4	+ 3,5	62,5	62,1	+ 0,4
Total 1 ...	+ 5,0	+ 10,0	+ 43,5	+ 49,3	+ 60,0	+ 57,1	1.327,7	1.277,3	+ 50,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 3,8	+ 5,8	+ 6,6	+ 6,8	+ 8,1	+ 11,5	21,9	15,1	+ 6,8
2.2 Transferts de l'Etat	- 7,4	- 12,1	- 14,4	- 14,8	- 16,9	- 23,6	2,8	24,2	- 21,4
Total 2 ...	- 3,6	- 6,3	- 7,8	- 8,0	- 8,8	- 12,1	24,7	39,3	- 14,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ⁴ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 2,1	- 2,1	- 1,8	- 2,0	- 2,5	- 1,4	—	1,5	- 1,5
3.112 Autres opérations	- 0,8	+ 1,3	+ 1,9	- 7,8	- 6,5	- 1,5	...	0,9	- 0,9
3.12 Avoirs	- 0,3	- 1,1	- 0,6	- 1,2	- 1,6	- 1,5	0,1	1,6	- 1,5
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	- 0,2	- 0,2	- 0,2	...	- 0,1	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 3,4	- 2,1	- 0,7	- 11,0	- 10,7	- 4,4	0,1	4,0	- 3,9
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁵ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation	- 0,4	+ 1,6	- 2,4	- 0,5	- 1,2	- 1,3	1,5	0,4	+ 1,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public ...	- 0,2	+ 8,0	+ 0,3	- 1,2	- 1,0	- 1,6	0,5	2,6	- 2,1
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 13,4	- 15,0	- 15,7	- 23,6	- 36,0	- 31,4	—	15,4	- 15,4
4.312 Investissements directs	- 2,6	- 0,7	- 7,8	- 8,8	- 6,5	- 6,7	6,1	20,6	- 14,5
4.313 Immeubles	- 1,2	- 1,3	- 0,9	- 1,2	- 1,5	- 3,6	1,8	5,6	- 3,8
4.314 Autres (chiffres nets)	+ 1,5	+ 3,1	- 2,7	- 1,3	- 1,5	- 6,6	—	12,6	- 12,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	- 0,5	- 1,1	+ 1,3	+ 5,1	+ 4,1	+ 3,4	—	2,9	- 2,9
4.322 Investissements directs	+ 12,5	+ 13,8	+ 15,9	+ 21,8	+ 17,7	+ 27,5	44,2	2,4	+ 41,8
4.323 Immeubles	- 0,1	- 0,3	...	+ 0,3	+ 0,9	+ 3,2	3,1	1,0	+ 2,1
4.324 Autres (chiffres nets) .....	...	+ 6,1	- 1,8	+ 0,1	+ 4,8	+ 4,0	1,2	—	+ 1,2
4.33 Investissements et placements non ventilés (chiffres nets) .....	...	...	...	...	...	...	...	—	...
Total 4 ...	- 4,4	+ 14,2	- 13,8	- 9,3	- 20,2	- 13,1	58,4	63,5	- 5,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	+ 1,9	+ 2,1	- 1,2	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	3,7	—	+ 3,7
Total 1 à 5 ...	- 4,5	+ 17,9	+ 20,0	+ 20,4	+ 19,8	+ 34,3	1.414,6	1.384,1	+ 30,5
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 0,8	+ 2,8	+ 4,8	- 3,0	- 0,7	+ 1,0	—	—	+ 5,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
6.211 Francs belges et luxembourgeois	+ 2,1	+ 5,9	+ 3,8	- 5,2	- 4,5	- 13,8	—	—	+ 2,6
6.212 Monnaies étrangères ⁶	+ 8,1	+ 1,8	- 0,7	+ 10,6	+ 1,3	+ 10,9	—	—	+ 13,9
6.22 Organismes monétaires divers	+ 0,3	+ 2,0	+ 0,7	+ 0,5	- 2,7	- 0,2	—	—	+ 0,6
6.23 B.N.B. ⁶	- 14,2	+ 5,4	+ 11,4	+ 17,5	+ 26,4	+ 36,4	—	—	+ 7,5
p.m. Mouvements des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	(+ 3,5)	(+ 3,5)	(+ 3,4)	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris, depuis janvier 1972, les dépenses de matériel militaire.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Non compris, depuis 1972, les dépenses de matériel militaire.

⁴ Y compris le Fonds des Routes.

⁵ Autres que les organismes monétaires.

⁶ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Soldes trimestriels
(milliards de francs)

	1973				1974				1975 p
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations ¹	+ 8,3	+ 7,9	+ 5,9	+ 5,3	+ 1,3	- 2,6	+ 0,7	+11,9	+ 9,2
1.12 Travail à façon	+ 4,0	+ 4,1	+ 4,1	+ 4,8	+ 4,7	+ 3,2	+ 4,6	+ 4,4	+ 4,4
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 0,2	+ 1,4	+ 3,1	+ 0,6	+ 5,0	+ 0,4	+ 8,6	- 0,1	+ 2,6
1.2 Or non monétaire	- 0,3	...	- 0,4	- 0,7	+ 0,1	- 0,6	- 0,4	- 6,4	+ 0,2
1.3 Frets ²	+ 1,2	+ 1,1	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,9	+ 1,3	+ 1,1	+ 1,7
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ² .....	...	- 0,1	- 0,1	- 0,3	- 0,1	...	- 0,1	- 0,3	- 0,1
1.5 Autres frais de transport	- 0,3	+ 0,1	...	...	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 0,2	- 0,1
1.6 Déplacements à l'étranger	- 2,2	- 4,9	- 8,0	- 1,5	- 2,9	- 5,0	- 7,9	- 2,1	- 3,1
1.7 Revenus d'investissements	+ 2,7	...	+ 2,3	+ 2,2	+ 4,0	- 0,7	+ 3,9	+ 4,9	+ 4,3
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 1,9	+ 1,8	+ 2,2	+ 1,4	+ 2,9	+ 3,0	+ 3,5	+ 3,8	+ 4,1
1.9 Autres :									
1.91 Ouvriers frontaliers	+ 1,2	+ 1,6	+ 1,1	+ 1,0	+ 1,3	+ 1,4	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,4
1.92 Autres	+ 1,9	...	+ 0,6	+ 1,0	- 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	+ 0,8
Total 1 ...	+18,6	+13,0	+11,3	+14,2	+16,4	- 0,6	+15,9	+18,7	+25,4
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	+ 2,9	+ 3,4	+ 2,6	+ 2,6	+ 3,2	+ 1,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,3
2.2 Transferts de l'Etat	- 6,2	- 7,3	- 5,9	- 4,2	- 5,6	- 5,3	- 4,7	- 5,8	- 5,8
Total 2 ...	- 3,3	- 3,9	- 3,3	- 1,6	- 2,4	- 4,0	- 3,4	- 4,8	- 4,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat ³ :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,6	- 0,5	- 0,2	- 0,2	- 0,5
3.112 Autres opérations	- 1,5	...	...	...	- 0,5	+ 0,1	- 0,1	- 0,4	- 0,6
3.12 Avoirs .....	...	...	- 0,4	- 1,1	- 0,4	...	- 0,4	- 0,7	...
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	- 2,0	- 0,5	- 0,6	- 1,3	- 1,5	- 0,4	- 0,7	- 1,3	- 0,8
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :									
4.1 Organismes publics d'exploitation ..	- 0,2	- 0,8	- 0,2	- 0,1	+ 0,1	+ 0,8	+ 0,2	...	+ 0,2
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	+ 0,6	- 2,3	+ 0,4	- 0,3	- 0,9	- 0,5	- 0,5	- 0,2	+ 1,1
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	-12,6	- 7,4	- 5,1	- 6,3	- 4,2	- 3,7	- 0,2	- 7,3	- 8,2
4.312 Investissements directs	- 0,8	- 1,1	- 3,8	- 1,0	- 0,9	- 2,0	- 4,4	- 7,2	- 2,0
4.313 Immeubles	- 0,7	- 0,5	- 0,7	- 1,7	- 0,8	- 1,2	- 1,1	- 0,7	- 0,7
4.314 Autres	- 3,4	- 1,8	- 0,8	- 0,6	- 2,5	- 3,4	- 4,5	- 2,2	- 1,4
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières ...	+ 2,0	+ 0,5	+ 0,1	+ 0,8	- 0,2	- 1,6	- 1,0	- 0,1	+ 0,9
4.322 Investissements directs	+ 6,2	+ 7,9	+ 4,8	+ 8,6	+ 9,4	+11,8	+10,4	+10,2	+ 7,0
4.323 Immeubles	+ 1,0	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,9	+ 0,3
4.324 Autres	- 0,4	+ 2,2	+ 0,7	+ 1,5	+ 1,1	+ 2,1	+ 1,3	- 3,3	+ 2,2
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 4 ...	- 8,3	- 2,6	- 3,8	+ 1,6	+ 1,5	+ 2,6	+ 0,7	- 9,9	- 0,9
5. Erreurs et omissions	+ 3,8	- 8,9	+ 6,9	+ 5,0	- 3,9	+ 8,4	+10,4	-11,2	+ 1,9
Total 1 à 5 ...	+ 8,8	- 2,9	+10,5	+17,9	+10,1	+ 6,0	+22,9	- 8,5	+20,8
6. Financement du total :									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	+ 4,1	- 2,0	+ 1,3	- 2,4	+ 3,1	- 0,3	+ 1,2	+ 1,9	+ 2,8
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banques belges et luxemb. :									
6.211 Francs belges et lux. ...	- 6,2	- 0,3	- 8,8	+ 1,5	+ 2,9	+ 2,8	+ 3,2	- 6,3	+ 4,2
6.212 Monnaies étrangères ⁵ ..	- 8,9	- 7,0	+ 9,5	+17,3	+20,7	+ 4,8	+ 2,0	-13,6	+ 2,6
6.22 Organismes monétaires divers	+ 2,0	- 2,2	+ 2,4	- 2,4	...	...	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,1
6.23 B.N.B. ⁵	+17,8	+ 8,6	+ 6,1	+ 3,9	-16,6	- 1,3	+16,3	+ 9,1	+10,1
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
 Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés
 (milliards de francs)

	1974			1975			1974	1975
	4 ^e trimestre			1 ^{er} trimestre				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	5 premiers mois	p
1. Transactions sur biens et services :								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations ¹	249,9	238,0	+11,9	228,0	218,8	+ 9,2	- 0,3 ⁶	+ 9,0 ⁷
1.12 Travail à façon	7,0	2,6	+ 4,4	6,9	2,5	+ 4,4	+ 7,0	+ 7,3
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	—	0,1	- 0,1	2,6	—	+ 2,6	+ 5,8	+ 6,7
1.2 Or non monétaire	3,5	9,9	- 6,4	7,4	7,2	+ 0,2	- 0,2	+ 0,3
1.3 Frets ²	14,9	13,8	+ 1,1	13,2	11,5	+ 1,7	+ 0,9	+ 2,9
1.4 Assurances pour le transport de marchandises ²	0,2	0,5	- 0,3	0,3	0,4	- 0,1	- 0,1	- 0,2
1.5 Autres frais de transport	4,6	4,4	+ 0,2	3,8	3,9	- 0,1	- 0,3	+ 0,5
1.6 Déplacements à l'étranger	7,3	9,4	- 2,1	6,8	9,9	- 3,1	- 5,5	- 5,2
1.7 Revenus d'investissements	45,6	40,7	+ 4,9	40,6	36,3	+ 4,3	+ 3,7	+ 4,4
1.8 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	6,0	2,2	+ 3,8	6,4	2,3	+ 4,1	+ 4,8	+ 7,2
1.9 Autres :								
1.91 Ouvriers frontaliers	3,1	1,8	+ 1,3	3,2	1,8	+ 1,4	+ 2,3	+ 2,4
1.92 Autres	17,6	17,6	...	17,2	16,4	+ 0,8	- 0,2	+ 1,2
Total 1 ...	359,7	341,0	+18,7	336,4	311,0	+25,4	+17,9	+36,5
2. Transferts :								
2.1 Transferts privés	5,1	4,1	+ 1,0	5,4	4,1	+ 1,3	+ 4,4	+ 1,9
2.2 Transferts de l'Etat	0,8	6,6	- 5,8	0,7	6,5	- 5,8	- 9,4	-10,8
Total 2 ...	5,9	10,7	- 4,8	6,1	10,6	- 4,5	- 5,0	- 8,9
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
3.1 Etat ³ :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels	—	0,2	- 0,2	—	0,5	- 0,5	- 0,8	- 0,7
3.112 Autres opérations .....	...	0,4	- 0,4	0,1	0,7	- 0,6	- 0,5	- 0,7
3.12 Avoirs .....	...	0,7	- 0,7	...	...	...	- 0,4	- 0,2
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total 3 ...	...	1,3	- 1,3	0,1	1,2	- 1,1	- 1,7	- 1,6
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁴ et particuliers :								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	...	...	...	0,2	...	+ 0,2	+ 0,3	+ 0,1
4.2 Intermédiaires financiers du secteur public	0,5	0,7	- 0,2	1,1	0,3	+ 0,8	- 1,6	- 0,1
4.3 Secteur privé :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	7,3	- 7,3	—	8,2	- 8,2	- 7,6	-14,1
4.312 Investissements directs	0,6	7,8	- 7,2	2,2	4,2	- 2,0	- 1,7	- 4,6
4.313 Immeubles	0,4	1,1	- 0,7	0,3	1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,4
4.314 Autres (chiffres nets)	—	2,2	- 2,2	—	1,4	- 1,4	- 4,1	- 1,4
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières (chiffres nets) ...	—	0,1	- 0,1	0,9	—	+ 0,9	- 1,8	+ 0,5
4.322 Investissements directs	10,7	0,5	+10,2	7,4	0,4	+ 7,0	+18,7	+12,4
4.323 Immeubles	1,1	0,2	+ 0,9	0,6	0,3	+ 0,3	+ 0,5	+ 0,6
4.324 Autres (chiffres nets)	—	3,3	- 3,3	2,2	—	+ 2,2	+ 2,4	+ 1,8
4.33 Investis. et plac. non ventilés (chiffres nets)	...	—	...	...	—	...	...	...
Total 4 ...	13,3	23,2	- 9,9	14,9	15,8	- 0,9	+ 3,4	- 6,2
5. Erreurs et omissions (nettes)	—	11,2	-11,2	1,9	—	+ 1,9	- 0,1	- 0,2
Total 1 à 5 ...	378,9	387,4	- 8,5	359,4	338,6	+20,8	+14,5	+19,6
6. Financement du total :								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 1,9	—	—	+ 2,8	+ 5,1	+ 4,0
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banques belges et luxembourgeoises								
6.211 Francs belges et luxembourgeois	—	—	- 6,3	—	—	+ 4,2	+ 3,9	- 1,0
6.212 Monnaies étrangères ⁵	—	—	-13,6	—	—	+ 2,6	+28,3	- 1,0
6.22 Organismes monétaires divers	—	—	+ 0,4	—	—	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,0
6.23 B.N.B. ⁵	—	—	+ 9,1	—	—	+10,1	-23,0	+16,6
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—	—	—

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises.

² Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

³ Y compris le Fonds des Routes.

⁴ Autres que les organismes monétaires.

⁵ Depuis janvier 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁶ Exportations = 307,8; importations = 308,1.

⁷ Exportations = 376,7; importations = 367,7.

IX - 4. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES DES RESIDENTS AVEC LES ORGANISMES MONETAIRES BELGES ET LUXEMBOURGEOIS ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME *

(milliards de francs)

	1971	1972	1973	1974	1974				1975 p
					1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre
1. Transactions sur biens et services (rubrique 1 de la balance générale des paiements)	+49,3	+60,0	+ 57,1	+50,4	+16,4	- 0,6	+15,9	+18,7	+25,4
2. Transferts (rubrique 2 de la balance générale des paiements)	- 8,0	- 8,8	- 12,1	-14,6	- 2,4	- 4,0	- 3,4	- 4,8	- 4,5
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	-11,0	-10,7	- 4,4	- 3,9	- 1,5	- 0,4	- 0,7	- 1,3	- 1,1
3.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	-18,1	- 6,4	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	- 0,1	...	...	...
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	+18,3	+ 8,1	...	...	...	...	...	...	...
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :									
4.1 Rubrique 4 de la balance générale des paiements	- 9,3	-20,2	- 13,1	- 5,1	+ 1,5	+ 2,6	+ 0,7	- 9,9	- 0,9
4.2 Mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :									
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :									
4.211 Créances en monnaies étrangères.....	...	- 2,7	- 10,8	-21,7	- 8,7	-10,4	- 2,9	+ 0,3	- 5,2
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	-15,4	-14,9	- 53,2	-13,9	-15,9	-19,7	+18,4	+ 3,3	- 4,8
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :									
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 9,1	+ 6,2	+ 11,8	+14,1	...	+ 4,6	+ 3,3	+ 6,2	+ 3,3
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+12,9	+23,5	+ 46,7	+12,5	+11,9	+14,6	-11,0	- 3,0	- 2,6
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers :									
5.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des engagements sous forme de crédits commerciaux financés à leur origine par les banques belges	- 3,9	- 7,6	- 5,7	-10,7	- 5,2	- 1,9	+ 2,8	- 6,4	- 0,4
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les autres engagements au comptant	+ 7,7	+ 4,8	+ 18,3	+ 6,5	+ 0,9	- 2,8	- 2,2	+10,6	- 0,3
5.3 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme	+ 5,7	- 8,2	- 0,3	-10,0	- 7,7	+11,9	- 8,8	- 5,4	+ 8,7
6. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :									
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ³	- 0,3	+ 1,4	- 9,1	- 7,9	-13,1	+ 0,9	+ 0,7	+ 3,6	- 2,6
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 3,2	- 0,4	+ 5,4	+12,4	+11,9	- 6,2	+ 1,6	+ 5,1	- 1,0
7. Erreurs et omissions :									
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 0,6	- 0,5	+ 6,8	+ 3,7	- 3,9	+ 8,4	+10,4	-11,2	+ 1,9
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant avec les résidents et des opérations à terme	- 1,5	...	- 2,7	+ 1,5	+ 0,9	+ 0,2	- 3,1	+ 3,5	+ 1,9
Total 1 à 7 ...	+31,7	+23,6	+ 34,4	+13,4	-14,7	- 2,9	+21,7	+ 9,3	+17,8
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+); diminution (-)] :									
8.1 Encaisse en or	+ 3,7	- 1,8	- 1,6	...	...	...	...	...	...
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	+17,0	- 1,7	+ 3,9	- 1,3	- 1,4	- 4,0	+ 3,6	+ 0,5	+ 0,5
8.3 Avoirs nets sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire	-	-	+ 3,5	- 3,5	- 6,3	+ 3,2	+ 3,3	- 3,7	+ 7,2
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :									
8.41 Avoirs nets au comptant ⁵	- 4,4	+17,4	+ 30,8	+17,7	- 7,9	- 2,7	+15,6	+12,7	+ 9,2
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 2,8	+14,0	- 8,3	+15,3	+ 7,5	+ 3,7	+ 4,1	...	- 0,2
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :									
8.51 Avoirs au comptant ⁶	- 2,7	+ 1,8	- 0,6	- 0,5	+ 0,7	...	- 1,0	- 0,2	+ 0,6
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme ...	+15,3	- 6,1	+ 6,7	-14,3	- 7,3	- 3,1	- 3,9	...	+ 0,5

* Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les étrangers, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

Depuis janvier 1974, les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères des banques belges et luxembourgeoises et de la Banque Nationale de Belgique ont été convertis en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

¹ Autres que les organismes monétaires.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1960-1970* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XL^e année, vol. I, no 1, janvier 1965 : Aménagements apportés à des séries de la partie « Statistiques », chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » ; XLIII^e année, vol. II, no 8, septembre 1968, chapitres IX « Balance des paiements » et XIII « Organismes monétaires » de la partie

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

³ Non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 du présent tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

⁶ Autres que les acceptations représentatives d'exportations qui, dans le présent tableau, figurent sous la rubrique 5.1.

« Statistiques » : Révision de certaines données. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, vol. I, no 1, : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » : Le année, vol. II, no 1-2 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1974 ».

X. — MARCHÉ DES CHANGES
1. — COURS OFFICIELS ARRÊTÉS PAR LES BANQUIERS
REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar E.-U.	1 fr. français	1 livre sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 mark allemand	100 livres ital.	1 cour. suéd.	1 cour. norv.	1 cour. dan.	1 dollar canadien	100 escudos	100 schillings autrich.	100 pesetas	1 mark finlandais	1 zatre	100 yen
1967	49,69	10,10	{ 138,65 ¹ 119,68 ²	13,79	11,48	12,46	7,96	9,63	6,95	{ 7,17 ¹ 6,65 ²	46,06	172,87	192,30	{ 82,89 ¹ 71,35 ²	—	—	—
1968	49,93	10,08	119,52	13,80	11,57	12,51	8,01	9,66	6,99	6,67	46,34	174,41	193,19	71,65	—	—	—
1969	50,13	{ 10,12 ³ 8,98 ⁴	119,85	13,84	11,63	{ 12,56 ⁵ 13,47 ⁶	7,99	9,70	7,02	6,67	46,56	176,15	193,87	71,77	11,88 ⁷	—	—
1970	49,65	8,98	118,95	13,73	11,52	13,62	7,92	9,58	6,95	6,62	47,60	174,01	192,10	71,27	11,90	100,03 ⁸	—
1971 ¹⁰	49,65	9,00	120,00	{ 13,80 ⁹ 13,99 ¹¹	{ 11,54 ⁹ 12,15 ¹¹	{ 13,66 ⁹ 14,21 ¹¹	7,97	9,62	6,97	6,63	49,04	174,50	{ 191,99 ⁹ 199,07 ¹¹	71,38	11,89	100,01	—
1971 ¹²	46,92	8,49	116,64	13,95	11,83	14,07	7,67	9,36	6,84	6,45	46,61	172,52	194,00	68,21	11,30	93,79	—
1971 ¹³	45,19	8,64	115,24	13,83	11,57	13,81	7,61	9,27	6,74	6,38	45,20	167,08	191,03	68,67	10,93	90,22	—
1972	44,01	8,73	{ 114,62 ¹⁴ 105,88 ¹⁵	13,71	11,53	13,80	7,55	9,26	6,68	6,34	44,44	163,58	190,51	68,51	10,63	88,03	—
1973 ¹⁷	44,05	8,70	104,06	13,74	11,92	13,83	7,54	9,31	6,69	6,42	44,08	164,90	191,25	69,41	10,57	88,10	—
1973 ¹⁶	40,35	8,76	99,30	13,81	12,29	13,85	7,09	9,00	6,71	6,43	40,63	159,90	192,10	68,44	10,33	80,69	—
1973 ²⁵	38,05	8,76	93,72	{ 13,75 ²³ 14,48 ²⁷	12,37	{ 14,23 ²⁸ 15,17 ²⁹	6,53	8,87	{ 6,74 ³⁰ 7,11 ²⁴	6,46	38,03	160,66	{ 194,99 ³¹ 205,99 ³²	66,36	10,15	76,10	—
1974	38,95	{ 8,68 ³³ 8,07 ³⁶	91,09	14,50	13,10	15,06	5,99	8,78	7,05	6,40	39,84	154,72	208,83	67,62	10,34	77,91	13,
1973 2 ^e trim.	39,02	8,82	98,71	13,65	12,38	{ 14,27 ¹⁸ 14,95 ¹⁹	6,61	8,91	6,80	6,44	39,03	159,35	195,33	67,28	10,23 ²⁰	78,04	—
3 ^e trim.	36,46	8,71	90,38	{ 13,87 ²² 14,40 ²¹	12,43	15,24	6,37	8,83	6,71	6,46	36,35	160,22	206,77	63,96	9,95	72,92	—
4 ^e trim.	38,45	8,75	91,56	14,49	12,30	15,12	6,55	8,66	{ 6,70 ²³ 7,11 ²⁴	6,49	38,48	159,23	205,18	67,57	10,25	76,91	—
1974 1 ^{er} trim.	41,26	{ 8,68 ³³ 8,29 ³⁴	94,07	14,54	12,88	15,20	6,40	8,82	7,12	6,41	42,10	159,41	206,55	70,43	10,56	82,52	14,
2 ^e trim.	38,16	7,83	91,51	14,47	12,83	15,26	5,98	8,79	7,05	6,40	39,54	155,92	209,30	66,21	10,33	76,32	13,
3 ^e trim.	38,67	8,09	90,92	14,48	12,97	14,82	5,92	8,75	7,06	6,39	39,45	152,56	209,13	67,54	10,32	77,34	13,
4 ^e trim.	37,73	8,12	87,94	14,50	13,72	14,97	5,69	8,78	6,97	6,40	38,28	151,19	210,31	66,29	10,14	75,47	12,
1975 1 ^{er} trim.	34,89	8,14	83,42	14,46	14,00	14,93	5,47	8,77	6,96	6,31	34,97	144,39	210,63	62,30	9,92	69,78	11,
2 ^e trim.	35,00	8,57	81,39	14,51	13,90	14,87	5,57	8,89	7,08	6,40	34,29	144,46	210,12	62,56	9,87	70,00	11,
1974 Juill.	37,93	7,95	90,64	14,41	12,79	14,86	5,90	8,68	7,03	6,40	38,90	152,21	209,19	66,57	10,30	75,87	13,
Août	38,70	8,10	90,80	14,49	12,98	14,79	5,91	8,76	7,06	6,41	39,51	152,71	208,95	67,70	10,33	77,41	12,
Sept.	39,42	8,21	91,31	14,53	13,15	14,82	5,95	8,81	7,10	6,36	39,96	152,78	209,24	68,40	10,35	78,83	13,
Oct.	38,57	8,15	89,98	14,52	13,31	14,88	5,79	8,78	7,01	6,40	39,24	152,02	209,04	67,24	10,16	77,14	12,
Nov.	37,68	8,07	87,74	14,50	13,74	15,03	5,66	8,75	6,94	6,42	38,18	151,24	210,36	66,10	10,11	75,36	12,
Déc.	36,86	8,15	85,90	14,49	14,15	15,02	5,60	8,81	6,95	6,39	37,33	150,05	211,67	65,42	10,14	73,73	12,
1975 Janv.	35,45	8,12	83,78	14,44	14,05	14,99	5,50	8,78	6,95	6,32	35,66	145,55	211,52	63,16	10,00	70,89	11,
Févr.	34,80	8,13	83,32	14,45	14,06	14,94	5,46	8,75	6,95	6,30	34,78	143,94	210,94	62,01	9,95	69,60	11,
Mars	34,34	8,18	83,10	14,49	13,88	14,83	5,45	8,77	7,00	6,33	34,36	143,41 ³⁶	209,26	61,62	9,81	68,68	11,
Avril	35,15	8,38	83,32	14,51	13,75	14,80	5,55	8,85	7,05	6,37	34,82	144,24	208,98	62,50	9,86	70,30	12,
Mai	34,89	8,63	81,01	14,53	13,95	14,87	5,57	8,89	7,07	6,41	33,94	143,87	210,12	62,52	9,84	69,79	12,
Juin	34,94	8,73	79,71	14,51	14,02	14,94	5,59	8,93	7,13	6,43	34,06	145,23	211,30	62,68	9,90	69,88	11,
Juill.	36,80	8,72	80,39	14,44	14,11	14,93	5,67	8,94	7,10	6,45	35,72	145,59	211,95	64,28	10,05	73,60	12,

1 Moyenne du 1^{er} janvier au 17 novembre 1967.
2 Moyenne du 18 novembre au 31 décembre 1967.
3 Moyenne du 1^{er} janvier au 8 août 1969.
4 Moyenne du 11 août au 31 décembre 1969.
5 Moyenne du 1^{er} janvier au 24 septembre 1969. Les cotations ont été suspendues du 25 septembre au 24 octobre.
6 Moyenne du 27 octobre au 31 décembre 1969.
7 Moyenne du 1^{er} septembre au 31 décembre 1969.
8 Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1970.
9 Moyenne du 1^{er} janvier au 4 mai 1971.
10 Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.
11 Moyenne du 11 mai au 13 août 1971.
12 Moyenne du 28 août au 17 décembre 1971.
13 Moyenne du 21 au 31 décembre 1971.
14 Moyenne du 1^{er} janvier au 22 juin 1972.
15 Moyenne du 28 juin au 31 décembre 1972.
16 Les cotations ont été suspendues, pour toutes les devises, du 10 au 13 février. Cette période a été prolongée, pour les couronnes suédoise, norvégienne et danoise jusqu'au 14 février, et pour la peseta jusqu'au 19 février. Les moyennes se rapportent donc à la période du 14, du 15 ou du 20 jusqu'au 28 février pour les moyennes mensuelles et jusqu'au 1^{er} mars pour les moyennes trimestrielles.

17 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.
18 Moyenne du 1^{er} avril au 28 juin 1973.
19 Cours du 29 juin 1973.
20 Les cotations ont été suspendues du 2 au 16 mai et du 25 mai au 5 juin 1973.
21 Moyenne du 17 au 30 septembre 1973.
22 Moyenne du 1^{er} juillet au 14 septembre 1973.
23 Moyenne du 1^{er} octobre au 14 novembre 1973.
24 Moyenne du 16 novembre au 31 décembre 1973. La cotation a été suspendue le 15 novembre.
25 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973. Les cotations ont été suspendues du 2 au 18 mars.
26 Moyenne du 19 mars au 14 septembre 1973.
27 Moyenne du 17 septembre au 31 décembre 1973.
28 Moyenne du 19 mars au 28 juin 1973.
29 Moyenne du 29 juin au 31 décembre 1973.
30 Moyenne du 19 mars au 14 novembre 1973.
31 Moyenne du 19 mars au 30 juin 1973.
32 Moyenne du 1^{er} juillet au 31 décembre 1973.
33 Moyenne du 1^{er} au 18 janvier 1974.
34 Moyenne du 22 janvier au 31 mars 1974.
35 Moyenne du 22 janvier au 31 décembre 1974.
36 La cotation a été suspendue du 14 au 17 mars 1975.

X - 3. — COURS D'INTERVENTION

APPLIQUES PAR LES BANQUES CENTRALES PARTICIPANT A L'ARRANGEMENT SUR LE RETRECISSEMENT DES MARGES

à la date du 31 juillet 1975

	100 francs belges		1 franc français		1 florin Pays-Bas		1 mark allemand		1 couronne danoise		1 couronne suédoise		1 couronne norvégienne	
	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur	acheteur	vendeur
Banque Nationale de Belgique (en francs belges)	—	—	8,5655	8,96	14,2865	14,7220	14,7755	15,4560	6,2775	6,5665	8,6485	9,0465	6,9235	7,2425
Banque de France (en francs français)	11,1610	11,6745	—	—	1,61865	1,6931	1,68665	1,76425	0,7166	0,7496	0,9872	1,03265	0,7527	0,78735
Nederlandsche Bank (en flo- rins)	6,7925	6,9995	0,590625	0,6178	—	—	1,01885	1,0657	0,432875	0,4528	0,59635	0,6238	0,4774	0,499375
Deutsche Bundesbank (en marks allemands)	6,470	6,768	0,5668	0,5929	0,93835	0,98150	—	—	0,4154	0,43455	0,57230	0,59865	0,45815	0,47925
Danmarks Nationalbank (en couronnes danoises)	15,229	15,93	1,33405	1,3955	2,2085	2,31015	2,30132	2,40723	—	—	1,3470	1,40895	1,07835	1,12795
Sveriges Riksbank (en couron- nes suédoises)	11,0540	11,5625	0,9684	1,01295	1,6031	1,6769	1,67045	1,74735	0,70975	0,7424	—	—	0,78275	0,81876
Norges Bank (en couronnes norvégiennes)	13,8075	14,4435	1,2701	1,32855	2,0025	2,09468	2,08665	2,18269	0,886548	0,927351	1,22135	1,27756	—	—

X - 4. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.A. A BRUXELLES

Moyennes journalières	Marché au comptant			Marché à terme à 8 mois	
	Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
		Transferts	Billets		
(cours en francs belges)				Report (+) ou Déport (-) (en p.c. par an des cours du comptant 1)	
1967	49,69	50,09	50,05	+ 0,01	—
1968	49,93	50,74	50,66	- 1,33	—
1969	50,13	52,50	52,47	+ 1,39	- 0,84 ²
1970	49,65	50,17	50,16	- 0,16	- 0,44
1971 ³	49,65	49,62	49,59	- 0,87	- 0,90
1971 ⁴	46,92	46,97	46,85	- 1,86	- 1,87
1971 ⁵	45,19	45,26	45,22	- 0,20	- 0,20
1972	44,01	43,96	43,93	- 1,18	- 0,82
1973 ⁶	44,05	44,14	44,16	- 1,06	- 0,52
1973 ⁷	40,35	40,26	40,36	- 8,74	- 2,24
1973 ⁸	38,05	38,08	38,07	- 3,80	- 2,23
1974	38,95	39,77	39,86	+ 2,94	+ 0,99
1973 2 ^e trimestre	39,02	38,83	38,84	- 3,45	- 2,33
3 ^e trimestre	36,46	36,83	36,82	- 3,92	- 3,36
4 ^e trimestre	38,45	38,66	38,44	- 2,49	- 1,96
1974 1 ^{er} trimestre	41,26	41,66	41,78	+ 3,41	+ 2,36
2 ^e trimestre	38,16	39,76	39,91	+ 5,64	+ 0,82
3 ^e trimestre	38,67	39,66	39,71	+ 0,96	- 0,42
4 ^e trimestre	37,73	37,98	38,05	+ 1,76	+ 1,21
1975 1 ^{er} trimestre	34,89	35,25	35,42	+ 2,82	+ 1,94
2 ^e trimestre	35,00	36,13	36,25	+ 1,08	+ 0,51
1974 Juillet	37,93	39,33	39,45	+ 2,02	+ 0,03
Août	38,70	39,82	39,82	+ 0,94	- 1,03
Septembre	39,42	39,84	39,87	- 0,07	- 0,26
Octobre	38,57	38,69	38,74	+ 0,93	+ 0,80
Novembre	37,68	37,88	37,98	+ 2,13	+ 1,43
Décembre	36,86	37,37	37,42	+ 2,22	+ 1,39
1975 Janvier	35,45	35,77	35,94	+ 2,63	+ 2,07
Février	34,80	35,22	35,43	+ 3,37	+ 2,45
Mars	34,34	34,76	34,89	+ 2,47	+ 1,29
Avril	35,15	36,08	36,19	+ 1,49	+ 0,59
Mai	34,89	36,03	36,18	+ 1,17	+ 0,71
Juin	34,94	36,26	36,38	+ 0,58	+ 0,22
Juillet	36,80	38,61	38,75	+ 0,72	- 0,70

1 Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

2 Moyenne du 15 avril au 31 décembre 1969.

3 Moyenne du 1^{er} janvier au 13 août 1971.

4 Moyenne du 23 août au 17 décembre 1971.

5 Moyenne du 21 décembre au 31 décembre 1971.

6 Moyenne du 1^{er} janvier au 9 février 1973.

7 Moyenne du 14 février au 1^{er} mars 1973. Les cotations ont été suspendues du 10 au 13 février.

8 Moyenne du 19 mars au 31 décembre 1973.

XI. — FINANCES PUBLIQUES ¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES ²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total (7) = (3) + (8)
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1967	219,6	221,7	- 2,1	0,2	36,3	- 36,1	- 38,2
1968	238,8	243,9	- 5,1	0,6	42,3	- 41,7	- 46,8
1969	266,3	271,4	- 5,1	0,3	44,2	- 43,9	- 49,0
1970	299,5	293,9	+ 5,6	0,6	59,4	- 48,8	- 43,2
1971	325,5	316,6	+ 8,9	0,6	63,8	- 63,2	- 54,3
1972	365,1	368,5	- 3,4	0,5	76,3	- 75,8	- 79,2
1973 3 premiers mois	90,2	112,7	- 22,5	0,1	19,8	- 19,7	- 42,2
6 premiers mois	182,1	231,4	- 49,3	0,2	37,9	- 37,7	- 87,0
9 premiers mois	310,0	333,3	- 23,3	0,3	56,0	- 55,7	- 79,0
12 mois	409,7	431,9	- 22,2	0,8	75,0	- 74,2	- 96,4
1974 1 ^{er} mois	42,5	51,9	- 9,4	0,1	6,0	- 5,9	- 15,3
2 premiers mois	69,0	94,7	- 25,7	0,1	13,4	- 13,3	- 39,0
3 premiers mois	103,5	140,8	- 37,3	0,2	21,2	- 21,0	- 58,3
4 premiers mois	140,1	191,9	- 51,8	0,2	27,0	- 26,8	- 78,6
5 premiers mois	178,3	233,1	- 54,8	0,2	32,2	- 32,0	- 86,8
6 premiers mois	210,1	271,7	- 61,6	0,3	38,5	- 38,2	- 99,8
7 premiers mois	300,8	314,7	- 13,9	0,3	45,3	- 45,0	- 58,9
8 premiers mois	335,4	349,6	- 14,2	0,4	51,6	- 51,2	- 65,4
9 premiers mois	359,5	392,5	- 33,0	0,4	57,0	- 56,6	- 89,6
10 premiers mois	409,8	433,2	- 23,4	0,4	65,6	- 65,2	- 88,6
11 premiers mois	450,3	466,4	- 16,1	0,4	70,6	- 70,2	- 86,3
12 mois	488,8	508,7	- 19,9	0,7	77,9	- 77,2	- 97,1

Nouvelle série

Périodes	Opérations courantes			Opérations en capital			Solde budgétaire total (7) = (3) + (6)
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses ³	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1974 1 ^{er} mois	42,1	48,8	- 6,7	0,4	4,5	- 4,1	- 10,8
2 premiers mois	68,2	91,6	- 23,4	0,9	9,7	- 8,8	- 32,2
3 premiers mois	102,4	136,6	- 34,2	1,2	15,4	- 14,2	- 48,4
4 premiers mois	138,7	185,4	- 46,7	1,6	19,9	- 18,3	- 65,0
1975 1 ^{er} mois	49,0	54,4	- 5,4	0,8	8,5	- 7,7	- 13,1
2 premiers mois	91,4	112,5	- 21,1	1,3	13,7	- 12,4	- 33,5
3 premiers mois	117,3	167,9	- 50,6	1,7	18,2	- 16,5	- 67,1
4 premiers mois	176,2	229,9	- 53,7	2,4	26,3	- 23,9	- 77,6

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Depuis le début de 1973, les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes. Les données pour les années antérieures à 1973 ont été rendues comparables en ajoutant aux dépenses du budget extraordinaire proprement dit les investissements du Fonds des Routes quel que soit leur mode de financement.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortisse- ments de la dette 2	Résultat de caisse	Placements spéciaux 3	Total à financer	Financement						
							Produit net d'emprunts consolidés 4	Variations de la dette flottante 5					Total (13) = (8) à (12)
								Prélèvement sur la marge auprès de la Banque Nationale	Portefeuille des institutions financières	Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers 6	
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6) = (4) + (5) ou - [(7) + (13)]	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	
1974 1 ^{er} mois	- 10,8	- 8,1	- 4,5	- 23,4	...	- 23,4	...	+ 9,5	+ 4,2	+ 9,7	...	...	+ 23,4
2 premiers mois	- 32,2	- 11,3	- 6,8	- 50,3	...	- 50,3	+ 28,4	+ 13,2	- 1,1	+ 9,8	...	...	+ 21,9
3 premiers mois	- 48,4	- 3,3	- 10,0	- 61,7	...	- 61,7	+ 28,2	+ 12,8	+ 22,3	- 1,6	...	...	+ 33,5
4 premiers mois	- 65,0	- 4,1	- 13,6	- 82,7	...	- 82,7	+ 27,4	+ 13,4	+ 30,9	+ 10,7	...	+ 0,3	+ 55,3
1975 1 ^{er} mois	- 13,1	+ 0,5	- 3,3	- 15,9	- 20,1	- 36,0	+ 41,0	- 5,1	- 1,3	+ 10,5	...	- 9,1	- 5,0
2 premiers mois	- 33,5	- 1,3	- 5,9	- 40,7	- 9,4	- 50,1	+ 37,8	- 5,1	+ 25,6	+ 0,9	...	- 9,1	+ 12,3
3 premiers mois	- 67,1	+ 3,0	- 8,3	- 72,5	...	- 72,5	+ 37,3	- 2,7	+ 37,5	+ 0,4	...	...	+ 35,2
4 premiers mois	- 77,6	- 1,0	- 11,1	- 89,7	- 13,0	- 102,7	+ 68,4	- 5,1	+ 33,7	+ 14,8	...	- 9,1	+ 34,3

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1 nouvelle série.

2 Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

3 Augmentation (-) ou diminution (+) des placements provisoires du Trésor en effets commerciaux et de ses avoirs en comptes courants.

4 Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

5 Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du Fonds Monétaire International, qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

6 Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public et celles du portefeuille de certificats de la tranche B du Fonds des Rentes.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgétaires 4	Besoins nets de finan- cement du Trésor 4	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6			(9) = (6) à (8)
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1967	- 38,2	- 0,3	- 38,5	+ 15,5	- 23,0	+ 20,8	+ 0,7	+ 4,0	+ 25,5	- 2,5
1968	- 46,8	- 2,8	- 49,6	+ 15,5	- 34,1	+ 24,7	+ 0,6	+ 12,5	+ 37,8	- 3,7
1969	- 49,0	- 1,0	- 50,0	+ 21,9	- 28,1	+ 18,0	+ 4,8	+ 0,2	+ 23,0	+ 5,1
1970	- 43,2	- 1,0	- 44,2	+ 20,4	- 23,8	+ 20,7	- 1,4	+ 14,9	+ 34,2	- 10,4
1971	- 54,3	+ 1,3	- 53,0	+ 19,2	- 33,8	+ 62,1	+ 0,9	- 0,5	+ 62,5	- 28,7
1972	- 79,2	- 4,5	- 83,7	+ 20,0	- 63,7	+ 77,4	+ 4,3	- 2,1	+ 79,6	- 15,9
1973 3 prem. mois	- 42,2	- 1,4	- 43,6	+ 7,8	- 35,8	+ 19,8	- 0,2	+ 18,4	+ 38,0	- 2,2
6 prem. mois	- 87,0	+ 5,0	- 82,0	+ 18,0	- 64,0	+ 40,6	- 1,3	+ 27,3	+ 66,6	- 2,6
9 prem. mois	- 79,0	+ 0,3	- 78,7	+ 25,9	- 52,8	+ 71,3	- 1,4	- 14,9	+ 55,0	- 2,2
12 mois	- 96,4	+ 10,8	- 85,6	+ 34,5	- 51,1	+ 62,1	- 1,8	- 6,2	+ 54,1	- 3,0
1974 3 prem. mois	- 58,4	- 4,6	- 63,0	+ 10,0	- 53,0	+ 20,1	- 1,9	+ 35,7	+ 53,9	- 0,9
4 prem. mois	- 78,6	- 4,3	- 82,9	+ 13,6	- 69,3	+ 14,8	- 2,0	+ 57,7	+ 70,5	- 1,2
5 prem. mois	- 86,7	- 8,8	- 95,5	+ 17,4	- 78,1	+ 12,1	- 2,1	+ 69,5	+ 79,5	- 1,4
6 prem. mois	- 99,8	- 0,6	- 100,4	+ 19,9	- 80,5	+ 45,6	- 2,1	+ 38,4	+ 81,9	- 1,4
7 prem. mois	- 58,9	- 3,3	- 62,2	+ 22,2	- 40,0	+ 42,1	+ 3,9	- 4,3	+ 41,7	- 1,7
8 prem. mois	- 65,4	+ 0,1	- 65,3	+ 25,0	- 40,3	+ 39,4	+ 3,9	- 1,3	+ 42,0	- 1,7
9 prem. mois	- 89,6	+ 1,2	- 88,4	+ 28,6	- 59,8	+ 63,6	+ 3,8	- 5,9	+ 61,5	- 1,7
10 prem. mois	- 88,6	+ 0,6	- 88,0	+ 32,9	- 55,1	+ 59,2	+ 3,8	- 5,9	+ 57,1	- 2,0
11 prem. mois	- 86,3	- 6,6	- 92,9	+ 35,6	- 57,3	+ 54,3	+ 3,8	+ 1,3	+ 59,4	- 2,1
12 mois	- 97,1	- 1,5	- 98,6	+ 39,3	- 59,3	+ 50,9	+ 3,8	+ 7,1	+ 61,8	- 2,5

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers et les opérations de trésorerie (colonne (2) du tableau XI-2), mais aussi les dépenses d'organismes paratatactiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts indirects. Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2, s'explique par le fait que le déficit de trésorerie tient compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse »; les opérations en question sont énumérées dans la note 2.

4 Cf. tableau XVI-3b.

5 Y compris les variations de la dette indirecte.

6 Le cas échéant, le solde du Trésor auprès de la B.N.B. et ses placements provisoires en effets commerciaux sont déduits de ses engagements à court terme.

7 Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en monnaies étrangères qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

Nouvelle série

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgétaires 2	Besoins nets de finan- cement du Trésor 3 4	Couverture 5				
				Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 7
				Variations			Total	
				de l'encours des emprunts consolidés	des engagements à moyen terme	des engagements à court terme 6		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) à (6)	(8)	
1974 1 ^{er} mois	- 10,8	- 8,3	- 19,1	- 4,1	- 0,4	+ 24,2	+ 19,7	- 0,6
2 premiers mois	- 32,2	- 11,7	- 43,9	+ 22,4	- 1,6	+ 23,9	+ 44,7	- 0,8
3 premiers mois	- 48,4	- 4,6	- 53,0	+ 20,1	- 1,9	+ 35,7	+ 53,9	- 0,9
4 premiers mois	- 65,0	- 4,3	- 69,3	+ 14,8	- 2,0	+ 57,7	+ 70,5	- 1,2
1975 1 ^{er} mois	- 13,1	- 0,5	- 13,6	+ 39,0	...	- 24,3	+ 14,7	- 1,1
2 premiers mois	- 33,5	- 2,2	- 35,7	+ 33,3	...	+ 3,1	+ 36,4	- 0,7
3 premiers mois	- 67,1	+ 2,0	- 65,1	+ 30,5	...	+ 35,4	+ 65,9	- 0,8
4 premiers mois	- 77,6	- 2,8	- 80,4	+ 29,2	...	+ 51,9	+ 81,1	- 0,7

1 Cf. colonne (7) et note 3 du tableau XI-1.

2 Voir note 2 de la série précédente.

3 L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note 2) et, d'autre

part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

4 Cf. tableau XVI-3b.

5 Voir note 5 de la série précédente.

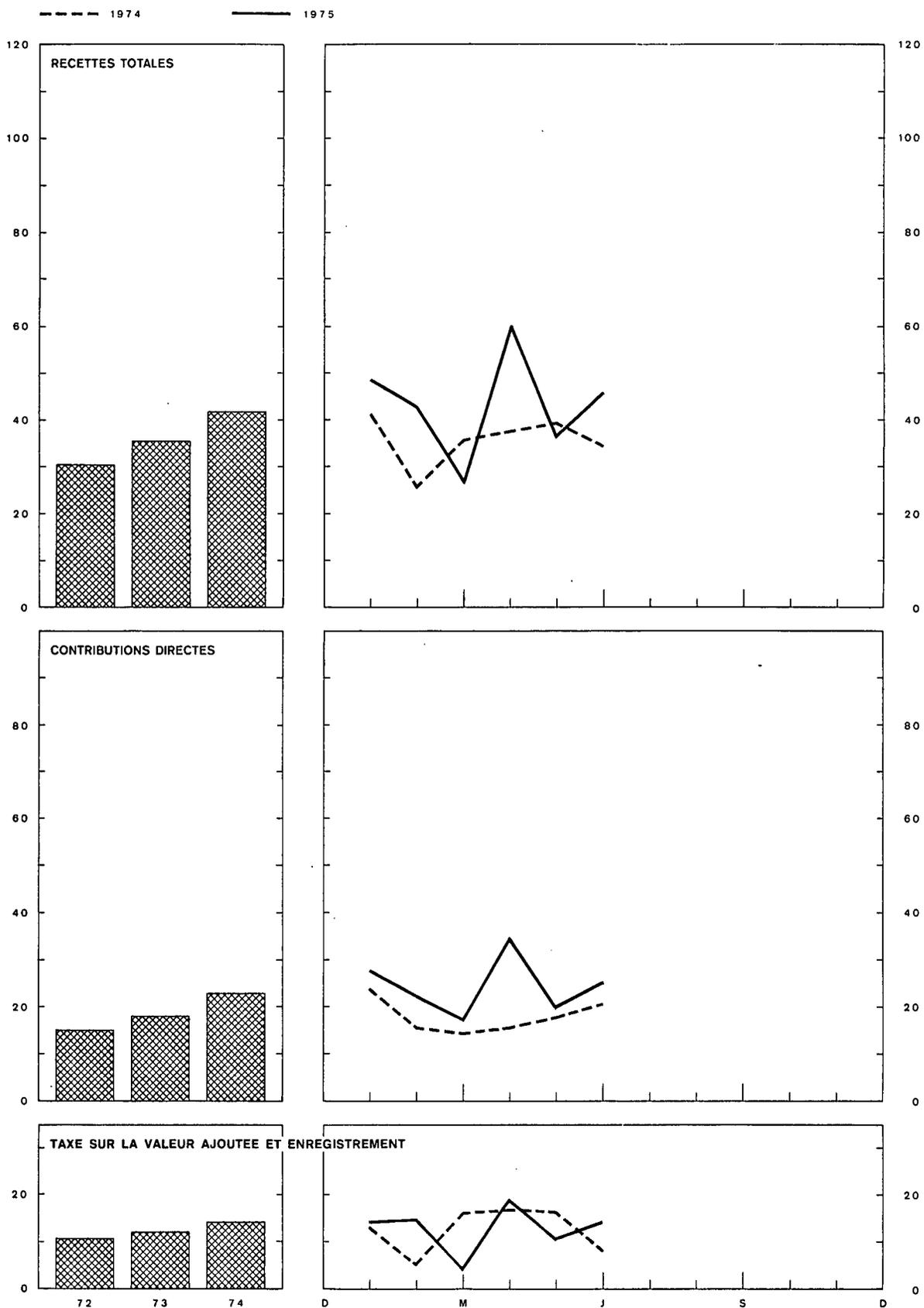
6 Voir note 6 de la série précédente.

7 Voir note 7 de la série précédente.

XI - 4. — RECETTES FISCALES PAR ANNEE CIVILE

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile) ¹
(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes totales ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales
	Contributions directes ²	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total	dont versements anticipés		
1972	178,8	49,4	130,5	358,7	n.d.	5,1	363,8
1973	219,3	54,1	146,6	420,0	55,3	5,1	425,1
1974	275,3	52,5	168,3	496,1	62,1	5,1	501,2
1973 2 ^e trimestre	42,8	13,7	36,2	92,7	3,4	1,4	94,1
3 ^e trimestre	80,5	12,5	35,8	128,8	43,1	1,3	130,1
4 ^e trimestre	52,1	15,2	43,1	110,4	5,1	1,3	111,7
1974 1 ^{er} trimestre	54,2	12,7	35,6	102,5	4,5	1,0	103,5
2 ^e trimestre	55,0	12,8	42,4	110,2	3,3	1,3	111,5
3 ^e trimestre	99,4	12,7	41,5	153,6	48,9	1,3	154,9
4 ^e trimestre	66,7	14,3	48,8	129,8	5,4	1,5	131,3
1975 1 ^{er} trimestre	68,3	15,3	33,8	117,4	4,6	1,6	119,0
2 ^e trimestre	81,2	15,9	44,9	142,0	18,1	1,5	143,5
1974 Juin	21,0	4,4	8,6	34,0	1,6	0,4	34,4
1975 Juin	25,9	5,5	14,7	46,1	1,6	0,5	46,6

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées directement, hors budget, au Fonds d'Expansion Economique et de Reconversion régionale, au Fonds

des Routes, au Fonds Spécial des Communes et aux Communautés Européennes, mais à l'exclusion des droits de douane cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

⁴ Droits de Succession.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES ¹
(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1974				1974 : juin				1975 : juin			
	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires	Recettes fiscales totales	Recettes affectées hors budget	Recettes budgétaires proprement dites (3) = (1) - (2)	Prévisions budgétaires
	(1)	(2)	(1) - (2)	2	(1)	(2)	(1) - (2)	2	(1)	(2)	(1) - (2)	2
A. Recettes courantes :												
I. Contributions directes	275,3	8,1	267,2	252,5	21,0	0,6	20,4	19,8	25,9	1,0	24,9	22,9
précompte immobilier	1,4	...	1,4	1,3	...	...	...	...	0,1	...	0,1	0,1
précompte mobilier	24,8	...	24,8	23,9	4,0	...	4,0	3,3	4,0	...	4,0	4,4
versements anticipés	62,1	1,1	61,0	65,3	1,6	...	1,6	1,8	1,6	...	1,6	1,7
impôts de sociétés (rôles) ...	9,5	...	9,5	6,9	0,3	...	0,3	0,3	...	...	...	0,2
impôts des personnes physiques (rôles)	31,1	1,0	30,1	26,7	1,8	...	1,8	1,7	1,8	0,1	1,7	1,5
précompte professionnel	139,2	1,3	137,9	126,1	12,5	0,1	12,4	12,5	17,3	0,1	17,2	15,0
divers	7,2	4,7	2,5	2,3	0,8	0,5	0,3	0,2	1,1	0,8	0,3	...
II. Douanes et accises	52,5	7,3	45,2	49,7	4,4	0,5	3,9	4,1	5,5	0,5	5,0	5,0
III. T.V.A. et enregistrement	168,3	13,6	154,7	153,7	8,6	1,3	7,3	7,4	14,7	1,2	13,5	15,1
B. Recettes en capital	5,1	...	5,1	5,2	0,4	...	0,4	0,5	0,5	...	0,5	0,4

¹ Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

² Prévisions pour le budget proprement dit.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, vol. I, n° 3, mars 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLVII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1972 : « Le budget de 1973 dans la pers-

N. B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

pective de l'évolution des finances publiques de 1967 à 1973 ». — XLIX^e année, vol. I, n° 5, mai 1974 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique. — Modification de certaines données ». — Le année, vol. I, n° 4, avril 1975 : « Chapitre XI : « Finances publiques » de la partie statistique. - Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE
XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1971

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)	
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	0,1	112,4	—	8,9	—	5,6	0,2	127,2
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	11,8	—	—	—	—	140,9	—	0,4	—	1,9	—	155,0
			Obligations ...	31,6	—	—	—	—	1,3	—	4,8	23,5	—	—	61,2
			Autres emprunts à plus d'un an ...	—	0,2	—	—	0,8	—	—	208,5	56,1	219,1	—	484,7
			Divers ...	—	3,9	3,6	0,1	35,6	—	—	—	2,0	20,8	1,9	—	67,9
	(Actions et parts) ...	(354,9)	(2,5)	(0,5)	—	(...)	—	(1,9)	(—)	(0,8)	(5,5)	(...)	(...)	(366,1)	
	Total ...	43,4	4,2	3,6	0,1	36,4	0,1	254,6	—	224,6	100,4	228,5	0,2	896,0	
	Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	1,5	—	0,5	—	0,8	—	2,8
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	0,2	—	—	—	—	0,8	0,8	—	0,2	—	—	—	2,0
		Obligations accessibles à tout placeur ...	23,4	0,2	—	—	0,1	2,3	9,3	0,9	7,1	7,1	1,9	—	52,4
		Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,1	—	0,2	—	0,7	6,1	—	4,2	5,7	3,1	3,2	23,4
	Autres emprunts à plus d'un an ...	—	—	—	0,1	—	1,6	—	—	0,3	0,3	25,3	—	27,6	
	Divers ...	11,8	0,1	6,7	0,6	—	3,1	0,1	—	—	—	—	2,3	24,7	
	(Actions et parts) ...	(1,0)	—	(18,8)	(11,0)	(...)	—	(0,1)	(—)	(0,5)	(0,3)	(0,7)	(0,9)	(33,3)	
Total ...	35,4	0,4	6,7	0,9	0,1	8,6	17,8	0,9	12,3	13,1	31,1	5,5	132,9		
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	5,8	—	—	4,3	—	2,1	55,9	—	—	—	0,1	9,8	78,0	
	Certificats à un an au plus ...	—	1,6	—	0,2	—	9,9	31,6	6,7	18,0	—	10,1	—	78,1	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	173,6	3,0	—	2,3	3,6	5,7	112,3	5,2	46,4	53,8	19,7	2,8	428,4	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,3	—	—	—	6,3	63,7	—	5,1	1,5	2,6	—	79,6	
	Divers ...	—	1,1	—	—	1,4	1,3	—	—	3,3	1,6	0,2	—	8,9	
Total ...	179,5	6,0	—	6,8	5,0	25,2	263,6	11,9	72,8	56,9	32,7	12,6	673,0		
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	16,0	—	—	—	—	—	16,0	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	35,5	0,3	—	0,3	—	0,4	13,2	1,6	9,6	11,9	4,2	—	76,9	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	2,6	—	17,9	1,4	1,9	0,2	24,0	
	Autres emprunts à plus d'un an ...	—	7,9	—	—	—	—	—	—	8,4	—	114,0	—	130,3	
Divers ...	2,7	1,0	2,1	—	0,1	—	—	—	—	—	0,4	—	14,4		
Total ...	38,2	9,2	2,1	0,3	0,1	0,4	31,8	1,6	35,9	13,3	120,5	8,2	261,6		
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	21,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21,2	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	—	0,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	—	—	—	—	—	0,4	—	0,5	24,3	0,2	—	25,5	
	Divers ...	30,9	—	0,7	—	—	—	0,4	—	1,0	1,0	0,7	10,1	44,8	
	Total ...	52,1	—	0,7	—	—	—	0,8	—	1,5	25,3	0,9	10,2	91,7	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	—	—	—	—	—	3,8	—	—	—	—	—	3,8	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	0,4	36,6	—	5,6	—	4,5	0,3	47,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	—	—	—	—	—	—	58,4	—	—	—	—	—	58,4	
	Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
	Obligations ...	9,0	—	—	—	—	—	312,8	—	—	—	—	—	312,8	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	—	—	—	—	—	—	—	0,9	1,1	4,8	0,2	0,2	41,0	
	Divers ...	—	—	8,9	—	—	—	30,0	—	—	—	—	—	38,9	
	(Actions et parts) ...	—	2,9	9,0	—	0,6	—	1,5	—	0,2	0,6	0,2	—	15,0	
Total ...	—	(0,3)	(0,5)	—	—	(—)	(3,8)	(—)	(0,1)	(1,3)	(—)	(...)	(6,0)		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												
Organismes monétaires (7)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	9,0	5,1	...	0,2	...	0,1	...	14,5
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	326,3	—	—	—	—	—	—	326,3
	Dépôts en devises des résidents	9,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,7
	Dépôts sur livrets des résidents	98,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	98,2
	Dépôts à terme des résidents	97,5	—	—	...	...	—	—	—	2,8	...	1,3	...	101,6
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	...	—	—	—	55,6	...	—	—	...	...	55,6
	Obligations (y compris les bons de caisse)	29,8	—	...	—	—	—	—	—	0,1	0,5	—	—	30,4
	Divers	0,2	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	41,0	41,4
	(Actions et parts)	(19,5)	—	(0,2)	—	—	—	(1,5)	—	(0,4)	(0,5)	—	—	(22,1)
	Total ...	652,7	3,1	1,0	34,9	1,3	335,3	60,7	...	8,3	2,2	2,1	41,0	1.142,7
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,7	...	—	1,3	...	0,8	0,1	2,9
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	4,4	—	5,1	—	...	—	9,5
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	...	...	0,1	2,9
	Total ...	—	...	2,8	...	...	0,7	4,4	—	6,4	...	0,8	0,2	15,3
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	10,0	...	...	1,0	3,2	—	...	—	...	2,8	1,8	...	18,9
	Dépôts sur livrets	286,7	...	—	0,4	...	—	...	—	...	...	...	...	287,2
	Dépôts à terme	3,7	1,4	0,1	1,4	3,9	2,9	...	—	0,1	5,7	0,3	0,2	19,6
	Obligations (y compris les bons de caisse)	59,0	—	...	...	—	—	—	—	0,4	2,2	...	...	61,7
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,1
	Divers	4,9	...	...	...	...	...	0,1	...	0,1	...	0,1	8,2	13,4
	(Actions et parts)	(3,3)	—	—	—	—	—	—	—	(0,8)	(0,1)	—	—	(4,2)
	Total ...	365,4	1,4	0,1	2,8	7,1	2,9	0,1	...	0,6	10,7	2,2	8,5	401,8
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	42,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	42,3
	Réserves mathématiques	238,6	—	—	—	—	21,7	—	—	—	—	—	—	260,3
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	21,0	...	0,8	...	0,2	0,2	...	...	...	...	...	1,2	23,4
	(Actions et parts)	—	—	—	—	—	—	—	—	(0,1)	—	—	—	(0,1)
	Total ...	301,9	...	0,8	...	0,2	21,9	...	...	...	...	...	1,2	326,0
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	6,0	...	...	0,1	...	—	0,1	—	...	...	...	...	6,3
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,1	0,3	...	1,1	...	0,2	...	1,7
	Dépôts sur livrets	16,6	...	—	...	...	—	—	—	...	...	...	...	16,6
	Dépôts à terme	5,9	2,2	...	6,4	4,4	1,0	2,4	—	...	1,2	...	0,7	24,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	—	0,6	—	3,7	...	0,3	...	4,7
	Obligations accessibles à tout placeur	185,2	0,3	...	0,2	4,4	...	32,7	0,4	22,1	27,8	4,5	...	277,6
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	2,1	12,4	6,0	...	12,4	23,8	1,3	4,8	62,8
	Divers	8,1	...	17,4	...	...	...	—	...	0,1	...	0,4	13,2	39,2
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,2)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,2)
	Total ...	221,9	2,5	17,4	6,7	10,9	13,5	42,1	0,4	39,5	52,8	6,6	18,7	433,0
Secteurs indétectés et ajustements (12)		—	5,8	...	...	2,4	—	32,6	0,9	13,3	6,4	6,2	—	67,5
(13) = (1) à (12)	Total des créances	1.899,4	35,4	53,1	52,5	64,2	409,3	1.176,3	16,7	422,1	286,5	436,4	106,7	4.958,7

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

(milliards de francs)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE											Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements
		Entreprises et particuliers	Para-étatiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale		Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires		
Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		0,2	—			0,3	131,4	—	8,3		4,9	3,0	148,2
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	12,4						173,6	—	0,3		2,4	...	188,7
	Obligations ...	32,9		...	...	...	...	5,5	...	12,2	24,5	...	...	75,1
	Autres emprunts à plus d'un an ...		0,2			0,8				232,3	59,5	231,3	...	524,2
	Divers ...		5,1	5,9		40,7				2,2	23,7	1,1	...	78,7
(Actions et parts) ...	(385,4)	(3,1)	(0,5)		(...)			(2,3)	(—)	(0,8)	(6,5)	(...)	(...)	(398,6)
	Total ...	45,3	5,5	5,9	...	41,6	0,3	310,5	—	255,2	107,7	239,8	3,0	1.014,9
Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	...		—			0,1	1,3	—	0,4		0,6	...	2,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	0,5		...			0,4	0,4	—	...	...	...	...	1,2
	Obligations accessibles à tout placeur ...	22,2	2,2	...	...	0,1	2,2	12,4	1,7	9,8	7,4	2,3	...	60,3
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,1	...	0,2	...	0,7	6,3	...	6,9	6,3	3,4	3,1	26,9
	Autres emprunts à plus d'un an ...				0,1		1,4	0,1	—	...	0,3	29,1	...	31,0
	Divers ...	12,7	0,1	6,8	0,7		4,4	0,1	—	...	...	...	2,9	27,7
(Actions et parts) ...	(1,0)		(19,9)	(13,9)	(...)		(0,2)	(—)	(0,5)	(0,3)	(0,7)	(0,9)	(37,4)	
	Total ...	35,4	2,4	6,8	1,0	0,1	9,1	20,5	1,7	17,2	14,0	35,4	5,9	149,5
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	8,9	...	—	2,3	...	2,3	64,4	...	...	...	0,1	15,5	93,4
	Certificats à un an au plus ...	...	1,0	—	0,2	...	8,5	20,1	8,3	14,7	...	6,6	...	59,4
	Obligations accessibles à tout placeur ...	180,9	3,6	—	2,5	3,8	4,3	146,8	8,9	61,3	61,4	26,6	2,8	502,8
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	0,2	—	...	...	4,3	66,5	...	6,6	1,4	3,0	...	82,1
	Divers ...		1,2	—		1,0	1,3	...	...	4,0	2,3	0,9	...	10,7
	Total ...	189,8	6,0	—	5,0	4,8	20,6	297,8	17,2	86,6	65,1	37,2	18,3	748,3
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...							23,2	—	...	...	...	...	23,2
	Obligations accessibles à tout placeur ...	48,7	0,2	...	0,1	...	0,4	16,9	3,7	13,4	13,7	4,7	...	101,7
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	...	3,0	...	16,6	0,9	2,5	0,3	23,2
	Autres emprunts à plus d'un an ...		7,6							11,2	...	125,9	...	144,7
Divers ...	2,9	1,0	4,3				0,2	—	...	...	0,4	6,5	15,3	
	Total ...	51,6	8,8	4,3	0,1	...	0,4	43,2	3,7	41,2	14,5	133,4	6,8	308,1
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	24,1	...	—	—	...	—	—	—	—	—	—	...	24,1
	Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	0,1
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	—	...	...	...	...	...	1,2	...	0,4	27,8	0,6	...	30,0
	Divers ...	34,0	...	2,3	...	...	...	0,4	...	1,0	2,6	0,4	9,5	50,2
	Total ...	58,1	...	2,3	...	...	0,1	1,6	...	1,4	30,4	1,0	9,5	104,3
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	—	6,3	...	...	...	...	...	6,3
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...						0,7	44,0	—	3,1		5,8	0,4	54,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...							61,0	—	...		...	...	61,0
	Autres engagements à un an au plus (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...													
	Obligations ...	2,0	...	...					390,6	—				390,6
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique								31,6	...	1,1	4,8	...	39,5
	Divers ...	—	—	14,0	—	—	—	—	25,9	—	—	—	—	—
(Actions et parts) ...		2,9	9,0		0,7			4,3	—	0,4	0,6	0,2	...	18,2
		(0,2)	(0,5)				(—)	(4,3)	(—)	(0,1)	(1,4)	(—)	(...)	(6,6)

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

		Intermédiaires financiers												Secteurs Indéterminés et ajustements (12)									
		Organismes monétaires (7)												Fonds des Rentes (8)		Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)		Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)		Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	14,5	3,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20,8
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	400,9
	Dépôts en devises des résidents	9,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,2
	Dépôts sur livrets des résidents	133,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	133,9
	Dépôts à terme des résidents	105,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	110,8
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	70,1
	Obligations (y compris les bons de caisse)	35,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,7
	Divers	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	57,6
	(Actions et parts)	(20,5)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(23,2)
	Total ...	759,1	4,0	0,7	39,4	1,4	415,3	81,7	2,5	12,6	2,7	4,6	45,3	1.369,3									
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	2,4	3,5	—	2,2	—	0,8	0,1	9,0									
	Certificats à un an au plus	—	—	—	—	—	—	5,1	—	5,3	—	0,5	—	10,9									
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	2,5	—	—	—	—	—	2,5									
	Divers	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2,9									
	Total ...	—	—	2,8	—	—	2,4	11,0	—	7,6	—	1,3	0,2	25,3									
	Dépôts à vue	12,6	—	—	1,7	2,5	—	—	—	—	2,7	0,5	0,1	20,2									
	Dépôts sur livrets	336,3	0,2	—	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—	336,8									
	Dépôts à terme	4,3	1,8	0,3	1,6	5,4	4,8	—	—	—	7,8	0,1	0,2	26,4									
	Obligations (y compris les bons de caisse)	69,4	—	—	—	—	—	0,6	—	0,1	0,8	—	—	70,9									
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	1,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2									
	Divers	6,1	—	—	—	—	—	0,1	—	0,1	—	0,1	10,6	17,0									
	(Actions et parts)	(3,4)	—	—	—	—	—	—	—	(1,0)	(0,4)	—	—	(4,8)									
	Total ...	429,9	2,0	0,3	3,6	7,9	4,8	0,8	—	0,2	11,3	0,7	10,9	472,5									
	Réserves de sécurité sociale	50,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	50,6									
	Réserves mathématiques	255,0	—	—	—	—	23,7	—	—	—	—	—	—	278,7									
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—									
	Divers	21,7	—	0,8	—	0,2	0,3	—	—	—	—	—	1,4	24,3									
	(Actions et parts)	—	—	—	—	—	—	—	—	(0,1)	—	—	—	(0,1)									
	Total ...	327,2	—	0,8	—	0,2	24,0	—	—	—	—	—	1,4	353,6									
	Dépôts à vue	7,6	—	—	0,2	—	—	0,1	—	—	—	—	—	7,9									
	Argent à très court terme	—	—	—	—	—	—	0,6	—	0,3	—	0,3	—	1,1									
	Dépôts sur livrets	22,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,4									
	Dépôts à terme	7,2	1,7	—	5,1	5,9	0,7	2,5	—	—	0,7	0,5	1,0	25,2									
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	0,5	—	4,0	—	0,2	—	4,6									
	Obligations accessibles à tout placeur	204,8	0,3	—	0,1	5,0	—	33,2	0,9	25,3	25,9	5,1	—	300,5									
	Obligations non accessibles à tout placeur	—	—	—	—	2,1	10,4	5,2	—	17,9	22,9	3,3	4,7	66,6									
	Divers	8,9	—	17,7	—	—	—	—	—	0,1	—	0,2	15,0	41,9									
	(Actions et parts)	(0,1)	(...)	(1,5)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,5)									
	Total ...	250,9	2,0	17,7	5,4	13,0	11,1	42,0	0,9	47,6	49,5	9,5	20,7	470,3									
			5,8	—	—	3,0	—	29,9	1,2	20,7	10,0	6,2	—	76,8									
	Total des créances (13) = (1) à (12)	2.149,4	39,4	64,7	54,6	72,7	488,8	1.402,8	27,2	494,9	310,6	475,0	122,4	5.702,5									

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

	DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Organismes monétaires (7)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	+ 5,5	-1,3	+ 2,5	- 0,3	—	—	- 0,1	+ 6,3
	Engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	+74,6	—	—	—	—	—	—	+ 74,6
	Dépôts en devises des résidents	- 0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 0,5
	Dépôts sur livrets des résidents	+35,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 35,7
	Dépôts à terme des résidents	+ 7,8	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,5	...	+ 1,0	...	+ 9,3
	Engagements non rangés ailleurs	—	—	—	—	—	—	—	+14,5	...	—	—	—	+ 14,5
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+ 5,5	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	- 0,3	—	—	+ 5,4
	Divers	—	—	—	—	—	—	+7,7	...	+ 2,8	...	+ 1,3	+ 0,9	+ 12,7
	(Actions et parts)	(+ 1,0)	—	(...)	—	—	—	(+0,1)	—	(...)	(...)	—	—	(+ 1,1)
	Total ...	+106,5	+ 0,9	- 0,4	+ 4,5	+ 0,1	+80,1	+20,9	+ 2,5	+ 4,3	+ 0,5	+ 2,4	+ 0,9	+223,2
Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	+ 1,7	+3,5	—	+ 0,9	...	...	...	+ 6,1
	Certificats à un an au plus	—	—	—	...	—	...	+0,6	—	+ 0,3	—	+ 0,5	—	+ 1,4
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+2,5	—	—	—	—	—	+ 2,5
	Divers .....	—	—	...	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...
	Total ...	—	...	...	...	...	+ 1,7	+6,6	—	+ 1,2	...	+ 0,6	...	+ 10,1
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue	+ 2,6	...	...	+ 0,7	- 0,7	...	...	—	...	- 0,1	- 1,2	+ 0,1	+ 1,4
	Dépôts sur livrets	+49,6	+ 0,2	—	- 0,1	...	—	...	—	...	...	...	...	+ 49,6
	Dépôts à terme	+ 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	+ 1,6	+ 1,9	...	—	- 0,1	+ 2,2	- 0,2	- 0,1	+ 6,7
	Obligations (y compris les bons de caisse)	+10,4	...	...	...	—	—	+0,6	—	- 0,3	- 1,5	...	...	+ 9,3
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Divers	+ 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 0,1
	(Actions et parts)	+ 1,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	+ 2,4	+ 3,6
	Total ...	(+ 0,1)	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,1)	(+ 0,3)	...	...	(+ 0,5)
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale	+ 8,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 8,3
	Réserves mathématiques	+16,3	—	—	—	—	+ 2,0 ⁵	—	—	—	—	—	—	+ 18,3
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
	Divers	+ 0,7	...	+ 0,1	...	- 0,1	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,9
	(Actions et parts)	—	—	—	—	—	—	—	—	(...)	—	—	—	(...)
Total ...	+25,3	...	+ 0,1	...	- 0,1	+ 2,0	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 27,6	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue	+ 1,6	...	...	+ 0,1	...	—	-0,1	—	...	...	...	...	+ 1,6
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	- 0,1	+0,3	...	- 0,8	...	+ 0,1	...	- 0,6
	Dépôts sur livrets	+ 5,8	...	—	...	...	—	...	—	...	...	...	...	+ 5,8
	Dépôts à terme	+ 1,3	- 0,5	...	- 1,3	+ 1,5	- 0,3	...	—	...	- 0,5	+ 0,5	+ 0,3	+ 1,1
	Engagements en comptes courants ou d'avances	—	...	—	—	—	—	-0,1	—	+ 0,3	...	- 0,1	...	...
	Obligations accessibles à tout placeur	+19,6	...	...	- 0,1	+ 0,6	...	+0,5	+ 0,5	+ 3,2	- 1,9	+ 0,6	...	+ 22,9
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	—	...	...	...	...	- 2,0	-0,7	...	+ 5,5	- 0,9	+ 2,0	- 0,1	+ 3,8
	Divers	+ 0,8	...	+ 0,3	...	...	...	—	—	...	...	- 0,1	+ 1,8	+ 2,8
(Actions et parts)	(...)	(...)	(+ 0,3)	(...)	(...)	(...)	(...)	(-)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,3)	
Total ...	+29,1	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	+ 2,1	- 2,4	-0,1	+ 0,5	+ 8,1	- 3,3	+ 2,9	+ 2,0	+ 37,3	
Secteurs indirects moins ajustements (12)		—	...	...	...	+ 0,6	...	-2,7	+ 0,3	+ 7,4	+ 3,6	...	—	+ 9,2
	(13) = (1) à (12)													
	Total des créances	+259,5	+ 4,0	+ 7,7	+ 2,2	+ 8,4	+99,0	+223,0	+10,5	+72,7	+24,0	+38,6	+12,3	+762,0

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Cf. rubriques 4.322, 4.323, 4.324 et 4.33 du tableau IX-1.

2 Cf. rubrique 4.321 du tableau IX-1. (Y compris les obligations.)

3 Cf. rubriques 4.312, 4.313 et 4.314 du tableau IX-1.

4 Cf. rubrique 4.311 du tableau IX-1. (Y compris les obligations pour le secteur créancier « Entreprises et particuliers ».)

5 Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1971

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises et par- ticuliers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capi- talisation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit, non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	43,4	4,2	3,6	0,1	36,4	87,7	0,1	254,6	—	224,6	100,4	228,5	808,1	0,2	896,0
2. Paraétatiques d'exploitation	35,4	0,4	6,7	0,9	0,1	43,5	8,6	17,8	0,9	12,3	13,1	31,1	75,2	5,5	132,9
3. Etat (Trésor)	179,5	6,0	—	6,8	5,0	197,3	25,2	263,6	11,9	72,8	56,9	32,7	437,9	12,6	673,0
4. Secteur public non compris ailleurs	38,2	9,2	2,1	0,3	0,1	49,9	0,4	31,8	1,6	35,9	13,3	120,5	203,1	8,2	261,6
5. Sécurité sociale	52,1	...	0,7	...	0,1	52,9	0,2	0,8	...	1,5	25,3	0,9	28,5	10,2	91,7
6. Total des secteurs nationaux non financiers	348,6	19,8	13,1	8,1	41,7	431,3	34,4	568,6	14,4	347,1	209,0	413,7	1.552,8	36,7	2.055,2
7. Etranger	9,0	2,9	17,9	...	0,6	30,4	0,4	467,9	0,9	6,9	5,4	4,9	486,0	0,5	517,2
8. Organismes monétaires	652,7	3,1	1,0	34,9	1,3	693,0	335,3	60,7	...	8,3	2,2	2,1	73,3	41,0	1.142,7
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	0,7	4,4	—	6,4	...	0,8	11,6	0,2	15,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	365,4	1,4	0,1	2,8	7,1	376,8	2,9	0,1	...	0,6	10,7	2,2	13,6	8,5	401,8
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	301,9	...	0,8	...	0,2	302,9	21,9	...	...	...	...	...	...	1,2	326,0
12. Organismes publics de crédit non monétaires	221,9	2,5	17,4	6,7	10,9	259,4	13,5	42,1	0,4	39,5	52,8	6,6	141,4	18,7	433,0
13. Total des intermédiaires financiers	1.541,9	7,0	22,1	44,4	19,5	1.634,9	374,3	107,3	0,4	54,8	65,7	11,7	239,9	69,6	2.318,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	5,8	...	...	2,4	8,2	.....	32,6	0,9	13,3	6,4	6,2	59,4	—	67,5
15. Total des créances	1.899,4	35,4	53,1	52,5	64,2	2.104,6	409,3	1.176,3	16,7	422,1	286,5	436,4	2.337,9	106,7	4.958,7
16. Solde des créances et des dettes ...	+1.003,4	— 97,5	— 619,9	— 209,1	— 27,5	+ 49,4	— 107,9	+ 33,6	+ 1,4	+ 20,3	— 39,5	+ 3,4	+ 19,1	+ 39,2	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1972

Totaux sectoriels
(milliards de francs)

	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	45,3	5,5	5,9	...	41,6	98,3	0,3	310,5	—	255,2	107,7	239,8	913,2	3,0	1014,9
2. Paraétatiques d'exploitation	35,4	2,4	6,8	1,0	0,1	45,7	9,1	20,5	1,7	17,2	14,0	35,4	88,8	5,9	149,5
3. Etat (Trésor)	189,8	6,0	—	5,0	4,8	205,6	20,6	297,8	17,2	86,6	65,1	37,2	503,9	18,3	748,3
4. Secteur public non compris ailleurs	51,6	8,8	4,3	0,1	...	64,8	0,4	43,2	3,7	41,2	14,5	133,4	236,0	6,8	308,1
5. Sécurité sociale	58,1	...	2,3	...	...	60,4	0,1	1,6	...	1,4	30,4	1,0	34,4	9,5	104,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers	380,2	22,7	19,3	6,1	46,5	474,8	30,5	673,6	22,6	401,6	231,7	446,8	1.776,3	43,5	2.325,1
7. Etranger	2,0	2,9	23,1	...	0,7	28,7	0,7	563,8	...	4,6	5,4	6,0	579,8	0,4	609,6
8. Organismes monétaires	759,1	4,0	0,7	39,4	1,4	804,6	415,3	81,7	2,5	12,6	2,7	4,6	104,1	45,3	1.369,3
9. Fonds des Rentes	—	...	2,8	...	...	2,8	2,4	11,0	—	7,6	...	1,3	19,9	0,2	25,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	429,9	2,0	0,3	3,6	7,9	443,7	4,8	0,8	...	0,2	11,3	0,7	13,0	10,9	472,5
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	327,2	...	0,8	...	0,2	328,2	24,0	...	...	...	...	...	...	1,4	353,6
12. Organismes publics de crédit non monétaires	250,9	2,0	17,7	5,4	13,0	289,0	11,1	42,0	0,9	47,6	49,5	9,5	149,5	20,7	470,3
13. Total des intermédiaires financiers	1.767,1	8,0	22,3	48,4	22,5	1.868,3	457,6	135,5	3,4	68,0	63,5	16,1	286,5	78,5	2.691,0
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	.....	5,8	...	...	3,0	8,8	.....	29,9	1,2	20,7	10,0	6,2	68,0	—	76,8
15. Total des créances	2.149,4	39,4	64,7	54,6	72,7	2.380,8	488,8	1.402,8	27,2	494,9	310,6	475,0	2.710,5	122,4	5.702,5
16. Solde des créances et des dettes ..	+1.134,5	- 110,1	- 683,6	- 253,5	- 31,6	+ 55,7	- 120,8	+ 33,5	+ 1,9	+ 22,4	- 43,0	+ 4,7	+ 19,5	+ 45,6	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1972

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers	+ 2,0	+ 1,3	+ 2,3	- 0,1	+ 5,2	+ 10,7	+ 23,6	+ 55,9	—	+ 30,7	+ 7,2	+ 11,3	+105,1	+ 2,8	+142,3
2. Paraétatiques d'exploitation	- 0,1	+ 2,0	+ 0,1	+ 0,1	...	+ 2,1	+ 0,4	+ 2,8	+ 0,8	+ 3,1	+ 0,2	+ 4,3	+ 11,2	+ 0,4	+ 14,2
3. Etat (Trésor)	+ 10,3	...	—	- 1,8	- 0,2	+ 8,3	- 8,5	+ 34,2	+ 5,2	+ 13,8	+ 8,2	+ 4,5	+ 65,9	+ 5,7	+ 71,4
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 5,2	- 0,3	+ 2,2	- 0,1	- 0,1	+ 6,9	...	+ 11,1	+ 1,5	+ 6,8	+ 1,3	+ 12,7	+ 33,4	- 1,4	+ 38,9
5. Sécurité sociale	+ 6,1	...	+ 1,6	...	- 0,1	+ 7,6	- 0,1	+ 0,8	...	- 0,1	+ 5,1	+ 0,1	+ 5,9	- 0,7	+ 12,6
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 23,5	+ 3,0	+ 6,2	- 1,9	+ 4,8	+ 35,6	+ 15,4	+104,8	+ 7,5	+ 54,3	+ 22,0	+ 32,9	+221,5	+ 6,8	+279,4
7. Etranger	+ 10,7	...	+ 1,2	...	...	+ 11,9	+ 0,3	+ 92,8	- 0,2	- 2,1	+ 0,6	+ 1,3	+ 92,4	- 0,1	+104,6
8. Organismes monétaires	+106,5	+ 0,9	- 0,4	+ 4,5	+ 0,1	+111,6	+ 80,1	+ 20,9	+ 2,5	+ 4,3	+ 0,5	+ 2,4	+ 30,6	+ 0,9	+223,2
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	+ 1,7	+ 6,6	—	+ 1,2	...	+ 0,6	+ 8,4	...	+ 10,1
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation	+ 64,5	+ 0,6	+ 0,2	+ 0,8	+ 0,8	+ 66,9	+ 1,9	+ 0,6	...	- 0,4	+ 0,6	- 1,4	- 0,6	+ 2,4	+ 70,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 25,3	...	+ 0,1	...	- 0,1	+ 25,3	+ 2,0	...	...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 27,6
12. Organismes publics de crédit non monétaires	+ 29,1	- 0,5	+ 0,3	- 1,3	+ 2,1	+ 29,7	- 2,4	- 0,1	+ 0,5	+ 8,1	- 3,3	+ 2,9	+ 8,1	+ 2,0	+ 37,3
13. Total des intermédiaires financiers	+225,4	+ 1,0	+ 0,2	+ 4,0	+ 2,9	+233,5	+ 83,3	+ 28,0	+ 3,0	+ 13,2	- 2,2	+ 4,5	+ 46,5	+ 5,5	+368,8
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	...	...	...	...	+ 0,6	+ 0,6	...	- 2,7	+ 0,3	+ 7,4	+ 3,6	...	+ 8,6	—	+ 9,2
15. Total des créances	+259,5	+ 4,0	+ 7,7	+ 2,2	+ 8,4	+281,8	+ 99,0	+223,0	+ 10,5	+ 72,7	+ 24,0	+ 38,6	+368,8	+ 12,3	+762,0
16. Solde des créances et des dettes ..	+117,2	- 10,2	- 63,7	- 36,7	- 4,2	+ 2,4	- 5,6	- 0,2	+ 0,4	+ 2,1	- 3,6	+ 1,3	...	+ 3,1	—

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

Références bibliographiques : Bulletin d'Information et de Documentation : XXXVII^e année, vol. II, nos 2-3, août-

septembre 1962 et XXXVIII^e année, vol. I, no 2, février 1963. — Statistiques économiques belges 1960-1970. —
Statistiques financières de l'O.C.D.E.

XIII. — ORGANISMES MONÉTAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONÉTAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'occupations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obligataires des banques de dépôts (13)	Divers 4 (14)
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor (4)			Créances sur l'Etat 2 (7)	Créances sur les autres pouvoirs publics 3 (8)	Financés par les organismes monétaires (9)	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires (10)	Sur et envers le Fonds des Rentes (11)	Sur et envers d'autres intermédiaires (12)		
		Dépôts en francs belges 1 (2)	Dépôts en devises (3)											
		(1)	(2)	(3)			(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)			(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1965	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	- 11,4	- 13,3
1966	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,7	4,6	15,7	- 12,0	- 13,9
1967	350,5	107,9	8,4	...	466,8	97,1	207,9	13,0	156,9	170,8	4,1	17,5	- 13,5	- 16,2
1968	376,5	125,8	8,8	...	511,1	86,1	231,5	16,8	182,5	196,4	6,8	21,0	- 16,5	- 17,1
1969	386,3	149,3	14,7	...	550,3	93,6	252,0	19,5	197,2	207,4	5,4	26,7	- 21,0	- 23,1
1970	418,5	165,7	11,4	...	595,6	104,8	254,4	28,8	219,7	232,4	5,4	35,2	- 25,6	- 27,1
1971 (Ancienne série)	460,7	198,7	9,7	...	669,1	132,5	263,6	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 28,1
(Nouvelle série) 5	465,0	198,7	9,7	...	673,4	132,5	263,6	32,5	255,7	268,1	4,4	38,9	- 30,4	- 23,8
1972	530,2	242,6	9,2	...	782,0	148,7	297,8	44,3	307,4	320,6	8,5	34,4	- 35,8	- 23,3
1973 Mars	544,3	255,5	10,0	...	809,8	146,1	319,6	43,5	316,2	327,3	13,1	31,3	- 36,6	- 23,4
Juin	582,2	268,7	10,6	...	861,5	149,6	345,3	52,6	333,9	343,0	12,9	32,4	- 38,1	- 27,1
Septembre	559,2	285,4	11,6	...	856,2	149,9	326,1	55,4	350,6	359,2	5,0	31,4	- 40,1	- 23,0
Décembre	577,0	298,4	11,9	...	887,3	151,9	330,4	60,1	371,5	378,3	9,6	26,5	- 41,8	- 20,9
1974 Mars	595,9	314,1	17,7	...	927,7	131,8	370,8	59,8	332,2	391,4	10,7	31,0	- 43,6	- 15,0
Juin	621,3	313,2	17,3	...	951,8	124,2	372,6	64,6	386,7	397,7	22,6	38,4	- 45,5	- 11,8
Septembre	612,5	312,9	18,2	...	943,6	129,7	350,0	65,5	391,3	400,5	17,5	42,8	- 46,5	- 6,7
Décembre	627,7	321,8	17,5	...	967,0	132,5	348,5	80,3	404,3	421,5	10,1	42,2	- 48,7	- 2,2
1975 Mars	645,5	336,9	18,0	...	1.000,4	p 144,6	p 366,6	p 81,2	399,4	424,8	6,0	p 52,9	- 50,8	p+ 0,5

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

3 Y compris les créances sur les fonds de pension et sur les organismes de sécurité sociale.

4 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre, et, à partir de 1970, la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

5 Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir Bulletin d'Information et de Documentation, XXIV^e année, vol. II, n° 6, décembre 1949 — XXX^e année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII^e année, vol. II, n° 5, novembre 1958 — XLII^e année, vol. I, n° 1, janvier 1967, vol. II, n° 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.
— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau XIII-5.

XIII 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	77,2	75,4	73,8	73,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	30,0	25,9	25,3	25,1	24,0	22,2	22,5	24,9	24,9	25,5	25,6
— Prêts ¹	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	10,2	20,3	26,1	29,4	29,4	30,5	30,9	26,7	27,9	28,4	28,4	29,9
3. Obligations	0,1	0,1	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	7,6	8,0	14,2	9,8	1,9	5,8	16,5	10,9	11,0	16,9	15,2	17,4	12,2	12,0	4,6	0,7
5. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	12,6	3,5	...	0,4	3,7	...	7,3	3,6
b) CEE : concours financier à moyen terme ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,6
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	87,3	80,8	75,9	67,8	65,2	81,6	88,6	99,2	106,8
b) en francs belges	1,5	3,0	0,3	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	125,4	137,8	124,1	129,2	144,4	168,3	196,3	226,7	232,7	222,6	207,9	204,0	222,1	232,2	243,3	245,0
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
2. Autres :																
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,5	...	...	...	0,9	...	...	2,1	3,0	1,9	0,5	0,2	0,1	2,2
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ² :																
a) à un an au plus	9,6	2,7	15,3	15,5	13,2	4,9	1,1	11,1	...	0,5	13,4	16,0	0,2	5,1	2,5	20,5
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	2,7	2,7	2,6	2,5	2,3	1,9	2,0	2,2	2,2	2,2	2,5	2,5	2,5	2,7	3,1	3,0
— autres	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	40,2	40,2	40,2	40,2	38,3	38,3	38,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :																
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	4,0	0,8	1,8	1,9	1,5	4,5	6,3	3,8	4,6	7,9	7,6	5,9	5,1	5,2	1,6	0,1
b) effets commerciaux	3,9	5,0	10,0	6,9	3,2	4,8	10,6	6,3	8,1	15,2	9,3	6,6	10,9	14,9	3,5	3,4
c) avances .....	...	...	0,1	...	0,2	0,3	0,2	...	...	0,3	...	...	0,1	0,5	...	...
d) à un an au plus ³	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	0,2	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des rentes : à un an au plus	0,3	...	...	...	...	...	2,5	2,5	...	...	4,5	17,0	3,7	...	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à un an au plus .....	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	1,7	0,5	...	...	...
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	38,4	53,8	37,2	58,4	55,9	41,9	28,3	47,7	44,4	37,8	30,2	27,0	24,8	24,2	23,6	25,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	336,5	328,3	331,0	321,0	325,1	313,6	325,6	318,4	340,7

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

² Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitre IX, Balance des paiements et XIII, Organismes

monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968].

³ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-6-73	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	30-6-75
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	3,9	3,4	...	2,8	...	...	...	...	...
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	0,7	0,7	1,0	0,7	1,0	3,5	1,7	1,8	2,1	2,3	1,8	1,8	2,8	3,0	2,4	2,2
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	0,7	0,7	0,9	0,7	0,3	0,3	0,3	0,3	—
Total des engagements envers l'étranger	0,9	0,9	1,2	0,9	1,3	3,8	2,0	6,7	6,5	3,5	5,4	2,2	3,2	3,4	2,8	2,3
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	3,5	4,0	4,4	4,9	5,0	5,4	5,8	6,3	5,7	7,0	6,4	6,7	6,9	7,2	7,0	p 7,3
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	7,7	17,1	17,9	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	5,8
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	1,3	2,2	0,8	1,0	1,2	1,0	1,1	0,1	...	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1	p 0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	171,8	173,6	178,8	178,1	183,2	196,4	216,8	230,9	224,6	231,5	226,4	243,9	236,8	248,9	248,3	p 274,8
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ ..	0,5	0,4	0,8	0,4	0,4	0,6	0,6	0,5	0,4	0,5	0,6	0,5	0,4	0,3	0,6	0,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	3,1	6,6	6,8	8,8	8,9	5,2	4,1	4,1	2,7	1,4
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	0,9	2,0	2,1	3,0	3,3	1,9	1,6	1,6	1,1	0,6
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,1	...
D. Autres	41,0	56,8	40,7	64,4	65,1	55,5	46,4	66,3	63,7	54,3	47,2	45,5	44,0	44,2	44,1	p 47,8
TOTAL DU PASSIF ...	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	336,5	328,3	331,0	321,0	325,1	313,6	325,6	318,4	340,7

1 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.
2 Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

3 Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

4 Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-6-74	31-7-74	31-8-74	30-9-74	31-10-74	30-11-74	31-12-74	31-1-75	28-2-75	31-3-75	30-4-75	31-5-75	30-6-75
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
2. F.M.I. — Participation	22,5	22,3	24,6	24,9	25,4	25,2	24,9	24,4	24,9	25,5	25,4	25,3	25,6
— Prêts ¹ .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	26,7	26,9	27,1	27,9	28,4	28,4	28,4	28,4	28,4	28,4	28,8	28,9	29,9
3. Obligations .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	17,4	14,7	13,5	12,2	12,7	12,6	12,0	3,6	4,4	4,6	5,5	5,4	0,7
5. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	0,4	1,8	6,3	3,7	0,4	...	...	1,7	6,2	7,3	7,5	7,9	3,6
b) CEE : concours financier à moyen terme ...	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,6	6,6
6. Autres :													
a) en monnaies étrangères	65,2	74,9	74,9	81,6	88,3	92,7	88,6	92,8	98,0	99,2	100,6	104,9	106,8
b) en francs belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total des créances sur l'étranger ...	204,0	212,4	218,2	222,1	227,0	230,7	232,2	229,2	240,2	243,3	246,1	250,8	245,0
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4
2. Autres :													
a) sur la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	0,1	...	0,7	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts	1,9	0,4	1,2	0,5	4,1	1,9	0,2	7,2	...	0,1	...	0,2	2,2
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :													
1. Sur l'Etat ² :													
a) à un an au plus	16,0	0,2	1,3	0,2	0,2	0,2	5,1	...	...	2,5	...	3,7	20,5
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,7	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	3,0
— autres	40,2	40,2	40,2	40,2	40,2	40,2	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3	38,3
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para-étatiques administratifs :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para-étatiques d'exploitation :													
a) acceptations bancaires	5,9	5,6	5,3	5,1	3,8	4,4	5,2	1,8	1,4	1,6	1,8	0,9	0,1
b) effets commerciaux	6,6	10,1	10,9	10,9	8,1	10,4	14,9	7,0	5,0	3,5	8,2	7,9	3,4
c) avances .....	...	...	...	0,1	0,2	0,4	0,5	0,3	0,3	...	...	...	...
d) à un an au plus ³	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des rentes : à un an au plus	17,0	9,5	6,5	3,7	...	...	...	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :													
a) à un an au plus	1,7	0,2	...	0,5	...	0,7	...	1,0	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	27,0	30,2	24,1	24,8	24,9	26,2	24,2	25,3	24,2	23,6	23,8	24,2	25,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	325,1	313,7	312,5	313,6	313,3	319,9	325,6	316,2	314,9	318,4	323,6	331,3	340,7

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1968).² Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitre IX. Balance des paiements et XIII. Organismesmonétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).³ Autres que des effets commerciaux.

a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	30-6-74	31-7-74	31-8-74	30-9-74	31-10-74	30-11-74	31-12-74	31-1-75	28-2-75	31-3-75	30-4-75	31-5-75	30-6-75
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges ¹	1,8	2,3	3,1	2,8	2,7	3,2	3,0	3,0	2,7	2,4	2,4	2,5	2,2
c) réserve monétaire : G.-D. de Luxembourg ...	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	—
Total des engagements envers l'étranger	2,2	2,7	3,5	3,2	3,1	3,6	3,4	3,4	3,1	2,8	2,8	2,9	2,3
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :													
1. Pièces et billets ²	6,7	6,5	5,9	6,9	6,3	6,3	7,2	6,7	6,3	7,0	7,2	6,9	p 7,3
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	18,6	12,4	14,2	16,1	15,1	15,9	14,7	14,1	11,5	11,6	11,6	8,8	5,8
— comptes spéciaux ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,2	...	...	0,9	0,1	...	0,1	0,1	...	p 0,1
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :													
1. Monnaie fiduciaire ³	243,9	237,9	240,5	236,8	236,8	239,8	248,9	242,0	245,3	248,3	254,4	264,1	p274,8
2. Monnaie scripturale :													
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ ...	0,5	0,3	0,4	0,4	0,2	0,2	0,3	0,4	0,5	0,6	0,4	0,3	0,6
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :													
a) détenues par les entreprises et particuliers :													
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :													
a) envers le Fonds des Rentes ....	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit :													
— réserve monétaire	5,2	3,8	3,9	4,1	4,2	4,2	4,1	4,2	2,7	2,7	2,7	2,0	1,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor ....	...	0,1	...	...	2,6	2,5	...	...	...	...	0,1	...	...
d) envers les caisses d'épargne privées :													
— réserve monétaire	1,9	1,5	1,5	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,1	1,1	1,1	0,9	0,6
e) envers les compagnies d'assurances :													
— réserve monétaire	0,5	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	...	...	...
D. Autres	45,5	48,0	42,2	44,0	42,9	45,5	44,2	43,4	44,1	44,1	43,2	45,4	p 47,8
TOTAL DU PASSIF ...	325,1	313,7	312,5	313,6	313,3	319,9	325,6	316,2	314,9	318,4	323,6	331,3	340,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.³ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.⁴ Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	3,2	...	3,0	...	0,1	0,1	0,3	0,4	1,8
5. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	0,1	0,1	0,3	0,1	1,9	3,5	3,2	...	3,0	...	0,1	0,1	0,3	0,4	1,8
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) sur les organismes publics	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	0,3	0,8	0,1	0,5	0,8	0,4	0,1	1,2	0,6
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,2	0,5	...	...	0,5	0,1	...	0,5	2,7	2,7	0,9	...	...
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat :															
a) à un an au plus	47,1	48,5	48,8	57,4	62,1	64,9	64,8	74,0	65,0	68,3	74,1	67,5	57,5	65,1	70,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	6,3	6,5	6,6	6,3	6,7	6,9	7,1	7,6	8,2	8,1	8,0	8,5	8,7	8,3	8,4
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para- étatiques administratifs :															
a) à un an au plus	6,5	9,6	8,0	10,0	11,4	14,5	16,0	23,2	24,9	26,7	20,1	24,0	29,9	36,6	30,4
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,7	0,9	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para- étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	0,5	0,4	0,8	0,1	1,5	0,9	0,1	0,1	0,6	...	...	...	0,1	0,7	0,5
b) effets commerciaux	0,5	0,5	1,2	1,3	1,3	1,1	2,2	0,4	3,6	2,8	5,7	5,5	2,8	2,4	5,8
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) à un an au plus ²	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
— autres	0,5	0,3	0,5	...	...	...	...	...	2,4	1,7	1,4	3,5	5,7	0,6	1,5
4. Sur le Fonds des rentes : à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	2,9	...	0,5	0,5	0,5	...	...	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à un an au plus	0,2	...	...	...	0,1	0,3	0,3	0,6	...	...	0,8	0,2	...	...	0,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,9	0,9	2,3	0,7	0,7
D. Autres	2,9	4,9	4,0	4,6	3,0	1,0	8,2 ³	6,7	9,3	10,4	12,8	12,2	16,5	13,1	16,1
TOTAL DE L'ACTIF ...	64,9	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	102,9³	117,0	117,7	120,1	129,1	127,4	125,3	129,6	137,7

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Autres que des effets commerciaux.

³ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 4,0 et pour le total de l'actif à 93,7.

b) - Organismes publics monétaires ¹ — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en francs belges	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,9	0,2	0,3	0,3	0,2	...	0,3	
Total des engagements envers l'étranger	2,3	1,2	1,1	0,6	0,4	1,3	0,5	...	0,9	0,2	0,3	0,3	0,2	...	0,3	
B. Engagem. envers le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets ²	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	
2. Autres :																
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,7	...	...
b) envers les organismes publics	0,1	0,4	0,3	0,6	0,2	0,7	0,3	0,8	0,1	0,5	0,8	0,4	0,1	1,2	1,1	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	5,8	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	8,5	6,2	5,4	1,3	3,1	4,7	3,5	4,0	6,4	
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :																
1. Monnaie fiduciaire ³	6,6	6,9	6,5	6,6	7,0	7,5	8,1	8,5	8,9	9,1	8,8	9,0	9,2	9,5	9,5	
2. Monnaie scripturale :																
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴ ..	37,9	41,9	39,5	46,8	44,8	50,7	51,3	63,3	60,4	65,5	63,9	68,6	65,6	66,9	70,0	
b) détenue par les pouvoirs publics	11,8	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁵	37,9	41,6	43,2	51,7	44,0	45,7	47,6	49,9	
3. Liquidités quasi monétaires :																
a) détenues par les entreprises et particuliers :																
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Emprunts obligataires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																
a) envers le Fonds des Rentes ....	...	...	0,2	...	...	1,1	...	...	...	...	...	...	...	...	—
b) envers les paraétatiques de crédit :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
d) envers les caisses d'épargne privées :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
e) envers les compagnies d'assurances :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL DU PASSIF ...	64,9	71,4	70,9	81,0	88,4	94,0	102,9⁵	117,0	117,7	120,1	129,1	127,4	125,3	129,6	137,7	

¹ O.C.P., Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

² Uniquement les pièces et billets détenus par la B.N.B.

³ Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ Y compris les comptes à vue paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

⁵ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 98,7.

c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations	1,4	1,9	2,3	6,1	7,3	14,6	24,8	31,9	40,9	48,1	55,7	57,3	54,0	53,7	40,2
4. Accept. en francs belges représ. d'exportation ...	5,2	5,6	6,4	6,4	6,5	12,6	13,9	11,8	10,9	11,1	13,6	14,1	14,6	17,0	20,1
5. a) Fonds Européen de Coopération Monétaire ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :															
a) en monnaies étrangères	36,7	52,6	60,1	85,6	134,4	198,1	235,3	297,0	337,6	391,4	454,7	478,1	488,4	489,5	520,8
b) en francs belges	6,9	8,3	11,3	18,2	19,9	20,8	22,3	27,1	32,5	35,4	37,3	43,2	41,0	38,6	40,1
Total des créances sur l'étranger ...	50,2	68,4	80,1	116,3	168,1	246,1	296,3	367,8	421,9	486,0	561,3	592,7	598,0	598,8	621,2
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	3,4	3,4	3,9	4,4	4,8	5,0	5,3	5,7	5,6	6,9	6,3	6,6	6,8	7,1	6,9
2. Autres :															
a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	7,7	17,9	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6
— autres	1,4	1,3	2,2	0,8	0,9	1,2	1,0	1,1	...	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1
b) sur les organismes publics	5,8	5,8	5,6	5,3	10,1	7,1	8,5	6,2	5,4	1,3	3,1	4,7	3,5	4,0	6,5
c) sur les banques de dépôts	5,1	6,2	7,9	12,9	20,2	28,6	46,5	60,3	79,9	92,9	105,6	109,4	103,4	107,4	104,7
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	28,8	34,0	34,9	28,1	37,1	28,0	17,8	9,4	11,4	10,0	25,3	22,6	11,5	8,3	11,1
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	37,4	37,9	44,7	54,0	61,5	71,3	103,3	137,2	173,4	170,0	177,7	185,6	190,7	188,0	200,0
— autres	26,8	30,7	33,4	33,9	32,5	33,8	29,7	32,6	32,1	31,1	29,7	29,7	33,6	32,6	32,6
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les para- étatiques administratifs :															
a) à un an au plus	—	—	—	0,3	0,6	1,9	0,4	1,1	2,1	2,6	3,6	4,0	4,4	5,9	6,5
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,7	0,9	2,0	3,7	4,7	9,3	12,6	15,5	22,7	24,7	28,9	28,9	28,9	30,1	37,1
— autres	1,0	1,1	2,6	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	4,7	5,1	5,3	5,7	6,5	6,3	6,0
3. Sur les entreprises, les particuliers et les para- étatiques d'exploitation :															
a) acceptations bancaires	5,5	7,3	6,9	4,2	3,9	6,3	8,6	9,1	7,3	5,9	9,3	9,5	8,6	7,9	10,1
b) effets commerciaux	45,6	55,5	64,6	67,1	82,3	91,7	93,7	106,3	113,4	116,5	126,0	126,4	118,8	117,0	119,7
c) avances	54,8	63,3	77,7	98,0	99,4	114,8	141,6	174,3	212,9	222,8	224,3	232,8	244,9	255,6	258,1
d) à un an au plus ²	0,1	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	0,1	0,1	...	0,1	1,0	1,9	4,2	4,1	5,1
e) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,8	1,5	2,9	4,3	4,4	6,7	8,9	11,5	10,6	12,1	11,9	11,8	11,6	14,4	15,9
— autres	1,8	2,0	3,0	3,7	4,6	6,0	7,1	12,0	12,3	12,6	13,1	14,3	15,0	16,8	17,3
4. Sur le Fonds des rentes : à un an au plus	4,7	4,3	4,2	6,8	5,4	6,4	4,4	5,6	5,9	9,1	5,8	5,1	13,8	10,8	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :															
a) à un an au plus	0,2	1,0	1,0	2,1	2,2	2,8	3,2	2,8	3,7	2,3	3,1	2,7	4,2	3,5	4,9
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur ³ ...	11,4	13,2	14,1	17,0	20,2	27,3	31,8	31,6	31,6	31,2	31,9	32,3	34,1	37,3	41,8
— autres	0,9	1,4	2,0	2,2	4,2	6,0	4,6	5,2	8,5	8,5	8,5	8,5	8,5	8,9	8,9
D. Autres	43,3	49,0	50,1	59,6	62,4	71,6	86,8	90,6	98,1	103,4	105,7	121,6	115,8	136,3	134,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	330,7	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.281,4	1.377,0	1.509,7	1.575,5	1.583,1	1.616,7	1.660,1

¹ Y compris le Fonds des Routes [cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation : XLIII^e année, vol. II, no 3, septembre 1968].

² Autres que des effets commerciaux.

³ A partir du 30-6-72, y compris des bons de caisse émis par les caisses d'épargne privées.

c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	55,3	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	267,0	333,2	384,7	434,3	490,7	514,1	523,2	525,9	551,3
b) en francs belges ¹	20,6	24,3	29,8	38,7	34,7	50,2	64,0	80,1	115,6	118,6	141,2	156,0	164,2	169,6	167,2
Total des engagements envers l'étranger	75,9	102,6	119,1	152,6	204,3	286,7	331,0	413,3	500,3	552,9	631,9	670,1	687,4	695,5	718,5
B. Engagements entre le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	0,5	...	...	...	0,9	...	2,1	3,0	1,9	0,5	0,2	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	0,2	0,5	...	...	0,5	0,1	...	0,5	2,6	2,8	0,9	...	...
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— comptes spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	5,1	6,2	7,9	12,9	20,1	28,6	46,5	60,3	79,9	92,9	105,6	109,4	103,4	107,4	104,8
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ...	95,1	103,6	113,1	122,8	130,3	151,5	174,7	203,2	223,2	227,1	244,5	255,2	254,9	254,5	267,1
b) détenue par les pouvoirs publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .	37,4	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	102,6	110,9	136,6	141,8	156,0	154,3	152,2	152,3	157,9
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	40,0	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	96,1	131,7	148,8	156,6	158,1	158,9	160,7	169,5	179,1
— dépôts en devises	4,4	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	9,7	9,2	11,6	11,9	17,7	17,2	18,2	17,5	18,0
b) détenues par le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires	11,4	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	30,4	35,7	40,1	41,8	43,6	45,5	46,6	48,7	50,8
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes .....	...	...	...	...	...	...	...	2,5	...	...	...	...	...	0,7	—
b) envers les paraétatiques de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,2	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,4	2,2	3,9	4,2	2,3	1,2	1,6	3,5	0,5
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	61,2	69,4	74,7	87,1	93,2	105,6	122,1	127,1	137,0	145,2	144,4	159,0	156,7	166,9	163,4
TOTAL DU PASSIF ...	330,7	388,5	444,8	527,9	633,2	776,3	915,0	1.097,1	1.281,4	1.377,0	1.509,7	1.575,5	1.583,1	1.616,7	1.660,1

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-65	31-12-66	31-12-67	31-12-68	31-12-69	31-12-70	31-12-71	31-12-72	30-9-73	31-12-73	31-3-74	30-6-74	30-9-74	31-12-74	31-3-75	
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	77,9	76,2	74,0	76,2	76,0	73,5	77,2	75,4	73,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	
2. F.M.I. — Participation	12,2	15,2	14,7	10,3	7,8	19,6	30,0	25,9	25,1	24,0	22,2	22,5	24,9	24,9	25,5	
— Prêts ¹	3,4	3,4	1,9	5,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	10,2	20,3	26,1	29,4	30,5	30,9	26,7	27,9	28,4	28,4	
3. Obligations	1,5	2,0	2,4	6,1	7,3	14,6	24,8	31,9	40,9	48,1	55,7	57,3	54,0	53,7	40,2	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	12,0	13,3	14,7	20,7	18,2	18,0	22,9	28,3	24,9	28,0	28,9	31,6	27,1	29,4	26,5	
5. a) Fonds Européen de Coopération Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	12,6	3,5	...	0,4	3,7	...	7,3	
b) C.E.E. : Concours fin. à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6,5	6,5	
6. Autres :																
a) en monnaies étrangères	58,6	74,0	96,2	103,7	170,0	237,1	270,3	349,4	418,4	467,3	522,5	543,3	570,1	578,1	620,0	
b) en francs belges	8,4	9,8	14,3	18,5	19,9	21,0	22,3	27,1	32,5	35,4	37,3	43,2	41,0	38,6	40,1	
Total des créances sur l'étranger ...	174,0	193,9	218,2	240,5	299,2	394,0	467,8	564,1	657,6	708,6	769,3	796,8	820,5	831,4	866,3	(6)
B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :																
1. Pièces et billets	3,9	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	5,7	6,1	6,1	7,3	6,9	7,1	7,3	7,6	7,5	
2. Autres :																
a) sur la B.N.B. :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	7,7	17,9	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6	
— autres	1,4	1,3	2,2	0,8	0,9	1,2	1,0	1,1	...	0,6	0,1	0,1	0,2	0,9	0,1	
b) sur les organismes publics	5,9	6,2	5,9	5,9	10,3	7,8	8,8	7,0	5,5	1,8	3,9	5,1	4,3	5,2	7,1	
c) sur les banques de dépôts	5,1	6,2	8,1	13,9	20,2	28,6	47,0	61,3	79,9	95,5	111,3	114,0	104,8	107,6	104,8	
C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :																
1. Sur l'Etat ² :																
a) à un an au plus	84,9	92,1	86,4	100,8	114,7	106,1	87,5	84,5	76,4	78,8	112,8	106,1	p 74,4	p 78,5	p 84,3	(7)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	46,2	47,1	54,0	62,9	70,7	80,5	112,3	146,8	183,8	180,3	188,2	196,6	p 201,9	p 199,0	p 211,5	(7)
— autres	60,8	64,7	67,4	67,9	66,5	67,8	63,7	66,6	66,0	71,3	69,9	69,9	p 73,8	p 70,9	p 70,9	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																
a) à un an au plus	6,5	9,6	8,0	10,3	12,0	16,4	16,4	24,3	27,0	29,3	23,7	28,0	p 29,1	p 42,5	p 36,9	(8)
b) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,3	2,5	4,2	5,3	9,9	13,3	16,6	23,8	25,8	30,0	30,0	p 30,0	p 31,2	p 38,2	(8)
— autres	1,0	1,1	2,5	2,3	2,3	2,4	2,8	3,4	4,7	5,1	6,0	6,6	p 6,5	p 6,3	p 6,0	(8)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																
a) acceptations bancaires	8,7	11,7	8,5	6,1	7,3	8,7	13,1	15,5	12,5	13,8	16,9	15,5	13,8	13,8	12,2	(9)
b) effets commerciaux	49,0	59,9	70,8	78,4	90,5	96,0	100,8	117,3	125,1	134,5	141,0	138,4	132,4	134,3	129,0	(9)
c) avances	54,8	63,3	77,7	98,1	99,4	115,0	141,9	174,5	212,9	223,1	224,3	232,8	245,0	256,1	258,1	(9)
d) à un an au plus ³	0,1	0,3	1,0	0,9	1,4	2,0	0,1	0,1	...	0,1	1,0	1,9	p 4,2	p 4,1	p 5,1	(14)
e) à plus d'un an :																
— obligations accessibles à tout placeur	1,8	1,5	2,9	4,5	4,7	7,2	9,4	12,4	11,5	13,0	12,8	12,7	p 12,5	p 15,3	p 16,8	(14)
— autres	2,3	2,3	3,5	3,7	4,6	6,0	7,4	12,0	14,8	14,3	14,5	17,8	p 20,7	p 17,4	p 18,8	(14)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus ⁴	4,7	4,6	4,3	6,8	5,4	6,4	4,4	11,0	5,9	9,6	10,7	22,6	17,5	10,8	—	(11)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																
a) à un an au plus	0,4	1,0	1,3	2,1	2,3	3,1	3,5	3,4	3,7	2,3	3,9	4,6	p 4,7	p 3,5	p 5,6	(12)
b) à plus d'un an :																
— oblig. accessibles à tout placeur ⁶	11,4	13,2	14,1	17,1	20,3	27,5	32,1	31,9	31,9	31,5	32,2	32,6	p 34,4	p 37,6	p 42,1	(12)
— autres	1,0	1,5	2,1	2,3	4,3	6,1	4,7	5,3	8,6	8,6	9,4	9,4	p 10,8	p 9,6	p 9,6	(12)
D. Autres	82,4	92,3	107,9	101,4	123,8	128,5	136,9 ⁵	125,6	151,8	151,6	148,8	160,8	p 157,1	p 173,6	p 173,7	(14)
TOTAL DE L'ACTIF ...	607,4	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.280,6 ⁵	1.498,5	1.727,4	1.828,1	1.959,8	2.028,0	2.022,0	2.071,9	2.116,2	

Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

¹ Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).
² Y compris le Fonds des Routes (cf. l'article « Chapitres IX, Balance des Paiements et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1968).
³ Autres que des effets commerciaux.

⁴ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D. « Autres ».

⁵ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 s'élève à 132,7 et pour le total de l'actif à 1.276,4.

⁶ A partir du 30-6-72, y compris des bons de caisse émis par les caisses d'épargne privées.

	81-12-65	81-12-66	81-12-67	81-12-68	81-12-69	81-12-70	81-12-71	81-12-72	80-9-73	81-12-73	81-8-74	30-6-74	30-9-74	81-12-74	81-8-75
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Envers le Fonds Européen de Coop. Monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	3,4	...	2,8	...	...	...	...
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	55,3	78,3	89,3	113,9	169,6	236,5	267,0	333,2	384,7	434,3	490,7	514,1	523,2	525,9	551,3
b) en francs belges ¹	23,6	26,2	31,6	40,3	35,8	52,5	68,0	81,8	118,6	121,1	143,3	158,1	167,2	172,6	169,9
c) réserve monétaire : G.-D. du Luxemb.	—	—	—	—	—	—	—	—	0,7	0,9	0,7	0,3	0,3	0,3	0,3
Total des engagements envers l'étranger ...	79,1	104,7	121,1	154,4	205,6	289,3	335,3	415,3	507,7	556,6	637,6	672,6	690,8	698,9	721,6
B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :															
1. Pièces et billets ²	3,9	3,8	4,3	4,7	5,2	5,3	5,7	6,1	6,1	7,3	6,9	7,1	7,3	7,6	7,5
2. Autres :															
a) envers la B.N.B. ....	...	...	...	0,5	...	...	...	0,9	...	2,1	3,0	1,9	1,2	0,2	...
b) envers les organismes publics	0,1	0,4	0,5	1,1	0,2	0,7	0,8	0,9	0,1	1,0	3,4	3,2	1,0	1,2	1,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	7,7	17,9	21,3	22,2	18,6	16,1	14,7	11,6
— comptes spéciaux .....	—	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres	12,3	13,3	15,7	19,0	31,2	36,9	56,0	67,6	85,3	94,8	108,8	114,2	107,1	112,3	111,3
C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :															
1. Monnaie fiduciaire ³	173,4	178,7	180,1	185,4	185,1	190,7	204,5	225,3	233,5	240,6	235,2	252,9	246,0	258,4	257,8
2. Monnaie scripturale :															
a) détenue par les entreprises et particuliers ⁴	133,4	146,0	153,0	170,4	175,5	202,6	226,6	267,1	284,0	293,1	309,0	324,3	320,8	321,7	337,7
b) détenue par les pouvoirs publics	11,8	14,9	17,4	20,8	25,6	25,3	33,9 ⁶	37,9	41,6	43,2	51,7	44,0	45,7	47,6	49,9
3. Liquidités quasi monétaires :															
a) détenues par les entreprises et particuliers :															
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	37,4	42,4	50,4	56,3	77,7	91,3	102,6	110,9	136,6	141,8	156,0	154,3	152,2	152,3	157,9
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	40,0	46,6	57,4	69,4	71,6	74,3	96,1	131,7	148,8	156,6	158,1	158,9	160,7	169,5	179,1
— dépôts en devises	4,4	5,7	8,4	8,8	14,7	11,3	9,7	9,2	11,6	11,9	17,7	17,2	18,2	17,5	18,0
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires	11,4	12,0	13,5	16,5	21,0	25,6	30,4	35,7	40,1	41,8	43,6	45,5	46,6	48,7	50,8
5. Autres :															
a) envers le Fonds des Rentes ⁵	0,1	...	0,2	...	...	1,1	...	2,5	...	...	...	...	...	0,7	—
b) envers les paraétatiques de crédit :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	3,1	6,8	8,8	8,9	5,2	4,1	4,1	2,7
— autres	0,2	...	0,1	0,5	0,3	1,4	1,4	2,2	3,9	4,2	2,3	1,2	1,6	3,5	0,5
c) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	—	—	—	—
d) envers les caisses d'épargne privées :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	0,9	2,1	3,0	3,3	1,9	1,6	1,6	1,1
e) envers les compagnies d'assurances :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,5	0,5	0,5	0,3	0,3	0,1
D. Autres	99,9	110,4	131,5	127,8	157,6	170,7	177,6	173,5	200,7	199,5	191,6	204,5	200,7	211,1	207,5
TOTAL DU PASSIF ...	607,4	678,9	753,6	835,6	971,3	1.126,5	1.280,6⁶	1.498,5	1.727,4	1.828,1	1.959,8	2.028,0	2.022,0	2.071,9	2.116,2

Colonne du tableau XIII-1
« Biens intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.

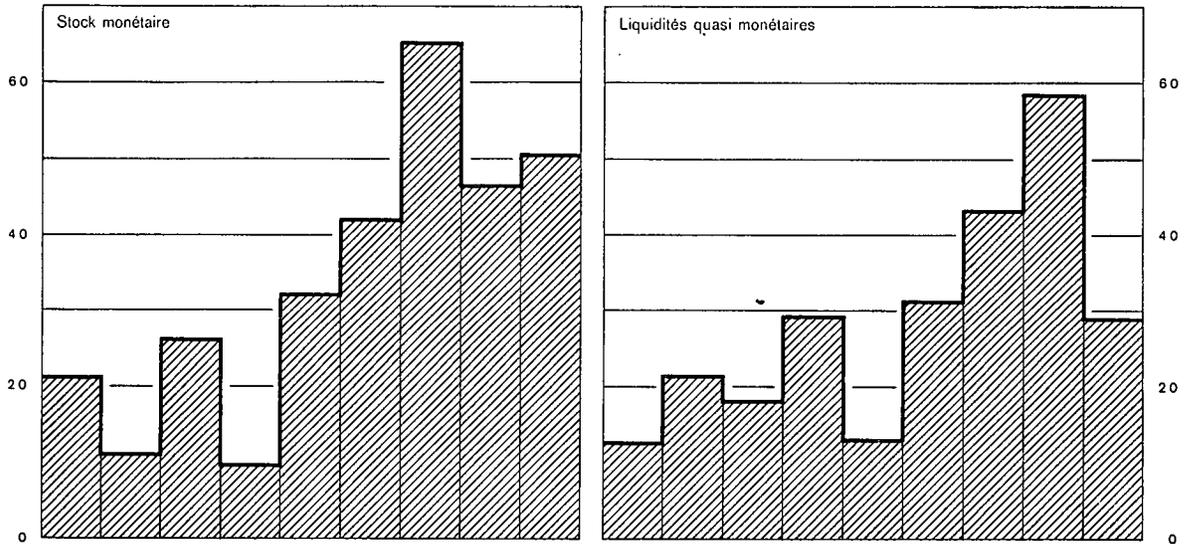
¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire.
² B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.
³ Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la B.N.B. et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la B.N.B.

⁴ B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou D. « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.
⁵ Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D. « Autres ».
⁶ A partir du 31 décembre 1971, nouvelle série; l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptables extraordinaires à l'Office des Chèques Postaux. Le chiffre comparable en 1971 pour la monnaie scripturale s'élève à 29,7 et pour le total du passif à 1.276,4.

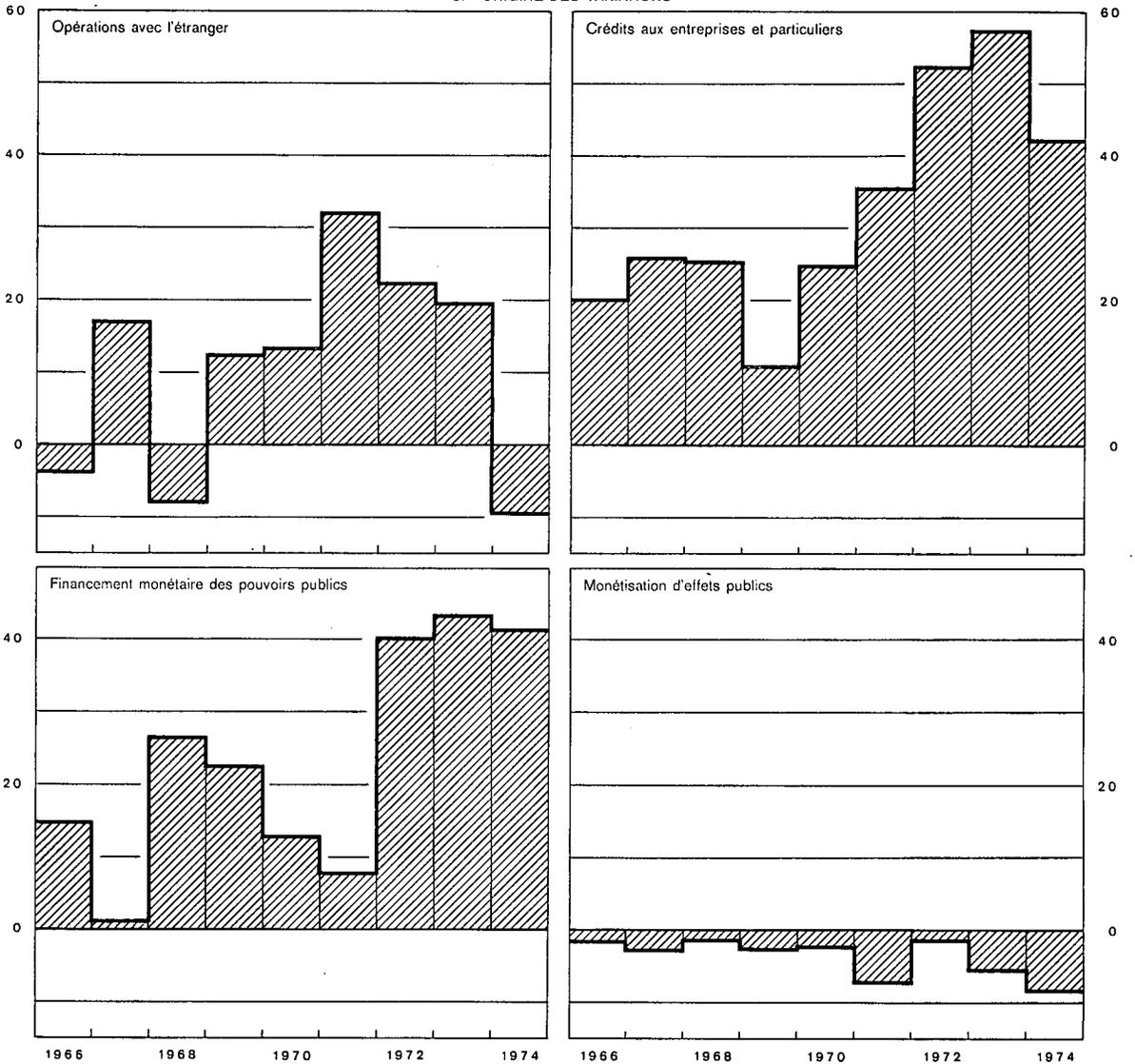
XIII - 3. — STOCK MONETAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONETAIRES

(variations en milliards de francs)

A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



B. - ORIGINE DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Crédits aux entreprises et particuliers 1	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) 2		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers
						de créances commerciales sur l'étranger	de crédits aux entreprises et particuliers	Etat 3	Autres pouvoirs publics 4	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1967	+ 11,0	+ 21,6	+ 32,6	+ 17,1	+ 26,1	- 2,7	- 4,0	+ 1,4	- 0,1	- 2,0	- 0,9	+ 1,5	- 1,6	- 2,2
1968	+ 26,1	+ 18,2	+ 44,3	- 8,1	+ 25,6	+ 0,8	...	+ 23,7	+ 3,1	- 2,1	+ 0,7	+ 4,0	- 3,0	- 0,4
1969	+ 9,8	+ 29,4	+ 39,2	+ 12,6	+ 11,1	- 2,8	+ 3,5	+ 20,1	+ 2,7	- 2,1	- 0,7	+ 4,9	- 4,4	- 5,7
1970	+ 32,2	+ 13,1	+ 45,3	+ 13,5	+ 25,0	- 4,8	- 2,5	+ 4,5	+ 8,6	- 1,2	- 1,2	+ 8,2	- 4,6	- 0,2
1971	+ 42,1	+ 31,4	+ 73,5	+ 32,1	+ 35,7	+ 3,0	+ 0,3	+ 4,1	+ 3,9	- 1,2	- 6,0	+ 3,6	- 4,8	+ 2,8
1972	+ 65,3 ⁵	+ 43,4	+ 108,7 ⁵	+ 22,6	+ 52,6	+ 0,7	- 0,9	+ 28,6	+ 11,7	- 1,7	+ 0,3	- 3,9	- 5,3	+ 4,0 ⁵
1973	+ 46,7	+ 58,5	+ 105,2	+ 19,8 ⁶	+ 57,6	- 1,0	+ 6,5	+ 28,6 ⁷	+ 14,9	- 4,0	- 1,7	- 7,6	- 6,0	- 1,9 ⁸
1974	+ 50,7	+ 29,0	+ 79,7	p- 6,4 ⁹	+ 42,3	- 5,9	- 10,4	+ 21,2	+ 20,3	- 6,3	- 1,1	+ 16,2	- 6,9	+ 16,7 ¹⁰
1972 4 ^e trimestre	+ 27,1	+ 12,6	+ 39,7	+ 5,0	+ 28,8	...	+ 2,4	+ 6,9	+ 5,9	+ 0,6	- 2,5	- 4,9	- 1,2	- 1,3
1973 1 ^{er} trimestre	+ 14,1	+ 13,7	+ 27,8	+ 4,0	+ 6,6	- 4,1	+ 2,2	+ 20,7	- 1,4	+ 0,3	+ 3,6	- 3,1	- 0,8	- 0,2
2 ^e trimestre	+ 37,9	+ 13,8	+ 51,7	+ 2,0	+ 15,8	+ 2,0	+ 2,0	+ 26,5	+ 8,8	+ 0,5	- 2,7	+ 2,3	- 1,6	- 3,9
3 ^e trimestre	- 23,1	+ 17,7	- 5,4	+ 2,3	+ 16,1	- 1,4	+ 0,5	- 26,4	+ 2,5	- 1,4	+ 2,1	- 2,0	- 1,9	+ 4,2
4 ^e trimestre	+ 17,8	+ 13,3	+ 31,1	+ 11,5 ⁶	+ 19,1	+ 2,5	+ 1,8	+ 7,8 ⁷	+ 5,0	- 3,4	- 4,7	- 4,8	- 1,7	- 2,0 ⁸
1974 1 ^{er} trimestre	+ 18,9	+ 21,5	+ 40,4	- 13,6 ⁹	+ 13,1	- 3,1	- 2,3	+ 40,2	...	- 1,5	+ 0,8	+ 4,6	- 1,8	+ 4,0 ¹⁰
2 ^e trimestre	+ 25,4	- 1,4	+ 24,0	- 7,7	+ 6,4	+ 0,3	- 1,9	+ 12,1	+ 4,7	- 3,3	+ 3,9	+ 7,8	- 2,0	+ 3,7
3 ^e trimestre	- 8,8	+ 0,6	- 8,2	+ 5,8	+ 2,8	- 1,2	+ 1,8	- 30,7	+ 0,8	+ 0,4	+ 2,2	+ 4,3	- 1,0	+ 6,6
4 ^e trimestre	+ 15,2	+ 8,3	+ 23,5	+ 9,1	+ 20,0	- 1,9	- 8,0	- 0,4	+ 14,8	- 1,9	- 8,0	- 0,5	- 2,1	+ 2,4
1975 1 ^{er} trimestre	+ 17,8	+ 15,6	+ 33,4	p+ 17,0	+ 3,3	- 2,8	- 8,2	p+ 18,9	p+ 0,9	p- 1,4	- 5,0	p+ 12,3	- 2,1	p+ 0,5

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau XIII-4.
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau XIII-5.
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

1 Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires.

2 Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires.

3 Y compris le Fonds des Rentes.

4 Y compris les fonds de pension et les organismes de sécurité sociale.

5 A partir de 1972, nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs comptables extraordinaires à l'O.C.P.

6 A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la

Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

7 A l'exclusion d'un accroissement de 6,2 milliards résultant de la prise en charge par l'Etat des diminutions nettes d'actif découlant de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

8 A l'exclusion d'un accroissement de 4,5 milliards résultant d'une part, des ajustements apportés aux monnaies étrangères à recevoir et à livrer à la suite de l'appréciation du franc belge et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis dont question aux notes 6 et 7 ci-dessus (8,2 milliards) et, d'autre part, de la contrepartie des amortissements opérés sur une partie des diminutions nettes d'actifs (1,3 milliard).

9 Depuis 1974, ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges aux cours de change de la période; ils font abstraction des variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

10 Depuis 1974, y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

l'in de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers ¹			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. ³	avoirs à l'O.C.P. ³	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques ³				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1965	6,6	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966	6,9	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967	6,5	177,5	180,1	17,4	0,5	39,0	113,5	153,0	170,4	350,5	51,4
1968	6,6	183,2	185,4	20,8	0,8	46,2	123,3	170,3	191,1	376,5	49,2
1969	7,0	183,0	185,2	25,6	0,4	43,9	131,2	175,5	201,1	386,3	47,9
1970	7,5	188,2	190,7	25,2	0,4	49,6	152,6	202,6	227,8	418,5	45,6
1971 (Ancienne série)	8,1	201,8	204,5	29,6	0,6	49,6	176,4	226,6	256,2	460,7	44,4
1971 (Nouvelle série ⁴) ...	8,1	201,8	204,5	33,9	0,6	49,6	176,4	226,6	260,5	465,0	44,0
1972 Septembre	8,3	215,5	218,5	36,9	0,4	56,9	190,4	247,7	284,6	503,1	43,4
Décembre	8,5	222,6	225,3	37,9	0,6	60,3	206,1	267,0	304,9	530,2	42,5
1973 Mars	8,4	219,4	222,4	39,4	0,5	58,5	223,5	282,5	321,9	544,3	40,9
Juin	8,8	237,2	239,6	39,6	0,5	64,2	238,3	303,0	342,6	582,2	41,2
Septembre	8,9	230,3	233,5	41,6	0,4	57,0	226,7	284,1	325,7	559,2	41,8
Décembre	9,1	238,5	240,7	43,2	0,5	61,4	231,2	293,1	336,3	577,0	41,7
1974 Mars	8,8	232,8	235,2	51,7	0,6	60,0	248,4	309,0	360,7	595,9	39,5
Mai	8,9	244,8	247,1	44,5	0,3	63,8	262,6	326,7	371,2	618,3	40,0
Juin	9,0	250,6	252,9	44,1	0,5	64,0	259,8	324,3	368,4	621,3	40,7
Juillet	9,1	244,4	247,0	39,3	0,3	64,7	246,6	311,6	350,9	597,9	41,3
Août	9,2	246,4	249,7	39,9	0,4	56,8	252,2	309,4	349,3	599,0	41,7
Septembre	9,2	243,7	246,0	45,6	0,4	60,8	259,7	320,9	366,5	612,5	40,2
Octobre	9,2	243,1	246,1	41,7	0,2	64,1	248,7	313,0	354,7	600,8	41,0
Novembre	9,3	246,1	249,1	46,2	0,2	62,0	250,5	312,7	358,9	608,0	41,0
Décembre	9,5	256,1	258,4	47,6	0,3	61,5	259,9	321,7	369,3	627,7	41,2
1975 Janvier	9,5	248,7	251,5	42,8	0,4	73,7	251,5	325,6	368,4	619,9	40,6
Février	9,4	251,6	254,7	47,5	0,5	64,5	250,7	315,7	363,2	617,9	41,2
Mars	9,5	255,3	257,8	49,9	0,6	64,6	272,5	337,7	387,6	645,4	39,9
Avril	9,6	261,6	264,0	47,7	0,4	79,4	273,9	353,7	401,4	665,4	39,7
Mai	9,7	271,0	273,8	47,2	0,3	70,2	281,3	351,8	399,0	672,8	40,7

¹ Y compris des organismes paraétatiques administratifs et des organismes publics de crédit.

² Déduction faite des avoirs de la B.N.B.

³ Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

⁴ L'écart par rapport à l'ancienne série résulte d'un meilleur recensement des avoirs des comptes extraordinaires à l'O.C.P.

XIII - 5 — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger ³ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (10) = (6) - (7) - (8) - (9)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] ⁴	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁵
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres 2				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1967	136,9	-39,8	97,1	+12,4	- 4,3	+ 8,1	- 5,8	- 0,5	- 2,7	+17,1	+ 1,5	+ 9,6
1968	122,9	-36,8	86,1	-14,0	+ 3,0	-11,0	- 3,5	- 0,2	+ 0,8	- 8,1	+ 7,3	- 3,7
1969	128,3	-34,7	93,6	+ 5,2 ⁷	+ 2,0	+ 7,2	- 2,4	- 0,2	- 2,8	+12,6	+ 7,9	+15,1
1970	143,1	-38,3	104,8	+11,4 ⁸	- 3,6	+ 7,8	- 0,5	- 0,4	- 4,8	+13,5	+ 7,4	+15,2
1971	164,5	-32,0	132,5	+17,5 ⁹	+ 6,4	+23,9	-11,2	...	+ 3,0	+32,1	- 0,5	+23,4
1972	194,3	-45,6	148,7	+26,4 ⁸	-13,7	+12,7	-10,5	- 0,1	+ 0,7	+22,6	+ 7,8	+20,5
1973	219,1	-67,2	151,9	+35,4 ¹⁰	-21,2	+14,2	- 4,6	...	- 1,0	+19,8	+19,1	+33,3
1974	228,9	-96,4	132,5	+ 8,2	-24,2	-16,0	- 3,7	...	- 5,9	- 6,4	+40,6	+24,6
1973 1 ^{er} trimestre ..	211,5	-65,4	146,1	+17,2	-19,5	- 2,3	- 2,2	...	- 4,1	+ 4,0	+ 7,0	+ 4,7
2 ^e trimestre ..	220,0	-70,4	149,6	+ 8,5	- 5,0	+ 3,5	- 0,5	...	+ 2,0	+ 2,0	- 4,4	- 0,9
3 ^e trimestre ..	226,2	-76,3	149,9	+ 6,2	- 5,9	+ 0,3	- 0,6	...	- 1,4	+ 2,3	+ 8,9	+ 9,2
4 ^e trimestre ..	219,1	-67,2	151,9	+ 3,5 ¹⁰	+ 9,2	+12,7	- 1,3	...	+ 2,5	+11,5	+ 7,6	+20,3
1974 1 ^{er} trimestre ..	202,5	-70,7	131,8	-16,4	- 1,6	-18,0	- 1,3	...	- 3,1	-13,6	+25,0	+ 7,0
2 ^e trimestre ..	201,7	-77,5	124,2	- 0,9	- 7,0	- 7,9	- 0,5	...	+ 0,3	- 7,7	+14,3	+ 6,4
3 ^e trimestre ..	219,0	-89,3	129,7	+16,4	-12,6	+ 3,8	- 0,8	...	- 1,2	+ 5,8	+17,9	+21,7
4 ^e trimestre ..	228,9	-96,4	132,5	+ 9,1	- 3,0	+ 6,1	- 1,1	...	- 1,9	+ 9,1	-16,6	-10,5
1975 1 ^{er} trimestre ..	240,5	<i>p</i> -95,9	<i>p</i> 144,6	+10,1	<i>p</i> + 3,0	<i>p</i> +13,1	<i>p</i> - 1,1	<i>p</i> ...	- 2,8	<i>p</i> +17,0	<i>p</i> + 4,9	<i>p</i> +18,0

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des parastatiques administratifs, sauf le Fonds des Routes, qui est compris dans la colonne (7), Etat.

³ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII-3.

⁴ Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) depuis le 2^e trimestre de 1968, variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

⁵ Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubrique 6.2.

⁶ Après élimination d'un mouvement purement comptable dans les avoirs extérieurs de la B.N.B. résultant du changement de régime de financement de la contrepartie du compte du F.M.I. auprès de la B.N.B. (loi du 9 juin 1969).

⁷ Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en marks allemands à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

⁸ Non compris une augmentation de 3,5 milliards résultant de la répartition des droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

⁹ Non compris une augmentation de 0,4 milliard représentant l'ajustement comptable des avoirs au comptant en francs suisses à la suite de la réévaluation de cette monnaie.

¹⁰ A l'exclusion d'une diminution purement comptable de 10,7 milliards résultant des ajustements apportés à divers avoirs et engagements à la suite de l'appréciation du franc belge consécutive aux décisions de la Conférence monétaire de Washington du 18 décembre 1971 et de la dévaluation du dollar des Etats-Unis en 1973.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1 (1)	de la construction et de transactions immobilières 2 (2)	de ventes et prêts à tempérament 3 (3)	d'importations (4)				Crédits de caisse 4 (8)	Autres (9)		
1965	13,8	8,2	12,8	12,2	75,8	122,8	18,0	7,2	3,1	28,3	151,1
1966 ⁵	18,4	9,2	14,1	13,2	87,9	142,8	19,6	6,7	2,5	28,8	171,6
1967 ⁵	23,2	11,5	15,5	13,4	105,1	168,7	23,7	6,9	3,9	34,5	203,2
1968	28,0	13,9	19,8	14,3	118,4	194,4	29,8	14,5	4,1	48,4	242,8
1969 ⁶	27,6	14,0	23,7	13,7	125,9	204,9	32,4	18,5	2,1	53,0	257,9
1970	29,1	16,9	24,8	17,6	141,7	230,1	40,7	43,1	2,3	86,1	316,2
1971	30,3	18,2	25,6	23,4	167,4	264,9	44,6	57,7	3,2	105,5	370,4
1972	33,9	20,0	34,4	27,2	201,7	317,2	52,1	60,4	2,6	115,1	432,3
1973 Mars ⁵	35,9	21,0	35,4	22,7	209,2	324,2	50,3	57,5	3,7	111,5	435,7
Juin ⁵	38,8	23,3	37,1 ⁷	21,4	207,5 ⁷	341,1	51,7	59,9	1,3	112,9	454,0
Septembre ⁵	39,9	25,1	37,3	21,4	220,3	357,6	54,1	69,5	0,9	124,5	482,1
Décembre	43,0	26,6	42,5	22,1	228,7	374,7	57,0	75,9	2,0	134,9	509,6
1974 Mars ⁵	45,5	28,6	41,6	25,7	241,4	388,8	62,6	77,9	2,0	142,5	531,3
Juin ⁵	45,8	31,1	42,6	21,7	247,3	396,3	65,7	86,6	0,4	152,7	549,0
Septembre	46,4	32,1	42,6	21,6	255,2	399,6	62,4	99,2	2,7	164,3	563,9
Décembre	47,7	34,9	47,3	23,7	252,2	418,5	70,9	98,8	1,7	171,4	589,9
1975 Mars ⁵	49,3	36,6	45,2	23,1	267,0	422,0	72,6	112,2	0,9	185,7	607,7

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus (5 ans ou plus dans l'ancienne série) à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc. L'ancienne série (jusqu'à 1968) comprend un certain montant de crédits finançant des ventes à tempérament. Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement. Dans l'ancienne série (jusqu'à 1968) une partie des crédits des acheteurs à tempérament figurait dans la colonne (1). Dans la nouvelle série, tous les crédits de ce type sont repris dans la colonne (3).

⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

⁵ Y compris les effets venus à l'échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁶ Nouvelle série.

⁷ Nouvelle série après rectification apportée par une banque importante.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)		(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1965	12,6	55,4	54,8	122,8	7,0	9,9	16,9	5,6	45,5	54,8	105,9	...
1966 ³	13,8	65,7	63,3	142,8	6,4	10,5	16,9	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 ³	12,7	78,3	77,7	168,7	5,8	13,8	19,6	6,9	61,5	77,7	149,1	0,1
1968	11,9	84,5	93,0	194,4	7,7	17,5	25,2	4,2	67,0	98,0	169,2	...
1969	10,2	95,3	99,4	204,9	6,3	13,2	19,5	3,9	82,1	99,4	185,4	0,1
1970	14,2	101,0	114,9	230,1	7,9	9,5	17,4	6,3	91,5	114,9	212,7	0,2
1971	20,7	102,6	141,6	264,9	12,1	9,0	21,1	8,6	93,6	141,6	243,8	0,1
1972	23,0	119,8	174,4	317,2	13,9	13,7	27,6	9,1	106,1	174,4	289,6	0,1
1973 Mars ³	18,9	120,4	184,9	324,2	8,2	9,9	18,1	10,7	110,5	184,9	306,1	...
Juin ³	17,7	123,4	200,0	341,1	6,8	12,5	19,3	10,9	110,9	200,0	321,8	...
Septembre ³	18,3	126,4	212,9	357,6	11,0	13,2	24,2	7,3	113,2	212,9	333,4	0,1
Décembre	19,0	133,0	222,7	374,7	13,1	16,6	29,7	5,9	116,4	222,7	345,0	0,1
1974 Mars ³	21,2	143,2	224,4	388,8	12,0	17,2	29,2	9,2	126,2	224,4	359,8	...
Juin ³	19,4	144,1	232,8	396,3	10,0	17,8	27,8	9,4	126,3	232,8	368,5	0,1
Septembre	18,1	136,6	244,9	399,6	9,5	18,1	27,6	8,6	118,5	244,9	372,0	0,2
Décembre	19,6	143,3	255,6	418,5	11,7	26,6	38,3	7,9	116,7	255,6	380,2	0,3
1975 Mars ³	19,8	144,1	258,1	422,0	9,7	24,5	34,2	10,1	119,6	258,1	387,8	0,1

B. Crédits à l'étranger

1965	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 ³	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	0,1
1967 ³	16,8	11,3	6,4	34,5	10,4	5,0	15,4	6,4	6,3	6,4	19,1	0,1
1968	20,2	14,3	13,9	48,4	13,8	6,6	20,4	6,4	7,7	13,9	28,0	0,1
1969	19,1	15,8	18,1	53,0	12,7	7,9	20,6	6,4	7,9	18,1	32,4	...
1970	23,0	20,0	43,1	86,1	10,4	8,6	19,0	12,6	11,4	43,1	67,1	...
1971	24,8	22,4	53,3	105,5	10,9	8,8	19,7	13,9	13,6	58,3	85,8	...
1972	25,3	28,8	61,0	115,1	13,5	13,1	26,6	11,8	15,7	61,0	88,5	...
1973 Mars ³	22,2	31,0	53,3	111,5	9,4	12,0	21,4	12,8	19,0	58,3	90,1	...
Juin ³	23,2	30,7	59,0	112,9	10,8	12,2	23,0	12,4	18,5	59,0	89,9	...
Septembre ³	25,2	29,9	69,4	124,5	14,3	13,2	27,5	10,9	16,7	69,4	97,0	...
Décembre	26,9	31,3	76,7	134,9	15,8	12,1	27,9	11,1	19,2	76,7	107,0	...
1974 Mars ³	30,2	33,7	78,6	142,5	16,5	12,7	29,2	13,7	21,0	78,6	113,3	...
Juin ³	31,1	34,4	87,2	152,7	16,8	14,4	31,2	14,3	20,0	87,2	121,5	...
Septembre	28,4	34,6	101,3	164,3	13,5	13,7	27,2	14,9	20,9	101,3	137,1	...
Décembre	32,6	37,4	101,4	171,4	15,3	14,0	29,3	17,3	23,4	101,4	142,1	...
1975 Mars ³	34,5	36,2	115,0	185,7	14,1	12,0	26,1	20,4	24,2	115,0	159,6	...

C. Total

1965	27,0	62,7	61,4	151,1	16,2	12,8	29,0	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 ³	28,8	73,3	69,5	171,6	15,8	13,1	28,9	13,0	60,2	69,5	142,7	0,3
1967 ³	29,5	89,6	84,1	203,2	16,2	18,8	35,0	13,3	70,8	84,1	168,2	0,2
1968	32,1	98,8	111,9	242,8	21,5	24,1	45,6	10,6	74,7	111,9	197,2	0,1
1969	29,3	111,1	117,5	257,9	19,0	21,1	40,1	10,3	90,0	117,5	217,8	0,1
1970	37,2	121,0	158,0	316,2	18,3	18,1	36,4	13,9	102,9	158,0	279,8	0,2
1971	45,5	125,0	199,9	370,4	23,0	17,8	40,8	22,5	107,2	199,9	329,6	0,1
1972	48,3	148,6	235,4	432,3	27,4	26,8	54,2	20,9	121,8	235,4	378,1	0,1
1973 Mars ³	41,1	151,4	243,2	435,7	17,6	21,9	39,5	23,5	129,5	243,2	396,2	...
Juin ³	40,9	154,1	259,0	454,0	17,6	24,7	42,3	23,3	129,4	259,0	411,7	...
Septembre ³	43,5	156,3	282,3	482,1	25,3	26,4	51,7	18,2	129,9	282,3	430,4	0,1
Décembre	45,9	164,3	299,4	509,6	28,9	23,7	52,6	17,0	135,6	299,4	452,0	0,1
1974 Mars ³	51,4	176,9	303,0	531,3	28,5	29,9	58,4	22,9	147,0	303,0	472,9	...
Juin ³	50,5	178,5	320,0	549,0	26,8	32,2	59,0	23,7	146,3	320,0	490,0	0,1
Septembre	46,5	171,2	346,2	563,9	23,0	31,8	54,8	23,5	139,4	346,2	509,1	0,2
Décembre	52,2	180,7	357,0	589,9	27,0	40,6	67,6	25,2	140,1	357,0	522,3	0,3
1975 Mars ³	54,3	180,3	373,1	607,7	23,8	36,5	60,3	30,5	143,8	373,1	547,4	0,1

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Il s'agit d'effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, vol. II, no 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1965	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	1,9	...	5,6
1966	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967	2,2	...	2,2	0,7	2,7	3,4	0,7	4,9	...	5,6
1968	1,9	...	1,9	1,9	7,5	9,4	1,9	9,4	...	11,3
1969	2,5	...	2,5	1,9	4,1	6,0	1,9	6,6	...	8,5
1970	2,1	0,2	2,3	1,4	1,1	2,5	1,4	3,2	0,2	4,8
1971	2,9	0,3	3,2	4,6	1,8	6,4	4,6	4,7	0,3	9,6
1972	3,3	0,1	3,4	6,3	6,7	13,0	6,3	10,0	0,1	16,4
1973 Mars ¹	3,1	...	3,1	2,2	2,4	4,6	2,2	5,5	...	7,7
1973 Juin ¹	2,0	...	2,0	3,8	4,3	8,1	3,8	6,3	...	10,1
1973 Septembre ¹	1,5	...	1,5	4,6	5,7	10,3	4,6	7,2	...	11,8
1973 Décembre	3,2	0,4	3,6	7,9	11,5	19,4	7,9	14,7	0,4	23,0
1974 Mars ¹	2,6	...	2,6	7,6	6,6	14,2	7,6	9,2	...	16,8
1974 Juin ¹	1,4	...	1,4	5,9	4,9	10,8	5,9	6,3	...	12,2
1974 Septembre	1,0	0,1	1,1	5,1	8,5	13,6	5,1	9,5	0,1	14,7
1974 Décembre	2,5	0,5	3,0	5,2	11,0	16,2	5,2	13,5	0,5	19,2
1975 Mars ¹	2,8	...	2,8	1,6	0,5	2,1	1,6	3,3	...	4,9

B. Crédits à l'étranger

1965	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967	...	...	...	7,2	0,9	8,1	7,2	0,9	...	8,1
1968	0,1	...	0,1	11,3	2,8	14,1	11,3	2,9	...	14,2
1969	0,1	...	0,1	8,5	1,2	9,7	8,5	1,3	...	9,8
1970	0,2	...	0,2	1,3	0,3	1,6	1,3	0,5	...	1,8
1971	0,2	...	0,2	4,7	0,9	5,6	4,7	1,1	...	5,8
1972	...	...	...	11,6	4,9	16,5	11,6	4,9	...	16,5
1973 Mars ¹	...	...	...	3,7	1,5	5,2	3,7	1,5	...	5,2
1973 Juin ¹	...	...	...	6,8	4,0	10,8	6,8	4,0	...	10,8
1973 Septembre ¹	...	...	...	8,1	2,9	11,0	8,1	2,9	...	11,0
1973 Décembre	...	...	...	12,7	4,2	16,9	12,7	4,2	...	16,9
1974 Mars ¹	0,1	...	0,1	11,6	3,5	15,1	11,6	3,6	...	15,2
1974 Juin ¹	...	...	...	12,8	4,6	17,4	12,8	4,6	...	17,4
1974 Septembre	...	...	...	9,1	3,1	12,2	9,1	3,1	...	12,2
1974 Décembre	...	...	...	9,5	2,5	12,0	9,5	2,5	...	12,0
1975 Mars ¹	...	...	...	4,2	0,4	4,6	4,2	0,4	...	4,6

C. Total

1965	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967	2,2	...	2,2	7,9	3,6	11,5	7,9	5,8	...	13,7
1968	2,0	...	2,0	13,2	10,3	23,5	13,2	12,3	...	25,5
1969	2,6	...	2,6	10,4	5,3	15,7	10,4	7,9	...	18,3
1970	2,3	0,2	2,5	2,7	1,4	4,1	2,7	3,7	0,2	6,6
1971	3,1	0,3	3,4	9,3	2,7	12,0	9,3	5,8	0,3	15,4
1972	3,3	0,1	3,4	17,9	11,6	29,5	17,9	14,9	0,1	32,9
1973 Mars ¹	3,1	...	3,1	5,9	3,9	9,8	5,9	7,0	...	12,9
1973 Juin ¹	2,0	...	2,0	10,6	8,3	18,9	10,6	10,3	...	20,9
1973 Septembre ¹	1,5	...	1,5	12,7	8,6	21,3	12,7	10,1	...	22,8
1973 Décembre	3,2	0,4	3,6	20,6	15,7	36,3	20,6	18,9	0,4	39,9
1974 Mars ¹	2,7	...	2,7	19,2	10,1	29,3	19,2	12,8	...	32,0
1974 Juin ¹	1,4	...	1,4	18,7	9,5	28,2	18,7	10,9	...	29,6
1974 Septembre	1,0	0,1	1,1	14,2	11,6	25,8	14,2	12,6	0,1	26,9
1974 Décembre	2,5	0,5	3,0	14,7	13,5	28,2	14,7	16,0	0,5	31,2
1975 Mars ¹	2,8	...	2,8	5,8	0,9	6,7	5,8	3,7	...	9,5

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XI¹¹⁰ année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total (11) = (8) à (10)	
	(1)	(2)	(3)		(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)

A. Crédits aux entreprises et particuliers

1965	12,6	57,2	54,8	124,6	3,9	8,2	12,1	8,7	49,0	54,8	112,5	...
1966	13,8	67,6	63,3	144,7	2,2	7,8	10,0	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967	12,7	80,5	77,7	170,9	4,2	9,9	14,1	8,5	70,6	77,7	156,8	0,2
1968	11,9	86,4	98,0	196,3	5,8	8,6	14,4	6,1	77,8	98,0	181,9	0,6
1969	10,2	97,8	99,4	207,4	2,9	7,8	10,7	7,3	90,0	99,4	196,7	0,5
1970	14,2	103,2	115,0	232,4	5,5	7,4	12,9	8,7	95,8	115,0	219,5	0,2
1971	20,7	105,5	141,9	268,1	7,5	5,0	12,5	13,2	100,5	141,9	255,6	0,1
1972	23,0	123,1	174,5	320,6	7,4	6,6	14,0	15,6	116,5	174,5	306,6	0,8
1973 Mars	18,9	123,5	184,9	327,3	5,0	6,1	11,1	13,9	117,4	184,9	316,2	...
1973 Juin	17,7	125,4	200,0	343,1	3,0	6,1	9,1	14,7	119,3	200,0	334,0	...
1973 Septembre	18,3	127,9	212,9	359,1	5,8	3,8	9,6	12,5	124,1	212,9	349,5	1,0
1973 Décembre	19,0	136,2	223,1	378,3	5,2	2,2	7,4	13,8	134,0	223,1	370,9	0,6
1974 Mars	21,2	145,8	224,4	391,4	4,3	4,5	8,8	16,9	141,3	224,4	382,6	0,1
1974 Juin	19,4	145,5	232,8	397,7	3,9	7,6	11,5	15,5	137,9	232,8	386,2	0,5
1974 Septembre	18,1	137,6	245,0	400,7	4,3	6,7	11,0	13,8	130,9	245,0	389,7	0,4
1974 Décembre	19,6	145,8	256,1	421,5	5,8	13,2	19,0	13,8	132,6	256,1	402,5	0,5
1975 Mars	19,8	146,9	258,1	424,8	7,6	18,2	25,8	12,2	128,7	258,1	399,0	0,3

B. Crédits à l'étranger

1965	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	0,1
1967	16,8	11,3	6,4	34,5	3,0	4,1	7,1	13,8	7,2	6,4	27,4	0,1
1968	20,2	14,4	13,9	48,5	2,4	3,8	6,2	17,8	10,6	13,9	42,3	0,1
1969	19,1	15,9	18,1	53,1	3,1	5,9	9,0	16,0	10,0	18,1	44,1	...
1970	23,0	20,2	43,1	86,3	6,3	7,6	13,9	16,7	12,6	43,1	72,4	...
1971	24,8	22,6	58,3	105,7	3,8	7,0	10,8	21,0	15,6	58,3	94,9	...
1972	25,3	28,8	61,0	115,1	1,9	8,2	10,1	23,4	20,6	61,0	105,0	...
1973 Mars	22,2	31,0	58,3	111,5	4,7	9,4	14,1	17,5	21,6	58,3	97,4	...
1973 Juin	23,2	30,7	59,0	112,9	4,0	8,2	12,2	19,2	22,5	59,0	100,7	...
1973 Septembre	25,2	29,9	69,4	124,5	4,5	9,0	13,5	20,7	20,9	69,4	111,0	...
1973 Décembre	26,9	31,3	76,7	134,9	3,1	7,9	11,0	23,8	23,4	76,7	123,9	...
1974 Mars	30,2	33,8	78,6	142,6	4,9	9,2	14,1	25,3	24,6	78,6	123,5	...
1974 Juin	31,1	34,4	87,2	152,7	4,0	9,8	13,8	27,1	24,6	87,2	138,9	...
1974 Septembre	28,4	34,6	101,3	164,3	4,1	10,7	14,8	24,3	23,9	101,3	149,5	...
1974 Décembre	32,6	37,4	101,4	171,4	5,5	11,4	16,9	27,1	26,0	101,4	154,5	...
1975 Mars	34,5	36,2	115,0	185,7	8,7	11,0	19,7	25,8	25,2	115,0	166,0	...

C. Total

1965	27,0	64,5	61,4	152,9	6,5	10,9	17,4	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966	28,8	75,2	69,5	173,5	4,3	10,0	14,3	24,5	65,2	69,5	159,2	0,3
1967	29,5	91,8	84,1	205,4	7,2	14,0	21,2	22,3	77,8	84,1	184,2	0,3
1968	32,1	100,8	111,9	244,8	8,2	12,4	20,6	23,9	88,4	111,9	224,2	0,7
1969	29,3	113,7	117,5	260,5	6,0	13,7	19,7	23,3	100,0	117,5	240,8	0,5
1970	37,2	123,4	158,1	318,7	11,8	15,0	26,8	25,4	108,4	158,1	291,9	0,2
1971	45,5	128,1	200,2	373,8	11,3	12,0	23,3	34,2	116,1	200,2	350,5	0,1
1972	48,3	151,9	235,5	435,7	9,3	14,8	24,1	39,0	137,1	235,5	411,6	0,8
1973 Mars	41,1	154,5	243,2	438,8	9,7	15,5	25,2	31,4	139,0	243,2	413,6	...
1973 Juin	40,9	156,1	259,0	456,0	7,0	14,3	21,3	33,9	141,8	259,0	434,7	...
1973 Septembre	43,5	157,8	282,3	483,6	10,3	12,8	23,1	33,2	145,0	282,3	460,5	1,0
1973 Décembre	45,9	167,5	299,8	513,2	8,3	10,1	18,4	37,6	157,4	299,8	494,8	0,6
1974 Mars	51,4	179,6	303,0	534,0	9,2	13,7	22,9	42,2	165,9	303,0	511,1	0,1
1974 Juin	50,5	179,9	320,0	550,4	7,9	17,4	25,3	42,6	162,5	320,0	525,1	0,5
1974 Septembre	46,5	172,2	346,3	565,0	8,4	17,4	25,8	38,1	154,8	346,3	539,2	0,4
1974 Décembre	52,2	183,2	357,5	592,9	11,3	24,6	35,9	40,9	158,6	357,5	557,0	0,5
1975 Mars	54,3	183,1	373,1	610,5	16,3	29,2	45,5	38,0	153,9	373,1	565,0	0,3

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la B.N.B. [colonne (3) du tableau XIII-8].

2 Crédits logés dans les banques de dépôts, à la B.N.B., au Crédit Communal de Belgique et à l'I.R.G. (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

N. B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XIII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967, p. 241.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1960 31 décembre	1967 31 décembre	1968 31 décembre	1969 31 décembre	1970 31 décembre	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre
ACTIF									
Encaisse en or	76,2	74,0	76,2	75,9	73,5	77,2	75,4	71,8	71,8
Fonds Monétaire International :									
Participation				7,8	19,6	30,0	25,9	24,0	24,9
Prêts .....				...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux .....				...	10,2	20,3	26,1	30,5	28,4
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	76,2	74,0	76,2	83,7	103,3	127,5	127,4	126,3	125,1
Monnaies étrangères	21,4	36,1	18,1	35,6	39,0	35,0	52,4	75,9	88,6
Monnaies étrangères et or à recevoir	11,5	12,5	12,3	17,5	10,7	0,3	...	...	...
Avoirs à l'étranger, en francs belges	1,5	3,0	—	—	—	—	—	—	—
Accords internationaux :									
Union Européenne des paiements	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Accord Monétaire Européen .....	...	...	...	...	...	...	...	—	—
Fonds Monétaire International :									
Participation	15,2	14,7	10,3	—	—	—	—	—	—
Prêts ²	3,4	1,9	5,0	—	—	—	—	—	—
Autres accords .....	...	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...
Fonds Européen de Coopération Monétaire C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	3,5	...
Débiteurs pour change et or, à terme	21,3	35,5	18,2	34,0	37,8	34,8	20,6	28,8	13,5
Effets de commerce	15,5	13,8	26,7	18,6	6,5	15,1	33,4	40,1	32,2
Avances sur nantissements	0,3	0,3	0,6	0,1	0,2	0,3	3,5	2,4	0,6
Effets publics :									
Effets publics belges	9,6	2,7	14,7	15,6	13,3	4,9	1,1	0,4	5,1
Effets publics luxembourgeois	—	—	0,2	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	2,8	0,9
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	—	—	—	—	—	—	—	3,4	3,4
Fonds publics	3,2	3,4	3,5	3,6	3,7	3,8	4,1	4,3	4,8
Immeubles, matériel et mobilier	1,9	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pension du Personnel	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5
Divers	1,7	1,4	1,9	1,8	2,0	1,0	1,4	2,0	2,8
	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6
Compte d'ordre :									
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte des Ministres de l'Education nationale (Pacte scolaire)	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3	11,8
PASSIF									
Billets en circulation	175,3	177,5	183,2	183,0	188,2	201,8	222,6	238,5	256,1
Comptes courants :									
Trésor public									
compte ordinaire ...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
taxe exceptionnelle de conjonct. ....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
compte spécial liquidation U.E.P.	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ord.	0,4	0,3	0,7	0,4	0,5	0,7	0,6	0,6	0,4
Comptes courants divers et valeurs à payer	2,3	3,2	2,5	4,5	4,2	3,2	3,5	3,7	5,4
Accords internationaux :									
Accord Monétaire Européen	0,2	0,3	0,3	0,2	0,5	1,1	0,7	2,0	2,6
Autres accords	0,3	0,3	0,2	0,3	0,3	2,0	0,7	...	...
<i>Total des engagements à vue</i> ...	178,5	181,6	186,9	188,4	193,7	208,8	228,1	244,8	264,5
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	—	—	—	—	3,5	7,0	10,5	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire Réserve monétaire ³ .....	...	...	...	...	...	...	11,8	34,5	21,0
Monnaies étrangères et or à livrer	32,8	48,2	30,7	51,8	48,7	35,8	21,5	26,5	11,1
Caisse de Pensions du Personnel	2,0	2,3	2,6	2,8	3,1	3,5	4,0	4,5	5,5
Divers	2,4	2,3	2,9	3,0	3,4	3,5	4,3	5,6	8,1
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	2,9	3,1	3,2	3,3	3,4	3,7	3,8	4,4	4,8
	219,0	237,9	226,7	249,7	256,2	262,7	284,4	330,9	325,6
Compte d'ordre :									
Ministres de l'Education nationale : Avoir pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire)	1,4	1,7	2,4	2,6	2,6	2,3	2,1	3,3	11,8

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.
¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7 alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des action-

naires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969. Avant cette dernière date, seule l'encaisse en or était admise comme élément de couverture.
² Bons spéciaux du Trésor Belge (Loi du 4-1-1968. Convention du 1-2-1963).
³ Jusqu'au 31 décembre 1971 : Banques belges, réserve monétaire.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Rubriques	1974 8 avril	1975 7 avril	1974 6 mai	1975 5 mai	1974 10 juin	1975 9 juin	1974 8 juillet	1975 7 juillet
ACTIF								
Encaisse en or	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8	71,8
Fonds Monétaire International :								
Participation	22,2	25,5	22,5	25,4	22,6	25,3	22,5	25,6
Prêts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Droits de tirage spéciaux	30,9	28,4	29,1	28,7	26,7	28,9	26,7	29,9
<i>Total des éléments de couverture</i> ¹ ...	124,9	125,7	123,4	125,9	121,1	126,0	121,0	127,3
Monnaies étrangères	67,7	99,4	67,0	100,7	64,8	105,0	66,9	107,2
Monnaies étrangères et or à recevoir .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Accords internationaux :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire	...	7,4	...	7,5	...	7,7	0,5	3,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	—	6,5	—	6,5	—	6,5	—	6,5
Débiteurs pour change et or, à terme	21,1	13,6	20,9	13,1	18,4	13,4	17,9	13,0
Effets de commerce	35,2	10,3	30,8	9,3	28,2	9,8	31,2	4,0
Avances sur nantissement	7,9	...	8,7	9,2	18,2	...	19,3	...
Effets publics :								
Effets publics belges	13,8	3,3	15,9	...	15,8	8,8	15,8	20,4
Effets publics luxembourgeois .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	2,8	0,9	2,8	0,9	2,8	0,9	2,8	0,9
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,4	3,5
Fonds publics	4,8	5,3	4,8	5,3	4,8	5,3	4,8	5,3
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2
Valeurs de la Caisse de Pension du Personnel	4,9	5,9	4,9	5,9	5,0	6,0	5,0	6,0
Divers	1,5	2,0	1,9	2,1	2,0	2,4	3,1	2,6
Compte d'ordre :	324,7	320,4	321,2	326,5	321,1	331,9	328,2	336,3
Office des Chèques Postaux : Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	2,0	10,3	1,8	10,0	1,4	9,5	2,5	8,9
PASSIF								
Billets en circulation	235,9	257,6	241,0	264,6	244,2	272,0	255,2	286,4
Comptes courants :								
Trésor public { compte ordinaire ...	...	...	...	0,1	...	...	...	...
{ taxe exceptionnelle de conjonct. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger, comptes ord.	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3
Comptes courants divers et valeurs à payer	1,3	1,6	1,6	1,3	1,3	1,4	1,6	1,3
Accords internationaux :	1,5	2,2	1,3	2,2	1,3	2,0	1,3	1,9
<i>Total des engagements à vue</i> ...	239,1	261,7	244,3	268,5	247,2	275,7	258,5	289,9
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2
Fonds Européen de Coopération Monétaire	5,3	...	4,2	...	3,0	...	...	...
Réserve monétaire :								
Belgique	34,9	15,5	26,6	15,4	26,1	11,6	25,6	...
Grand-Duché de Luxembourg	0,7	0,3	0,7	0,3	0,3	...	0,3	...
Monnaies étrangères et or à livrer	18,8	11,3	18,5	10,7	16,1	11,0	15,5	10,6
Caisse de Pensions du Personnel	4,9	5,9	5,0	6,0	5,0	6,0	5,0	6,0
Divers	6,0	10,2	6,9	10,1	8,4	12,1	8,3	14,3
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	4,4	4,9	4,4	4,9	4,4	4,9	4,4	4,9
Compte d'ordre :	324,7	320,4	321,2	326,5	321,1	331,9	328,2	336,3
Ministres de l'Education nationale : Avoirs pour leur compte à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11-7-1973 - législation de l'enseignement)	2,0	10,3	1,8	10,0	1,4	9,5	2,5	8,9

N. B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Les éléments de couverture des engagements à vue de la B.N.B. sont définis par l'article 4 de la loi du 9 juin 1969, modifiant l'article 7

alinéa 2 de la loi organique de la B.N.B. et par l'article 80 des statuts de la B.N.B., modifié par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la B.N.B. du 5 septembre 1969. Cette modification a été approuvée par l'arrêté royal du 22 septembre 1969, publiée au *Moniteur belge* du 7 octobre 1969.

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Milliers de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes journalières) ³		(moyennes mensuelles ou mois)			
(fin de période)	(milliards de francs)								
1967	1.004	60,6	41,3	89,0	194,5	89,2	194,5	567,1	93
1968	1.013	63,4	42,7	98,6	209,7	97,8	209,7	607,6	94
1969	1.022	68,0	45,1	112,5	234,0	112,5	234,0	693,0	94
1970	1.031	72,5	47,8	127,2	252,1	126,4	252,1	757,8	94
1971	1.060	79,8	51,4	147,3	288,6	147,3	288,6	871,9	95
1972	1.080	90,0	56,5	169,8	287,1	168,6	287,1	912,4	94
1973	1.092	100,7	60,2	192,9	319,7	192,0	319,7	1.024,4	94
1974	1.101	122,2	62,3	220,1	387,7	217,6	387,7	1.213,1	95
1973 2 ^e trimestre	1.081	101,6	63,4	194,6	316,5	190,7	316,5	1.018,6	94
3 ^e trimestre	1.088	102,9	58,6	192,8	317,3	196,4	317,3	1.023,9	94
4 ^e trimestre	1.092	100,8	58,1	201,9	327,6	195,8	327,6	1.052,9	95
1974 1 ^{er} trimestre	1.095	129,7	64,0	206,8	381,1	207,4	381,1	1.176,4	95
2 ^e trimestre	1.094	116,0	64,2	219,3	378,9	215,2	378,9	1.192,3	94
3 ^e trimestre	1.099	121,8	59,6	225,4	391,8	227,6	391,8	1.236,5	95
4 ^e trimestre	1.101	121,4	61,4	229,0	399,0	220,0	399,0	1.247,0	95
1975 1 ^{er} trimestre	1.102	142,6	62,6	236,3	453,0	242,7	453,0	1.385,0	95
2 ^e trimestre	1.102	135,8	68,0	261,3	455,4	259,6	455,4	1.431,8	94
1974 Juin	1.094	118,1	64,8	218,4	351,7	212,4	351,7	1.134,3	93
Juillet	1.095	149,9	62,5	270,0	436,2	276,0	436,2	1.418,3	95
Août	1.096	112,2	60,8	201,1	363,4	216,8	363,4	1.144,7	94
Septembre	1.099	102,7	55,4	205,1	375,7	190,0	375,7	1.146,5	96
Octobre	1.100	126,0	60,5	236,0	425,4	239,7	425,4	1.326,6	95
Novembre	1.101	110,9	60,8	207,5	370,3	209,5	370,3	1.157,6	95
Décembre	1.101	127,0	63,0	243,5	401,2	210,9	401,2	1.256,7	95
1975 Janvier	1.101	150,3	61,5	248,5	463,8	229,2	463,8	1.405,3	95
Février	1.102	151,4	61,9	236,8	467,7	270,0	467,7	1.442,2	96
Mars	1.102	127,0	64,3	223,6	427,5	228,8	427,5	1.307,4	94
Avril	1.102	138,4	65,4	270,4	482,6	259,6	482,6	1.495,2	95
Mai	1.102	132,7	71,8	261,3	459,3	265,9	459,3	1.445,9	95
Juin	1.102	136,2	66,9	252,2	424,3	253,4	424,3	1.354,2	93

¹ Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 30 avril	1975 30 avril	1974 31 mai	1975 31 mai
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	11,8	18,4	31,3	25,5	28,5	21,0	28,1	17,9
Prêts au jour le jour	9,9	14,4	11,4	26,9	12,1	19,8	19,9	16,4
Banquiers	163,8	245,2	341,4	338,3	398,1	362,7	397,4	367,9
Maison-mère, succursales et filiales	55,5	48,4	71,8	143,4	103,0	149,3	104,9	142,6
Autres valeurs à recevoir à court terme ²	27,1	21,9	23,4	26,7	27,1	28,7	29,3	28,2
Portefeuille-effets	147,4	149,4	158,9	183,1	184,4	175,4	183,0	181,8
a) Effets publics	25,2	16,7	21,0	32,0	39,2	26,8	41,4	25,1
b) Effets commerciaux *	122,2	132,7	137,9	151,1	145,2	148,6	141,6	156,7
Reports et avances sur titres	1,9	2,7	2,5	1,4	2,2	1,6	2,0	1,7
Débiteurs par acceptations	45,5	48,3	45,9	52,2	50,5	55,0	50,6	54,4
Débiteurs divers	198,0	232,7	296,8	355,7	315,1	398,6	315,9	399,6
Valeurs mobilières	224,4	280,0	343,8	386,0	361,8	410,2	369,4	411,1
a) Fonds publics belges	197,4	240,6	285,8	320,4	295,2	358,1	302,2	358,7
b) Autres titres d'emprunt	26,7	38,9	56,9	64,8	65,8	51,1	66,4	51,4
c) Actions et parts de sociétés	0,1	0,3	0,9	0,6	0,6	0,8	0,6	0,8
d) Autres valeurs mobilières	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Valeurs de la réserve légale	1,2	1,3	1,4	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Participations	8,4	9,1	11,0	12,6	11,2	12,0	11,4	11,9
a) Filiales	2,7	3,0	4,1	5,0	4,4	4,6	4,4	4,6
b) Autres participations	5,7	6,1	6,9	7,6	6,8	7,4	7,0	7,3
Frais de constitution et de premier établissement	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2
Inmeubles	5,9	7,4	9,3	11,2	9,7	13,1	10,0	13,3
Participations dans les filiales immobilières	0,3	0,4	0,5	0,7	0,4	0,7	0,4	0,7
Créances sur les filiales immobilières	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	0,9	1,1	1,3	1,6	1,5	2,1	1,5	2,1
Divers	12,6	16,1	26,1	49,6	26,6	39,4	30,6	35,3
Total de l'actif ...	915,0	1.097,0	1.377,0	1.616,7	1.533,9	1.691,4	1.556,1	1.686,7
* La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	21,3	28,8	31,9	42,9	34,4	38,1	35,5	36,8
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	—	—	—	2,3	—	6,3	—	4,3

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger

apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».
² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES ¹

(milliards de francs)

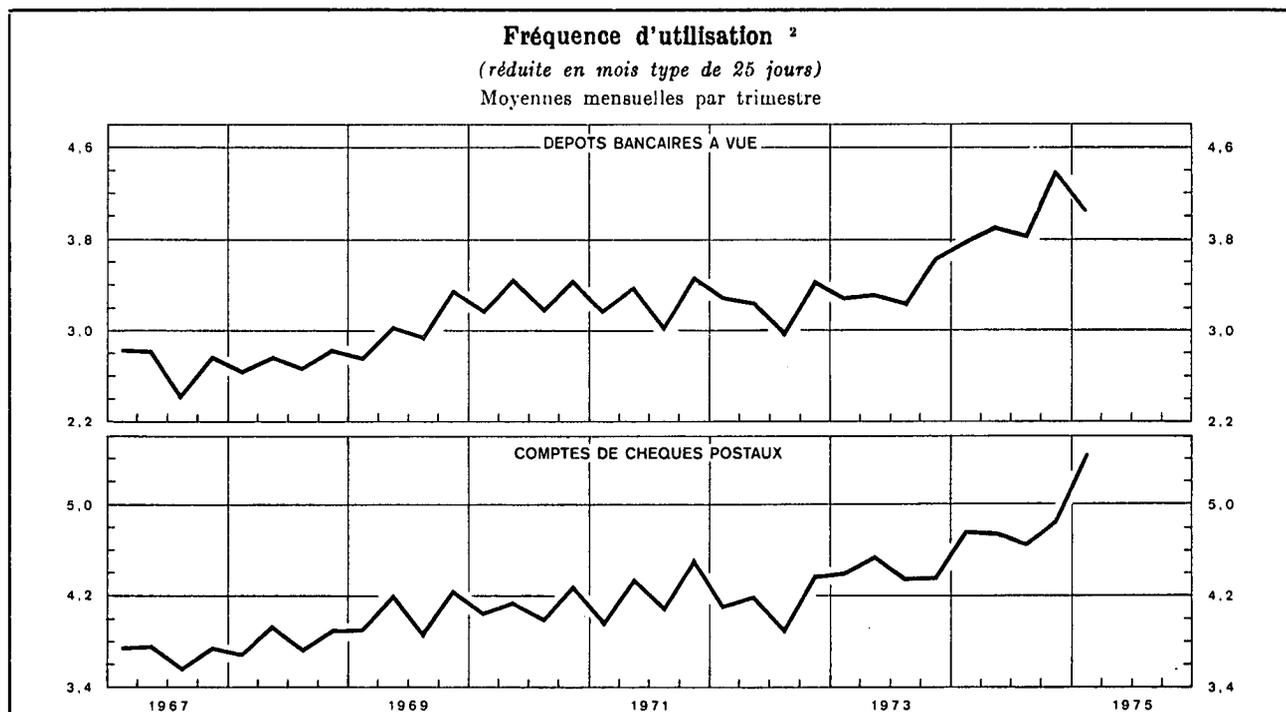
Passif

Rubriques	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 30 avril	1975 30 avril	1974 31 mai	1975 31 mai
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,4	2,1	3,9	2,4	3,2	2,3	12,3	2,0
a) Créanciers garantis par des privilèges	0,9	1,0	1,3	1,9	1,3	1,9	1,4	1,5
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,5	1,1	2,6	0,5	1,9	0,4	10,9	0,5
Emprunts au jour le jour	13,2	20,9	22,1	43,9	25,1	42,1	19,6	37,4
a) Couverts par des sûretés réelles	2,6	2,9	4,4	8,5	5,0	12,2	2,2	5,9
b) Non couverts par des sûretés réelles	10,6	18,0	17,7	35,4	20,1	29,9	17,4	31,5
Banquiers	286,4	371,9	511,0	599,5	598,2	631,5	605,4	626,4
Maison-mère, succursales et filiales	34,1	37,4	49,5	86,7	58,0	83,0	55,9	87,5
Acceptations	45,5	48,3	45,9	52,2	50,5	55,0	50,6	54,4
Autres valeurs à payer à court terme ²	17,0	8,9	10,2	9,3	13,1	15,0	12,5	11,8
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1,7	1,6	2,5	6,3	2,3	2,0	2,5	3,3
Dépôts et comptes courants	422,7	501,9	605,1	665,8	647,1	704,3	662,0	710,5
a) A vue	164,0	193,5	208,0	221,2	215,2	239,5	227,1	245,7
b) A un mois au plus	36,8	36,2	51,4	74,3	69,7	76,6	74,2	77,5
c) A plus d'un mois	96,9	105,2	151,1	169,0	166,4	172,7	165,4	166,9
d) A plus d'un an	15,0	19,1	17,5	13,9	17,3	14,2	16,3	14,6
e) A plus de deux ans	11,2	13,1	17,3	14,9	16,8	15,9	16,7	15,9
f) Carnets de dépôts	96,6	132,4	157,6	170,5	159,6	183,3	160,2	187,8
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	2,2	2,4	2,2	2,0	2,1	2,1	2,1	2,1
Obligations et bons de caisse	28,4	33,9	40,2	47,2	43,0	50,3	43,0	51,1
Montants à libérer sur titres et participations	1,5	1,4	1,4	1,7	1,6	1,6	1,6	1,6
Divers	23,3	26,5	37,8	49,9	43,0	52,0	41,6	48,3
<i>Total de l'exigible ...</i>	875,2	1.054,8	1.329,6	1.564,9	1.485,1	1.639,1	1.507,0	1.634,3
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	3,7	3,6	3,3	3,6	3,7	4,0	3,7	4,0
<i>Non exigible :</i>								
Capital	21,7	22,8	25,4	27,2	25,7	27,6	26,0	27,6
Fonds indisponibles par prime d'émission	4,1	4,2	5,6	5,7	5,6	5,7	5,6	5,7
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	1,2	1,3	1,4	1,5	1,4	1,5	1,5	1,5
Réserve disponible	8,4	9,7	11,1	12,2	11,8	12,8	11,7	12,9
Provisions	0,7	0,6	0,6	1,6	0,6	0,7	0,6	0,7
<i>Total du non exigible ...</i>	36,1	38,6	44,1	48,2	45,1	48,3	45,4	48,4
<i>Total du passif ...</i>	915,0	1.097,0	1.377,0	1.616,7	1.533,9	1.691,4	1.556,1	1.686,7

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

² A partir de juillet 1972, cette rubrique ne comprend plus les opérations de change à très court terme.

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX ¹**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute		
				dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
(milliards de francs)						
1967	210,3	163,9	374,2	2,74	2,72	3,71
1968	236,6	174,0	410,6	2,78	2,74	3,83
1969	280,6	194,9	475,5	3,06	3,03	4,07
1970	325,7	207,3	533,0	3,36	3,33	4,13
1971	375,7	234,4	610,1	3,31	3,28	4,24
1972	435,4	266,4	701,8	3,28	3,25	4,15
1973	522,5	293,3	815,8	3,41	3,38	4,41
1974	646,6	353,5	1.000,1	4,03	3,99	e 4,78
1973 1 ^{er} trimestre	482,8	291,3	774,1	3,39	3,30	4,40
2 ^e trimestre	528,7	308,9	837,6	3,28	3,33	4,54
3 ^e trimestre	515,7	282,5	798,2	3,30	3,26	4,35
4 ^e trimestre	562,7	290,5	853,2	3,68	3,64	4,36
1974 1 ^{er} trimestre	586,5	346,4	932,9	3,84	3,79	e 4,77
2 ^e trimestre	655,2	362,7	1.017,9	3,87	3,92	e 4,75
3 ^e trimestre	636,7	339,9	976,6	3,95	3,85	e 4,65
4 ^e trimestre	708,0	365,2	1.073,2	4,45	4,39	e 4,87
1975 1 ^{er} trimestre	673,9	415,8	1.089,7	4,04	4,04	5,44
1974 Mai	660,4	390,9	1.051,3	3,97	3,97	e 4,96
Juin	665,3	346,8	1.012,1	3,69	3,85	e 4,47
Juillet	701,0	346,2	1.047,2	4,30	4,14	e 4,62
Août	566,3	326,4	892,7	3,65	3,51	e 4,50
Septembre	642,8	347,0	989,8	3,90	3,90	e 5,00
Octobre	693,0	355,7	1.048,6	4,64	4,29	e 4,74
Novembre	654,6	356,2	1.010,8	4,03	4,20	e 4,85
Décembre	776,4	383,7	1.160,1	4,68	4,68	e 5,03
1975 Janvier	709,4	366,0	1.075,4	4,43	4,26	e 4,91
Février	662,9	483,2	1.146,1	3,88	4,05	6,43
Mars	649,5	398,0	1.047,5	3,82	3,82	5,00
Avril	759,6	423,3	1.182,9	4,40	4,23	5,23
Mai	722,8	461,8	1.184,6	3,85	4,01	5,33

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 p.c. de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : Situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1960-1970*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XIe année, vol. I, no 1, janvier 1965, p. 21; XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, no 8, septembre 1967, p. 241 — *Rapports annuels de la Commission bancaire*.

XIV. — INTERMEDIARIES FINANCIERS NON MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs		
	Portefeuille			Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie					
valeur nominale								
1966	6,4	3,3	...	...	...	4,5	1,6	0,3
1967	5,9	3,6	...	...	0,1	6,3	...	...
1968	8,0	5,1	...	...	0,4	8,9	1,3	...
1969	7,8	4,7	...	...	...	8,4	0,6	...
1970	6,9	4,2	...	...	1,1	8,7	...	...
1971	9,1	6,7	...	...	...	9,5	2,9	...
1972 Septembre	12,9	...	...	...	1,6	10,8	...	...
Décembre	15,2	8,3	...	...	2,5	10,9	9,0	2,5
1973 Mars	15,7	8,7	...	...	0,9	21,6	...	...
Juin	13,8	9,1	...	...	2,5	17,0	1,9	2,5
Septembre	15,4	0,9	...	...	...	11,2	1,2	...
Décembre	15,7	9,1	...	...	...	12,7	8,0	...
1974 Janvier	15,9	9,1	...	...	...	11,5	4,1	4,9
Février	16,1	9,1	...	...	...	12,0	5,2	3,7
Mars	15,8	9,1	...	...	...	11,7	4,4	4,4
Avril	16,2	9,1	...	...	...	12,1	0,2	8,4
Mai	15,9	9,1	14,3	...	...	9,5	7,3	17,9
Juin	15,5	9,1	7,8	...	...	7,3	3,5	17,0
Juillet	14,7	7,2	...	...	...	7,0	1,2	9,5
Août	15,1	9,1	...	...	...	11,7	1,2	6,6
Septembre	14,7	9,1	...	...	...	14,7	1,2	3,7
Octobre	13,0	4,2	...	...	9,4	22,3	...	...
Novembre	12,5	0,2	...	...	13,3	21,4	...	...
Décembre	12,2	9,1	...	...	0,7	18,1	...	...

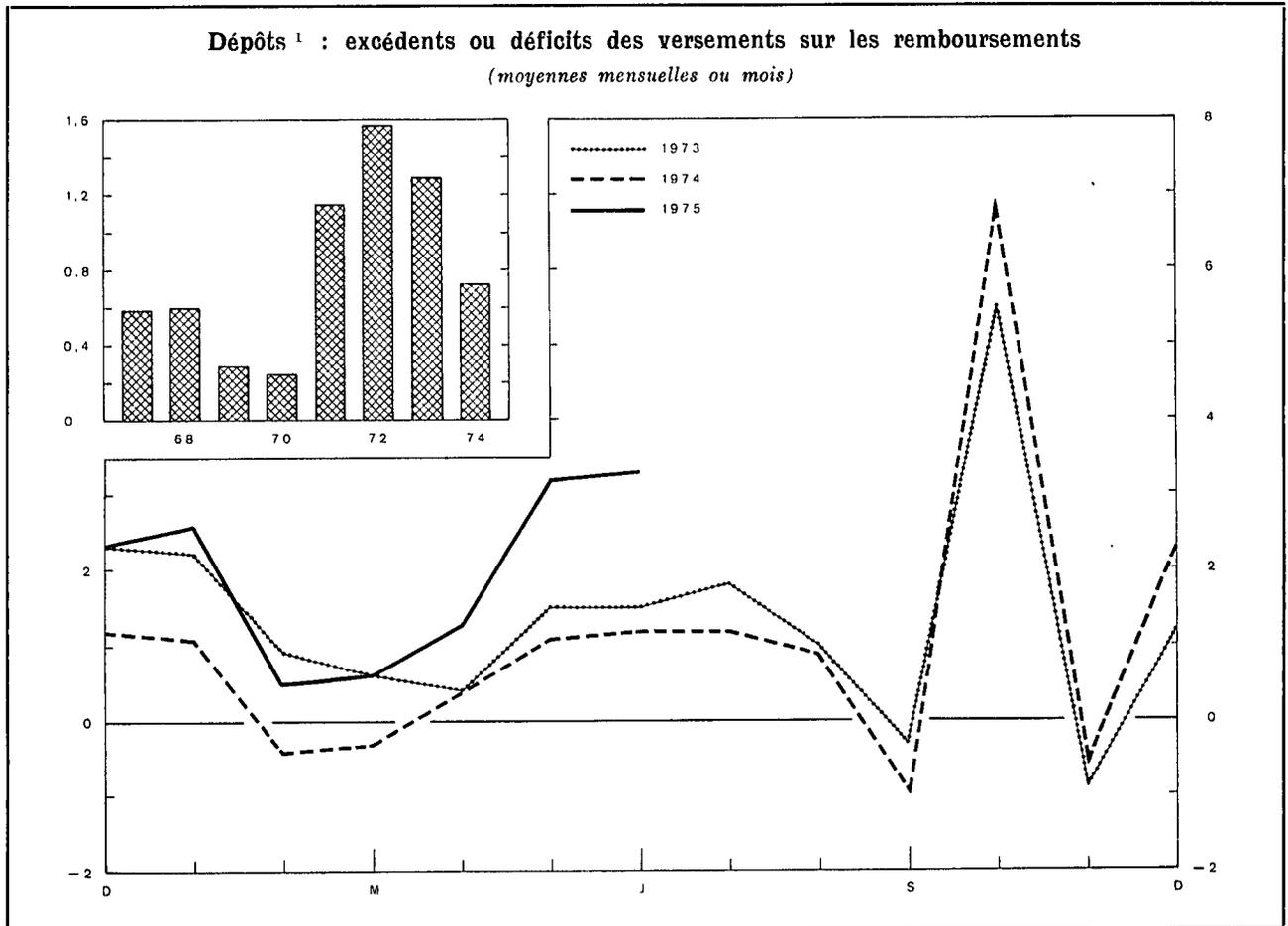
XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne

Opérations des ménages

(milliards de francs)

Source : UGEM.



Périodes	Dépôts 1			Bons d'épargne 2	Total	
	Versements 3	Remboursements	Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)	Montant en circulation		
						Soldo 4
à fin de période					(5) = (4) + (5)	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1967	45,4	38,3	7,1	131,1	—	131,1
1968	51,0	43,8	7,2	142,3	1,7	144,0
1969	60,5	57,0	3,5	150,4	3,6	154,0
1970	73,7	70,7	3,0	158,7	7,2	165,9
1971	91,9	78,1	13,8	178,2	12,3	190,5
1972	120,4	101,6	18,8	202,9	14,6	217,5
1973	152,9	137,5	15,4	225,4	20,1	245,5
1974	196,1	183,0	13,1	248,5	29,8	278,3
1973 2 ^e trimestre	38,0	34,6	3,4	210,0	16,7	226,7
1973 3 ^e trimestre	35,5	33,0	2,5	212,5	18,1	230,6
1973 4 ^e trimestre	43,9	38,1	5,8	225,4	20,1	245,5
1974 1 ^{er} trimestre	43,0	42,6	0,4	225,8	23,1	248,9
1974 2 ^e trimestre	48,7	46,0	2,7	228,5	24,9	253,4
1974 3 ^e trimestre	46,6	45,4	1,2	229,7	26,2	255,9
1974 4 ^e trimestre	57,8	49,0	8,8	248,5	29,8	278,3
1975 1 ^{er} trimestre	53,8	50,1	3,7	252,3	35,2	287,7
1975 2 ^e trimestre	60,7	52,9	7,8	260,1	37,6	297,7
1974 Juin	16,4	15,2	1,2	228,5	24,9	253,4
1974 Juillet	17,3	16,1	1,2	229,7	26,3	256,0
1974 Août	14,5	13,6	0,9	230,6	26,7	257,3
1974 Septembre	14,8	15,7	- 0,9	229,7	26,2	255,9
1974 Octobre	25,3	18,4	6,9	236,6	28,0	264,6
1974 Novembre	15,0	15,4	- 0,4	236,2	29,0	265,2
1974 Décembre	17,5	15,2	2,3	248,5	29,8	278,3
1975 Janvier	19,1	16,5	2,6	251,2	31,3	282,5
1975 Février	17,2	16,7	0,5	251,7	33,1	284,8
1975 Mars	17,5	16,9	0,6	252,3	35,2	287,7
1975 Avril	19,1	17,8	1,3	253,6	36,4	290,0
1975 Mai	20,1	16,9	3,2	256,8	36,8	293,6
1975 Juin	21,5	18,2	3,3	260,1	37,6	297,7

¹ Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

² Y compris les bons croissance et de capitalisation.

³ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁴ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1974, les intérêts capitalisés s'élevaient à 10,0 milliards de francs.

XIV - 5 — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.
ACTIF									
Disponible ¹	0,3	1,2	0,5	2,3	0,7	0,8	1,2	1,8	3,0
Placements provisoires :									
Effets sur la Belgique	24,7	26,5	29,9	33,0	37,9	39,7	41,3	42,8	48,4
Avances à l'industrie	12,2	16,4	17,8	18,0	16,1	15,2	13,9	11,9	11,3
Crédit agricole .....	...	0,1	0,2	0,5	0,4	...	...	...	...
Crédit d'exportation	1,0	1,1	1,5	1,5	1,9	2,7	2,1	2,9	3,6
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts personnels	—	—	—	0,1	0,4	0,4	0,3	0,6	1,1
Acceptations bancaires	3,9	3,8	4,1	9,7	4,0	5,5	9,5	5,5	1,9
Certificats de Trésorerie et du Fonds des Rentes	4,8	4,9	11,2	10,0	10,4	15,8	22,3	19,1	16,5
Prêts au jour le jour	0,5	...	1,4	...	1,9	1,6	1,9	2,2	2,2
Total ...	47,0	52,8	66,1	72,8	73,0	80,9	91,3	85,0	85,0
Placements définitifs ² :									
Dette directe de l'Etat	21,4	20,6	19,5	19,7	20,9	20,4	24,5	31,2	37,5
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	20,8	21,7	22,8	24,5	27,0	27,3	33,3	39,3	40,0
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,9	2,3	2,4	2,7	3,3	3,2	5,8	7,3	8,9
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,8	1,2	1,1	1,0	1,1	1,5	1,6	5,4	6,0
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre, divers	0,7	0,8	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1
Prêts hypothécaires	6,5	7,0	7,6	8,6	10,2	11,6	13,9	20,3	29,2
Crédit agricole	4,7	5,2	5,6	6,0	6,4	6,5	6,3	6,4	6,8
Avances à la S.N.L., aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales	25,8	26,7	27,5	29,0	30,6	31,7	32,3	34,4	36,4
Ouvertures de crédit (Industriel, agricole, professionnel et universitaire)	—	—	—	1,5	6,6	10,9	15,7	20,4	24,9
Total ...	82,6	85,5	87,5	94,1	107,3	114,3	134,5	165,7	190,8
Revenus échus sur placements et prorata d'intérêts	2,9	3,1	3,3	3,6	4,1	4,4	5,2	5,8	7,9
Valeurs échues du portefeuille	3,0	3,9	4,1	5,3	5,8	7,0	7,0	11,1	13,0
Réserve monétaire à la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	1,8	5,1
Divers	0,9	0,3	1,3	2,1	3,4	4,6	6,7	11,0	15,1
Total de l'actif ...	136,7	146,8	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9

PASSIF

<i>Exigible :</i>									
Dépôts sur livrets et bons d'épargne ³ :									
Particuliers	112,2	120,3	131,2	144,1	154,0	165,8	190,4	217,5	245,6
Etablissements publics et autres	5,5	5,6	6,9	8,4	9,9	11,5	17,8	24,0	27,0
Total ...	117,7	125,9	138,1	152,5	163,9	177,3	208,2	241,5	272,6
Dépôts en comptes courants ³	5,6	6,0	7,3	8,7	9,4	11,9	12,6	11,1	10,0
Fonds de développement des universités libres	—	—	—	—	—	—	0,8	1,6	3,6
<i>Non exigible ²</i>									
Fonds de dotation, fonds de prévision diverses, fonds de réserve et provisions	11,5	13,7	14,9	16,2	17,5	18,0	18,6	20,1	21,5
Divers	1,9	1,2	2,5	2,8	3,5	4,8	5,7	7,9	12,2
Total du passif ...	136,7	146,8	162,8	180,2	194,3	212,0	245,9	282,2	319,9

¹ Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse et les comptes à la B.N.B. et à l'O.C.P.

² A partir de 1966, les chiffres du portefeuille-titres ont été majorés à concurrence des amortissements passés au « Fonds de réserve pour

dépréciation du portefeuille ». Ces amortissements s'élèvent à 0,9 milliard. Ils ont été ajoutés également au montant du « Non exigible ».

³ Y compris les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la CGER.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	7,3	7,6	7,6	7,5	8,1	7,7	7,9	9,6	8,5
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	15,6	16,1	17,3	14,0	13,6	13,9	13,9	12,4	13,7
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,8	0,6
Obligations de sociétés belges et divers ...	0,8	0,7	0,7	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4
Prêts hypothécaires	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Avances à la Caisse publique de prêts, divers	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	...	...	...	...
Total ...	25,0	25,7	26,8	23,4	23,5	23,2	23,2	23,3	23,2
PASSIF									
Fonds des Rentes ¹	13,9	14,0	14,0	14,1	14,0	13,9	} 23,3 ⁴	23,2	23,1
Réserves mathématiques ²	12,8	13,8	14,4	9,8 ³	9,8	10,3		23,2	23,1
Fonds de réserve	—	—	—	—	—	—	0,9	1,0	1,0
Total ...	26,7	27,8	28,4	23,9	23,8	24,2	24,2	24,2	24,1

¹ Le fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions, mais pas les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 10 mars 1865, qui figurent aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

² Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements

pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

³ En 1968, les réserves de la gestion « Pension des Indépendants » (4,8 milliards de francs) ont été cédées à l'Office National d'Assurances sociales pour Travailleurs Indépendants.

⁴ A partir de 1971, la distinction entre les postes « Fonds des Rentes » et « Réserves mathématiques » n'est plus donnée.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE
5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie

(milliards de francs)

Source : CGER.

	1965 31 déc.	1966 31 déc.	1967 31 déc.	1968 31 déc.	1969 31 déc.	1970 31 déc.	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.
ACTIF									
Placements définitifs :									
Dette directe de l'Etat	2,7	2,7	2,8	2,7	2,7	3,1	2,8	3,9	4,0
Dette indirecte de l'Etat et valeurs garanties par l'Etat	5,2	5,8	6,5	7,4	8,2	8,4	7,9	7,4	7,3
Obligations du Crédit Communal, de provinces, villes et communes	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...
Obligations de sociétés belges	0,4	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Prêts hypothécaires .....	...	...	...	...	...	...	0,4	1,0	1,9
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées à la Société Nationale du Logement	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	1,8	2,0	2,1
Total ...	8,7	9,2	10,0	10,9	11,6	12,3	13,2	14,5	15,4
PASSIF									
Réserves mathématiques et provisions ¹	6,5	6,6	6,7	7,1	7,6	7,9	8,2	8,9	10,1
Fonds de réserve et de répartition	2,4	3,1	3,3	3,6	4,0	4,3	4,7	5,2	5,5
Total ...	8,9	9,7	10,0	10,7	11,6	12,2	12,9	14,1	15,6

¹ Y compris les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 10 mars 1865.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
ACTIF									
En-cours des crédits :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1° garantis par l'Etat	16,5	22,2	24,2	26,7	28,4	30,3	30,8	33,5	36,9
2° garantis par banques et organismes financiers .	13,6	14,6	18,0	23,4	29,2	33,4	33,5	37,8	44,1
3° dont le risque est à charge de l'Institution	31,4	34,9	41,5	44,8	49,1	53,3	54,0	55,5	60,2
Crédits de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,2	1,1	1,0	0,9	1,0	0,9	0,7	0,6	0,4
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	0,5	0,3	0,1	...	—	—	—	—	—
Crédits commerciaux	0,9	0,9	1,3	1,8	1,5	1,3	2,0	2,4	2,7
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,5	2,1	2,1	2,7	3,8	3,1	4,5	5,7	8,3
Crédits gérés pour compte de l'Etat ¹	3,3	4,0	5,0	5,7	5,9	6,2	6,3	6,8	8,0
Placements divers à court terme	6,4	8,0	9,2	13,9	18,7	19,6	19,7	16,8	18,0
Divers	5,3	5,0	3,0	3,0	3,8	4,8	6,4	7,9	6,9
Total de l'actif ...	80,6	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5

PASSIF

Obligations	49,7	57,4	65,6	75,6	87,1	98,5	100,5	105,4	115,1
Bons de caisse	9,0	9,1	12,1	15,3	19,2	18,7	20,3	21,5	22,3
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	8,0	8,8	9,3	11,7	13,0	12,9	13,3	17,0	22,3
Etat belge :									
Fonds d'Aide Marshall	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	2,0	2,5	3,3	3,6	4,0	4,4	4,6	5,2	6,5
Divers	10,6	14,0	13,8	15,5	16,9	17,2	18,1	16,8	18,3
Total du passif ...	80,6	93,1	105,4	122,9	141,4	152,9	157,9	167,0	185,5

¹ Il s'agit de crédits d'aide aux entreprises en difficultés, de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'In-

dustrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Actif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1974 30 avril	1975 30 avril	1974 31 mai	1975 31 mai
I. Disponible et réalisable :								
1. Caisse, B.N.B., Chèques Postaux	0,5	2,0	4,3	3,0	2,5	1,9	2,6	1,7
2. Prêts au jour le jour	0,7	0,2	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4
3. Dépôts auprès d'intermédiaires financiers	5,6	6,4	7,8	7,7	9,9	9,9	9,9	10,0
4. Créances à court terme	1,1	1,2	1,6	1,7	1,6	1,7	1,8	1,6
5. Portefeuille d'effets de commerce et de factures escomptés	1,9	1,3	1,4	3,5	1,4	1,8	1,7	2,1
6. Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	8,2	9,3	12,1	16,3	13,3	17,0	13,7	17,6
7. Portefeuille-titres et participations	63,8	82,8	93,1	103,0	95,1	115,5	95,6	118,4
a) Certificats de Trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à 1 an au plus ...	(0,8)	(0,9)	(0,8)	(1,8)	(0,4)	(1,0)	(0,7)	(1,2)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(24,2)	(31,0)	(34,0)	(37,2)	(35,4)	(43,0)	(35,5)	(42,9)
2. Dette garantie et autres valeurs assi- milées	(32,4)	(40,9)	(47,1)	(51,3)	(47,8)	(57,7)	(47,7)	(59,7)
c) Obligations de sociétés belges	(3,6)	(6,6)	(7,4)	(8,0)	(7,5)	(8,8)	(7,6)	(9,6)
d) Actions de sociétés belges	(1,2)	(1,4)	(1,6)	(2,4)	(1,9)	(2,7)	(1,9)	(2,7)
e) Autres titres et participations	(1,6)	(2,0)	(2,2)	(2,3)	(2,1)	(2,3)	(2,2)	(2,3)
8. Prêts et ouvertures de crédit hypothécaire	83,5	93,6	109,8	126,4	115,9	129,9	117,8	130,6
9. Actionnaires ou sociétaires	1,1	1,4	1,6	1,9	1,6	2,2	1,6	2,2
10. Débiteurs divers	1,5	1,6	1,8	2,0	1,3	1,8	1,6	1,9
opérations à l'encaissement sur emprunteurs hypothécaires	(0,9)	(0,9)	(1,0)	(0,9)	(0,7)	(0,6)	(0,7)	(0,7)
opérations à l'encaissement sur emprunteurs non hypothécaires	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,2)	(...)	(0,1)	(0,1)	(0,1)
autres	(0,5)	(0,6)	(0,7)	(0,9)	(0,6)	(1,1)	(0,8)	(1,1)
11. Divers	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,0	1,0	1,0
II. Immobilisé :								
1. Frais d'établissement et immobilisations incor- porelles	0,1	...	...	0,1	...	0,1	...	0,1
2. Terrains et immeubles	2,2	2,5	3,2	3,6	3,4	3,8	3,4	3,8
3. Matériel et mobilier	0,1	0,2	0,3	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4
III. Comptes transitoires ¹	2,9	4,3	5,2	6,4	2,7	5,4	2,9	5,7
Total de l'actif ...	174,3	207,9	243,7	277,4	250,5	292,8	254,4	297,5

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

(milliards de francs)

Passif

Source : O.C.P.E.

Rubriques	1971 31 déc.	1972 31 déc.	1973 31 déc.	1974 31 déc.	1974 30 avril	1975 30 avril	1974 31 mai	1975 31 mai
I. Fonds d'épargne :								
Dépôts inférieurs à 2 ans	89,1	113,2	136,7	155,6	139,3	161,0	141,3	163,9
Dépôts à 2 ans et plus	25,2	27,9	30,3	31,8	30,6	32,9	30,6	33,2
Obligations et bons de caisse	41,8	46,0	53,5	64,4	57,8	69,9	58,4	70,5
	156,1	187,1	220,5	251,8	227,7	263,8	230,3	267,6
II. Réserves techniques	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,1	1,2
III. Fonds de reconstitution	2,0	2,1	2,3	2,5	2,4	2,6	2,4	2,6
IV. Autres passifs exigibles :								
1. Créanciers couverts par des sûretés réelles	0,3	0,3	0,3	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1
2. Emprunts :								
au jour le jour .....	...	...	...	...	0,1	0,4	...	...
auprès d'intermédiaires financiers	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,1
autres emprunts .....	...	...	...	...	...	...	...	...
3. Mobilisation de crédits visés à la rubr. I-8 de l'actif	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5
4. Autres engagements à court terme	0,4	0,5	0,6	0,5	0,3	0,3	0,4	0,4
5. Créanciers divers	0,9	1,1	1,0	1,1	0,8	1,6	1,1	1,6
6. Provisions pour charges	0,3	0,5	0,6	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5
7. Divers	1,1	1,2	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
	3,5	4,1	4,1	4,1	3,3	4,5	3,6	4,2
V. Fonds propres :								
1. Capital	4,1	5,0	5,2	5,6	5,3	6,0	5,3	6,1
2. Réserve légale	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
3. Autres réserves	4,1	4,4	5,5	6,2	5,8	6,5	6,1	6,6
	8,5	9,8	11,2	12,3	11,6	13,0	11,9	13,2
VI. Provisions pour dépréciation	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
VII. Comptes transitoires ¹	3,0	3,5	4,1	5,2	4,0	7,3	4,7	8,3
Total du passif ...	174,3	207,9	243,7	277,4	250,5	292,8	254,4	297,5

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique.*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)			
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »								Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes	
	Solde disponible au début de la période	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période			créditeurs	débiteurs		
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs		Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces et autres recettes	Total	Pour rem- boursements d'emprunts	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires		Total	(1) + (5) - (8) = (9)				
(1)	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat	(4)					(2) + (3) + (4) = (5)			(6)	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires	(6) + (7) = (8)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)
1967	4,4	10,1	2,4	2,0	14,5	0,3	12,8	13,1	5,8	87,1	8,9	2,4	4,5	54,0
1968	5,8	13,1	2,7	3,0	18,8	0,4	16,6	17,0	7,6	98,4	10,2	3,5	4,0	63,5
1969	7,6	15,9	3,0	5,0	23,9	0,8	21,9	22,7	8,8	111,7	10,0	4,0	5,5	80,8
1970	8,7	19,8	3,0	4,0	26,8	0,5	25,1	25,6	9,9	127,2	10,3	4,7	6,5	99,7
1971	10,0	18,9	3,3	5,7	27,9	0,8	26,8	27,6	10,3	140,2	15,3	5,1	7,3	108,5
1972	10,3	22,1	3,5	6,2	31,8	0,7	30,3	31,0	11,1	157,3	15,2	5,9	8,7	106,8
1973	11,1	25,9	3,7	6,7	36,3	0,8	33,5	34,3	13,1	178,6	20,5	5,9	12,0	125,2
1974	13,1	31,5	4,7	9,3	45,5	0,9	42,2	43,1	15,5	204,4	18,0	7,6	17,5	152,1
1973 1 ^{er} trimestre	11,1	5,7	1,1	1,8	8,6	0,2	8,3	8,5	11,2	161,3	18,2	6,8	9,7	36,1
2 ^e trimestre	11,2	5,5	0,7	1,4	7,6	0,2	7,4	7,6	11,2	166,3	21,3	5,7	11,1	26,2
3 ^e trimestre	11,2	7,1	0,8	1,8	9,7	0,1	8,3	8,4	12,5	172,3	20,2	5,0	13,4	29,5
4 ^e trimestre	12,5	7,6	1,1	1,7	10,4	0,3	9,5	9,8	13,1	178,6	20,5	6,2	13,6	33,4
1974 1 ^{er} trimestre	13,1	7,0	1,1	2,2	10,3	0,3	8,8	9,1	14,3	183,2	23,0	8,4	13,6	42,6
2 ^e trimestre	14,3	8,1	1,0	2,1	11,2	0,3	9,8	10,1	15,4	190,2	23,1	8,7	15,1	34,2
3 ^e trimestre	15,4	8,1	1,4	2,1	11,6	...	11,3	11,3	15,7	197,4	20,3	5,9	21,4	37,4
4 ^e trimestre	15,7	8,3	1,2	2,9	12,4	0,3	12,3	12,6	15,5	204,4	18,0	7,4	19,7	37,9
1975 1 ^{er} trimestre	15,5	6,6	1,2	2,9	10,7	0,3	10,4	10,7	15,5	209,1	19,0	7,8	23,9	58,9
1974 Mai	15,1	2,6	0,3	0,5	3,4	0,1	3,3	3,4	15,1	187,3	23,7	9,1	14,5	12,3
Juin	15,1	2,9	0,2	0,8	3,9	0,2	3,4	3,6	15,4	190,2	23,1	8,5	16,1	9,6
Juillet	15,4	3,1	0,6	0,8	4,5	...	4,3	4,3	15,6	191,9	21,3	6,0	20,8	19,5
Août	15,6	2,4	0,3	0,6	3,3	...	3,6	3,6	15,3	194,6	21,3	5,2	22,6	9,6
Septembre	15,3	2,6	0,5	0,7	3,8	...	3,4	3,4	15,7	197,4	20,3	6,5	20,8	8,3
Octobre	15,7	3,7	0,4	1,1	5,2	0,1	5,0	5,1	15,8	199,0	18,4	6,5	20,7	13,1
Novembre	15,8	2,5	0,4	0,8	3,7	...	3,4	3,4	16,1	202,1	18,0	7,2	19,8	9,2
Décembre	16,1	2,1	0,4	1,0	3,5	0,2	3,9	4,1	15,5	204,4	18,0	8,6	18,7	15,6
1975 Janvier	15,5	2,2	0,4	1,1	3,7	0,1	3,3	3,4	15,8	204,3	18,3	8,5	23,0	26,1
Février	15,8	2,5	0,4	0,9	3,8	0,1	3,6	3,7	15,9	207,0	17,9	7,0	26,1	13,1
Mars	15,9	1,9	0,4	0,9	3,2	0,1	3,5	3,6	15,5	209,1	19,0	7,9	22,5	19,7
Avril	15,5	2,6	0,6	0,7	3,9	...	3,1	3,1	16,3	210,4	19,1	9,2	21,1	17,3
Mai	16,3	2,6	0,4	0,6	3,6	0,1	3,0	3,1	16,8	213,3	22,0	7,4	22,4	13,1

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Sociétés belges

Source : M.A.E., Service des Assurances.

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
ACTIF									
Immeubles	4,2	5,1	6,2	7,2	8,3	9,3	12,1	13,4	15,9
Prêts hypothécaires	15,4	16,7	18,2	19,2	21,1	22,6	25,0	26,4	30,2
Prêts sur polices	1,6	1,9	2,1	2,2	2,5	2,7	3,0	3,1	3,3
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	6,6	7,4	7,7	8,4	8,2	} 21,6	} 23,3	} 24,5	} 26,7
Titres des organismes parastataux de crédit	6,0	6,3	6,9	8,1	8,2				
Titres des autres organismes parastataux	1,9	2,2	2,6	2,5	2,5				
Titres des provinces et communes	1,5	1,6	1,9	2,3	1,9				
Valeurs étrangères	2,1	2,3	2,2	3,0	3,3	3,5	3,5	3,7	4,0
Obligations de sociétés belges	10,8	11,4	11,9	12,0	13,1	14,0	14,5	15,6	17,9
Actions de sociétés belges	3,2	3,3	3,5	4,0	4,2	5,0	4,9	6,2	6,5
Total des valeurs mobilières ...	32,1	34,5	36,7	40,3	41,4	44,1	46,2	50,0	55,0
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,8	0,7	0,9
Réserves mathématiques ¹	54,1	59,2	64,1	69,2	74,2	80,1	87,1	94,8	104,0

Sociétés étrangères

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
ACTIF									
Immeubles	2,4	2,5	2,6	2,7	2,9	3,1	3,3	3,5	3,5
Prêts hypothécaires	4,4	4,8	5,2	5,6	6,2	6,6	6,9	7,3	7,9
Prêts sur polices	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Valeurs mobilières :									
Fonds publics belges	3,9	4,3	4,7	5,0	5,0	} 8,4	} 8,9	} 9,2	} 9,3
Titres des organismes parastataux de crédit	1,1	1,1	1,4	1,5	1,5				
Titres des autres organismes parastataux	0,9	1,0	1,0	1,0	1,1				
Titres des provinces et communes	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4				
Valeurs étrangères	0,4	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	1,0	1,0	0,9
Obligations de sociétés belges	0,7	0,8	0,9	0,9	1,2	1,6	2,0	2,5	2,7
Actions de sociétés belges	0,8	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4
Total des valeurs mobilières ...	8,2	8,7	9,7	10,4	10,9	11,8	13,0	13,9	14,3
PASSIF									
Cautionnements déposés	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3
Réserves mathématiques ¹	15,4	16,5	17,7	19,1	20,4	21,7	23,2	24,9	26,3

¹ Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation et la réserve de garantie.

XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS DISPONIBLES A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : CGER.

Modalités d'épargne	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
A. <i>Thésaurisation</i> ¹ :	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	p.m.
B. <i>Epargne-dépôts</i> ² :							
Caisses d'épargne	21,4	21,7	17,7	17,9	44,0	56,2	49,8
Banques	19,7	19,9	26,5	20,6	29,5	52,0	64,9
Institutions paraétatiques de crédit	1,0	2,1	3,0	2,0	3,2	6,4	8,0
Mutualités	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	42,8	43,9	47,4	40,6	76,8	114,7	122,8
Doubles emplois ³ ...	- 8,0	- 9,2	- 23,9	- 10,3	- 19,3	- 23,0	- 44,2
Total net ...	34,8	34,7	23,5	30,3	57,5	91,7	78,6
C. <i>Epargne-réserves</i> ^{2 4} :							
Organismes de pensions	1,3	1,7	2,1	1,8	2,2	4,5	2,9
Organismes d'assurance-accidents du travail	1,5	1,3	1,4	1,7	2,1	3,4	5,1
Caisses de vacances annuelles	0,5	0,7	1,2	1,6	1,6	0,9	1,9
Organismes d'assurance-vie	6,5	7,1	7,1	7,5	9,4	10,7	12,2
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses	1,9	2,4	3,0	3,0	3,3	3,2	6,0
Total ...	11,7	13,2	14,8	15,6	18,6	22,7	28,1
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :							
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires	16,0	14,9	15,4	16,0	17,1	19,3	21,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers)	11,8	15,3	19,0	10,2	- 3,3	- 0,5	4,0
Total ...	27,9	30,2	34,4	26,2	13,8	18,8	25,1
E. <i>Emissions de capitaux</i> :							
Nouveaux placements du public	35,8	44,6	49,5	47,1	73,0	80,4	75,0
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses des particuliers</i>	- 2,0	- 5,0	- 4,4	- 0,1	- 2,5	- 9,9	- 11,3
Epargne nette totale ...	107,6	117,7	117,8	119,1	160,4	203,7	195,5
Amortissements sur habitations ...	13,8	14,8	16,0	18,6	22,7	23,8	25,5
Epargne brute totale ...	121,4	132,5	133,8	137,7	183,1	227,5	221,0

¹ Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

² Accroissement de l'année.

³ Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne

dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

⁴ A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN ¹

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ⁴			Total émissions nettes à plus d'un an (⁹) = (5) + (8)
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)	
		Emissions brutes (1)	Amortissements ³ (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,3	0,2	1,1	13,0
	1967	37,8	26,3	11,5	—	11,5	3,0	2,3	0,7	12,2
	1968	40,9	22,9	18,0	—	18,0	1,6	1,0	0,6	18,6
	1969	56,6	43,6	13,0	—	13,0	8,3	3,8	4,5	17,5
	1970	56,0	43,8	12,2	—	12,2	3,8	5,5	- 1,7	10,5
	1971	114,5	47,4	67,1	—	67,1	5,9	5,2	0,7	67,8
	1972	100,0	31,4	68,6	—	68,6	4,4	0,2	4,2	72,8
	p 1973	103,0	37,4	65,6	—	65,6	0,3	3,2	- 2,9	62,7
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	4,0	1,9	2,1	0,4
	1967	12,3	2,6	9,7	—	9,7	4,7	2,2	2,5	12,2
	1968	8,3	1,3	7,0	—	7,0	5,5	3,3 ⁵	2,2	9,2
	1969	9,5	4,3	5,2	—	5,2	8,7	3,3	5,4	10,6
	1970	10,3	2,3	8,0	—	8,0	7,9	3,7	4,2	12,2
	1971	...	4,4	- 4,4	—	- 4,4	9,3	4,4	4,9	0,5
	1972	12,2	5,1	7,1	—	7,1	13,5	6,0	7,5	14,6
	p 1973	...	3,8	- 3,8	—	- 3,8	17,0	10,8	6,2	2,4
3. Intermédiaires financiers publics (y compris CGER)	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	2,0	2,9	7,6
	1967	2,9	0,2	2,7	6,8	9,5	5,5	2,5	3,0	12,5
	1968	0,5	0,4	0,1	12,7	12,8	6,3	2,4	3,9	16,7
	1969	2,0	1,3	0,7	8,1	8,8	3,8	1,7	2,1	10,9
	1970	5,5	2,6	2,9	15,2	18,1	6,5	3,0	3,5	21,6
	1971	5,0	5,2	- 0,2	20,7	20,5	9,8	2,0	7,8	28,3
	1972	...	0,1	- 0,1	10,6	10,5	10,3	2,2	8,1	18,6
	p 1973	3,1	1,0	2,1	13,6	15,7	7,1	2,8	4,3	20,0
4. Pouvoirs subordonnés, Intercom. pour la constr. des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1966	9,1	3,2	5,9	5,8	11,7	0,4	0,2	0,2	11,9
	1967	5,3	2,2	3,1	9,0	12,1	0,8	0,1	0,7	12,8
	1968	9,0	2,3	6,7	9,2	15,9	0,3	0,7	- 0,4	15,5
	1969	9,2	2,7	6,5	9,8	16,3	...	...	...	16,3
	1970	11,0	2,4	8,6	11,0	19,6	...	0,1	- 0,1	19,5
	1971	17,0	3,0	14,0	12,8	26,8	3,5	0,1	3,4	30,2
	1972	17,5	3,5	14,0	11,1	25,1	0,8	...	0,8	25,9
	p 1973	27,2	7,5	19,7	17,5	37,2	0,4	...	0,4	37,6
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	2,8	0,8	2,0	3,2
	1967	6,8	4,2	2,6	—	2,6	1,8	1,4	0,4	3,0
	1968	7,3	2,6	4,7	—	4,7	1,9	1,6	0,3	5,0
	1969	6,0	4,6	1,4	—	1,4	2,4	1,0	1,4	2,8
	1970	8,5	5,0	3,5	—	3,5	4,2	0,9	3,3	6,8
	1971	10,5	5,7	4,8	—	4,8	4,3	1,1	3,2	8,0
	1972	11,5	3,7	7,8	—	7,8	3,5	2,5	1,0	8,8
	p 1973	14,0	8,5	5,5	—	5,5	2,9	1,8	1,1	6,6
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1966	46,4	28,4	18,0	9,8	27,8	13,4	5,1	8,3	36,1
	1967	65,1	35,5	29,6	15,8	45,4	15,8	8,5	7,3	52,7
	1968	66,0	29,5	36,5	21,9	58,4	15,6	9,0	6,6	65,0
	1969	83,3	56,5	26,8	17,9	44,7	23,2	9,8	13,4	58,1
	1970	91,3	56,1	35,2	26,2	61,4	22,4	13,2	9,2	70,6
	1971	147,0	65,7	81,3	33,5	114,8	32,8	12,8	20,0	134,8
	1972	141,2	43,8	97,4	21,7	119,1	32,5	10,9	21,6	140,7
	p 1973	147,3	58,2	89,1	31,1	120,2	27,7	18,6	9,1	129,3

¹ Les émissions par grosses tranches, dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à un an au plus en francs belges de l'Etat : en 1966 : 4,5; en 1967 : - 5,6; en 1968 : 16,9; en 1969 : - 0,4; en 1970 : 15,2; en 1971 : - 11,4; en 1972 : - 0,4; en 1973 : - 8,7 milliards. Montant des émissions nettes à un an au plus des années 1966, 1967, 1968, 1969, 1970, 1971, 1972 et 1973 : « Intermédiaires financiers publics » : néant, - 0,3, 2,2, - 2,3, 6,9, 3,7, 1,0 et 0,7 milliards; « Pouvoirs subordonnés », Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique : 0,6, 1,6, 1,2, 2,4, 5,9, 4,9, 8,7 et 8,7 milliards.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement

l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements » non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

⁴ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁵ Non compris 3,8 milliards de titres de l'Office National des Pensions pour travailleurs indépendants annulés à la suite de la cession par la CGER de la gestion « Pension des Indépendants » à l'Office National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC ¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis ² (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission ^{3 4}	Rendement pour le porteur ⁴		
Mois	Jour							à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1971	Janvier	14	Etat belge 1971-84	8,50	100,00	13 ans	13.500	8,50	—	8,50
	Janvier	14	Etat belge 1971-77-83	8,25 — 8,50 ⁵	100,00	6 ou 12 ans	19.500	8,31	8,25	8,34
	Février	17	S.N.C.I. 1971-79	8,00	100,00	8 ans	5.000	8,00	—	8,00
	Février	22	Ville de Gand 1971-81	8,00	99,50	10 ans	1.000	8,09	—	8,07
	Mars	8	Intercom. Autor. E3 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Mars	29	S.N.C.B. 1971-85	7,75	99,50	14 ans	3.500	7,83	—	7,81
	Mai	10	Etat belge 1971-78-86	7,50 — 7,75 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	21.500	7,64	7,59	7,66
	Mai	10	Etat belge 1971-86	7,75	99,75	15 ans	13.000	7,79	—	7,78
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1971-83	7,75	99,50	12 ans	6.000	7,82	—	7,82
	Juillet	26	Ville d'Anvers 1971-82	7,75	99,50	11 ans	2.500	7,83	—	7,82
	Septembre	6	Ville de Liège 1971-82	7,75	99,50	11 ans	1.500	7,83	—	7,82
	Octobre	4	Etat belge 1971-87	7,50	100,00	15 ans 6 mois	21.300	7,51	—	7,51
	Octobre	4	Etat belge 1971-80-87	7,25 — 7,50 ⁵	100,00	8 a. 6 m. ou 15 a. 6 m.	25.700	7,30	7,26	7,34
	Décembre	6	R.T.T. 1971-83	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
						147.000				
1972	Janvier	10	Intercom. Autor. E3 1972-84	7,25	100,00	12 ans	7.000	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-87	7,25	100,00	15 ans	15.800	7,25	—	7,25
	Février	7	Etat belge 1972-79-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	7 ou 15 ans	25.200	7,14	7,09	7,16
	Mars	6	Ville de Liège 1972-82	7,00	99,00	10 ans	1.500	7,17	—	7,14
	Mars	6	Ville d'Anvers 1972-82	7,00	99,00	10 ans	3.000	7,17	—	7,14
	Avril	10	Ville de Bruxelles 1972-84	6,75	99,00	12 ans	1.000	6,90	—	6,88
	Avril	10	S.N.C.B. 1972-84	6,75	99,00	12 ans	3.500	6,90	—	6,88
	Mai	2	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	15 ans	7.040	6,79	—	6,78
	Mai	2	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	7 ou 15 ans	12.000	6,60	6,55	6,63
	Juin	21	Intercom. Autor. E5 1972-82	6,75	99,00	10 ans	5.000	6,90	—	6,89
	Septembre	11	Etat belge 1972-87	6,75	99,75	14 ans 6 mois	16.050	6,80	—	6,78
	Septembre	11	Etat belge 1972-79-87	6,50 — 6,75 ⁵	99,75	6 a. 6 m. ou 14 a. 6 m.	23.950	6,62	6,56	6,64
	Octobre	12	R.T.T. 1972-87	6,75	99,75	15 ans	8.000	6,79	—	6,78
	Novembre	13	Fonds des Routes 1972-85	6,75	98,25	12 ans 2 mois	12.200	7,01	—	6,96
						141.240				
1973	Janvier	15	Etat belge 1973-87	7,25	99,50	14 ans 14 jours	11.000	7,33	—	7,31
	Janvier	15	Etat belge 1973-81-87	7,00 — 7,25 ⁵	99,50	8 a. 14 j. ou 14 a. 14 j.	19.000	7,12	7,08	7,13
	Février	12	Intercom. Autor. E3 1973-84	7,25	98,50	10 ans et 321 jours	7.000	7,50	—	7,46
	Mars	12	S.N.C.B. 1973-83	7,25	98,50	10 ans	3.000	7,52	—	7,47
	Mars	12	Intercom. Autor. des Ardennes E9/E40 1973-83	7,25	98,50	10 ans	4.000	7,50	—	7,47
	Avril	13	Etat belge 1973-85	7,25	98,50	12 ans	20.300	7,50	—	7,44
	Avril	13	Etat belge 1973-80-85	7,00 — 7,25 ⁵	98,75	7 ou 12 ans	14.700	7,26	7,23	7,24
	Mai	21	Intercom. Autor. E5 1973-85	7,25	98,50	12 ans	5.000	7,47	—	7,44
	Mai	21	Intercom. Autor. Périphérie de Bruxelles B1 1973-85	7,25	98,50	12 ans	4.000	7,47	—	7,44
	Septembre	6	Etat belge 1973-87	7,75	98,25	13 ans 6 mois	22.500	8,05	—	7,98
	Septembre	6	Etat belge 1973-81-87	7,50 — 7,75 ⁵	98,75	7 a. 6 m. ou 13 a. 6 m.	15.500	7,75	7,74	7,74
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	4.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Liège 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	2.000	8,08	—	8,05
	Octobre	10	Ville de Gand 1973-85	7,75	98,25	11 ans 6 mois	1.200	8,08	—	8,05
	Novembre	12	R.T.T. 1973-85	7,75	98,25	12 ans	11.000	8,08	—	8,04
	Décembre	10	S.N.L. 1973-84	7,75	98,25	11 ans	6.000	8,11	—	8,12
	Décembre	26	C.N.C.P. 1974-86	7,75	98,25	12 ans	1.000	—	—	8,04
						151.200				
1974	Février	6	Etat belge 1974-88	8,25	99,25	14 ans	17.900	8,37	—	8,34
	Février	6	Etat belge 1974-81-88	8,00 — 8,25 ⁵	99,25	7 ou 14 ans	19.100	8,20	8,14	8,26
	Mars	13	Intercom. Autor. des Ardennes E9/E40 1974-86	8,25	98,75	12 ans	5.000	8,46	—	8,42
	Mars	13	Intercom. Autor. E3 1974-86	8,25	98,75	12 ans	3.500	8,46	—	8,42
	Mai	20	Etat belge 1974-82	9,00	99,75	8 ans	36.000	9,05	—	9,05
	Septembre	9	Etat belge 1974-82	10,00	100,00	7 ans 6 mois	33.000	10,02	—	10,02
	Octobre	14	S.N.C.I. 1974-81	10,00	99,25	6 ans 6 mois	7.000	10,19	—	10,19
	Novembre	12	S.N.L. 1974-80	10,00	99,25	6 ans	6.000	10,24	—	10,24
	Décembre	9	R.T.T. 1974-81	10,00	99,50	7 ans	12.000	10,12	—	10,10
						139.500				
1975	Janvier	15	Etat belge 1975-81-85	10,00 — 9,75 ⁵	100,00	6 ou 10 ans	42.000	9,95	10,00	9,93
	Février	17	Ville d'Anvers 1975-81	10,00	100,00	6 ans	5.000	10,00	—	10,00
	Février	17	Ville de Liège 1975-81	10,00	100,00	6 ans	3.000	10,00	—	10,00
	Avril	14	Etat belge 1975-83	9,00	99,50	8 ans	50.000	9,10	—	9,09
	Mai	15	S.N.C.B. 1975-84	8,75	100,00	9 ans	5.000	8,75	—	8,75
	Juin	23	Fonds des Routes 1975-83	8,25	100,00	8 ans	29.000	8,25	—	8,25

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

³ Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursements, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix du capital en vie, évalué au cours d'émission.

⁴ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁵ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire, le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT

XVI - 3a — Situation officielle

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 2	Dettes totales (y compris la dette reprise de la République du Zaïre) 2	
	en francs belges					en monnaies étrangères							
	consolidée 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée 2	à moyen et court terme	totale 2	Total de la dette directe 2				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)				(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (11) + (12)
1965	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967	317,1	8,5	57,8	45,9	429,3	12,9	42,5	55,4	484,7	40,7	525,4	3,5	528,9
1968	335,0	9,1	66,2	54,5	464,8	11,5	43,4	54,9	519,7	47,6	567,3	3,0	570,3
1969	347,7	13,9	67,3	52,9	481,8	11,2	49,9	61,1	542,9	52,9	595,8	2,6	598,4
1970	359,6	12,5	78,1	57,3	507,5	9,9	40,4	50,3	557,8	61,7	619,5	2,2	621,7
1971	426,5	13,4	66,9	57,2	564,0	8,2	14,0	22,2	586,2	56,7	642,9	1,8	644,7
1972	494,9	17,7	57,7	66,0	636,3	6,5	1,9	8,4	644,7	65,5	710,2	1,4	711,6
1973 Mars	514,9	17,5	80,5	61,4	674,3	6,1	...	6,1	680,4	65,2	745,6	1,3	746,9
Juin	537,1	16,4	84,9	66,0	704,4	5,7	...	5,7	710,1	63,8	773,9	1,2	775,1
Septembre	568,4	16,3	50,6	58,5	693,8	5,6	...	5,6	699,4	63,2	762,6	1,0	763,6
Décembre	559,4	15,9	56,6	63,4	695,3	5,5	...	5,5	700,8	62,9	763,7	1,0	764,7
1974 Mars	580,2	14,0	95,6	61,8	751,6	5,4	...	5,4	757,0	61,9	818,9	0,9	819,8
Juin	607,0	13,8	92,9	66,6	780,3	4,9	...	4,9	785,2	60,6	845,8	0,9	846,7
Juillet	603,5	19,8	49,5	67,4	740,2	4,8	...	4,8	745,0	60,6	805,6	0,8	806,4
Août	601,1	19,8	58,6	59,3	738,8	4,8	...	4,8	743,6	60,3	803,9	0,8	804,7
Septembre	625,8	19,7	50,1	62,7	758,3	4,7	...	4,7	763,0	59,9	822,9	0,8	823,7
Octobre	621,4	19,7	49,3	65,5	755,9	4,7	...	4,7	760,6	59,8	820,4	0,8	821,2
Novembre	616,8	19,7	58,2	63,9	758,6	4,6	...	4,6	763,2	59,6	822,8	0,8	823,6
Décembre	613,7	19,7	57,7	65,7	756,8	4,6	...	4,6	761,4	59,2	820,6	0,8	821,4
1975 Janvier	653,3	19,7	42,6	76,2	791,8	4,5	...	4,5	796,3	58,5	854,8	0,8	855,6
Février	647,9	19,7	69,1	66,6	803,3	4,5	...	4,5	807,8	58,1	865,9	0,7	866,6
Mars	645,4	19,7	92,0	66,0	823,1	4,5	...	4,5	827,6	57,8	885,4	0,6	886,0
Avril	674,9	19,7	76,8	80,5	851,9	4,4	...	4,4	856,3	57,5	913,8	0,6	914,4
Mai	671,6	19,5	88,3	71,1	850,5	4,3	...	4,3	854,8	57,7	912,5	0,6	913,1
Juin	658,4	19,3	110,5	71,1	859,3	4,1	...	4,1	863,4	57,4	920,8	0,5	921,3

1 Y compris l'emprunt de l'Assainissement Monétaire.

2 Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

3 Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 3b — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales (à l'excl. de la dette reprise de la République du Zaïre) 1	Dettes reprises de la République du Zaïre 2	Dettes totales 3	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	Variations du compte créditeur de l'Etat à la B.N.B. et des placements financiers	Besoins nets de financement du Trésor 7	Pour mémoire : Variations de l'encours des lettres de change acceptées par le Fonds des Routes 7
				Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. 4	Certificats de trésorerie souscrits par la B.N.B. pour le financement des prêts au F.M.I. 5	Avoirs de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale 6	Divers				
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8) = (3) - (4) à (7)	(9)	(10) = (8) - (9)	(11)	
1967	+ 21,9	- 0,4	+ 21,5	+ 0,5	- 1,5	+ 0,3	...	+ 22,2	...	+ 22,2	+ 0,8
1968	+ 41,9	- 0,5	+ 41,4	+ 4,4	+ 3,1	+ 0,8	...	+ 33,1	...	+ 33,1	+ 1,0
1969	+ 28,5	- 0,4	+ 28,1	+ 2,3	- 5,0	+ 0,2	+ 0,7 ⁸	+ 29,9	...	+ 29,9	- 1,8
1970	+ 23,7	- 0,4	+ 23,3	- 0,5	...	...	...	+ 23,8	...	+ 23,8	...
1971	+ 23,4	- 0,4	+ 23,0	- 10,4	...	- 0,3	- 0,1 ⁹	+ 33,8	...	+ 33,8	...
1972	+ 67,3	- 0,4	+ 66,9	+ 3,9	...	- 0,2	- 0,5 ¹⁰	+ 63,7	...	+ 63,7	...
1973	+ 53,5	- 0,4	+ 53,1	+ 1,3	...	- 2,1	+ 2,8 ¹¹	+ 51,1	...	+ 51,1	...
1974	+ 56,9	- 0,2	+ 56,7	- 0,7	...	...	- 1,9 ¹¹	+ 59,3	...	+ 59,3	...
1974 6 premiers mois	+ 82,1	- 0,1	+ 82,0	+ 1,5	...	...	+ 1,5	+ 80,5	...	+ 80,5	...
1975 6 premiers mois	+ 100,2	- 0,3	+ 99,9	- 1,2	...	...	...	+ 101,1	...	+ 101,1	...

1 Variations de la colonne (11) du tableau XVI - 3a.

2 Variations de la colonne (12) du tableau XVI - 3a.

3 Variations de la colonne (18) du tableau XVI - 3a.

4 Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

5 La souscription de certificats de trésorerie constitue simplement la modalité technique sous laquelle la B.N.B. finance les prêts consentis au F.M.I. dans le cadre des Accords Généraux d'Emprunt.

6 Les variations de l'avoir de la B.N.B. à l'O.C.P. pour compte des Ministres de l'Education Nationale ont pour exactes contreparties des mouvements de l'avoir des Ministres de l'Education Nationale auprès de la

B.N.B. A partir d'octobre 1973 l'avoir précité n'est plus compris dans le chiffre de l'avoir des particuliers à l'O.C.P.

7 Le total des colonnes (10) et (11) correspond (avec signe inversé) à la colonne (5) « Besoins nets de financement du Trésor » du tableau XI-3.

8 Réévaluation du mark allemand.

9 B.I.R.D. : + 0,5; réévaluation du franc suisse : + 0,3; Conclusions de la Conférence du Groupe des Dix à Washington des 17 et 18-12-1971 : - 0,8 (dollars U.S.) et - 0,1 (francs suisses).

10 B.I.R.D.

11 Bons du Trésor spéciaux remis à la B.N.B. et couvrant les diminutions nettes de ses actifs découlant de la dévaluation du dollar U.S. le 12-2-1973 (Convention du 31-12-1973).

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers 3	Total	Pour mémoire : Titres zairois et titres du Fonds Belgo- Congolais d'Amortisse- ment et de Gestion 4
	Etat 2	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs			

Titres accessibles à tout placeur 1

1966	277,1	30,1	—	35,9	144,9	488,0	11,3
1967	298,0	33,0	—	39,4	165,3	535,7	11,3
1968	322,7	38,0	—	46,6	191,0	598,3	11,0
1969	340,6	39,7	—	53,6	209,4	643,3	10,9
1970	360,8	43,5	—	62,4	248,8	715,5	10,6
1971	422,3	49,9	—	76,6	289,8	838,6	10,3
1972	498,2	58,0	—	101,4 ⁵	315,1	972,7 ⁵	—
1973 p	560,5	63,7	—	120,9 ⁵	352,6	1.097,7 ⁵	—

Titres non accessibles à tout placeur

1966	65,8	10,0	16,1	14,9	29,5	136,3	—
1967	66,4	10,8	17,9	16,3	31,8	143,2	—
1968	67,0	11,9	14,0	16,5	34,8	144,2	—
1969	71,8	13,3	19,1	16,9	37,1	158,2	—
1970	70,9	19,4	23,0	17,3	39,7	170,3	—
1971	72,2	22,7	25,5	22,0	47,8	190,2	—
1972	78,1	26,2	30,0	21,4	55,8	211,5	—
1973 p	76,1	27,6	34,1	22,8	59,8	220,4	—

Total

1966	342,9	40,1	16,1	50,8	174,4	624,3	11,3
1967	364,4	43,8	17,9	55,7	197,1	678,9	11,3
1968	389,7	49,9	14,0	63,1	225,8	742,5	11,0
1969	412,4	53,0	19,1	70,5	246,5	801,5	10,9
1970	431,7	62,9	23,0	79,7	288,5	885,8	10,6
1971	494,5	72,6	25,5	98,6	337,6	1.028,8	10,3
1972	576,3	84,2	30,0	122,8 ⁵	370,9	1.184,2 ⁵	—
1973 p	636,6	91,3	34,1	143,7 ⁵	412,4	1.318,1 ⁵	—

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris les bons de caisse à un an au plus.

4 Titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds, y compris les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année. A partir de 1972, ces titres sont inclus dans la rubrique « Secteur public non compris ailleurs ».

5 Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs 2	Sécurité sociale 3	Organismes monétaires 4	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension 3	Organismes publics de crédit non monétaires	

Titres accessibles à tout placeur ¹

1966	264,9	3,8	2,9	6,8	64,3	5,5	51,1	78,5	10,2	488,0
1967	294,2	3,8	3,0	4,1	74,8	5,0	54,2	86,9	9,7	535,7
1968	319,3	4,4	3,0	4,6	91,0	7,1	61,4	89,8	17,7	598,3
1969	347,2	4,4	3,0	5,0	102,4	6,9	64,5	91,2	18,7	643,3
1970	385,6	4,7	2,9	5,4	128,2	6,0	68,9	95,4	18,4	715,5
1971	428,9	5,1	2,6	6,3	170,2	8,2	85,3	101,7	30,3	838,6
1972 ⁵	471,9	6,2	2,7	7,4	212,0	15,2	110,7	108,0	38,6	972,7
1973 ⁵ p	520,5	6,6	3,0	8,1	254,1	15,7	129,8	118,0	41,9	1.097,7

Titres non accessibles à tout placeur

1966	7,7	0,3	0,1	1,6	62,4	—	22,6	40,5	1,1	136,3
1967	9,5	0,4	0,1	1,5	64,2	—	23,6	43,0	0,9	143,2
1968	6,4	0,2	0,2	1,4	64,4	—	25,8	44,6	1,2	144,2
1969	5,8	0,3	0,2	1,3	65,0	—	28,3	50,8	6,5	158,2
1970	9,4	0,4	0,3	1,9	67,8	—	31,0	54,5	5,0	170,3
1971	9,1	0,3	0,3	2,1	72,5	—	40,2	56,8	8,9	190,2
1972	8,9	0,3	0,2	2,1	79,8	—	48,4	59,3	12,5	211,5
1973 p	8,3	0,2	0,2	2,5	81,5	—	51,6	64,5	11,6	220,4

Total

1966	272,6	4,1	3,0	8,4	126,7	5,5	73,7	119,0	11,3	624,3
1967	303,7	4,2	3,1	5,6	139,0	5,0	77,8	129,9	10,6	678,9
1968	325,7	4,6	3,2	6,0	155,4	7,1	87,2	134,4	18,9	742,5
1969	353,0	4,7	3,2	6,3	167,4	6,9	92,8	142,0	25,2	801,5
1970	395,0	5,1	3,2	7,3	196,0	6,0	99,9	149,9	23,4	885,8
1972	438,0	5,4	2,9	8,4	242,7	8,2	125,5	158,5	39,2	1.028,8
1972 ⁵	480,8	6,5	2,9	9,5	291,8	15,2	159,1	167,3	51,1	1.184,2
1973 ⁵ p	528,8	6,8	3,2	10,6	335,6	15,7	181,4	182,5	53,5	1.318,1

¹ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.L., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ Les montants à fin 1966 et à fin 1967 des secteurs « Sécurité sociale » et « Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de

pension » ne sont pas comparables du fait du passage d'avoirs s'élevant à 3,4 milliards à fin 1966 du premier au second de ces secteurs à la suite de la reprise par l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, organisme classé dans le second de ces secteurs, du patrimoine de l'Office national des pensions pour ouvriers, organisme qui figurait dans le premier.

⁴ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

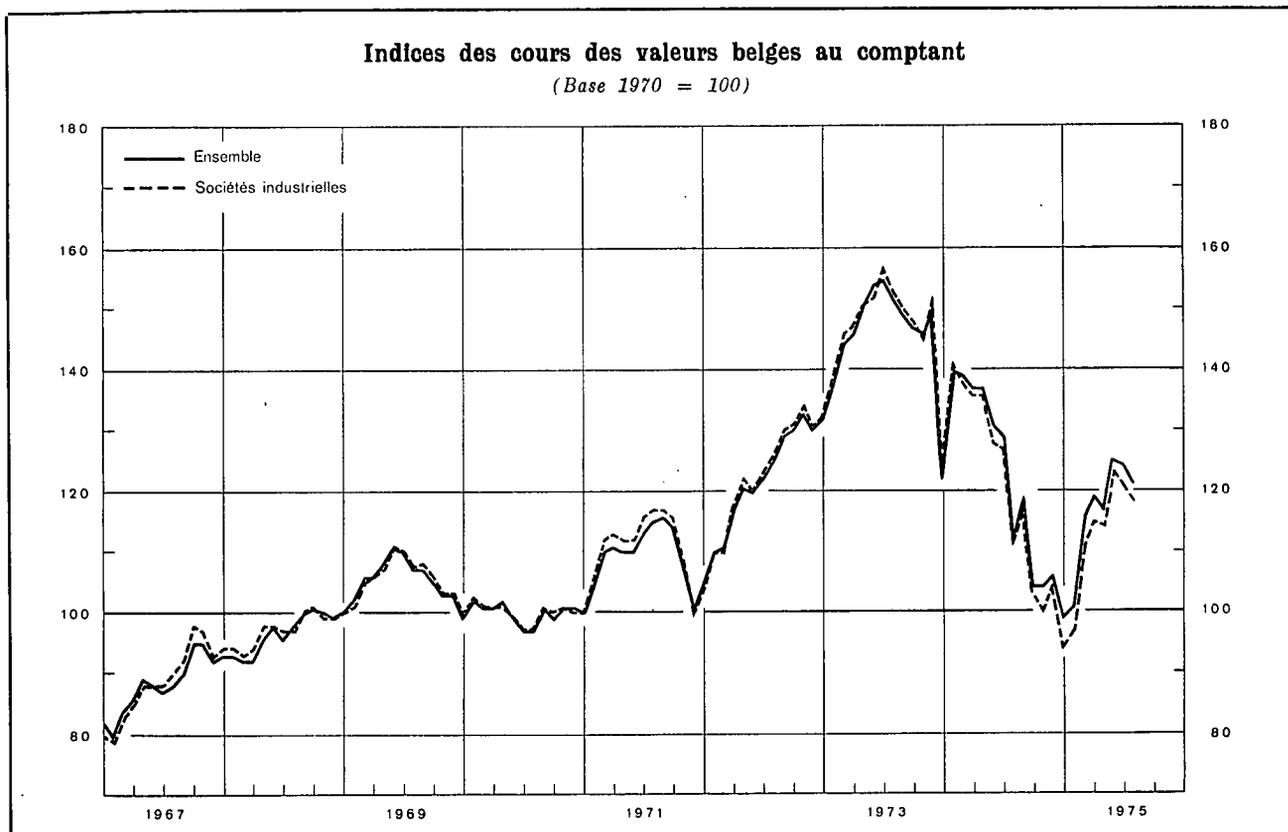
⁵ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation :* XXXVI^e année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». XXXVIII^e année, vol. I, n° 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». XLI^e année, vol. I, n° 3, mars 1966 : « L'inventaire et le classement

des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLIII^e année, vol. I, n° 3, mars 1968 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». XLV^e année, vol. I, n° 3, mars 1970 : « L'inventaire et le classement des titres à revenu fixe à moyen et long terme du secteur public ». *Statistiques Economiques belges 1960-1970.*

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS

1. EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Moyennes mensuelles ou mois	Capitaux traités		Valeurs belges									
	moyennes par séance (millions de francs) 1	Indices des cours 2						Taux de rendement 3				
		Au comptant		A terme		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles			
		Ensemble	Sociétés industrielles									
(Base 1970 = 100)						en p.o.						
1967	81	89	90		83			4,2 ⁴	4,0 ⁴			
1968	134	97	97		92			3,8	3,8			
1969	149	105	106		105			3,7	3,4			
1970	112	100	100		100			4,9	5,2			
1971	169	110	111		103			5,2	5,9			
1972	199	123	124		118			4,1	3,9			
1973	276	147	148		144			3,8	3,7			
1974	185	121	119		125			5,3	5,4			
	1974	1975	1974	1975	1974	1975	1974	1975	1974	1975	1974	1975
Janvier	314	165	140	101	141	97	135	104	4,1	5,9	4,0	6,3
Février	276	197	139	116	138	111	142	122	4,2	5,8	4,2	6,3
Mars	231	197	137	119	136	115	144	125	4,2	5,8	4,2	6,3
Avril	212	226	137	117	136	114	144	125	4,5	5,5	4,5	5,8
Mai	189	277	131	125	128	123	137	133	5,0	5,8	5,1	6,6
Juin	164	243	129	124	127	121	133	135	5,3	5,8	5,3	6,4
Juillet	148		113	121	112	118	118	130	5,4	5,5	5,5	6,5
Août	128		119		117		125		5,9		5,8	
Septembre	156		104		103		110		6,2		6,1	
Octobre	138		104		100		110		6,3		6,7	
Novembre	147		106		104		109		6,2		6,7	
Décembre	125		99		94		103		6,5		7,1	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant) à la Bourse de Bruxelles.

2 Source : I.N.S. : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois seulement (Bourses de Bruxelles et d'Anvers).

3 Source : Kredietbank : Rapport au cours à la fin du mois du dernier dividende net annoncé ou payé (Bourse de Bruxelles).

4 Ancienne série.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

Banques ⁴

1966	54	9,4	5,9	1,8	...	1,0	0,1	11,6	0,5
1967	50	10,1	7,2	1,9	...	1,1	0,1	13,1	0,6
1968	50	10,4	8,1	2,1	...	1,1	0,1	16,0	0,7
1969	52	14,5	8,8	2,4	...	1,4	0,1	20,3	0,9
1970	53	16,5	10,5	2,8	0,3	1,6	0,1	25,1	1,2
1971	47	16,5	12,3	3,3	...	2,0	0,1	29,7	1,6
1972	48	18,0	13,6	3,6	...	2,1	0,1	34,9	2,0

Sociétés financières et immobilières ⁵

1966	1.819	39,0	23,0	4,4	0,3	2,5	0,2	19,8	1,0
1967	1.865	44,4	26,2	4,4	0,4	2,8	0,2	23,7	1,1
1968	1.802	48,1	27,3	4,9	0,5	2,9	0,2	28,1	1,4
1969	1.940	53,5	28,8	5,6	0,6	3,2	0,2	33,7	1,8
1970	1.981	57,0	32,0	6,3	0,7	3,7	0,2	39,6	2,2
1971	2.077	59,4	34,2	6,6	0,6	4,1	0,2	46,4	2,8
1972	2.121	61,7	38,4	6,8	0,8	4,5	0,2	54,4	3,3

Industries des fabrications métalliques

1966	1.396	21,5	17,3	4,8	0,9	1,3	0,2	2,1	0,1
1967	1.391	22,9	19,3	4,0	1,4	1,3	0,2	2,4	0,1
1968	1.361	23,9	21,3	4,0	1,3	1,5	0,1	2,3	0,1
1969	1.352	28,5	20,5	4,8	1,3	1,5	0,1	2,1	0,2
1970	1.336	32,3	22,2	6,1	1,8	1,8	0,1	2,5	0,1
1971	1.356	37,7	23,3	7,1	1,2	1,7	0,1	2,3	0,2
1972	1.391	42,3	28,4	7,8	1,5	2,0	0,1	4,8	0,2

Métallurgie du fer

1966	96	21,3	18,2	0,6	0,2	0,3	...	6,6	0,4
1967	93	23,9	18,5	0,8	0,4	0,2	...	5,6	0,4
1968	90	26,2	19,3	0,5	0,1	0,3	...	5,1	0,3
1969	87	26,9	20,1	0,9	0,1	0,4	...	4,4	0,3
1970	90	25,9	18,1	3,1	0,1	1,5	0,1	3,6	0,3
1971	88	28,3	18,9	3,2	0,1	1,8	0,1	2,8	0,2
1972	87	28,4	20,2	1,4	0,3	0,6	...	2,3	0,2

Industrie textile

1966	986	12,8	11,1	1,3	0,8	0,4	0,1	0,3	...
1967	976	13,1	11,4	1,3	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1968	957	13,2	12,0	1,1	0,7	0,3	0,1	0,3	...
1969	929	13,8	11,3	1,5	0,5	0,4	0,1	0,3	...
1970	919	14,6	11,8	1,7	0,4	0,4	0,1	0,3	...
1971	901	14,4	12,4	1,3	1,0	0,4	0,1	0,3	...
1972	898	15,1	13,0	1,9	0,7	0,4	0,1	0,3	...

Notes voir fin du tableau XVII - 2.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

Industrie alimentaire

1966	725	12,1	9,5	1,7	0,2	0,7	0,1	0,9	0,1
1967	729	12,9	10,8	2,1	0,3	0,8	0,1	0,9	0,1
1968	717	14,7	10,2	2,5	0,4	0,9	0,1	0,8	0,1
1969	703	16,1	9,9	2,2	0,5	0,8	0,1	0,8	0,1
1970	713	18,3	10,7	2,7	0,5	0,9	0,1	0,8	0,1
1971	699	17,1	10,6	1,8	0,5	0,7	0,1	0,8	0,1
1972	693	19,5	12,8	2,9	0,5	1,1	0,1	0,8	0,1

Industrie chimique

1966	606	20,2	9,8	2,8	0,4	1,5	0,1	0,6	...
1967	607	22,3	10,7	2,7	0,6	1,5	0,1	0,5	...
1968	627	35,1	25,8	4,1	0,9	2,2	0,1	0,4	...
1969	643	40,4	26,0	5,3	0,8	2,7	0,1	0,4	...
1970	631	43,7	27,4	5,5	0,6	2,8	0,1	1,0	...
1971	635	48,1	29,8	6,7	1,2	3,3	0,1	4,0	0,1
1972	644	49,9	35,9	6,7	1,3	4,0	0,1	4,4	0,3

Electricité

1966	24	23,5	4,3	2,3	...	1,9	0,1	13,3	0,8
1967	16	14,6	2,2	1,3	...	1,2	...	14,2	0,9
1968	17	28,0	5,8	2,6	...	2,3	0,1	14,2	0,9
1969	17	27,2	5,3	2,6	...	2,4	0,1	14,6	0,9
1970	18	30,1	6,1	3,0	...	2,6	0,1	15,9	1,0
1971	18	31,8	7,1	3,4	...	3,0	0,1	20,3	1,1
1972	17	34,3	7,5	3,7	...	3,3	0,1	29,0	1,5

Industrie du charbon

1966	30	7,0	2,0	0,2	0,6	0,1	...	0,3	...
1967	30	7,0	1,8	0,1	0,8	0,1	...	...	...
1968	26	4,9	1,7	0,1	0,5	0,1	...	...	...
1969	25	4,7	1,3	0,1	0,3	...	...	...	...
1970	24	4,8	1,1	0,2	0,3	0,2	...	...	...
1971	24	4,8	0,9	0,2	0,2	0,1	...	...	...
1972	22	4,6	0,7	0,1	0,3	...	...	...	...

Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁶

1966	14.913	231,7	145,6	30,4	5,1	13,5	1,5	61,1	3,4
1967	14.986	240,3	156,4	28,7	7,4	13,1	1,4	66,9	3,6
1968	15.037	279,0	183,1	33,0	7,9	15,9	1,4	73,3	4,1
1969	15.286	310,9	181,0	39,3	7,0	17,9	1,5	89,8	4,6
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	148,6	8,5

Noter : voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres annuels)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1966	299	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1	1,8	...
1967	277	40,3	32,7	2,7	5,2	2,3	0,1	1,8	0,1
1968	264	40,2	28,6	4,4	0,6	2,7	0,2	3,8	0,1
1969	252	41,2	27,7	5,1	0,1	3,0	0,2	4,2	0,2
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	5,1	0,2

C. — Total général ⁶

1966	15.212	273,1	178,3	33,9	6,0	15,6	1,6	62,9	3,4
1967	15.263	280,6	189,1	31,4	12,6	15,4	1,5	68,7	3,7
1968	15.301	319,2	211,7	37,4	8,5	18,6	1,6	77,1	4,2
1969	15.538	352,1	208,7	44,4	7,1	20,9	1,7	93,9	4,8
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	153,7	8,7

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie au 31/12 de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B.

⁵ Non compris la S.N.C.I.

⁶ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique ⁴

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.322	311,5	181,0	39,3	7,0	18,0	3,2
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	15.589	344,5	191,6	47,5	9,2	21,1	4,9
1971 3 premiers mois	1.489	33,2	25,8	6,6	0,9	2,8	1,1
6 premiers mois	10.439	306,3	169,3	43,3	6,6	20,5	2,3
9 premiers mois	11.693	322,1	179,7	45,6	7,1	21,2	3,2
12 mois	12.892	345,2	193,6	49,1	7,8	23,0	5,1
12 mois (avec supplément) ⁵	15.989	372,3	210,9	53,5	9,7	23,8	5,1
1972 1 ^{er} mois	185	3,2	2,0	0,4	0,1	0,1	0,6
2 premiers mois	429	14,6	13,4	2,6	0,5	0,9	1,2
3 premiers mois	1.963	41,2	33,1	7,2	1,5	3,0	1,9
4 premiers mois	5.281	124,7	83,0	17,4	3,6	7,4	2,5
5 premiers mois	10.492	264,3	149,4	34,1	9,0	14,7	3,0
6 premiers mois	13.738	351,3	205,2	46,4	11,0	21,4	3,6
7 premiers mois	14.560	363,0	213,5	47,9	11,4	21,9	4,1
8 premiers mois	14.812	366,0	214,9	48,4	11,5	22,1	4,5
9 premiers mois	15.262	369,6	219,4	49,4	11,7	22,3	5,1
10 premiers mois	15.817	380,1	228,4	51,1	12,1	22,9	5,6
11 premiers mois	16.200	386,4	233,4	52,2	12,3	23,4	6,2
12 mois	16.693	395,7	240,0	53,9	12,6	24,2	7,7

Notes : voir page suivante.

XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS ¹ (suite)

(Chiffres cumulés)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts ³
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	252	41,3	27,7	5,1	0,1	3,0	0,3
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	241	41,4	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2
1971 3 premiers mois	15	0,4	0,2	...	...	...	0,1
6 premiers mois	160	34,9	23,4	6,5	0,2	3,4	0,1
9 premiers mois	188	37,4	25,9	6,6	0,2	3,5	0,1
12 mois	223	41,9	28,4	7,0	0,3	3,8	0,2
12 mois (avec supplément) ⁵	235	43,0	29,1	7,1	0,3	3,9	0,2
1972 1 ^{er} mois	1	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	2	...	...	...	...	...	0,1
3 premiers mois	14	0,3	0,2	...	...	...	0,1
4 premiers mois	32	2,5	0,7	0,1	...	0,1	0,1
5 premiers mois	84	21,8	11,2	2,6	...	1,9	0,2
6 premiers mois	163	39,4	26,9	4,8	0,1	3,4	0,2
7 premiers mois	187	41,9	28,5	5,0	0,2	3,5	0,2
8 premiers mois	190	42,3	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
9 premiers mois	194	42,5	28,9	5,0	0,2	3,5	0,2
10 premiers mois	209	44,0	29,9	5,2	0,2	3,6	0,2
11 premiers mois	216	45,2	30,7	5,2	0,2	3,7	0,2
12 mois	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2

C. — Total général ⁴

1969 12 mois (avec supplément) ⁵	15.574	352,8	208,7	44,4	7,1	21,0	3,5
1970 12 mois (avec supplément) ⁵	15.830	385,9	221,3	53,9	11,8	24,7	5,1
1971 3 premiers mois	1.504	33,6	26,0	6,6	0,9	2,8	1,2
6 premiers mois	10.599	341,2	192,7	49,8	6,8	23,9	2,4
9 premiers mois	11.881	359,5	205,6	52,2	7,3	24,7	3,3
12 mois	13.115	387,1	222,0	56,1	8,1	26,8	5,3
12 mois (avec supplément) ⁵	16.224	415,3	240,0	60,6	10,0	27,7	5,3
1972 1 ^{er} mois	186	3,2	2,0	0,4	0,1	0,1	0,6
2 premiers mois	431	14,6	13,4	2,6	0,5	0,9	1,3
3 premiers mois	1.977	41,5	33,3	7,2	1,5	3,0	2,0
4 premiers mois	5.313	127,2	83,7	17,5	3,6	7,5	2,6
5 premiers mois	10.576	286,2	160,6	36,7	9,0	16,6	3,2
6 premiers mois	13.901	390,7	232,1	51,2	11,1	24,8	3,8
7 premiers mois	14.747	404,9	242,0	52,9	11,6	25,4	4,3
8 premiers mois	15.002	408,3	243,8	53,4	11,7	25,6	4,7
9 premiers mois	15.456	412,1	248,3	54,4	11,9	25,8	5,3
10 premiers mois	16.026	424,1	258,3	56,3	12,3	26,5	5,8
11 premiers mois	16.416	431,6	264,1	57,4	12,5	27,1	6,4
12 mois	16.922	442,5	271,9	59,2	12,8	28,0	7,9

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

³ Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué à une autre date que celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

⁵ Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres annuels)

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

1965	22,8	11,0	6,1	2,0	4,1	1,3	5,4	16,4	17,8
1966	29,9	14,8	3,1	2,1	1,0	1,9	2,9	17,7	16,0
1967	33,5	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	51,4	20,4	1,7	2,5	- 0,8	4,3	3,5	23,9	35,0
1969	46,6	20,3	4,3	3,1	1,2	4,5	5,7	26,0	29,8
1970	44,0	p 18,9	5,3	3,3	2,0	5,4	7,4	p 26,3	42,3
1971	26,8	.....	11,9	4,0	7,9	5,9	13,8	.....	43,2
1972	40,8	.....	p20,3	p 3,7	p16,6	p 4,6	p21,2	.....	p 50,9

Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

1965	0,5	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1966	0,7	...	0,8	0,1	0,7	...	0,7	0,7	0,7
1967	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...
1968	1,6	...	2,0	...	2,0	...	2,0	2,0	2,0
1969	0,8	...	0,5	0,1	0,4	...	0,4	0,4	0,4
1970	1,7	p ...	...	0,4	-0,4	...	-0,4	p-0,4	-0,4
1971	4,4	.....	0,2	1,6	-1,4	...	-1,4	.....	1,2
1972	0,5	.....	p 2,9	p 0,1	p 2,8	p ...	p 2,8	.....	p 2,9

Total général

1965	23,3	11,0	6,6	2,1	4,5	1,3	5,8	16,8	18,2
1966	30,6	14,8	3,9	2,2	1,7	1,9	3,6	18,4	16,7
1967	33,6	14,8	3,1	2,8	0,3	3,7	4,0	18,8	24,0
1968	53,0	20,4	3,7	2,5	1,2	4,3	5,5	25,9	37,0
1969	47,4	20,3	4,8	3,2	1,6	4,5	6,1	26,4	30,2
1970	45,7	p 18,9	5,3	3,7	1,6	5,4	7,0	p 25,9	41,9
1971	31,2	.....	12,1	5,6	6,5	5,9	12,4	.....	44,4
1972	41,3	.....	p23,2	p 3,8	p19,4	p 4,6	p24,0	.....	p 53,8

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N. B. — Col. (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-contre.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature.

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(Chiffres mensuels ²)

(milliards de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ³).
Chiffres provisoires : Commission bancaire et B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continuées brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continuées brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1973 3 premiers mois	5,4	3,4	4,1	7,5	...	...	...	...
6 premiers mois . p	16,6	6,7	7,0	13,7	...	...	...	...
9 premiers mois . p	22,2	9,3	9,4	18,7	7,4	...	...	...
12 mois p	40,7	16,2	12,8	29,0	7,4	...	...	...
1974 3 premiers mois . p	6,4	3,2	1,0	4,2	...	...	...	...
6 premiers mois . p	21,0	7,2	4,0	11,2	...	...	...	...
9 premiers mois ... p	31,2	12,8	4,3	17,1	...	...	...	...
12 mois p	49,7	19,2	9,3	28,5	...	...	...	...
1975 3 premiers mois . p	6,8	3,1	0,8	3,9	...	...	...	...
1974 Mars p	2,3	1,0	0,5	1,5	...	...	...	...
Avril p	2,4	0,8	1,5	2,3	...	...	...	...
Mai p	3,3	1,4	...	1,4	...	...	...	...
Juin p	8,9	1,8	1,5	3,3	...	...	...	...
Juillet p	4,8	3,7	0,1	3,8	...	...	...	...
Août p	2,1	0,8	0,2	1,0	...	...	...	...
Septembre p	3,3	1,1	...	1,1	...	...	...	...
Octobre p	3,6	1,5	4,0	5,5	...	...	...	...
Novembre p	3,8	2,4	...	2,4	...	...	...	...
Décembre p	11,1	2,5	1,0	3,5	...	...	...	...
1975 Janvier p	2,2	1,2	...	1,2	...	...	...	...
Février p	1,8	0,6	0,8	1,4	...	...	...	...
Mars p	2,8	1,3	...	1,3	...	...	...	...

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continuées.

³ Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SADENA) et des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre définitif des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (6), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

XVII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ¹

Ventilation d'après les organismes qui ont accordé les crédits à leur origine

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes monétaires			Organismes non monétaires				Total général	
	Banques	B.N.R.	Total 2	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Caisses d'épargne privées		Total
				les crédits professionnels	le crédit à l'habitation				
1965	122,8	1,8	124,6	82,1	38,7	86,4	46,3	253,5	378,1
1966 ³	142,8	1,9	144,7	97,9	41,6	94,4	54,0	287,9	432,6
1967 ³	168,7	2,2	170,9	114,9	45,1	100,4	62,1	322,5	493,4
1968	194,4	1,9	196,3	133,3	48,5	109,6	67,2	358,6	554,9
1969	204,9	2,5	207,4	155,2	52,3	122,4	75,7	405,6	613,0
1970	230,1	2,3	232,4	174,5	57,8	128,8	84,2	445,3	677,7
1971	264,9	3,2	268,1	187,4	65,3	142,2	91,4	486,3	754,4
1972	317,2	3,4	320,6	199,5	72,8	166,5	102,6	541,4	862,0
1973 Mars ³	324,2	3,1	327,3	202,7	75,9	170,5	106,8	555,9	883,2
Juin ³	341,1	2,0	343,1	209,3	78,5	177,5	111,5	576,8	919,9
Septembre ³	357,6	1,5	359,1	215,1	80,6	183,2	116,7	595,6	954,7
Décembre ³	374,7	3,6	378,3	222,9	81,5	193,5	121,4	619,3	997,6
1974 Mars ³	388,8	2,6	391,4	227,8	84,7	195,7	126,7	634,9	1.026,3
Juin ³	396,3	1,4	397,7	236,9	87,9	202,4	133,0	660,2	1.057,9
Septembre ³	399,6	1,1	400,7	248,7	90,8	208,6	137,5	685,6	1.086,3
Décembre ³	418,5	3,0	421,5	252,3	90,5	216,9	142,0	701,7	1.123,2
1975 Mars ³	422,0	2,8	424,8	256,6	93,9	217,2	145,1	712,8	1.137,6

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les achats nets par la CGER d'obligations des entreprises (y compris les organismes publics d'exploitation), mais non les opérations similaires par d'autres organismes.

² Cf. tableau XIII-9, A, col. (4).

³ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

**XVII - 7. — INSCRIPTIONS
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs ¹
1967	4,9
1968	5,1
1969	5,9
1970	4,9
1971	5,6
1972	7,4
1973	10,1
1974	10,4
1973 2 ^e trimestre ...	10,3
3 ^e trimestre ...	10,3
4 ^e trimestre ...	9,7
1974 1 ^{er} trimestre ...	9,3
2 ^e trimestre ...	10,4
3 ^e trimestre ...	12,0
4 ^e trimestre ...	9,9
1975 1 ^{er} trimestre ...	7,0
2 ^e trimestre ...	8,0

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1960-1970* Bulletin mensuel des Statistiques (Commission de la Bourse

de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR *

(milliards de francs)

Moyennes journalières ¹	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	Autres organismes ²	Banques de dépôts	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes ³	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	
1967	2,0	1,1	3,3	1,7	0,3	3,4	1,0	6,4
1968	2,1	1,5	3,0	2,4	...	3,1	1,1	6,6
1969	3,8	0,1	3,3	1,3	1,8	3,5	0,6	7,2
1970	3,8	1,6	3,2	1,4	0,1	6,7	0,4	8,6
1971	4,4	1,2	3,2	1,9	0,3	6,1	0,5	8,8
1972	5,2	0,8	3,5	2,2	1,2	5,4	0,7	9,5
1973	6,4	0,9	4,2	2,9	3,1	4,8	0,7	11,5
1974	6,2	1,4	4,2	3,1	3,9	4,2	0,6	11,8
1973 2 ^e trimestre	5,3	2,6	4,2	2,8	0,2	8,1	1,0	12,1
3 ^e trimestre	7,4	0,2	4,1	2,7	5,8	2,6	0,6	11,7
4 ^e trimestre	5,2	0,3	4,4	3,5	3,2	2,5	0,7	9,9
1974 1 ^{er} trimestre	5,8	...	4,5	2,9	6,1	0,9	0,4	10,3
2 ^e trimestre	5,4	...	4,6	2,5	5,8	1,3	0,4	10,0
3 ^e trimestre	7,5	...	3,7	2,7	3,4	4,3	0,8	11,2
4 ^e trimestre	6,1	5,7	3,8	4,5	0,3	10,2	0,6	15,6
1975 1 ^{er} trimestre	6,9	5,3	3,2	4,0	...	10,4	1,0	15,4
2 ^e trimestre	6,9	4,9	3,7	4,4	...	10,0	1,1	15,5
1974 Juillet	10,1	...	3,3	2,3	4,5	6,3	0,3	13,4
Août	6,0	...	4,6	2,6	2,1	5,0	0,9	10,6
Septembre	6,4	0,1	3,1	3,2	3,8	1,5	1,1	9,6
Octobre	4,5	2,4	2,7	4,3	0,8	3,8	0,7	9,6
Novembre	3,8	11,0	4,0	5,2	...	13,3	0,3	18,8
Décembre	9,7	3,9	4,9	3,8	...	13,8	0,9	18,5
1975 Janvier	8,6	0,5	3,8	3,0	0,1	9,1	0,7	12,9
Février	3,6	8,5	3,1	6,2	...	8,2	0,8	15,2
Mars	8,0	7,0	3,3	3,1	...	13,7	1,5	18,3
Avril	9,6	1,0	3,2	2,7	...	10,1	1,0	13,8
Mai	4,3	9,0	4,0	6,8	...	9,4	1,1	17,3
Juin	6,9	4,7	3,8	3,5	...	10,7	1,2	15,4
Juillet	8,3	2,9	3,2	3,1	1,3	9,0	1,0	14,4

* Du 17 novembre 1959 au 30 avril 1960, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour a été régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Depuis le 1^{er} mai 1960, un nouveau « Protocole régissant le marché du call money garanti » est intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôt ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ces protocoles.

¹ Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

² Cette colonne comprend notamment la CGER, la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1960) et divers prêteurs « hors Protocole ».

³ Cette colonne comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I., le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.B. (jusqu'au 30 avril 1960).

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX
ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES ¹**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (8)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1967	74,3	2,5	17,7	6,8	101,3
1968	86,6	1,8	21,5	10,8	120,7
1969	89,9	2,2	19,5	26,0	137,6
1970	110,4	5,8	20,8	7,6	144,6
1971	124,1	4,6	23,5	4,1	156,3
1972	130,6	3,4	24,9	12,6	171,7
1973	140,3	3,2	24,1	20,7	188,3
1974	158,2	4,5	27,8	27,2	217,7
1973 1 ^{er} trimestre	139,2	2,5	28,7	14,7	185,1
2 ^e trimestre	140,7	5,6	22,9	14,6	183,8
3 ^e trimestre	139,8	2,1	22,1	23,7	187,7
4 ^e trimestre	141,8	2,7	22,5	29,7	196,7
1974 1 ^{er} trimestre	153,9	0,8	27,2	29,0	210,9
2 ^e trimestre	164,0	1,4	28,7	27,9	222,0
3 ^e trimestre	161,7	4,1	26,0	27,3	219,1
4 ^e trimestre	153,5	11,8	29,0	24,7	219,0
1975 1 ^{er} trimestre	156,8	7,5	47,0	11,3	222,6

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), au Fonds des Routes et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE DES BANQUES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Fin de période	Plafonds				Encours imputés			Marges disponibles		
	En pour cent des moyens d'action retenus 1	Montants			Effets visés 2	Effets non visés réescomptés 3	Total (5) = (3) + (4)			
		(2)	(3)	(4)						
(1)	(milliards de francs)									
1969	12	44,0			29,7	4,2	33,9	10,1		
1970	9	38,0			20,7	6,2	26,9	11,1		
1971	9	43,9			19,0	9,4	28,4	15,5		
1972	8	46,2			20,4	14,6	35,0	11,2		
1973 Mars	7 1/2	45,0			17,9	9,2	27,1	17,9		
Juin	7 1/4	45,4 ⁴			16,0 ⁴	12,3 ⁴	28,3 ⁴	17,1 ⁴		
Septembre ...	6 1/2	42,6			17,4	17,0	34,4	8,2		
Décembre ...	5 1/2	37,8			14,4	18,0	32,4	5,4		
1974 Mars	5 1/4	37,4 ⁵			13,8 ⁵	18,5 ⁵	32,3 ⁵	5,1 ⁵		
Juin	4 1/2	32,1 ⁶			2,6 ⁶	25,6 ⁶	28,2 ⁶	3,9 ⁶		
		Sous-plafond A	Sous-plafond B	Total (2) = (2a) + (2b)	Sous-plafond A	Sous-plafond B	Total (5) = (3) + (4)	Sous-plafond A	Sous-plafond B	Total (6) = (6a) + (6b) = (2) - (5)
		(2a)	(2b)		(3)	(4)		(6a)	(6b)	
Juillet 7	4 1/2	16,7	16,7	33,4	15,3	11,9	27,2	1,4	4,8	6,2
Août	4	16,7 ⁸	16,7 ⁸	33,4 ⁸	15,0 ⁸	11,7 ⁸	26,7 ⁸	1,7 ⁸	5,0 ⁸	6,7 ⁸
Septembre ...	4	15,4	15,4	30,8	14,0	11,6	25,6	1,4	3,8	5,2
Octobre	4	15,3	15,3	30,6	14,2	13,5	27,7	1,1	1,8	2,9
Novembre ...	4	15,3 ⁹	15,3 ⁹	30,6 ⁹	14,6 ⁹	14,2 ⁹	28,8 ⁹	0,7 ⁹	1,1 ⁹	1,8 ⁹
Décembre ...	4	15,7	15,7	31,4	13,9	12,4	26,3	1,8	3,3	5,1
1975 Janvier	4	15,8	15,8	31,6	14,2	12,0	26,2	1,6	3,8	5,4
Février	4 1/4	24,1	10,3	34,4	17,6	7,1	24,7	6,5	3,2	9,7
Mars	4 1/4	24,1 ¹⁰	10,3 ¹⁰	34,4 ¹⁰	14,8 ¹⁰	6,3 ¹⁰	21,1 ¹⁰	9,3 ¹⁰	4,0 ¹⁰	13,3 ¹⁰
Avril 11	4 3/4	—	—	38,3	—	—	26,8	—	—	11,5
Mai	4 3/4	—	—	38,4 ¹²	—	—	25,7 ¹²	—	—	12,7 ¹²
Juin	4 3/4	—	—	39,0	—	—	13,6	—	—	25,4
Juillet	4 3/4	—	—	39,3	—	—	18,7	—	—	20,6

1 Formule générale uniquement. Les moyens d'action retenus comprennent les fonds propres, les emprunts émis sous forme d'obligations et bons de caisse et les dépôts en francs belges reçus à vue, à terme et en carnets, à l'exclusion des comptes créditeurs bancaires.

2 Cette rubrique comprend :
a) jusqu'au 30 mars 1970, les effets visés réescomptés ou non ayant moins de deux ans à courir (y compris les effets Creditexport);
b) du 31 mars 1970 au 31 mars 1974, les effets visés Creditexport réescomptés ou non ayant un an au plus à courir et les autres effets visés réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir;

c) à partir du 1er avril 1974 les effets visés ou certifiés Creditexport ayant un an au plus à courir non nourris par le Pool et les autres effets visés, réescomptés ou non, ayant moins de deux ans à courir.

3 Y compris les effets certifiés réescomptés et les effets réescomptables auprès de la B.N.B. et mobilisés sur le marché hors banque tenu par l'I.R.G. (à partir du 1er avril 1974 à l'exclusion des effets certifiés Creditexport).

4 Situation au 29 juin 1973.

5 Situation au 29 mars 1974.

6 Situation au 28 juin 1974.

7 Du 8 juillet 1974 au 31 janvier 1975, le plafond de chaque banque était utilisable :

— par moitié pour le réescompte effectif, soit directement auprès de la B.N.B. aux taux d'escompte officiels de celle-ci, soit auprès de l'I.R.G. au taux fixé par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir (sous-plafond A) ;

— par moitié pour le réescompte effectif auprès de l'I.R.G. et aux taux fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la B.N.B. et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant plus de 120 jours et maximum 1 an à courir (sous-plafond B).

Du 1er février au 31 mars 1975, le plafond de chaque banque était utilisable à concurrence de 70 p.c. pour le sous-plafond A et de 80 p.c. pour le sous-plafond B.

8 Situation au 30 août 1974.

9 Situation au 29 novembre 1974.

10 Situation au 28 mars 1975.

11 La répartition en sous-plafonds A et B, dont question à la note 7, ayant été supprimée, chaque banque dispose, depuis le 1er avril 1975, d'un plafond unique utilisable pour le réescompte :

— soit directement auprès de la Banque, aux taux d'escompte officiels de celle-ci, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la Banque et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir ;
— soit auprès de l'I.R.G. et aux taux et autres conditions fixés par cette institution, d'effets visés ou certifiés ou d'effets représentatifs de commerce intérieur répondant aux conditions d'éligibilité de la Banque et pour autant que ces divers effets n'aient pas plus de 120 jours à courir, ainsi que d'effets visés ou certifiés « Creditexport » ayant maximum un an à courir.

12 Situation au 30 mai 1975.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970* — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XXVIII^e année, vol. I, n° 5, mai 1958 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV^e année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII^e année, vol. I, n° 8 et 4, mars et avril 1962. « La réforme du 1er janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII^e année, vol. II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin*

de la Banque Nationale de Belgique, XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971 « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». XLIX^e année, tome I, n° 6, juin 1974 : « Communication du 28 juin 1974 de la Banque Nationale de Belgique concernant les plafonds de réescompte et les comptes courants d'avances » — *Le année*, tome I, n° 8, mars 1975 : « Adaptation des plafonds de réescompte et de visa de la Banque Nationale de Belgique ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE DEBIT

(Pour cent par an)

1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte							Avances en compte courant et prêts sur			Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux caisses d'épargne privées et aux institutions publiques de crédit ⁷		
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 180 jours ¹	Certificats de trésorerie émis à plus de 180 jours et à maximum 374 jours ¹	autres effets publics ²	Dates des changements	Taux	
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque							
Taux en vigueur au 31-12-1968	4,50	4,50	4,00		5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25	1974 8 juillet	13,25
			pays de la C.E.E.	autres pays								15 juillet	14,00
												16 juillet	13,75
												17 juillet	13,50
1969 1 ^{er} janvier	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,50	5,75	6,25	23 juillet	13,00
6 février	4,50	4,50	4,50	4,00	5,25	5,75	6,25	6,25	5,75	6,00	6,25	14 août	13,25
6 mars	5,00	5,00	5,00	4,50	5,75	6,25	7,00	7,00	6,50	6,75	7,00	19 août	13,00
10 avril	5,50	5,50	5,50	5,00	6,25	6,75	7,50	7,50	7,00	7,25	7,50	22 août	12,75
29 mai	6,00	6,00	6,00	5,50	6,75	7,25	8,00	8,00	7,50	7,75	8,00	3 septembre ...	12,50
												6 septembre ...	12,00
31 juillet		7,00							8,50	8,75	9,00	18 septembre ...	11,75
18 septembre ...		7,50							9,00	9,25	9,50	10 octobre	11,50
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants et acceptations visées ³ ou certifiées ⁴ représentatives d'opérations de commerce extérieur											21 octobre	11,25
												29 octobre	11,00
												30 octobre	10,75
												4 novembre ...	10,50
												5 novembre ...	10,25
1970 1 ^{er} juin		7,50				9,50			9,00	9,25	9,50		
22 octobre		7,00				9,00			8,50	8,75	9,00		
10 décembre ...		6,50				8,50			8,00	8,25	8,50		
1971 25 mars		6,00				7,50			7,00	7,25	7,50	1975 10 janvier	10,00
23 septembre ...		5,50				7,00			6,50	6,75	7,00	13 janvier	9,75
												30 janvier	9,25
1972 6 janvier		5,00				6,50			6,00	6,25	6,50	13 mars	8,25
3 février		4,50				6,00			5,50	5,75	6,00	15 avril	8,00
												25 avril	7,75
2 mars		4,00				5,00				5,00		16 mai	7,50
23 novembre ...		4,50				5,50				5,50		29 mai	7,00
21 décembre ...		5,00				6,00				6,00		17 juin	6,75
												9 juillet	7,00
1973 10 mai		5,50				7,00				7,00			
5 juillet		6,00				7,50				7,50			
2 août		6,50				8,00				8,00			
4 octobre		7,00				8,50				8,50			
29 novembre ...		7,75				8,50				8,50			
1974 1 ^{er} février		8,75				9,50				9,50			
		5				5				6			
8 juillet		8,75				9,50				9,50			
1975 30 janvier		8,25				9,00				9,00			
13 mars		7,50				8,00				8,00			
24 avril		7,00				7,50				7,50			
29 mai		6,50				6,50				6,50			

¹ Quotité maximum : 95 p.c.

² Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

Quotité maximum : 80 p.c.

³ Le visa a été supprimé le 1^{er} avril 1974.

⁴ La procédure de certification a débuté le 1^{er} juin 1970.

⁵ Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux uniquement valable pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A (cf. tableau XVIII-8).

⁶ Pour les banques, les caisses d'épargne privées et les institutions publiques de crédit : taux uniquement valable pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la Banque leur a attribué.

⁷ Taux existant depuis le 8 juillet 1974.

XIX - 4. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES ¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	15 jours de préavis ²	Terme ²			
			1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1969	0,50	3,00	5,00	6,00	6,25	6,75
1970 9 novembre	0,50	3,00	4,50	5,50	6,00	6,75
1971 1 ^{er} février	0,50	3,00	4,25	5,25	5,75	6,25
1 ^{er} avril	0,50	2,50	3,50	4,50	5,25	5,75
2 novembre	0,50	2,00	3,00	4,00	4,75	5,50
1972 15 janvier	0,50	1,50	2,50	3,50	4,50	5,40
13 mars	0,50	0,75	1,75	2,75	3,75	5,00
1 ^{er} décembre	0,50	1,00	2,00	3,00	4,00	5,00
1973 15 janvier	0,50	1,35	2,40	3,50	4,50	5,25
4 juin	0,50	1,75	2,90	4,00	5,00	5,50
16 août	0,50	2,75	3,90	5,00	5,75	6,25
15 décembre	0,50	3,50	4,65	5,75	6,40	6,75
1974 6 février	0,50	4,00	5,15	6,25	6,90	7,25
8 avril	0,50	4,50	5,65	6,75	7,15	7,25
20 mai	0,50	4,50	5,65	6,75	7,40	8,00
1 ^{er} juillet	0,50	5,00	6,00	7,00	7,50	8,00
15 septembre	0,50	5,25	6,25	7,25	7,75	8,25
12 novembre	0,50	4,75	5,75	7,00	7,50	8,25
1975 10 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,25
16 février	0,50	4,25	5,25	6,50	7,00	8,00
10 mars	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,75
1 ^{er} avril	0,50	3,50	4,75	6,00	6,50	7,25
20 mai	0,50	3,50	4,50	5,50	6,00	7,25
9 juin	0,50	3,00	4,00	5,00	5,50	6,75

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts à préavis et à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paie-

ments et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 5. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Période	1 ^{re} tranche 1		2 ^e tranche 2	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
1970 et 1971	3,50	1,00	2,50	1,00
1 ^{er} janvier au 15 mars 1972	3,50	0,75	2,50	0,75
16 mars 1972 au 31 mai 1973	3,25	0,75	2,25	0,75
1 ^{er} juin au 31 août 1973	3,50	0,75	2,50	0,75
1 ^{er} septembre au 31 décembre 1973	4,00	0,75	3,00	0,75
1 ^{er} janvier au 15 février 1974	4,25	0,75	3,25	0,75
16 février au 31 mai 1974	4,50	0,75	3,50	0,75
1 ^{er} juin au 15 septembre 1974	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre au 31 décembre 1974 ⁴	4,75	1,50	3,75	1,50
1 ^{er} janvier au 15 mars 1975	5,00	1,25	4,00	1,25
16 mars au 30 avril 1975	4,75	1,25	3,75	1,25
1 ^{er} mai au 15 juin 1975	4,50	1,25	3,50	1,25
A partir du 16 juin 1975	4,25	1,25	3,25	1,25

¹ Taux alloués sur les dépôts (ou la fraction des dépôts) jusqu'à : 350.000 F pour la période du 1-1-1965 au 31-12-1966; 500.000 F à partir du 1-1-1967.

² Taux alloués sur la fraction des dépôts dépassant les limites décrites au 1.

³ La prime de fidélité est accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt

qui est resté inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année.

⁴ Une « prime d'encouragement 1974 » au taux de 1 p.c. l'an sera attribuée, prorata temporis pour la période du 16 septembre au 31 décembre 1974, sur l'accroissement moyen pondéré de l'avoir en compte par rapport au solde existant à la date du 15 septembre 1974.

**XIX - 6. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES ¹**

Emprunts émis après le 1^{er} décembre 1962

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans			Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	Sociétés privées	
1967	—	—	6,76	6,81	2	6,80
1968	—	—	6,58	6,68	7,62	6,64
1969	6,61	6,62	6,65	6,71	7,69	6,69
1970	7,37	7,96	7,80	8,20	9,26	7,93
1971	6,92	7,37	7,79	7,97	9,32	7,78
1972	6,87	6,83	7,17	7,11	7,69	7,14
1973	6,76	6,81	7,21	7,11	7,74	7,14
1974	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
1975	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
1973 Avril	6,89	6,94	7,33	7,24	7,69	7,27
Juillet	6,82	6,90	7,21	7,24	7,88	7,20
Octobre	7,31	7,32	7,62	7,74	8,33	7,63
1974 Janvier	7,72	7,61	7,92	7,95	8,56	7,90
Avril	7,90	8,10	8,36	8,46	9,66	8,34
Juillet	8,56	8,87	8,86	9,15	10,90	8,93
Août	8,76	8,77	8,82	9,14	10,98	8,93
Septembre	9,58	9,34	9,26	9,55	11,61	9,41
Octobre	9,06	9,55	9,12	9,65	11,95	9,32
Novembre	8,65	9,20	8,92	9,51	11,45	9,09
Décembre	8,79	9,26	9,00	9,42	11,00	9,13
1975 Janvier	8,76	9,18	9,03	9,41	10,90	9,13
Février	8,74	9,20	9,24	9,51	10,78	9,26
Mars	8,23	8,74	8,79	9,04	10,27	8,80
Avril	8,16	8,64	8,71	8,86	9,94	8,69
Mai	8,21	8,35	8,42	8,69	9,83	8,48
Juin	7,94	7,91	8,09	8,31	9,84	8,14
Juillet	7,75	7,73	8,07	8,17	9,57	8,05

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

² Vu le nombre restreint des emprunts de sociétés privées cotées à la bourse, la moyenne des taux de rendement de la série n'est pas publiée mais les taux de rendement des emprunts individuels ont été pris en considération pour le calcul du « Taux moyen pondéré ».

**XIX - 7. — TAUX DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS
EMIS PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an			5 ans			10 ans			20 ans		
	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹	Taux nominal	Prix d'émission	Rendement réel ¹
Taux en vigueur au 31-12-1968	5,00	100,00	5,00	6,50	100,00	6,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,89
1969 15 avril	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	6,75	98,50	6,96	6,75	97,50	6,99
16 juin	6,00	100,00	6,00	7,00	99,75	7,06	7,25	100,00	7,25	7,50	100,00	7,50
1 ^{er} novembre ..	7,00	100,00	7,00	8,00	100,00	8,00	8,25	99,50	8,33	8,25	98,00	8,46
1971 25 janvier	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	8,00	100,00	8,00	8,00	99,00	8,10
18 février	6,00	100,00	6,00	7,00	100,00	7,00	7,50	100,00	7,50	7,50	99,00	7,60
16 septembre ..	6,00	100,00	6,00	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
18 octobre	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,25	100,00	7,25	7,40	100,00	7,40
20 décembre ...	5,75	100,00	5,75	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
1972 17 janvier	5,65	100,00	5,65	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,00	100,00	7,00
13 mars	5,25	100,00	5,25	6,25	100,00	6,25	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00
1973 15 janvier	5,50	100,00	5,50	6,75	100,00	6,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25
4 juin	5,75	100,00	5,75	7,00	100,00	7,00	7,25	100,00	7,25	7,25	98,50	7,40
1 ^{er} septembre	6,50	100,00	6,50	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
15 décembre ...	6,75	100,00	6,75	7,50	100,00	7,50	7,75	100,00	7,75	7,75	98,00	7,95
1974 6 février	7,25	100,00	7,25	8,00	100,00	8,00	8,00	98,75	8,18	8,25	98,75	8,38
20 mai	8,00	100,00	8,00	8,75	100,00	8,75	9,00	100,00	9,00	9,00	98,75	9,14
9 septembre ..	8,25	100,00	8,25	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
1975 16 février	8,00	100,00	8,00	9,75	100,00	9,75	10,00	100,00	10,00	10,00	100,00	10,00
10 mars	7,75	100,00	7,75	9,00	100,00	9,00	9,25	100,00	9,25	9,25	100,00	9,25
24 avril	7,25	100,00	7,25	8,50	100,00	8,50	8,75	100,00	8,75	8,75	100,00	8,75
9 juin	6,75	100,00	6,75	8,00	100,00	8,00	8,25	100,00	8,25	8,25	100,00	8,25

¹ Taux de rendement réel brut à l'émission pour les souscripteurs autres que les placeurs institutionnels. Tous les bons de caisse et obligations sont remboursables au pair.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI^e année, vol. I, n^o 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII^e année, vol. I, n^o 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) »; XXXI^e année, vol. I, n^o 2, février 1956 :

« Statistique des rendements des principaux types d'obligations »; XXXII^e année, vol. II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV^e année, vol. I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII^e année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX D'ESCOMPTE *

(pour cent par an)

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Royaume-Uni		Italie 2		Pays-Bas 3		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-70 ...		6,00		5,50		7,00		7,00		7,00		6,00		6,00		3,75
1971 Janvier ...			8	5,25	8	6,50										
Janvier ...			22	5,00												
Février ...			19	4,75									15	5,75		
Février ...													24	5,25		
Avril ...	1	5,00					1	6,00	5	6,50	5	5,50				
Mai ...					13	6,75										
Juillet ...			16	5,00												
Septembre ...							2	5,00			15	5,00				
Octobre ...	14	4,50			28	6,50			14	6,00			25	4,75		
Novembre ...			19	4,75												
Décembre ...	23	4,00	17	4,50												
1972 Janvier ...					13	6,00					6	4,50				
Février ...	25	3,00									2	4,00				
Mars ...					6	5,75			10	5,50						
Avril ...							22	6,00				8	3,00			
Juin ...																
Septembre ...																
Octobre ...	9	3,50					13	7,25 ⁴								
Octobre ...							27	7,50								
Novembre ...	3	4,00			2	6,50					6	4,00				
Novembre ...					30	7,50										
Décembre ...	1	4,50					1	7,75								
Décembre ...							8	8,00								
Décembre ...							22	9,00								
1973 Janvier ...	12	5,00 ⁵	15	5,00			19	8,75							22	4,50
Février ...			26	5,50												
Mars ...							23	8,50								
Avril ...							13	8,00					9	5,25		
Avril ...							19	8,25								
Mai ...	4	6,00	4	5,75			11	8,00								
Mai ...			11	6,00			18	7,75					14	5,75		
Juin ...	1	7,00	11	6,50			22	7,50			4	4,50	11	6,25		
Juin ...											28	5,00				
Juillet ...			2	7,00	5	8,50	20	9,00			18	6,00				
Juillet ...							27	11,50								
Août ...			14	7,50	2	9,50					8	6,50	7	6,75		
Septembre ...					20	11,00			17	9,50			13	7,25		
Octobre ...							19	11,25			16	7,00				
Novembre ...							13	13,00				6	8,00			
Décembre ...																
1974 Janvier ...							4	12,75							21	5,50
Février ...							1	12,50								
Mars ...									20	12,00						
Avril ...							5	12,25								
Avril ...			25	8,00			11	12,00					15	8,25		
Mai ...							24	11,75					13	8,75		
Juin ...					20	13,00							24	9,25		
Juillet ...																
Septembre ...							20	11,50								
Octobre ...	25	6,50									28	7,00				
Novembre ...													18	8,75		
Décembre ...	20	6,00	9	7,75					27	11,00						
1975 Janvier ...			10	7,25	9	12,00	17	11,25					13	8,25		
Janvier ...							24	11,00								
Février ...	7	5,50	5	6,75			7	10,75								
Février ...					27	11,00	14	10,50								
Mars ...	7	5,00	10	6,25			7	10,25			7	6,00 ⁶			3	5,00
Mars ...							21	10,00								
Avril ...					10	10,00	18	9,75								
Mai ...	23	4,50	16	6,00			2	10,00	28	10,00					19	4,50
Juin ...					5	9,50										
Juillet ...							25	11,00								

* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

¹ Federal Reserve Bank of New York.

² Taux applicable aux établissements de crédit qui ont eu recours au réescompte pour un montant supérieur à 5 p.c. de leurs réserves obligatoires pendant le semestre du calendrier précédant celui de l'opération.

³ Le 1er septembre 1973, la Nederlandsche Bank a instauré une commission spéciale applicable aux banques dont le recours moyen à la banque centrale, pendant une période déterminée, excède une limite imposée. Cette commission, qui s'élevait à l'origine à ¼ p.c. par mois, a été réduite à 2 p.c. l'an à partir du 16 octobre 1973 et à 1 p.c. à partir du 1er mars 1974. A partir du 18 décembre 1973, ce taux pénalisateur de 2 p.c. ne concerne plus que les dépassements à concurrence de 75 p.c. de la quotité et à partir du 1er mars 1974, il ne s'applique plus qu'à des dépassements de 50 p.c. Au-

dessus de ces pourcentages, ce taux augmente; la Nederlandsche Bank s'adapte de façon souple.

⁴ En principe, la Bank of England annonce, depuis le 18 octobre 1972, chaque vendredi un taux minimum de prêt, qui est basé directement sur le taux moyen des bons du Trésor.

⁵ Taux d'application pour le papier mobilisé à l'intérieur des limites imposées par la Bundesbank. En plus, pendant certaines périodes, la Bundesbank met à la disposition des banques de la « monnaie banque centrale » sous forme d'achat avec obligation de rachat par les banques après 10 jours, d'effets commerciaux éligibles au réescompte à des taux variables, mais supérieurs au taux d'escompte officiel.

⁶ Le taux des avances qui est plus représentatif, s'élève à 7,00 p.c.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(millions de francs français)

	1974 6 juin	1975 5 juin	1974 4 juillet	1975 10 juillet
ACTIF				
Or et créances sur l'étranger	37.613	104.442	37.992	98.353
Or	}	75.533	}	69.183
Disponibilités à vue à l'étranger	33.372	16.129	33.712	19.166
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ⁽¹⁾ (2)	3.819	8.263	3.900	9.813
Annuités de prêt de la B.I.R.D. et de l'Export Import Bank	422	251	380	191
Créances sur le Trésor	14.133	15.969	10.798	21.717
Monnaies divisionnaires	106	186	200	196
Comptes courants postaux	327	173	398	293
Concours au Trésor Public ⁽³⁾ (4)	13.700	14.967	10.200	20.516
Avance à l'Institut d'Emission des D.O.M.	—	643	—	712
Créances provenant d'opérations de refinancement	104.913	72.646	117.077	62.922
Effets escomptés ⁽⁵⁾	13.213	15.406	13.533	15.638
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁽⁵⁾	84.831	48.325	98.793	42.551
Avances sur titres	96	50	68	44
Effets en cours de recouvrement	6.773	8.865	4.683	4.689
Divers	2.820	2.846	2.901	2.798
Total ...	159.479	195.903	168.768	185.790

PASSIF

Billets en circulation	91.117	97.218	93.886	102.070
Comptes créditeurs extérieurs	3.651	4.591	3.502	4.432
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	957	651	809	821
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	2.694	2.621	2.693	2.411
Dépôts en devises des banques et institutions étrangères	—	1.319	—	1.200
Compte courant du Trésor public	8.577	1	5.008	...
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	47.958	31.936	57.015	23.704
Compte courant des établissements astreints à la constitution de réserves	46.205	30.302	55.186	21.951
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	1.753	1.634	1.829	1.753
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	—	55.970	—	49.568
Capital et fonds de réserve	1.021	1.243	1.021	1.243
Divers	7.155	4.944	8.336	4.773
Total ...	159.479	195.903	168.768	185.790

(1) Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.

(2) Concours au Fonds Monétaire	2.230	2.566	2.219	2.528
Acquisition de droits de tirage spéciaux	673	1.147	690	1.061
Autres opérations	926	4.550	901	6.224

(3) Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.

(4) Montant maximum des concours au Trésor public : 23,4 milliards de F, dont 13,4 milliards de F non rémunérés.

(5) Décomposition des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :

Effets publics	2	1	2	1.548
Obligations	21	17	21	17
Bons à moyen terme	3.679	744	5.277	4.926
Crédits à moyen terme	26.951	22.657	26.360	22.935
— Prêts spéciaux à la construction	90	85	91	85
— Crédits à l'exportation	13.213	15.406	13.533	15.638
— Autres crédits	13.648	7.165	12.736	7.212
Crédits à court terme	67.391	40.312	80.666	28.763
— Crédits à l'exportation	9.422	8.859	10.664	9.029
— Autres crédits	57.969	31.453	70.002	19.734

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(*millions of £*)

	1971 February 28	1972 February 28	1973 February 28	1974 February 28	1974 June 5	1975 June 4	1974 July 10	1975 July 9
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	----------------	----------------	-----------------	----------------

ISSUE DEPARTMENT

Government Debt	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities	3.450	3.217	3.486	3.513	4.515	5.140	4.690	5.278
Other Securities	239	497	703	1.076	374	599	324	561
Total ...	3.700	3.725	4.200	4.600	4.900	5.750	5.025	5.850

Notes Issued :								
In Circulation	3.662	3.698	4.187	4.583	4.863	5.704	5.001	5.822
In Banking Department	38	27	13	27	37	46	24	28
Total ...	3.700	3.725	4.200	4.600	4.900	5.750	5.025	5.850

BANKING DEPARTMENT

Government Securities	700	419	1.096	1.645	1.101	1.206	1.119	1.294
Advances and Other Accounts	74	27	37	155	197	287	207	289
Premises, Equipment and Other Securities	44	94	88	188	129	163	125	124
Notes	38	27	14	27	37	46	24	28
Coin	2	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	858	567	1.235	2.015	1.464	1.702	1.475	1.735

Capital	15	15	14	15	15	15	15	15
Rest	3	—	—	—	—	—	—	—
Public Deposits	18	56	60	82	15	21	15	22
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	398	—	714	1.368	893	957	884	966
Bankers Deposits	195	199	177	250	212	315	264	303
Reserves and other Accounts	229	297	270	300	329	394	297	429
Total ...	858	567	1.235	2.015	1.464	1.702	1.475	1.735

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS ¹

(millions of \$)

	1971 December 31	1972 December 31	1973 December 31	1974 December 31	1974 June 5	1975 June 4	1974 July 10	1975 July 9
ASSETS								
Gold certificate account	9.875	10.303	11.460	11.652	11.460	11.620	11.460	11.620
Special Drawing Rights certificate account	400	400	400	400	400	500	400	500
Cash	261	313	271	240	210	356	196	315
Discounts and advances	39	1.981	1.258	298	2.711	457	2.271	80
Acceptances :								
Bought outright	80	70	68	579	100	719	114	686
Held under repurchase agreement	181	36	...	420	...	109	275	...
Federal agency obligations :								
Bought outright	485	1.311	1.937	4.702	2.621	5.085	3.151	5.084
Held under repurchase agreement	101	13	42	511	...	162	678	...
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills	30.156	29.664	36.897	36.765	34.700	36.606	37.421	31.991
Certificates .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Notes	35.554	36.681	38.412	40.009	39.533	42.038	39.692	42.886
Bonds	3.286	3.463	3.149	3.284	2.805	4.413	2.822	4.522
Total bought outright ...	68.996	69.808	78.458	80.058	77.038	83.057	79.935	79.399
Held under repurchase agreement	1.222	98	58	443	...	698	746	...
Total U.S. Government securities ...	70.218	69.906	78.516	80.501	77.038	83.755	80.681	79.399
Total loans and securities	71.104	73.317	81.821	87.011	82.470	90.287	87.170	85.249
Cash items in process of collection	11.887	9.172	7.954	8.312	8.247	7.827	8.662	8.315
Bank premises	150	194	223	263	237	285	241	290
Other assets	918	1.066	929	2.932	841	2.726	1.102	2.772
Total assets ...	94.595	94.765	103.058	110.810	103.865	113.601	109.766	109.063
LIABILITIES								
Federal Reserve notes	53.819	58.757	64.262	70.916	65.284	71.516	66.623	73.444
Deposits :								
Member bank reserves	27.788	25.647	27.060	25.825	27.769	30.783	30.894	24.779
U.S. Treasurer - general account	2.020	1.855	2.542	3.113	1.340	1.853	2.447	1.381
Foreign	294	325	251	418	330	254	241	239
Other	999	840	1.419	1.275	683	1.098	764	694
Total deposits :	31.101	28.667	31.486	30.631	30.122	33.993	34.346	27.093
Deferred availability cash items	7.544	5.198	4.855	6.328	5.528	5.065	5.653	5.504
Other liabilities and accrued dividends ...	647	557	981	1.141	1.105	1.144	1.222	1.067
Total liabilities ...	93.111	93.179	101.370	109.016	102.039	111.718	107.844	107.108
CAPITAL ACCOUNTS								
Capital paid in	742	793	844	897	873	909	879	909
Surplus	742	793	844	897	844	897	844	897
Other capital accounts .....	...	...	...	...	109	77	199	149
Total liabilities and capital accounts ...	94.595	94.765	103.058	110.810	103.865	113.601	109.766	109.063
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents	254	179	581	981	725	...	866	...

¹ Consolidated statement of condition of twelve Federal Reserve Banks.

XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK
(miljoenen guldens)

	1971 31 december	1972 31 december	1973 31 december	1974 31 december	1974 4 juni	1975 9 juni	1974 8 juli	1975 7 juli
ACTIVA								
Goud	6.875	6.829	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849	6.849
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten	1.287	4.557	9.339	8.782	7.027	8.891	6.346	8.104
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Bijzondere trekkingsrechten in het I.M.F.	2.063	2.352	1.595	1.630	1.354	1.532	1.354	1.591
Reservepositie in het I.M.F.	—	—	1.038	1.482	845	1.542	840	1.586
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto	17	171	134	62	54	...	65	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4° van de Bankwet 1948)	1.681	...	...	...	...	...	...	...
Voorschotten in rekening-courant en bele- ningen	180	673	1.256	1.258	725	3	1.523	9
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten	28	37	19	13	13	15	16	16
Belegging van kapitaal en reserves	345	382	424	462	447	515	447	514
Gebouwen en inventaris	179	195	195	235	208	235	208	235
Diverse rekeningen	182	104	140	870	433	434	412	118
Totaal ...	12.837	15.300	20.989	21.643	17.955	20.016	18.060	19.022

PASSIVA

Bankbiljetten in omloop	10.251	11.251	11.873	12.827	12.416	13.527	12.886	14.228
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen	1.080	1.944	3.757	4.971	1.792	3.113	1.413	1.357
's Rijks schatkist	1.001	1.858	3.694	4.890	1.735	2.377	1.365	487
Banken in Nederland	39	47	26	34	30	674	10	668
Andere ingezetenen	40	39	37	47	27	62	38	202
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen	152	358	388	159	159	106	109	92
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	128	224	282	84	113	60	83	55
Andere niet-ingezetenen	24	134	106	75	46	46	26	37
's Rijks schatkist, bijzondere rekening u.h.v. overdracht I.M.F.-positie	—	—	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400	1.400
Krediet van het I.M.F. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten	4	52	1.574	1	1	12	33	7
Tegenwaarde toegewezen bijzondere trek- kingsrechten in het I.M.F.	587	856	793	793	793	710	793	723
Kapitaal	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves	357	404	404	442	427	495	427	495
Diverse rekeningen	386	415	780	1.030	947	633	979	700
Totaal ...	12.837	15.300	20.989	21.643	17.955	20.016	18.060	19.022

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten

14	14	14	13	13	14	13	13
----	----	----	----	----	----	----	----

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(miliardi di lire)

	1971 dicembre	1972 dicembre	1973 dicembre	1974 dicembre	1974 marzo	1975 marzo	1974 aprile	1975 aprile
ATTIVO								
Oro	1.802	1.802	1.804	1.804	1.804	1.804	1.804	1.804
Cassa ¹	45	67	76	107	106	126	93	124
Portafoglio	9	44	93	156	89	72	99	14
Risconto per finanziamenti ammassi obblig. ²	1.047	1.104	1.142	1.178	1.154	1.191	1.154	1.191
Anticipazioni ³	885	2.312	2.033	3.058	1.891	2.437	2.068	2.594
Attività verso l'estero in valuta	2	2	3	6	4	7	5	8
Ufficio italiano dei cambi	2.970	2.518	5.655	7.696	6.743	7.289	6.700	7.122
Titoli emessi o garantiti dallo Stato ⁴ ...	4.462	5.246	6.251	10.677	6.120	11.476	6.778	12.345
Certificati di credito del Tesoro	—	—	—	1.748	—	282	—	193
Investimento fondi di riserva e fondi diversi ⁵	385	438	525	556	523	558	522	546
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	339	339	339	339	339	339	339	339
C/c servizio tesoreria	1.380	1.908	2.913	2.962	3.198	2.973	3.267	2.023
Servizi diversi per conto dello Stato	357	499	650	747	650	656	649	656
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Partite varie	217	275	292	317	255	275	253	277
Spese	325	371	429	508	35	56	44	64
Totale attivo ...	14.225	16.925	22.205	31.859	22.911	29.541	23.775	29.300
PASSIVO								
Circolazione dei biglietti ⁶	7.281	8.748	10.029	11.160	9.541	10.480	9.606	10.296
Vaglia cambiari e altri debiti a vista ⁷ ..	106	316	148	178	131	48	113	74
Conti correnti liberi ⁸	266	180	650	547	90	269	83	228
Conti correnti vincolati	4.327	4.336	5.384	6.639	5.907	7.931	6.183	8.376
Conti speciali	—	—	—	1.748	—	281	—	193
Conti dell'estero in lire e valuta ⁹	623	1.377	3.858	7.743	5.555	7.321	6.042	7.162
Ufficio italiano dei cambi : c/c ordinario	—	—	—	165	—	59	—	80
Servizi diversi per conto dello Stato	149	139	194	171	157	182	156	185
Servizi di cassa per conto di enti vari ...	274	428	158	91	37	46	44	36
Fondi accantonati	505	641	815	845	815	845	816	846
Partite varie ¹⁰	314	319	453	1.955	580	1.940	624	1.672
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario	17	23	29	37	29	37	29	39
Fondo di riserva straordinario	14	21	28	37	28	37	28	37
Rendite	349	397	459	543	41	65	51	76
Utile provvisorio del precedente esercizio	—	—	—	—	—	—	—	—
Totale passivo e patrimonio ...	14.225	16.925	22.205	31.859	22.911	29.541	23.775	29.300
Depositanti di titoli e valori	7.593	10.526	14.386	20.708	15.778	20.937	17.470	19.543
1 Di cui : biglietti e monete di Stato	12	10	23	24	25	28	25	27
2 » aziende di credito	649	687	711	734	719	742	719	742
» istituti speciali	398	417	431	444	435	449	435	449
3 » aziende di credito	861	2.298	2.019	1.953	1.884	2.011	1.003	2.235
» istituti speciali	—	—	—	10	—	9	—	8
» altri	24	14	14	1	7	1	5	1
» anticipazioni a scadenza fissa	—	—	—	1.094	—	416	—	349
4 » titoli di stato e ob- } BOT e titoli » bilgaz. p/c Tesoro } a breve ... » altri }	549	207	1.669	6.162	2.425	7.143	3.264	6.880
5 » titoli di stato e obblig. p/c Tesoro .	3.726	4.853	4.395	4.072	3.508	3.926	3.328	5.059
6 » titoli di stato e obblig. p/c Tesoro .	216	250	295	325	291	325	291	328
7 » biglietti presso il Tesoro	6	12	15	—	9	—	—	—
8 » vaglia cambiari	25	43	45	57	46	43	39	71
9 » aziende di credito	—	—	227	491	69	228	—	176
» istituti speciali	—	—	475	43	9	32	—	46
10 » depositi in valuta vincolati a fronte » di prestiti esteri di : aziende credito » istituti speciali	—	—	152	338	—	297	—	297
» altri enti non statali	—	—	2.322	3.747	—	3.520	—	3.361
10 » depositi vincolati per importazioni » (Decreto Interministeriale 2 mag- » ggio 1974)	—	—	589	97	—	95	—	95

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1971 31. Dez.	1972 31. Dez.	1973 31. Dez.	1974 31. Dez.	1974 7. Juni	1975 7. Juni	1974 7. Juli	1975 7. Juli
AKTIVA								
Währungsreserven	57.910	72.908	88.179	71.805	93.070	73.641	92.271	72.580
Gold	14.688	13.971	14.001	14.002	14.002	14.002	14.002	14.002
Reserveposition im Internationalen Währungsfonds und Sonderziehungs- rechten	5.581	6.712	8.354	8.055	8.916	8.439	9.111	8.445
Devisen und Sorten	37.641	52.225	65.824	49.748	70.152	51.200	69.158	50.133
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	4.309	4.480	4.279	11.636	2.484	11.054	2.499	11.054
Kredite an inländische Kreditinstitute ...	18.811	20.178	11.216	15.516	10.806	8.711	14.624	8.380
Inlandswechsel	15.802	17.847	10.435	12.305	10.317	8.003	10.701	7.642
Im Offenmarktgeschäft angekaufte In- landswechsel mit Rücknahmeverein- barung .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Auslandswechsel	1.612	1.185	460	877	452	687	477	717
Lombardforderungen	1.397	1.146	321	2.334	37	21	3.446	21
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	11.149	9.123	11.535	9.915	10.942	11.304	9.350	9.351
Kassenkredite (Buchkredite)	2.349	440	2.852	1.232	2.259	2.621	667	668
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	76	...	...	...	...	...	...	...
Ausgleichsforderungen und unverzins- liche Schuldschreibung	8.633	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683	8.683
Forderung an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe	41	—	—	—	—	—	—	—
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	—	318	300	...	...	...	...	...
Kassenkredite (Buchkredite) .....	—	...	...	...	...	...	...	...
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanweisungen	—	318	300	...	...	...	...	...
Wertpapiere	588	53	25	469	638	303	627	341
Deutsche Scheidemünzen	251	344	584	423	515	785	514	833
Postcheckguthaben	367	525	466	647	243	180	215	189
Sonstige Aktiva	1.653	4.686	4.882	7.115	4.403	3.760	4.975	3.929
Ausgleichsposten wegen Neubewertung der Fremdwährungsforderungen und -ver- bindlichkeiten -- Bilanzverlust	3.101	3.101	10.279	14.004	6.773	8.931	6.773	8.931
Insgesamt ...	98.139	115.716	131.745	131.530	129.874	118.669	131.848	115.588
PASSIVA								
Banknotenumlauf	39.494	44.504	46.247	50.273	45.742	50.489	48.128	52.212
Einlagen von Kreditinstituten	32.609	46.388	51.913	46.504	54.024	43.576	50.727	40.232
auf Girokonten	32.590	46.364	51.892	46.483	53.997	43.550	50.703	40.210
sonstige	19	24	21	21	27	26	24	22
Einlagen von öffentlichen Haushalten ...	10.943	7.083	11.298	11.742	12.216	8.250	13.927	9.160
Bund	69	97	204	139	61	44	56	90
Lastenausgleichsfonds und E.R.P. Sondervermögen	286	197	174	163	349	323	480	546
Länder	510	2.543	2.403	643	1.975	2.626	3.305	3.264
Andere öffentliche Einleger	67	58	51	44	32	26	39	29
Sondereinlagen	10.011	4.188	8.466	10.753	9.799	5.231	10.047	5.231
Einlagen von anderen inländischen Einle- gern	2.227	3.214	9.932	2.739	2.252	2.439	2.954	1.646
Bundesbahn	5	5	16	5	6	5	7	5
Bundespost (einschl. Postcheck- und Postsparkassenämter)	1.735	2.703	2.455	2.227	1.905	2.105	2.564	1.283
Sonstige Einleger	487	506	461	507	341	329	383	358
Guthaben auf Sonderkonten Bardepot	—	1.336	244	127	389	93	370	117
Verbindlichkeiten aus dem Auslands- geschäft	967	916	918	1.284	614	1.157	650	601
Einlagen ausländischer Einleger	941	898	735	1.268	596	719	595	591
Verbindlichkeiten gegenüber dem Eu- ropäischen Fonds für währungspoli- tische Zusammenarbeit	—	—	—	—	—	380	—	—
Sonstige	26	18	183	16	18	58	55	10
Ausgleichsposten für zugewiesene Sonder- ziehungsrechte	1.364	1.855	1.747	1.600	1.746	1.600	1.747	1.600
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobil- isierungs- und Liquiditätspapieren	6.477	4.465	9.860	8.867	8.530	6.870	8.403	5.358
Rückstellungen	2.402	1.296	1.296	1.485	1.485	1.670	1.485	1.670
Grundkapital	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen	1.080	1.080	929	929	929	929	929	929
Sonstige Passiva	286	3.289	4.071	5.690	1.657	1.306	2.238	1.773
Insgesamt ...	98.139	115.716	131.745	131.530	129.874	118.669	131.848	115.588

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(millions de francs suisses)

	1971 31 décembre	1972 31 décembre	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 7 juin	1975 6 juin	1974 5 juillet	1975 7 juillet
ACTIF								
Encaisse or	11.879	11.880	11.893	11.893	11.893	11.893	11.893	11.893
Devises	10.323	12.323	12.520	11.571	8.027	9.753	9.710	10.100
Bons du Trésor étrangers en fr. s.	4.278	4.278	4.613	5.403	5.223	5.403	5.223	5.403
Portefeuille effets sur la Suisse :								
Effets de change	81	784	898	2.210	637	230	567	213
Bons du Trésor de la Confédération ...	...	152	200	484	...	16	...	16
Avances sur nantissement	29	419	558	700	88	11	83	21
Titres :								
pouvant servir de couverture	6	—	—	...	...	...	...	...
autres	5	—	—	92	...	5	...	...
Correspondants en Suisse	72	142	282	167	106	25	109	66
Correspondants à l'étranger	23	27	—	—	39	—	74	—
Reconnaissance de dette de la Confédération selon l'arrêté fédéral du 15-12-1971	1.244	1.244	1.243	622	1.243	622	1.243	622
Autres postes de l'actif	50	89	66	94	83	93	89	90
Total ...	27.990	31.338	32.273	33.236	27.339	28.051	28.991	28.424

PASSIF								
Fonds propres	63	64	65	66	66	67	66	67
Billets en circulation	14.310	16.635	18.296	19.436	16.684	17.504	17.186	17.610
Engagements à vue :								
Comptes de virements des banques, du commerce et de l'industrie	10.702	9.313	8.235	9.505	3.991	5.855	5.745	5.074
Autres engagements à vue	1.153	1.708	801	862	1.308	1.002	1.119	1.910
Avoirs minimaux des banques sur :								
les engagements en Suisse	—	1.449	1.600	...	1.014	...	741	...
les engagements envers l'étranger	516	580	1.272	348	861	202	648	250
Engagements à terme :								
Restrictions de stérilisation	313	73	121	247	498	490	498	490
Comptes spéciaux	—	2	83	986	586	831	597	856
Comptes de stérilisation de l'adminis- tration fédérale	—	—	26	—	26	...	26	...
Autres postes du passif	933	1.514	1.774	1.786	2.305	2.100	2.365	2.167
Total ...	27.990	31.338	32.273	33.236	27.339	28.051	28.991	28.424

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Actif

	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 31 mai	1975 31 mai	1974 30 juin	1975 30 juin
I. Or	4.289	4.136	4.271	4.068	4.302	4.124
II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue ...	65	143	53	78	53	70
III. Bons du Trésor	8	515	8	362	8	364
IV. Dépôts à terme et avances :	22.053	30.034	20.986	31.753	23.368	31.637
a) à 3 mois au maximum	19.515	22.578	17.686	22.934	19.382	22.848
b) à 3 mois au maximum (or)	2	2	71	104	71	104
c) à plus de 3 mois	2.536	7.385	3.229	8.715	3.915	8.685
d) à plus de 3 mois (or)	—	69	—	—	—	—
V. Titres à terme :	5.750	8.253	4.460	4.907	4.642	4.831
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum	—	—	—	—	—	—
b) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum	4.734	7.838	4.079	4.014	4.075	3.887
b) à plus de 3 mois	1.016	415	381	893	567	944
VI. Divers	3	80	25	172	21	177
Total de l'actif ...	32.168	43.161	29.803	41.340	32.394	41.203

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

Passif

	1973 31 décembre	1974 31 décembre	1974 31 mai	1975 31 mai	1974 30 juin	1975 30 juin
I. Capital :						
Actions libérées de 25 %	301	301	301	301	301	301
II. Réserves	548	666	548	666	666	821
1. Fonds de Réserve Légale	30	30	30	30	30	30
2. Fonds de Réserve Générale	253	309	253	309	309	371
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes	75	75	75	75	75	75
4. Fonds de Réserve Libre	190	252	190	252	252	345
III. Dépôts (or) :	3.694	3.572	3.716	3.565	3.716	3.563
1. Banques centrales :						
a) à vue	2.573	3.134	2.780	2.952	2.780	2.991
b) à 3 mois au maximum	1.088	199	903	497	903	411
c) à plus de 3 mois	—	206	—	83	—	128
2. Autres déposants :						
a) à vue	7.371	33	33	33	33	33
b) à 3 mois au maximum	25.712	—	—	—	—	—
c) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
IV. Dépôts (monnaies) :	26.770	37.479	24.261	35.547	26.849	35.400
1. Banques centrales :						
a) à vue	110	193	109	543	34	439
b) à 3 mois au maximum	23.848	29.092	19.229	26.580	21.101	26.851
c) à plus de 3 mois	2.419	7.173	3.615	7.372	4.491	7.171
2. Autres déposants :						
a) à vue	12	22	18	25	13	32
b) à 3 mois au maximum	265	877	1.024	674	933	599
c) à plus de 3 mois	116	122	266	353	277	308
V. Effets	521	667	558	676	556	673
a) à 3 mois au maximum	521	667	558	676	556	673
b) à plus de 3 mois	—	—	—	—	—	—
VI. Divers	250	379	319	498	184	334
VII. Dividende payable le 1^{er} juillet	—	—	—	—	27	27
VIII. Provisions	84	97	100	87	95	84
Total du passif ...	32.168	43.161	29.803	41.340	32.394	41.203

LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours des mois de juin et juillet.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est faite des autres textes législatifs.

Par ailleurs, la législation économique mentionne les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal officiel des Communautés Européennes.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. Economie générale; 2. Monnaie, crédit et banque; 3. Finances publiques; 4. Agriculture; 5. Industrie; 6. Travail; 7. Commerce intérieur; 8. Commerce extérieur; 9. Transports; 10. Prix et salaires; 11. Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers; 12. Communauté Economique Européenne.

1. — ECONOMIE GENERALE

Loi du 29 juin 1975

apportant temporairement des aménagements fiscaux en vue de favoriser les investissements complémentaires (Moniteur du 1^{er} juillet 1975, p. 8214). (Voir aussi rubrique 3.)

.....

Article 1^{er}. — § 1. Les bénéficiaires des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles quelconques sont immunisés de l'impôt des personnes physiques, de l'impôt des sociétés ou de l'impôt des non-résidents à concurrence d'un montant égal à 15 p.c. de la valeur des investissements complémentaires en immeubles et outillages professionnels effectués en Belgique entre le 1^{er} juillet 1975 et le 31 décembre 1975 inclusivement.

Sont toutefois exclus du champ d'application de la présente loi, les établissements financiers et les entreprises y assimilées, visés à l'article 87, 1^o, de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus.

§ 2. L'immunité s'applique aux bénéfices de la période imposable qui coïncide avec l'année 1975 ou pour les contribuables qui tiennent leur comptabilité autrement que par année civile, avec le premier exercice comptable clos après le 31 décembre 1975.

En cas d'absence ou d'insuffisance des bénéfices de cette période imposable, l'immunité non accordée est reportée successivement sur les bénéfices des cinq périodes imposables suivantes.

Art. 2. — § 1. Pour l'application de l'article 1^{er}, § 1, de la présente loi, la valeur des investissements complémentaires est égale à la différence entre :

— d'une part, la valeur amortissable des investissements en immeubles et outillages professionnels effectués en Belgique entre le 1^{er} juillet 1975 et le 31 décembre 1975 inclusivement;

— d'autre part, le dixième de la valeur amortissable des investissements de même nature effectués en Belgique pendant les années 1970 à 1974, ou, s'il s'agit de contribuables qui tiennent leur comptabilité autrement que par année civile, pendant les cinq derniers exercices comptables clos avant le 1^{er} juillet 1975.

§ 2. Pour la détermination des deux termes de cette différence, les investissements à envisager comprennent tous les éléments d'actif corporels amortissables conformément à l'article 45, 4^o, du Code des impôts sur les revenus, à l'exclusion des habitations ouvrières ou d'autres installations en faveur du personnel, visées à l'article 42 du même Code.

§ 3. Sont considérés comme effectués entre le 1^{er} juillet 1975 et le 31 décembre 1975 inclusivement, les investissements qui, pendant cette période, ont fait l'objet d'une vente parfaite entre parties, d'un marché à forfait, d'un marché sur devis ou d'un marché à bordereau de prix, ou ont été produits par l'entreprise ou par le contribuable; ils sont retenus à concurrence du montant pour lequel ils ont, pendant la même période, été comptabilisés comme éléments d'actif.

§ 4. Les investissements de la période de référence sont retenus à concurrence du montant pour lequel ils ont, pendant cette période, été comptabilisés comme élément d'actif.

§ 5. Dans les éventualités visées à l'article 124 du Code des impôts sur les revenus, la valeur des investissements complémentaires à envisager dans le chef des sociétés absorbantes ou nées de la fusion, de la scission ou de la transformation, est déterminée comme si la fusion, scission ou transformation n'avait pas eu lieu.

La même règle est applicable dans les cas visés à l'article 40, § 1, 1^o, du même Code.

§ 6. Dans les cas non visés aux articles 40, § 1, 1^o, et 124 du Code des impôts sur les revenus, les immeubles et outillages professionnels acquis par voie d'apport en société, de succession, de donation ou à l'occasion de la dissolution d'une société sans qu'il y ait partage de l'avoir social, n'entrent pas en compte pour la détermination de la valeur des investissements complémentaires effectués par le contribuable qui a ainsi acquis ces éléments.

§ 7. En aucun cas, la valeur des investissements complémentaires à envisager pour l'application de l'article 1, § 1, de la présente loi ne peut excéder 40 p.c. de la valeur amortissable des investissements en immeubles et outillages professionnels effectués en Belgique entre le 1^{er} juillet 1975 et le 31 décembre 1975 inclusivement.

Art. 3. — Dans les cas visés aux articles 40, § 1, 1^o, et 124 du Code des impôts sur les revenus, l'immunité qui n'a pu être accordée au contribuable qui a effectué les investissements complémentaires est reportée dans le chef du nouveau contribuable.

Art. 4. — § 1. L'immunité prévue par la présente loi n'est accordée que dans les cas où le contribuable tient une comptabilité conforme aux dispositions du Code de commerce et où la valeur des investissements complémentaires atteint au moins 50.000 francs.

§ 2. Toute modification apportée à partir du 1^{er} mai 1975 à la date de clôture de la comptabilité reste sans incidence sur la détermination des investissements effectués pendant la période de référence.

Art. 5. — Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé, les dispositions du Code des impôts sur les revenus qui concernent les bénéfices des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles sont applicables à l'immunité prévue par la présente loi.

2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

Loi du 6 décembre 1974

modifiant l'arrêté royal du 30 septembre 1937 relatif à la création de l'Institut National de Crédit Agricole (Moniteur du 21 juin 1975, p. 7869).

.....
Article unique. — A l'article 17, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 30 septembre 1937, relatif à la création de l'Institut National de Crédit Agricole, modifié par les lois du 4 avril 1963 et 14 avril 1965, sont apportées les modifications suivantes :

1^o les mots « quatre cent soixante-cinq millions de francs » sont remplacés par les mots « six cent quinze millions de francs »;

2^o les mots « quatre cent cinquante millions de francs » sont remplacés par les mots « six cents millions de francs ».

Arrêté ministériel du 27 février 1975

habilitant certaines institutions financières d'intérêt public à présenter au Ministre des Finances, une liste double de candidats aux fonctions de membre du Conseil d'Administration de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie (Moniteur du 1^{er} juillet 1975, p. 8225).

.....
Article 1^{er}. — Les institutions financières d'intérêt public ci-après sont habilitées à présenter au Ministre des Finances une liste double de candidats aux fonctions de membres du Conseil d'Administration de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie :

La Banque Nationale de Belgique;
La Caisse Générale d'Epargne et de Retraite;
La Caisse Nationale de Crédit Professionnel;
L'Institut National de Crédit Agricole;
L'Institut de Réescompte et de Garantie;
L'Office Central de la Petite Epargne;
L'Office Central de Crédit Hypothécaire;
L'Office National du Ducroire;
La Société Nationale d'Investissement.

Arrêté royal du 11 mars 1975

autorisant la Société Nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de quatre milliards de francs (Moniteur du 6 juin 1975, p. 7216). (Voir aussi rubrique 3).

Arrêté royal du 28 mars 1975

relatif au recouvrement des garanties exécutées par le Fonds d'Investissement Agricole (Moniteur du 26 juillet 1975, p. 9238). (Voir aussi rubrique 4.)

Loi du 17 avril 1975

portant approbation de la résolution n° 92, approuvée le 31 janvier 1974 par le Conseil des Gouverneurs de l'Association Internationale de Développement et intitulée « Ressources supplémentaires; quatrième reconstitution » (Moniteur du 21 juin 1975, p.7870).

Loi du 17 avril 1975

portant approbation des résolutions n°s 67 et 68, approuvées par le Conseil des Gouverneurs de la Banque Asiatique de Développement le 20 novembre 1973, concernant les contributions initiales au Fonds Asiatique de Développement (première et deuxième étapes) (Moniteur du 21 juin 1975, p. 7879).

Arrêté royal du 19 avril 1975

concernant les mesures d'exécution des résolutions n°s 67 et 68 approuvées par le Conseil des Gouverneurs de la Banque Asiatique de Développement le 20 novembre 1973 (Moniteur du 21 juin 1975, p. 7895).

Arrêté royal du 20 mai 1975

mettant fin (à la date du 13 mai 1975) aux effets de l'arrêté royal du 22 août 1974 concernant les mesures anti-inflatoires (Moniteur du 5 juin 1975, p. 7177).

Loi du 23 mai 1975

portant divers amendements au statut organique de l'Office National du Ducroire (Moniteur du 5 juin 1975, p. 7151). (Voir aussi rubrique 8.)

.....

Article 1^{er}. — L'article 5 de l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office National du Ducroire, complété par l'article 2 de la loi du 21 avril 1949, par l'article 1 de l'arrêté royal n° 10 du 18 avril 1967 et par l'article 3 de la loi du 30 décembre 1970, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. — Sont attribués à l'Office, à titre de dotation :

» 1° 650 millions de francs nominal en obligations de la Dette unifiée 4 p.c.;

» 2° 1.850 millions de francs nominal en obligations de divers emprunts de l'Etat belge désignés par arrêtés du Ministre des Finances.

» Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, attribuer à l'Office un capital nominal complémentaire de 1.500 millions de francs par tranches successives de 250 millions de francs chacune en obligations d'un ou plusieurs emprunts de l'Etat belge à désigner par arrêté du Ministre des Finances. »

Art. 2.— L'article 6, alinéa 1, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« L'Office peut utiliser les valeurs qui forment la dotation à toutes opérations nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet. Il ne peut cependant les aliéner ni les grever de droits au profit de tiers que dans la mesure requise pour faire face à des pertes ou charges qui ne pourraient être couvertes par les réserves spéciales visées à l'article 18 et moyennant

l'autorisation du Ministre des Finances. Celle-ci est réputée acquise si le Ministre des Finances ne s'est pas opposé, dans les quinze jours de sa notification, à la décision prise par le conseil d'administration. »

Art. 3. — Le texte français de l'article 6, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Si des valeurs de la dotation font l'objet d'un remboursement, le capital remboursé est utilisé par l'Office à l'achat de valeurs dont la nature est désignée par le Ministre des Finances. »

Art. 4. — L'article 7, alinéa 1, du même arrêté, modifié par l'article 4 de la loi du 30 décembre 1970, est remplacé par la disposition suivante :

« Les produits de la dotation de 650 millions de francs nominal en obligations de la Dette unifiée 4 p.c. sont attribués à l'Office. »

Art. 5. — L'article 8 du même arrêté, modifié par l'article 5 de la loi du 30 décembre 1970, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. — Le total des engagements de l'Office ne peut pas dépasser les montants suivants :

» 1^o garanties prévues à l'article 3, § 2, 1^o : vingt fois le montant cumulé de la dotation et de la réserve générale, à l'exclusion toutefois de la fraction de ces fonds qui aurait été aliénée ou qui serait grevée de droits au profit de tiers;

» 2^o garanties prévues à l'article 3, § 2, 2^o : vingt milliards de francs;

» 3^o interventions en matière de financement prévues à l'article 3, § 2, 3^o, non couvertes par des concours tiers : montant cumulé de la dotation et de la réserve générale.

» Le Roi peut élever ces plafonds par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. Pour les garanties prévues à l'article 3, § 2, 2^o, cette augmentation se fait par tranches successives de maximum trois milliards de francs chacune, sans que le montant total des engagements autorisés puisse dépasser trente-cinq milliards de francs. »

Art. 6. — L'article 14, alinéas 1 et 2, du même arrêté, modifié par l'article 7 de la loi du 25 juillet 1960, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. — La direction de l'Office est composée d'un directeur général et de deux directeurs.

» Les membres de la direction de l'Office sont nommés par le Roi, sur proposition du conseil d'administration en ce qui concerne les directeurs, et peuvent être révoqués par Lui. »

Art. 7. — L'article 15 du même arrêté, modifié par l'article 8 de la loi du 25 juillet 1960, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. — Les directeurs assistent le directeur général dans sa tâche de direction et de surveillance.

» Le premier des directeurs en fonction remplace le directeur général en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

» Le second directeur remplace le directeur général en cas d'absence ou d'empêchement simultané du directeur général et du premier des directeurs en fonction. »

Art. 8. — L'article 18, alinéa 4, du même arrêté, modifié par l'article 3 de la loi du 3 juin 1964, est remplacé par la disposition suivante :

« Un montant égal au vingtième de la somme des garanties réelles effectivement octroyées au cours d'un exercice directement pour le compte de l'Etat est versé, par prélèvement sur un crédit spécial qui est inscrit chaque année au budget du Ministère des Finances relatif au même exercice, à un fonds de réserve spécial ouvert au budget dudit Ministère et destiné à suppléer à l'insuffisance du fonds de réserve spécial constitué par l'Office en application du premier alinéa du présent article. »

Arrêté royal du 23 mai 1975

modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1957 relatif à certaines mesures d'exécution de la loi du 9 juillet 1957 réglementant les ventes à tempérament et leur financement (Moniteur du 5 juin 1975, p. 7178).

.....

Article 1^{er}. — L'article 2 de l'arrêté royal du 23 décembre 1957 tel qu'il a été modifié et complété est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 2. — Ne tombent pas sous l'application de la loi précitée :

» Les ventes à tempérament dont le prix au comptant dont il est question à l'article 4, 5^o, de la loi du 9 juillet 1957, est inférieur à 5.500 francs ou supérieur à 300.000 francs.

» Les prêts à tempérament accordés pour le paiement d'un objet ou d'un service dont le prix au comptant dont il est question à l'article 13, 9^o, de cette loi, est inférieur à 5.500 francs ou supérieur à 300.000 francs.

» Les prêts personnels à tempérament dont le montant nominal visé à l'article 19 *ter*, 3^o, de cette loi, est supérieur à 300.000 francs. »

.....

Arrêté ministériel du 29 mai 1975

modifiant les arrêtés ministériels des 16 janvier 1975, 26 février 1975 et 27 mars 1975 portant fixation des taux des intérêts à bonifier en 1975 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations (Moniteur du 10 juin 1975, p. 7317).

.....

Article 1^{er}. — Le taux des intérêts à bonifier aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements de toutes catégories confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations est fixé à 5,50 p.c.

Les sommes reçues en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 14 décembre 1935, relatif à l'organisation et au contrôle de la comptabilité des notaires, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1968, bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 4,50 p.c.

Les sommes qui sont ou restent consignées du fait de la minorité, de l'interdiction ou de l'aliénation mentale des ayants droit ou en raison de l'existence d'un usufruit et les cautionnements fournis en numéraire par les conservateurs des hypothèques pour garantir leurs obligations vis-à-vis des tiers (loi du 21 Ventôse, an VII, modifiée par la loi du 24 décembre 1906), bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 7,25 p.c.

.....

Loi du 29 mai 1975

garantissant la bonne fin d'une augmentation du capital de la Société Nationale d'Investissement (Moniteur du 1^{er} juillet 1975, p. 8213).

.....

Article unique. — L'Etat garantit la bonne fin d'une augmentation du capital de la S.N.I. à concurrence de 2 milliards de francs, par tranches de 500 millions de francs, à proposer à l'Assemblée générale de celle-ci, en fonction des nécessités.

Un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres autorisera la S.N.I. à procéder à cette augmentation et déterminera les modalités d'octroi de la garantie de l'Etat pour chacune des tranches.

.....

Arrêté ministériel du 26 juin 1975

modifiant les arrêtés ministériels des 16 janvier 1975, 26 février 1975, 27 mars 1975 et 29 mai 1975 portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1975 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations (Moniteur du 9 juillet 1975, p. 8614).

.....

Article 1^{er}. — Le taux des intérêts à bonifier aux consignations, aux dépôts volontaires et aux cautionnements de toutes catégories confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations est fixé à 5 p.c.

Les sommes reçues en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 14 décembre 1935, relatif à l'organisation et au contrôle de la comptabilité des notaires, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1968, bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 4 p.c.

Les sommes qui sont ou restent consignées du fait de la minorité, de l'interdiction ou de l'aliénation mentale des ayants droit ou en raison de l'existence d'un usufruit et les cautionnements fournis en numéraire par les conservateurs des hypothèques pour garantir leurs obligations vis-à-vis des tiers (loi du 21 Ventôse, an VII, modifiée par la loi du 24 décembre 1906), bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 6,75 p.c.

.....

3. — FINANCES PUBLIQUES

Loi du 25 février 1975

ajustant le budget du Ministère des Finances pour l'année budgétaire 1974 (Moniteur du 16 juillet 1975, p. 8841).

.....

I. — Crédits supplémentaires

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour être rattachés au titre I^{er}, dépenses ordinaires, du budget du Ministère des Finances pour l'année budgétaire 1974, à l'effet de couvrir des dépenses de l'année budgétaire 1974, des crédits supplémentaires (...) s'élevant à 615.451.000 francs.

Art. 2. — Il est ouvert pour être rattachés au titre I^{er}, dépenses ordinaires, du budget du Ministère des Finances pour l'année budgétaire 1974, à l'effet de payer des créances se rapportant à des années périmées et des années closes, des crédits supplémentaires (...) s'élevant à 19.695.000 francs.

II. — Réductions

Art. 3. — Les crédits inscrits au titre I^{er}, dépenses ordinaires, du budget du Ministère des Finances pour l'année budgétaire 1974 (...) sont réduits à concurrence de 197.158.000 francs.

Art. 4. — Les crédits inscrits au titre II, dépenses extraordinaires, du budget du Ministère des Finances pour l'année budgétaire 1974 (...) sont réduits à concurrence de 580.000.000 francs en ce qui concerne les ordonnancements.

.....

Loi du 25 février 1975

contenant le budget du Ministère des Finances pour l'année budgétaire 1975 (Moniteur du 17 juillet 1975, p. 8896).

.....

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses du Ministère des Finances afférentes à l'année budgétaire 1975 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Dépenses courantes (Titre I)	21.163,6	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	11.278,5	6,0	6,0
Total ...	32.442,1	6,0	6,0

.....

Arrêté royal du 11 mars 1975

autorisant la Société Nationale du Logement à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de quatre milliards de francs (Moniteur du 6 juin 1975, p. 7216). (Voir aussi rubrique 2.)

Loi du 21 mars 1975

contenant le budget du Ministère des Travaux publics pour l'année budgétaire 1975 (Moniteur du 12 juin 1975, p. 7379).

.....

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses du Ministère des Travaux publics afférentes à l'année budgétaire 1975, des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnement
Dépenses courantes (Titre I)	13.164,8	573,7	483,0
Dépenses de capital (Titre II)	10.478,1	14.066,0	12.985,0
Total ...	23.642,9	14.639,7	13.468,0
Amortissements de la Dette publique	72,5	—	—
Total général ..	23.715,4	14.639,7	13.468,0

.....

Loi du 25 mars 1975

contenant le budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille de l'année budgétaire 1975 (Moniteur du 4 juin 1975, p. 7055).

.....

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses du Ministère de la Santé publique et de la Famille afférentes à l'année budgétaire 1975 des crédits s'élevant aux montants ci-après :
(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	22.609,2	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	5.448,7	1.660,0	1.714,0
Total ...	28.057,9	1.660,0	1.714,0

.....

Loi du 7 mai 1975

ajustant le budget du Ministère de l'Intérieur pour l'année budgétaire 1974 (Moniteur du 2 juillet 1975, p. 8285).

.....

I. — *Crédits supplémentaires*

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour être rattachés au titre I^{er}, dépenses ordinaires, du budget du Ministère de l'Intérieur de l'année budgétaire 1974, à l'effet de couvrir des dépenses de l'année budgétaire 1974, des crédits supplémentaires (...) s'élevant à 230.563.000 francs.

.....

Loi du 7 mai 1975

contenant le budget du Ministère de l'Intérieur pour l'année budgétaire 1975 (Moniteur du 2 juillet 1975, p. 8292).

.....

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses du Ministère de l'Intérieur, afférentes à l'année budgétaire 1975 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non discrédits	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	38.480,4	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	95,0	98,7	51,1
Total ...	38.575,4	98,7	51,1

.....

Loi du 29 mai 1975

contenant le budget des Services du Premier Ministre pour l'année budgétaire 1975 (Moniteur du 20 juin 1975, p. 7797).

.....

Article 1^{er}. — Il est ouvert, pour les dépenses des Services du Premier Ministre afférentes à l'année budgétaire 1975 des crédits s'élevant aux montants ci-après :

(En millions de francs)

	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engagement	Crédits d'ordonnancement
Dépenses courantes (Titre I)	1.250,3	—	—
Dépenses de capital (Titre II)	568,9	266,4	100,0
Total ...	1.819,2	266,4	100,0

.....

Arrêté royal du 3 juin 1975

déterminant les montants à prélever sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1975 (Moniteur du 9 juillet 1975, p. 8612).

.....

Article 1^{er}. — Les montants à prélever sur le produit de la taxe sur la valeur ajoutée de l'année 1975 sont fixés comme suit pour le deuxième trimestre :

a) un milliard cent millions de francs au profit du Fonds d'Expansion économique et de Reconversion régionale;

b) neuf cents millions de francs au profit du Fonds des Routes;

c) un milliard quatre-vingts millions de francs au titre de contribution complémentaire à fournir aux Communautés européennes.

.....

Loi du 12 juin 1975

ajustant le budget du Ministère de la Défense Nationale de l'année budgétaire 1974 (Moniteur du 17 juillet 1975, p. 8889).

.....

I. — Crédits supplémentaires

Article 1^{er}. — Il est ouvert pour être rattachés au titre I^{er}, dépenses ordinaires, du budget du Ministère de la Défense Nationale de l'année budgétaire 1974, à l'effet de couvrir des dépenses de l'année budgétaire 1974, des crédits supplémentaires (...) s'élevant à 1.674.808.000 francs pour la partie I, Ministère de la Défense nationale, et 21.915.000 francs pour la partie II, dépenses de Cabinet du Ministre des Affaires bruxelloises et des Secrétaires d'Etat qui lui sont adjoints.

Art. 2. — Il est ouvert pour être rattachés au titre II, dépenses extraordinaires, du budget du Ministère de la Défense nationale de l'année budgétaire 1974, à l'effet de couvrir des dépenses de l'année budgétaire 1974, des crédits supplémentaires (...) s'élevant à 1.220.000.000 francs pour les engagements et à 79.000.000 francs pour les ordonnancements.

II. — Réductions

Art. 4. — Les crédits inscrits au titre II, dépenses extraordinaires, du budget du Ministère de la Défense nationale de l'année budgétaire 1974 (...) sont réduits à concurrence de 220.000.000 francs en ce qui concerne les engagements et de 79.000.000 francs en ce qui concerne les ordonnancements.

Arrêté royal du 13 juin 1975 et arrêté ministériel du 16 juin 1975

relatifs à l'émission de l'emprunt 8,25 p.c. 1975-1983 du Fonds des Routes (Moniteur des 17 et 18 juin 1975, p. 7638 et p. 7703.)

Article 1^{er}. — Le Fonds des Routes est autorisé à émettre aux conditions déterminées ci-après, un emprunt intérieur, dénommé « Emprunt 8,25 p.c. 1975-1983 ».

Les obligations portent intérêt au taux de 8,25 p.c. l'an à partir du 9 juillet 1975.

Les intérêts sont payables le 9 juillet des années 1976 à 1983. Des obligations au porteur munies de sept coupons d'intérêt pour les échéances du 9 juillet des années 1976 à 1982, l'intérêt de la dernière année étant payable sur présentation de l'obligation, seront délivrées aux souscripteurs au plus tard le 29 août 1975.

Art. 4. — L'emprunt est amortissable à partir de la deuxième année suivant les modalités ci-après.

Une dotation annuelle de 5 p.c. du capital nominal émis prenant cours le 9 juillet 1976 et augmentée chaque année des intérêts des capitaux amortis est, selon un étalement annuel normal, si nécessaire adapté à l'état du marché, affectée au rachat des obligations à des cours ne dépassant pas le pair de la valeur nominale.

Si le cours dépasse le pair, notre Ministre des Finances peut déterminer sous quelles conditions l'amortissement par rachat peut éventuellement être poursuivi.

La partie non utilisée des dotations d'amortissement n'est pas reportée.

Les obligations restant en circulation le 9 juillet 1983 sont remboursables à cette date au pair de leur valeur nominale.

Les dotations d'amortissement de cet emprunt pourront être confondues avec celles d'autres emprunts portant le même taux d'intérêt et remboursables au pair, à la même échéance et selon les mêmes modalités d'amortissement.

Art. 5. — Le paiement des coupons et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

Art. 8. — La souscription publique aux obligations de cet emprunt sera ouverte le 23 juin 1975; elle sera close le 8 juillet 1975. Il pourra toutefois être mis fin à la souscription avant cette dernière date.

Art. 11. — Il est alloué une commission de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention aux banques, agents de change et caisses d'épargne privées visés à l'article 8, ainsi qu'aux établissements financiers du secteur public.

Une commission de 1 p.c. peut être allouée aux investisseurs institutionnels.

.....

*

**

Article 1^{er}. — Le prix d'émission des obligations de l'emprunt 8,25 p.c. 1975-1983 du Fonds des Routes est fixé au pair de leur valeur nominale.

.....

Loi du 29 juin 1975

apportant temporairement des aménagements fiscaux en vue de favoriser les investissements complémentaires (Moniteur du 1^{er} juillet 1975, p. 8214). (Voir texte rubrique 1.)

4. — AGRICULTURE

Arrêté royal du 28 mars 1975

relatif au recouvrement des garanties exécutées par le Fonds d'Investissement Agricole (Moniteur du 26 juillet 1975, p. 9238). (Voir aussi rubrique 2.)

Loi du 3 juin 1975

modifiant la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture (Moniteur du 26 juin 1975, p. 8069).

Loi du 12 juin 1975

complétant les dispositions de la section 3 du chapitre II du livre III, titre VIII du Code civil, relatif au bail à ferme (Moniteur du 19 juillet 1975, p. 8999).

6. — TRAVAIL

Loi du 12 mai 1975

portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises (Moniteur du 6 juin 1975, p. 7215). (Voir aussi rubrique 11.)

7. — COMMERCE INTERIEUR

Arrêté royal du 14 avril 1975

relatif aux titres visés à l'article 38, 1 à 3, de la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques du commerce (Moniteur du 19 juillet 1975, p. 7763).

Loi du 29 juin 1975

relative aux implantations commerciales (Moniteur du 1^{er} juillet 1975, p. 8215).

8. — COMMERCE EXTERIEUR

Loi du 23 mai 1975

portant divers amendements au statut organique de l'Office National du Ducroire (Moniteur du 5 juin 1975, p. 7151). (Voir texte rubrique 2.)

Loi du 23 juin 1975

modifiant l'arrêté royal n° 51 du 24 octobre 1967 autorisant le Ministre qui a les relations commerciales extérieures dans ses attributions à apporter le concours de l'Etat à la réalisation d'exportations de biens d'équipement belge (Moniteur du 25 juillet 1975, p. 9135).

.....

Article 1^{er}. — Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal n° 51 du 24 octobre 1967 autorisant le Ministre qui a les relations commerciales extérieures dans ses attributions à apporter le concours de l'Etat à la réalisation d'exportations de biens d'équipement belge, les mots « à l'exception des pays membres de la Communauté européenne » sont supprimés.

Art. 2. — Dans le texte néerlandais de l'article 2 dudit arrêté royal n° 51, les mots « Comité voor de medewerking aan de uitvoer van Belgische uitrustingsgoederen » sont remplacés par les mots « Comité voor de promotie van de export van Belgische uitrustingsgoederen ».

.....

10. — PRIX ET SALAIRES

Arrêté ministériel du 4 juin 1975

réglementant les prix des viandes bovines et porcines (Moniteur du 6 juin 1975, p. 7228).

Arrêté ministériel du 3 juillet 1975

modifiant l'arrêté ministériel du 5 mai 1975 bloquant les prix (Moniteur du 5 juillet 1975, p. 8479).

.....
Article 1^{er}. — Compte tenu des dispositions ci-après, l'arrêté ministériel du 5 mai 1975 bloquant les prix est maintenu en vigueur après le 6 juillet 1975 jusqu'au 30 septembre 1975.

Art. 2. — Le Ministre des Affaires économiques peut accorder des dérogations au blocage des prix :

1^o suite aux déclarations de hausse de prix sur lesquelles un accord total ou partiel avait été communiqué à l'entreprise avant le 30 avril 1975 mais que celle-ci n'avait pas encore appliqué à la date du 30 avril 1975;

2^o suite aux déclarations de hausse introduites avant le 7 mai 1975 et qui avaient déjà fait l'objet d'un avis de la Commission pour la Régulation des Prix ou du Comité permanent;

3^o suite aux déclarations de hausse introduites avant le 7 mai 1975 pour autant que les entreprises introduisent une demande de dérogation adressée au Service des Prix, 24-26, rue De Mot, à 1040 Bruxelles, en actualisant éventuellement les justifications;

4^o suite aux demandes de dérogation introduites au Service des Prix après l'entrée en vigueur du présent arrêté et contenant les renseignements et justifications prévus dans la réglementation relative à la déclaration des hausses de prix en vigueur avant le blocage des prix.

Dans les cas 3 et 4 ci-avant, le Ministre des Affaires économiques se prononce sur la demande de dérogation après consultation de la Commission pour la Régulation des Prix ou le Comité permanent.

Art. 3. — Lorsque les producteurs ou importateurs reçoivent l'autorisation d'augmenter leurs prix de vente en application du présent arrêté, les distributeurs peuvent appliquer une hausse de prix correspondante, pour autant que la marge commerciale en pourcentage ne soit pas supérieure à la marge commerciale antérieure.

En cas de baisse de leurs prix d'achat, les distributeurs ne peuvent appliquer un prix de vente qui leur laisse une marge commerciale en pourcentage supérieure à la marge commerciale antérieure.

Art. 4. — L'entreprise ayant obtenu du Ministère des Affaires économiques une dérogation au blocage de prix en application du présent arrêté est tenu de notifier par écrit au Service des Prix, cinq jours ouvrables avant leur application, les prix qu'elle appliquera sur base de cette dérogation.

Art. 5. — les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux dispositions des chapitres II et III de la loi sur la réglementation économique et les prix, telle qu'elle résulte de la loi du 30 juillet 1971 modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.

.....
**11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX
DIVERS**

Arrêté royal du 7 mai 1975

rendant obligatoire la convention collective de travail conclue le 26 mars 1975 au sein du Conseil National du Travail, concernant l'intervention financière des employeurs dans le prix de transport des travailleurs (Moniteur du 5 juin 1975, p. 7158).

Loi du 12 mai 1975

portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises (Moniteur du 6 juin 1975, p. 7215). (Voir aussi rubrique 6.)

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Décision du Conseil du 16 juin 1975 (75/361/C.E.E.)

portant adaptation des orientations de la politique économique pour 1975 (Journal officiel du 25 juin 1975, n° L 162, p. 13).

Décision de la Commission du 17 juin 1975 (75/397/C.E.E.)

concernant les aides accordées par le gouvernement belge en application de la loi belge du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles (Journal officiel du 8 juillet 1975, n° L 177, p. 13).

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin de juin 1975. Les ouvrages et articles retenus sont classés par sujets selon le plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974.

L'abonné qui le désire peut obtenir cette version sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont, 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan peut être consultée à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

**

DE CLERCQ, W.

Le Trésor, éternel solliciteur, sollicité.

Bruxelles, Société Royale d'Economie Politique de Belgique, Conférences, n° 384, février 1975, 31 p.

WUNSCH, G.

La démographie du troisième âge.

(In : Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, n° 2, avril 1975, pp. 123-133.)

BELG. 131 A

08 - 92

321.2 - 331.31 - 333.100.
333.139.2 - 338.731.1 - 338.31

PIRENNE, J.

Mémoires et notes politiques.

Verviers, André Gérard, 1975, 461 p.

VAN ROMPUY, V.

Organisatie van de sectorpolitiek in België.

(In : Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 2, april 1975, blz. 111-126.)

BELG. 64 B

201. - 338.8 - 330.580.

330.3 - 658.40

HOEFNAGELS, H. e.a.

De toekomst staat op het spel; beschouwingen over het problematische karakter van de huidige maatschappij.

Antwerpen, De Nederlandsche Boekhandel, 1975, 197 blz.

DEKEYSER-MEULDERS, D.

Modèles utilisés en Belgique par les entreprises.

(In : Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 66, 2^e trimestre 1975, pp. 173-190.)

BELG. 44 E

311.80 - 311.90

330.3 - 331.030. - 331.31
334.150.

PUYLAERT, L.

Aspekten van de Vlaamse economie : Bevolking.

Antwerpen, Vlaams Economisch Verbond, Studiedienst, 1974, 69 blz.

DRAMAIS, A.

DESMOS III. Neuf modèles nationaux liés pour l'étude de la diffusion des fluctuations conjoncturelles et des effets des mesures de politique économique entre les pays membres du Marché Commun.

(In : Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 66, 2^e trimestre 1975, pp. 201-259.)

BELG. 44 E

331.01 - 330.580.

331.100. - 327.2 - 339.113.
382.50

ALBERT, M. et FERNIOT, J.

Les vaches maigres.

Paris, Gallimard, 1975, 259 p.

WOODRUFF, W.

America's Impact on the World : a Study of the Role of the United States in the World Economy, 1750-1970.

London, Macmillan, 1975, XV+296 p.

331.030. - 382.257. - 331.01
333.841. - 331.060.

332.11 - 347.754.

VERENIGING VOOR ECONOMIE.

Conjunctuurtheorie en conjunctuurpolitiek; referaten.
(12^{de} Vlaams Wetenschappelijk Economisch Congres,
Gent, 11 en 12 april 1975.)

(Rijksuniversiteit te Gent, werken uitgegeven door de
Faculteit van de Economische Wetenschappen, 6.)

Gent, Rijksuniversiteit te Gent, 1975, XV+647 blz.

FEDERATION DES ENTREPRISES DE BELGIQUE.

La concertation sociale au niveau interprofessionnel;
recueil des déclarations, résolutions, conventions col-
lectives et accords interprofessionnels, 1936-1974.

Bruxelles, Edit. de la F.E.B., 1974, 418 p.

331.04 - 338.43

332.18 - 332.821. - 658.332.

de BRABANDER, G.L.

Regionaal-sectoriële structuren, locationele voordelen
en groeiverschillen in België (1966-1971.)

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n^o 2,*
april 1975, blz. 127-144.)

BELG. 64 B

STEYAERT, J.

Ondernemingsraad, Comité voor veiligheid, gezond-
heid en verfraaiing van de werkplaatsen.

(Algemene Practische Rechtsverzameling.)

Gent, *Story-Scientia*, 1975, XVI+163 blz.

331.061. - 338.043.

332.18 - 338.040. - 658.40
658.30

ELGOZY, G.

Le bluff du futur; demain n'aura pas lieu.

Paris, Calmann Lévy, 1974, 250 p.

VLAAMS EKONOMISCH VERBOND.

De economische en financiële inlichtingen te verstrek-
ken aan de ondernemingsraden.

(Handleiding samengesteld onder eindredactie van M.
Vander Linden.)

Antwerpen, V.E.V., 1974, 49 blz.

LEROY, R.

Le salaire ou le prix de l'âge.

(In : Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, n° 2, avril 1975, pp. 147-159.)

BELG. 131 A

BOSSCHER, A.

L'évolution récente des régimes de pension pour travailleurs salariés dans les pays de la Communauté européenne.

(In : Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, n° 4, avril 1975, pp. 314-327.)

BELG. 141

332.811.

332.832. - 363.43

DEWAEL, H.

De variabele werktijden.

(In : Revue de Droit Social, Brussel, n° 3, 1975, blz. 137-154.)

PERRIN, G.

Physionomie et tendances des régimes de pensions de vieillesse dans les pays industrialisés.

(In : Revue Belge de Sécurité Sociale, Bruxelles, n° 4, avril 1975, pp. 328-373.)

BELG. 141

332.811.

332.87

MELANGE, D.

L'horaire variable.

(In : Fabrimetal, Bruxelles, 5 mai 1975, pp. 22-25.)

BELG. 69

GENNEN, J.

Le statut syndical dans les services publics.

(In : Journal des Tribunaux du Travail, Bruxelles, n° 103, 15 mai 1975, pp. 129-136.)

332.811.

333.100. - 654.

WADE, M.

Flexible Working Hours in Practice.

Epping (Essex), Gower Press, 1973, 112 p.

BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS.

Security and Reliability in Electronic Systems for Payments.

Basle, Bank for International Settlements, 1975, I+55 p.

333.100.

333.130. - 333.841. - 657.33
658.44

SCHWIMANN, H.

Le transfert électronique : vers la suppression de la monnaie de papier.

(In : *Zéro-Un-Informatique*, Paris, n° 87, avril 1975, pp. 31-38.)

FR. 63

CENTRE D'ETUDES BANCAIRES ET FINANCIERES.

L'inflation et la sincérité des bilans.

(Exposés faits au cours de la journée d'étude organisée le 11 décembre 1974 au Palais des Congrès, à Bruxelles, par le Centre d'Etudes Bancaires et Financières et le Centre Belge de Normalisation de la Comptabilité et du Revisorat.)

Bruxelles, C.E.B.F., *Cahiers des conférences*, n° 246, mai 1975, 56 p.

333.106. - 333.108.

333.130. - 333.102. - 333.103.

EUROPEAN FINANCIAL MARKETING ASSOCIATION.

L'analyse des coûts dans les banques.

Paris, EFMA, 1974, XXV+337 p.

DE VEUSSER, D.

Internationalisatie van het bankwezen.

Brussel, Studiecentrum voor Bank- en Financiewezen, *Voor- drachtenboekjes*, n° 244, april 1975, 28 blz.

333.113. - 338.43

333.130. - 333.451.0 - 333.825.
333.451.6 - 333.451.3

DESTREE, U.

Pouvoirs et moyens financiers de la S.D.R.W.

(In : *Bulletin de la Fondation André Renard*, Liège, n° 57-58, avril-mai 1975, pp. 15-22.)

BELG. 17

LEVY, J.

Le marché des changes; quelques aspectsthéoriques et pratiques.

Bruxelles, Centre d'Etudes Bancaires et Financières, *Cahiers des conférences*, n° 248, juin 1975, 28 p.

333.130.1 - 333.139.2 - 333.101.

333.130. - 333.432.8 - 333.481.
333.451.6

CARSON, I.

Banque de Bruxelles Affair Dwarfs Reform.

(In : *The Banker*, London, No. 591, May 1975, pp. 562-565.)

G.B. 3

MERTENS de WILMARS, J.

Aspects politiques de la réforme du système monétaire international.

Bruxelles, Centre d'Etudes Bancaires et Financières, *Cahiers des conférences*, n° 245, avril 1975, 24 p.

333.130 - 382.36 - 336.837.
339.113. - 368.611. - 368.612.

333.401. - 333.428. - 333.451.1
333.453.

NEUMAN, H.

La promotion des échanges extérieurs par les prêts et par les investissements à l'étranger.

Bruxelles, Centre d'Etudes Bancaires et Financières, Cahiers des conférences, n° 247, mai 1975, 25 p.

SWOBODA, A.K.

Gold, Dollars, Euro-dollars and the World Money Stock; a Simplified Model of Money Supply Determination and Reserve Distribution under Fixed Exchange Rates.

Lausanne, Graduate Institute of International Studies, 1974, 24 + IV p.

333.130. - 347.720.1 - 382.242.2
333.451.0

333.423. - 333.432.7 - 333.452.1
382.257.

PLASSCHAERT, S.

Multinationale ondernemingen en wisselmarkten.

Brussel, Studiecentrum voor Bank- en Financiewezen, Voor- drachtenboekjes, n° 243, april 1975, 28 blz.

PEETERS, W.

Een nieuwe toekomst voor de goud-sage ?

(In : Revue de la Banque, Brussel, n° 3, mei 1975, blz. 189-199.)

BELG. 134

333.138.1

333.423. - 333.432.7 - 382.257.

Les fonds communs de placement.

(In : Bulletin Financier - Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 19, 23 mai 1975, pp. 1-3.)

BELG. 34 A

SMETS, F.A.

Réflexions sur l'or-métal; Perspectives de réforme du système monétaire international.

(In : Revue de la Banque, Bruxelles, n° 3, mai 1975, pp. 173-186.)

BELG. 134

333.164. - 338.341.1

333.432.7 - 333.451.6 - 334.152.
382.257.

LINTJER, J.

De Wereldbank op nieuwe paden. (I)

(In : Economisch Statistische Berichten, Rotterdam, n° 3001, 14 mei 1975, blz. 448-452.)

NED. 10

BERNHOLZ, P.

Währungskrisen und Währungsordnung.

Hamburg, Hoffmann und Campe, 1974, 160 S.

DE LAUBIER, D.

Les relations financières internationales; mécanismes, idéologies et rapports de forces.
(Initiation économique.)

Paris, Edit. Economie et Humanisme, 1975, 334 p.

PAYER, Ch.

The Debt Trap : the IMF and the Third World.
Harmondsworth, Penguin Books, 1974, XIII+251 p.

333.432.8 - 333.451.6 - 333.453.

333.432.8

DIAZ-ALEJANDRO, C. F.

Less Developed Countries and the Post-1971 International Financial System.

(Essays in International Finance, 108.)

Princeton (N.J.), Princeton University, 1975, 33 p.

SACCOMANNI, F.

L'evoluzione dei meccanismi finanziari del Fondo Monetario Internazionale : dagli « stand-by » alla « oil facility » e oltre.

(In : *Bancaria, Roma, N. 4, Aprile 1975, pp. 402-413.*)

ITAL. 16

333.432.8

333.451.6

GOLD, J.

The Bretton Woods Agreement of July 22, 1944 in the Courts. Part IV.

(In : « *Rabels Zeitschrift für ausländisches und internationales Privatrecht* », 38. Jahrgang, Heft 4, 1974, S. 683-719.)

Tübingen, Mohr, 1974, S. 683-719.

BOURGUINAT, H.

L'an III des changes flottants. Un premier bilan ambigu.

(In : *Banque, Paris, n° 340, mai 1975, pp. 455-460.*)

FR. 6

333.432.8

333.451.6 - 333.432.8 - 382.257.

OSAGIE, E.

A Reorganization Plan of the International Monetary Fund : A Comment and Further Suggestion.

(In : *Economia Internazionale, Genova, N. 3-4, Agosto-Novembre 1974, p. 538-545.*)

ITAL. 10

MIKESELL, R.F. and GOLDSTEIN, H.N.

Rules for a Floating-rate Regime.

(Essays in International Finance, 109.)

Princeton (N.J.), Princeton University, 1975, 28 p.

333.451.7 - 333.451.2

333.453. - 334.152. - 335.820.

BANQUE DE BRUXELLES.

Risque de change et moyens de couverture à court terme.

Bruxelles, Banque de Bruxelles, 1974, 10 p.

LITTLE, J.S.

The Impact of the Euro-dollar Market on the Effectiveness of Monetary Policy in the United States and Abroad.

(In : New England Economic Review, Boston, March-April 1975, pp. 3-19.)

USA. 34 A

333.452.1

333.453. - 334.152. - 338.731.1
382.242.0

MARTINI, J.-Cl.

Le marché de l'or.

(In : Banque, Paris, n° 340, mai 1975, pp. 510-512.)

FR. 6

YASSUKOVICH, S. M.

Oil and Money Flows : the Problems of Recycling.

London, Financial Times, 1975, 95 p.

333.453. - 334.152.

333.481. - 333.844. - 333.432.7
382.21 - 333.432.8 - 333.451.6
333.451.5

AUBANEL, G.

Les mécanismes des Euro-marchés.

(In : Bulletin Trimestriel de la Banque de France, Paris, n° 15, mai 1975, pp. 33-46.)

FR. 6 A

KOSCIUSKO-MORIZET, J. et PEYRELEVADE, J.

La mort du dollar.

Paris, Edit. du Seuil, 1975, 237 p.

333.453. - 334.152. - 382.242.0

333.481. - 333.432.8 - 382.257.
333.453. - 333.451.6 - 333.451.2
334.152.

d'IVANGIN, D.

Pétro-dollars : premier bilan.

(In : Banque, Paris, n° 340, mai 1975, pp. 461-465.)

FR. 6

OORT, C. J. e.a.

Vers un ordre monétaire international.

(Fédération des Associations des banquiers japonais, Tokyo, vendredi 11 octobre 1974.)

Tokyo, Fondation Per Jacobsson, 1975, 131 p.

GANNAGE, E.

Marché des capitaux et développement.

(In : Mondes en Développement, Paris, n° 8, 1974, pp. 47-71.)

FR. 42

L'évolution des taux d'intérêt.

(In : Bulletin Financier - Banque de Bruxelles, Bruxelles, n° 18, 16 mai 1975, pp. 1-2.)

BELG. 34 A

333.731. - 333.735. - 333.771.3
333.131.32 - 333.721. - 333.733.

333.841.

Le guide pratique du crédit.

Bruxelles, Edit. de l'Association des Consommateurs, 1974, 167 p.

BARRE, R.

L'inflation en Europe : exposé introductif.

(In : Aussenwirtschaft, St Gallen, Nr 1, März 1975, S. 36-43.)

SUISSE 1

333.733. - 333.112.3

333.841.

Le crédit à l'habitation en Belgique.

(In : Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 21, 23 mai 1975, pp. 1-4+9.)

BELG. 33

COPPE, A.

Inflatie.

Antwerpen, Standaard Uitgeverij, 1974, 192 blz.

333.81

333.841. - 333.482. - 347.446.1

GUT, R. E.

L'avenir des marchés financiers internationaux.

(In : Crédit Suisse - Bulletin, Zurich, avril-mai 1975, pp. 14-18.)

SUISSE 8

FRIEDMAN, M. a.o.

Indexing and Inflation. (An AEI Round Table held on 17th July 1974.)

Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1974, 56 p.

333.841 - 306.111.

333.841. - 333.451.1 - 382.51
380.22

GENBERG, H.

The Concept and Measurement of the World Price Level and Rate of Inflation.

(National Economic Policy and the International Monetary System.)

Lausanne, Graduate Institute of International Studies, 1974, 37 p.

UREEL, J.-P.

Het effect van pariteitswijzigingen op handelsbalans en inflatie in een oligopolistisch kader.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 2, april 1975, blz. 197-220.*)

BELG. 64 B

333.841.

333.841. - 334.152.

The Phenomenon of Worldwide Inflation.

Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1975, 218 p.

VAN DEN BEMPT, P.

La Communauté Européenne face à l'inflation.

(In : *Aussenwirtschaft, St Gallen, Nr 1, März 1975, S. 44-54.*)

SUISSE 1

333.841. - 333.820. - 333.846.0

334.150.

ROCARD, M. et GALLUS, J.

L'inflation au cœur.

Paris, Gallimard, 1975, 256 p.

BOLEAT, M.

Integration and Harmonization in Europe.

(In : *National Westminster Bank - Quarterly Review, London, May 1975, pp. 6-19.*)

G.B. 61

333.841.

334.150.

SOCIETE GENERALE DE BELGIQUE.

L'inflation : un labyrinthe sans issue ?

Bruxelles, Société Générale de Belgique, 1974, 32 p.

Britain in Europe : More than a Customs Union and for Better, not Worse.

(In : *Barclays Review, London, No. 2, May 1975, pp. 29-31.*)

G.B. 6

BROUWERS, G.

De economische en monetaire unie; kritische analyse van het verleden en lessen voor de toekomst.

(In : *Maandschrift Economie, Tilburg, n° 7, april 1975, blz. 321-339.*)

NED. 5

The European Community and Social Progress - The Birth of a Positive Policy.

(In : *Barclays Review, London, No. 2, May 1975, pp. 35-38.*)

G.B. 6

334.150. - 338.43 - 341.242.

334.152. - 334.150. - 333.451.6

93

INSTITUT D'ETUDES JURIDIQUES EUROPEENNES.

L'Europe et ses régions.

(Actes du 7^e Colloque sur les Communautés européennes organisé à Liège les 7, 8 et 9 novembre 1974.)

Liège, Faculté de Droit de l'Université de Liège, 1975, 373 p.

ANSIAUX, H. et DESSART, M.

Dossier pour l'histoire de l'Europe monétaire, 1958-1973.

Bruxelles, Vander, 1975, VII+173 p.

334.150.

334.152

LECERF, J.

Histoire de l'unité européenne.

Paris, Gallimard, 1965-1975, 2 vol., 382-404 p.

BACHMANN, H.

Reflexions on the Technical Aspects of a Common European Currency Concomitant with the Present National Currencies.

(In : *Aussenwirtschaft, St. Gallen, Nr 1, März 1975, S. 79-86.*)

SUISSE 1

334.150.

334.152.

Organigramme de la Commission des Communautés européennes.

(In : *Bulletin des Communautés Européennes, Bruxelles, supplément hors série, avril 1975, 80 p.*)

CEE. 1 A

Les Bourses et l'évolution conjoncturelle dans le Marché Commun.

(In : *Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 67, mars 1975, pp. 57-70.*)

FR. 50 B

LEYGUES, J.-C.

Le concours financier à moyen terme, première application en faveur de l'Italie.

(In : *Revue du Marché Commun, Paris, n° 184, avril 1975, pp. 153-157.*)

FR. 58

ISAAC, G.

Les principes fondamentaux du système budgétaire des Communautés européennes.

(In : *Notes et Etudes Documentaires, Paris, n° 4184-4185, 30 avril 1975, pp. 35-62.*)

FR. 51 F

334.152.

334.153.

PEN, J.

De Eurodaalder : een realistisch perspectief ?

(In : *Economisch Statistische Berichten, Rotterdam, n° 3002, 21 mei 1975, blz. 476-479.*)

NED. 10

SIMONET, H.

Tax Harmonization and the Economic and Monetary Union.

(In : *Intertax, Deventer, No. 2, March-April 1975, pp. 40-46.*)

C.E.E. 14

334.152. - 333.432.7 - 382.257.
333.431.9

334.154.

TRIFFIN, R.

The Community and the Disruption of the World Monetary System.

(In : *Banca Nazionale del Lavoro - Quarterly Review, Roma, N. 112, Marzo 1975, pp. 3-35.*)

ITAL. 4

CLERC, F.

Seize ans de Marché commun agricole.

(In : *Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 67, mars 1975, pp. 7-10.*)

FR. 50 B

334.152. - 341.242. - 333.432.7

334.154.

VAN GERVEN, W.

Het economisch recht van de lid-staten van de Europese Gemeenschappen in een economische en mone-taire unie.

(In : *S.E.W.-Tijdschrift voor Europees en Economisch Recht, Gent, n° 5, mei 1975, blz. 295-307.*)

Commun Agricultural Policy - Were Britain's Misgi-ving Unfounded ?

(In : *Barclays Review, London, No. 2, May 1975, pp. 32-34.*)

G.B. 6

334.157.

336.32 - 336.61

FOCSANEANU, L.

La jurisprudence de la cour de justice des Communautés européennes en matière de concurrence.

(In : *Revue du Marché Commun, Paris, n° 184, avril 1975, pp. 158-162.*)

FR. 58

DE CLERCQ, W.

Le Trésor éternel solliciteur sollicité.

(Conférence donnée le 11 février 1975 à la Société Royale d'Economie politique.)

(In : *Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, mai 1975, pp. 3-22.*)

BELG. 99

334.157.

336.41 - 334.153.

NUNZIANTE, G.C.

La politique communautaire de contrôle des prix et des marchés.

(In : *Les Problèmes de l'Europe, Paris, n° 67, mars 1975, pp. 11-18.*)

FR. 50 B

MOLINIER, J.

Les principes fondamentaux des systèmes budgétaires des Etats membres des Communautés européennes.

(In : *Notes et Etudes Documentaires, Paris, n° 4184-4185, 30 avril 1975, pp. 9-34.*)

FR. 51 F

336.214. - 347.720.1

336.451.

KIRKPATRICK, J.

Le régime fiscal des entreprises multinationales en Belgique.

(In : *Journal de Droit Fiscal, Bruxelles, juillet-août 1974, pp. 5-30.*)

RENIERS, J.

Le budget des Voies et Moyens.

(In : *Bulletin des Contributions, Bruxelles, numéro spécial, mai 1975, pp. 126-132.*)

BELG. 28

336.225.- 336.214. - 333.101.

336.50

PARDON, J.

L'application de la T.V.A. aux opérations bancaires en Belgique.

(In : *Banque, Paris, n° 340, mai 1975, pp. 517-520.*)

FR. 6

de BARSY, E.G.

Budgets et comptes des autorités publiques. Où en sommes-nous ?

(In : *Crédit Communal de Belgique, Bruxelles, n° 112, avril 1975, pp. 61-70.*)

BELG. 61 A

338.012.

338.043.

MEDINA, E.

Consommations d'énergie, essai de comparaisons internationales.

(In : *Economie et Statistique, Paris, n° 66, avril 1975, pp. 3-21.*)

FR. 33 A

Les ordinateurs dans le secteur public.

(In : *Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., Bruxelles, n° 683-684, 23 mai 1975, 55 p.*)

BELG. 28 E

338.012.

338.043. - 382.36 - 658.40

Rapport du Colloque-CEPESS : « Politique énergétique globale ».

(In : *Documents-CEPESS, Bruxelles, n° 2-3, 1975, 154 p.*)

BELG. 149 B

VLAAMS EKONOMISCH VERBOND.

V.E.V Kongres 1975. Naar een kwalitatief ondernemingsbeleid voor Vlaanderen.

Antwerpen, V.E.V., 1975, 143 blz.

338.013.

338.046.2

RAY, G.F.

Le marché des matières premières au printemps 1975.

(In : *SEDEIS-Chroniques d'Actualité, Paris, n° 8, 30 avril 1975, pp. 221-232.*)

FR. 10 B

Les petites et moyennes entreprises à la conquête de marchés étrangers.

(In : *Bulletin de la Fédération des Entreprises de Belgique, Bruxelles, supplément au n° 14, 10 mai 1975, 63 p.*)

BELG. 32

338.040.

338.047.

TINDEMANS, L.

« L'entrepreneur d'aujourd'hui ».

(In : *L'Entreprise et l'Homme, Bruxelles, n° 5, mai 1975, pp. 239-249.*)

BELG. 39

BIRON, A.

L'autonomie des structures de conception des projets industriels publics.

(In : *Bulletin de la Fondation André Renard, Liège, n° 57-58, mai-juin 1975, pp. 27-28.*)

BELG. 17

338.047.

338.340.

FRAEYS, W.

Le financement de l'initiative industrielle publique.

(In : Bulletin de la Fondation André Renard, Liège, n° 57-58, avril-mai 1975, pp. 23-25.)

BELG. 17

SCHNEIDER, H.

Objectifs nationaux et évaluation des projets dans les pays en voie de développement.

(Etudes du Centre de Développement.)

Paris, Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 1975, 119 p.

338.047.

338.43 - 330.581.

PAUWELS, J.-P.

L'initiative industrielle publique en économie de concurrence.

(In : Bulletin de la Fondation André Renard, Liège, n° 57-58, avril-mai 1975, pp. 7-13.)

BELG. 17

GEWESTELIJKE ECONOMISCHE RAAD VOOR VLAANDEREN.

Advies over de regionale opties voor Vlaanderen in het kader van het Plan 1976-1980.

(G.E.R.V. Berichten, 5.)

Antwerpen, G.E.R.V., 1974, 156 blz.

338.047.

338.43

VANDENBOSCH, J.

Fonctions instrumentales de l'entreprise publique.

(In : Bulletin de la Fondation André Renard, Liège, n° 57-58, mai-juin 1975, pp. 29-33.)

BELG. 17

MASSART-PIERARD, Fr.

Pour une doctrine de la région en Europe; régionalisation et régionalisme.

(Université Catholique de Louvain, Centre d'Etudes européennes.)

Bruxelles, Bruylant, 1974, 160 p.

338.048. - 658.47 - 347.720.1

338.43 - 334.150.

ADLER, M. and DUMAS, M.

Optimal International Acquisitions.

(In : The Journal of Finance, New York, No. 1, March 1975, pp. 1-19.)

USA 48

ROMUS, P.

La création du Fonds européen de développement régional : début de la politique régionale européenne ?

(In : Revue du Marché Commun, Paris, n° 184, avril 1975, pp. 149-152.)

FR. 58

TORDEURS, L.

Une action régionale pour changer la Wallonie :
l'initiative industrielle publique.

(In : *Bulletin de la Fondation André Renard, Liège*,
n° 57-58, mai-juin 1975, pp. 35-48.)

BELG. 17

SARKIS, N.

Le pétrole à l'heure arabe.

Paris, Stock, 1975, 336 p.

338.721.

338.731.1

THONON, A.

Croissance de la productivité et progrès économique.
Le cas de l'agriculture belge 1953-1972.

(In : *Revue de l'Agriculture, Bruxelles*, n° 2, mars-avril
1975, pp. 249-283.)

BELG. 132

STOFFAËS, Chr.

Réflexions sur le prix des bruts pétroliers. La logique
économique du prix plancher (I).

(In : *SEDEIS-Chroniques d'Actualité, Paris*, n° 10, 31 mai
1975, pp. 250-257.)

FR. 10 B

338.731.1 - 330.23 - 333.432.9

338.731.1

BERBEN, M.G.M.

Koppeling van de olieprijsen aan de SDR of aan een
andere valutacocktail.

(In : *Economisch Statistische Berichten, Rotterdam*, n° 3001,
14 mei 1975, blz. 460-461.)

NED. 10

STOFFAËS, Chr.

Réflexions sur le prix des bruts pétroliers. La logique
économique du prix plancher (II).

(In : *SEDEIS-Chroniques d'Actualité, Paris*, n° 11, 15 juin
1975, pp. 291-308.)

FR. 10 B

338.731.1 - 338.754.233. - 338.012.

338.751.20

PILE, G. et CUBERTAFOND, A.

Pétrole : le vrai dossier.

Paris, Presses de la Cité, 1975, 241 p.

L'industrie belge des métaux non ferreux.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles*,
n° 20, 16 mai 1975, pp. 1-5.)

BELG. 33

Morphologie des groupes et entreprises de presse (III).

(In : *Courrier Hebdomadaire du C.R.I.S.P., Bruxelles*, n° 682, 9 mai 1975, 30 p.)

BELG. 28 E

International Control of Investment; the Dusseldorf Conference on Multinational Corporations.

New York, Praeger Publishers, 1974, XXII+281 p.

338.8

GRAY, J. et CARRIERE, D.

Les misères de l'abondance : 7 questions sur la croissance.

Paris, Edit. Entente, 1975, 245 p.

339.12 - 339.20 - 332.26

LECAILLON, J. et GERMIDIS, D.

Part des salaires dans le revenu national et développement économique.

(In : *Revue Internationale du Travail, Genève*, n° 5, mai 1975, pp. 427-445.)

B.I.T. 10

339.110. - 339.111. - 339.112.0
339.12

GOLDSMITH, R.W. et FRIJDAL, A.C.

Le bilan national de la Belgique de 1948 à 1971.

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles*, n° 66, 2^e trimestre 1975, pp. 191-199.)

BELG. 44 E

339.21 - 333.84 - 332.27

MARTENS, B.

Inkomensverdeling, inflatie en loonbeheersing.

(In : *De Gids op Maatschappelijk Gebied, Brussel*, n° 5, mei 1975, blz. 353-366.)

BELG. 71

339.112.12

CASTRO, W.

Le logement des personnes âgées.

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles*, n° 2, avril 1975, pp. 189-196.)

BELG. 131 A

339.21 - 311.94 - 332.832.

MERTENS, J.

La politique des revenus des personnes âgées.

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles*, n° 2, avril 1975, pp. 135-145.)

BELG. 131 A

339.312.4 - 336.026. - 332.632.1
351.720.

347.720.1

SCHMITZ, N. et RATO, H.

Pour une coordination de l'offre et de la demande en matière de construction routière.

(In : *Cahiers Economiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 66, 2^e trimestre 1975, pp. 261-294.*)

BELG. 44

ESSO BELGIUM.

Les sociétés multinationales.

Antwerpen, Esso Belgium, 1975, 23 p.

339.325.5 - 311.94

347.720.1

SACREZ, A.

Les personnes âgées : consommation médicale et organisation sanitaire.

(In : *Reflets et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, n° 2, avril 1975, pp. 177-187.*)

BELG. 131 A

PHATAK, A.V.

Managing Multinational Corporations.

New York, Praeger Publishers, 1974, XXI+337 p.

341.231.

347.728.8 - 657.45 - 347.718.
347.720.43

DE VOS, P.

La décolonisation; les événements du Congo de 1959 à 1967.

(Les grands dossiers de la R.T.B.)

Bruxelles, Edit. A.B.C., 1975, 306 p.

MICHELSEN, F.

De financiële verslaggeving van de ondernemingen. De in het vooruitzicht gestelde wettelijke hervormingen inzake jaarrekeningen en revisoraat.

(In : *Economisch en Sociaal Tijdschrift, Antwerpen, n° 2, april 1975, blz. 179-196.*)

BELG. 64 B

347.720.1 - 338.013. - 338.731.1

348.50

BAECK, L.

Europa zwanger van Amerika.

Antwerpen, De Nederlandsche Boekhandel, 1974, 134 blz.

MOENECLAHEY, F.

Les taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

(In : *Bulletin des Contributions, Bruxelles, numéro spécial, mai 1975, pp. 112-125.*)

BELG. 28

TAVERNIERS, R.

La règle « non bis in idem » en matière d'impôts belges sur les revenus de 1919 à ce jour.

(In : *Bulletin des Contributions, Bruxelles, numéro spécial, mai 1975, pp. 43-81.*)

BELG. 28

RILEY, R.C. and ASHWORTH, G.J.

Benelux : an Economic Geography of Belgium, the Netherlands and Luxembourg.

London, Chatto and Windus, 1975, 256 p.

351.2

380.27 - 380.3 - 306.111

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

Le principe pollueur-payeur; définition, analyse, mise en œuvre.

Paris, O.C.D.E., 1975, 123 p.

Les prix à la consommation en 1974.

(In : *Bulletin du Statec, Luxembourg, n° 2, 1975, pp. 30-79.*)

LUX. 2 B

368.40 - 336.024.

380.27 - 332.26 - 333.841.

BOELAERT, R. and DE VLIEGHER, L.

A Prediction of the Belgian Social Security Contributions for the Period 1976-80.

(In : *Public Finance, The Hague, No. 3-4, December 1974, pp. 245-265.*)

GEN. 16 A

SYLOS-LABINI, P.

On the International Interdependence of Prices and Wages.

(In : *Recherches Economiques de Louvain, Louvain, n° 3, mars 1974, pp. 251-260.*)

BELG. 34

368.43 - 332.832.

380.51

LEVEQUE, N.

Le financement des pensions sociales.

(In : *Reflète et Perspectives de la Vie Economique, Bruxelles, n° 2, avril 1975, pp. 161-175.*)

BELG. 131 A

VAN DAELE, Ch.

La distribution.

Bruxelles, Institut économique et social des Classes moyennes, 1974, 200 p.

382.240. - 333.432.7 - 333.451.0
339.113.

382.257.

MASON, R.H. a.o.

The Economics of International Business.
New York, Wiley, 1975, XIV + 444 p.

WUFFLI, H.R.

La crise monétaire à la lumière de l'histoire contemporaine.

(In : *Crédit Suisse - Bulletin*, Zurich, avril-mai 1975, pp. 7-9.)

SUISSE 8

382.242.0 - 382.240.

382.51 - 382.36

CHATELUS, M.

Les pétrodollars et le système mondial capitaliste.
(In : *Mondes en Développement*, Paris, n° 8, 1974, pp. 101-121.)

FR. 42

PUYLAERT, L.

Export. Aspecten van de Vlaamse economie.
Antwerpen, Studiedienst, Vlaams Economisch Verbond, 1975, 129 blz.

382.242.0 - 339.113. - 382.257.
338.731.1

385.1

FIELD, M.

Cent millions de dollars par jour.
(Tr. de l'anglais.)
Paris, Fayard, 1975, 272 p.

La réglementation des transports en Belgique.

(In : *Echos des Communications*, Bruxelles, n° 1, 1975, pp. 56-70.)

BELG. 63 A

382.242.0 - 333.453. - 338.731.1
334.152. - 333.81 - 333.820.
333.78 - 333.139.2 - 333.162.

657.33

INSTITUT UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL.

L'orientation des mouvements internationaux des capitaux : rôle des centres financiers et des institutions.
(Journées d'études, 22 et 23 novembre 1974.)

Luxembourg, Institut Universitaire International, 1975, 156 p.

FAINGNAERT, L.

Bilans et résultats réels en période d'inflation.

(In : *La Vie au Bureau*, Bruxelles, n° 3-4, mars-avril 1975, pp. 169-191.)

BELG. 183 A

658.2

Le Leasing.

(In : *La Vie au Bureau, Bruxelles, n° 3-4, mars-avril 1975, pp. 207-210.*)

BELG. 183 A

658.40 - 339.312.3

BROWN, G.

La stratégie financière de l'entreprise; comment rentabiliser ou économiser les capitaux.

Paris, Les Edit. d'Organisation, 1975, 276 p.

658.40 - 347.720.1

La gestion financière d'entreprises internationales.

(In : *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, n° 22, 30 mai 1975, pp. 1-5.*)

BELG. 33

Prix de l'abonnement annuel	{ Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 250,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 300,—.
Prix du numéro séparé	{ Belgique, Pays-Bas et Luxembourg : FB 25,— (à majorer de 6 p.c. de T.V.A. pour les abonnés en Belgique). Autres pays : FB 30,—.

Païement par virement bancaire ou postal (C.C.P. n° 000-0000500-15) à la Banque Nationale de Belgique, 1000 Bruxelles, avec la mention « Bulletin de la B.N.B. », en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise ».
